

« Pouvoirs et libertés »  
au congrès du Syndicat  
de la magistrature

Lire en page 16  
l'article de Philippe Boucher.

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 120 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Belgique, 100 francs ; Espagne, 160 pes. ; France, 100 francs ;  
Grèce, 100 dr. ; Italie, 100 lire ; Japon, 100 yen ;  
Liban, 100 lib. ; Pays-Bas, 100 flor. ; Portugal, 100 esc. ;  
Royaume-Uni, 100 sh. ; Suisse, 100 francs ;  
Tchécoslovaquie, 100 Kčs ;  
Tarif des abonnements page 12  
5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 26 60 62  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### LA RÉVISION DU CONCORDAT ITALIEN

Le 5 octobre 1967, M. Aldo Moro, alors chef du gouvernement italien, obtenait un vote de confiance de la Chambre sur la promesse d'engager avec le Saint-Siège des négociations pour la révision du concordat. Le sujet semblait périlleux, propre à faire éclater la majorité de centre-gauche. Mais la tactique du « il est urgent d'attendre » a eu le mérite de transformer aujourd'hui en évidence incontestable ce qui ressemblait alors à un pari.

La nouvelle législation sur le divorce, l'échec du référendum sur son abrogation, l'apparition d'une nouvelle mentalité dans les masses italiennes ont accéléré l'évolution du Vatican, tandis que le « dégel » de Paul VI par rapport aux affaires italiennes dissipait chez ses partenaires tout esprit de méfiance et de polémique.

En tout autre pays que l'Italie, le Saint-Siège favoriserait la substitution au concordat d'accords pratiques qui assurent mieux la liberté des Églises locales. Mais avec le gouvernement de Rome, la tradition historique et l'émbrication des réalités excluent, pour quelque temps du moins, une solution fondée sur un pur pragmatisme.

Saint-Siège et Vatican sont deux concepts absolument distincts, quoique le langage commun les confonde. Le premier terme désigne le gouvernement de l'Église catholique, comme entité religieuse. Le second désigne à la fois le lieu et la forme de droit international : l'État du Vatican — d'où ce gouvernement exerce pratiquement son pouvoir. C'est avec le Saint-Siège que le concordat du 11 février 1929 avait été conclu par Mussolini. Mais c'est le statut de l'État du Vatican qui déterminait le second document signé à cette date, le traité du Latran.

Pie XI avait fixé un principe absolu que Paul VI a abandonné implicitement : « Simul cadent, simul stabunt » (« Ils tombent ensemble, ils tiendront ensemble »). Ce qui signifiait que l'abrogation du concordat mettait en cause le statut international de l'État du Vatican. Les « signes des temps », si souvent évoqués par Jean XXIII, ont montré qu'une telle maxime ne pouvait à la longue s'appliquer qu'au détriment de l'Église.

Même si un pape peut défaire ce qu'a fait un autre pape, Paul VI et ses partenaires ne « défont » pas à proprement parler ce que construisaient implicitement Pie XI, son secrétaire d'État, le cardinal Gasparri, et Mussolini. C'était alors une œuvre de réconciliation qui mettait fin à la longue période de « spoliation » des biens du Saint-Siège par l'État italien.

Il est parfaitement utopique de rêver d'un Saint-Siège gouvernant à partir de quelque île déserte. Jean XXIII lui-même ne faisait sans doute quelque illusion lorsqu'il disait que l'Église n'aurait un jour pas d'autres liens avec l'Italie qu'elle n'en a avec les Philippines. La réalité géographique et le droit international confirment la tradition et l'histoire : le Vatican est en Italie. Aussi profondes que soient les transformations des esprits et des habitudes administratives, les « liens spéciaux » sont inévitables tant que l'Église incarnée est inconcevable si elle n'est aussi institutionnelle.

C'est bien la constatation de ce fait qui inspira en 1946 à Palmiro Togliatti, secrétaire général du parti communiste italien, son plaidoyer en faveur de l'insertion des accords du Latran dans la Constitution italienne. C'est elle aussi qui anime aujourd'hui le Parlement de Rome. Mais la vieille formule de Cavour : « L'Église libre dans l'État libre », fonde les critiques des socialistes, des républicains et des libéraux, qui introduiraient dans le débat le ferment laïque inséparable de l'histoire de l'Italie. Il évitera que le nouvel accord ne résulte simplement de conversations secrètes entre les démocrates chrétiens, les communistes et les prêtres ».

## LES TENSIONS POLITIQUES ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

### La France doit retrouver son équilibre et reprendre son progrès

déclare à Strasbourg M. Giscard d'Estaing

### Le « gel » de certains prix sera maintenu en janvier si la hausse reste aussi forte qu'en octobre : 0,9 %

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,9 % en octobre, après avoir monté de 1,1 % en septembre, de 0,7 % en août et de 1 % en juillet. Cela correspond à une cadence annuelle de près de 12 %. Depuis le début de l'année, les prix ont monté de 8,8 %. Deux mois restant à courir, il apparaît d'ores et déjà certain que la France aura retrouvé cette année l'inflation à deux chiffres (plus de 10 %), malgré un « gel » officiel des prix de trois mois et demi.

Face à cette situation, qui déjone — une fois de plus — ses pronostics, le gouvernement a décidé de serrer les écrous. La hausse en cours exprimant, selon M. Durafour, « la résistance de certains secteurs, notamment les services, aux contraintes de la nouvelle réglementation », le ministre délégué de l'économie et des finances a publié, ce vendredi 26 novembre, un communiqué affirmant que, « si de telles tendances se maintenaient dans les deux prochains mois, ces secteurs ne pourraient évidemment

pas bénéficier de la libération des prix à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977 ». La hausse a effectivement été en octobre particulièrement forte sur les produits alimentaires (12,2 %) et les services (10,9 %). Les produits manufacturés n'augmentent, eux, que de 0,6 %, en moyenne. En un an, la hausse des services a atteint 12,3 % (dont 13,3 % pour les tarifs des hôtels et cafés).

La menace ministérielle a d'autant plus ému les milieux professionnels du commerce que des négociations sont en cours, Rue de Rivoli, pour remplacer en janvier le blocage actuel par des engagements sectoriels de limitation des hausses. Cette procédure devrait, ajoute-t-on dans ces milieux, réussir à limiter les hausses, d'autant que la baisse de 2 % due à la diminution de la T.V.A. sur les produits non alimentaires s'appliquera début janvier.

Jeudi, M. Barre avait lancé une sévère mise en garde aux chefs d'entreprises, leur reprochant un

« attentisme... suicidaire » en matière d'investissements et un manque de civisme s'agissant de la politique des prix. M. Valéry Giscard d'Estaing avait déclaré de son côté, durant son voyage officiel en Lorraine : « La France est engagée dans un grand combat. Je dis bien la France, et non le gouvernement. À l'intérieur, l'inflation est un mal qui mine notre économie et affaiblit notre société. À l'extérieur, c'est, à terme, la remise en cause de notre indépendance. Ceux qui souhaitent en ce moment l'échec de l'action de redressement entreprise, s'ils réussissent, réussissent en même temps à affaiblir le pays ».

Dans le discours qu'il a prononcé vendredi matin à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a dénoncé la « démagogie » qui ne saurait servir de doctrine, a justifié la ténacité et la fermeté inébranlables du gouvernement dans la lutte contre l'inflation, et appelé l'opinion à se montrer confiante et patiente en attendant que « la vague de l'inflation recule ».

### La menace de M. Durafour

Le ton monte. En rendant public vendredi 26 novembre la hausse de l'indice des prix de détail pour octobre (+ 0,9 %), M. Michel Durafour, ministre délégué de l'économie et des finances, a souligné la « légère inflexion par rapport à septembre, mais reste préoccupante l'importance de la hausse, en dépit du gel des prix en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre, souligne bien l'intensité des tendances inflationnistes dans l'économie française au moment où a été lancé le programme de lutte contre l'inflation. De surcroît, elle exprime la résistance de certains secteurs, notamment les services, aux contraintes de la nouvelle réglementation. Si de telles tendances se maintenaient dans les deux prochains mois, ces secteurs ne pourraient évidemment pas bénéficier de la libération des prix à partir du 1<sup>er</sup> janvier ».

Est-ce l'annonce d'un plan Barre numéro 2, plus dur, plus contraignant, les premiers résultats de l'« ordonnance » de septembre n'ayant pas fait baisser le fièvre ? Il ne semble pas. Ou pas encore. On assure rue de Rivoli que les industriels ayant, dans leur ensemble, joué le jeu, les prix des produits manufacturés, seront normalement libérés au début de l'année prochaine... moyennant quelques engagements de discipline. M. Barre, qui a pourtant tenu jeudi après-midi des propos assez doux aux chefs d'entreprises, n'a à aucun moment exprimé une quelconque intention de prolonger le blocage général.

La menace brandie par M. Durafour concerne les seuls secteurs où les prix ne sont pas encore libérés : les services, c'est-à-dire les commerçants, les restaurants, les cafés, les hôtels, mais aussi les blanchisseurs, les teinturiers, les coiffeurs, les peintres, etc. Ces professions ne sont citées qu'à titre d'exemple. Cependant, les pouvoirs publics ne se gênent pas pour faire savoir que le secteur de la restauration en prend à son aise.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 9.)

### Un cran au-dessus

par PIERRE DROUIN

M. Michel Debré a réussi à passer le témoin. Sa tâche sur la nécessité de l'effort est maintenant reprise en duo par les plus hautes responsables de l'État : M. Giscard d'Estaing et M. Barre, le premier en Lorraine, dans une région qui s'agit de la crise de la sidérurgie ; le deuxième à Paris, devant un parterre de chefs d'entreprise, peu habitués à un langage aussi rude. On monte d'un cran dans l'appel au peuple. C'est que les faits, sont, décidément, peu aimables. Le dernier indice des prix d'octobre est mauvais : 0,9 %, et celui de novembre intégrait la hausse des prix de l'essence, mais pas celle du sucre non plus. La contrainte du dérapage n'est donc pas encore amorcée.

Mécaniquement, il n'y a rien à de surprenant, mais on a beau dire et expliquer, l'opinion, quand on lui parle d'un plan de redressement, guette ses premiers effets pour y croire, et elle ne voit rien venir. On l'invite à regarder le premier trimestre prochain. C'est bien loin, lorsque toute la lumière est braquée sur cette « ligne bleue » des taux d'inflation.

Du coup, les pouvoirs publics

préparent la mobilisation des énergies. Le langage portera-t-il ? M. Giscard d'Estaing a dégagé trois conditions pour le succès de l'entreprise de réajustement de l'économie. Le rapprochement des Français d'abord. La poursuite de ce fameux consensus est aussi mythique, hélas ! que la « quête du Grand dans un pays où la confrontation est la règle commune. Alors que la majorité, qui devrait « porter » le plan Barre d'un seul cœur, se déchire elle-même aujourd'hui, est-il réaliste de demander à tous les Français d'oublier leurs querelles ? Les Anglais, dont le réajustement de la balance des paiements est mis très longtemps avant de tirer dans la même sens : il a fallu que les prix franchissent la barre des 20 % ! Et même cette solidarité ne suffit pas à désempourner le char britannique.

M. Giscard d'Estaing a fait ensuite appel à l'effort. Ce langage peut être parfaitement entendu car les Français ont eu jusqu'ici le sentiment qu'on ne les traitait point en adultes, qu'on leur masquait la vérité, qu'on les berçait d'illusions vite démenties par les faits et les chiffres.

(Lire la suite page 8.)

### Le voyage présidentiel en Alsace

Dans le discours qu'il a prononcé à Strasbourg, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré :

« Le combat contre la hausse des prix est aussi le combat pour l'emploi. Le plan Barre était nécessaire. Il faut maintenant qu'il réussisse. Son succès suppose trois conditions : la ténacité du gouvernement, la patience de l'opinion, une perspective de progrès pour la France. La confiance ne naît pas de l'illusion, elle se mérite. Pour l'obtenir, le gouvernement doit se montrer indéfectiblement dans sa détermination de lutter contre la hausse des prix et de rétablir les équilibres intérieurs et extérieurs. La fermeté du gouvernement est donc nécessaire ».

« Le gouvernement doit être présent partout et se montrer proche des préoccupations des Français. Les Français doivent avoir le sentiment que ceux qui le gouvernement partagent leurs soucis ».

« L'opinion doit soutenir cet effort. On peut, on doit demander à l'opinion la confiance et la patience. Toute politique économique a besoin d'un délai de six à neuf mois pour obtenir les premiers résultats... »

BERNARD CHAPUIS.

Lire pages 28 et 29 :

CE QUE PENSENT  
D'ANDRÉ MALRAUX  
LES ÉCRIVAINS  
D'APRÈS 1968

### L'Espagne au moment de vérité

par MAURICE DUVERGER

Le franquisme est mort moins d'un an après Franco : ce jeudi 18 novembre où les Cortès sur mesures installées par le dictateur ont voté la loi pour la réforme politique. Mais la démocratie n'est pas encore née. Ce texte, en cinq articles, la rend possible : si ne l'établit pas, il n'instaure pas un régime nouveau. Il modifie seulement deux points du régime établi : la composition des Cortès et leurs pouvoirs. Au lieu d'une Assemblée unique, il y aura désormais deux Chambres : un Congrès des députés et un Sénat.

L'un et l'autre élus au suffrage universel, le premier à la proportionnelle, le second au scrutin majoritaire. Cependant, le roi pourra désigner des sénateurs supplémentaires pour chaque législature, n'excédant pas le cinquième des élus.

La différence est grande avec les Cortès en place, où moins de cinquante des membres étaient élus directement, sans liberté des partis politiques et de la propa-

gande. Les autres étaient nommés par le gouvernement ou désignés par des organisations qui contrôlaient (syndicats uniques, associations professionnelles, corps municipaux ou provinciaux), à moins qu'ils ne soient élus à la suite de la loi. Mais les membres du conseil national de la Phalange, de haute magistrats, etc. Ainsi transformées, les Cortès reprennent des prérogatives plus importantes et une plus grande liberté d'action. Les deux Chambres nouvelles exercent véritablement le pouvoir législatif dont l'Assemblée en fonction n'avait qu'une ombre. Elles auront l'initiative et la décision dans ce domaine, sous réserve de la sanction royale. Elles établiront leur règlement intérieur et éliront leur président, au lieu que le chef de l'État impose l'un et l'autre.

Mais, comme les Cortès de Franco, elles demeurent privées du droit de contrôler réellement le premier ministre et le gouvernement, qui ne sont pas responsables devant elles mais dépendent seulement du roi. La loi votée le 18 novembre n'établit pas un régime parlementaire, mais seulement ce qu'on appelle une « monarchie limitée », régime de transition entre l'autoritarisme et la démocratie que la Grande-Bretagne a connu au dix-huitième siècle et l'Europe continentale au dix-neuvième. Pour l'Espagne, que le franquisme maintenait dans un climat politique médiéval, c'est tout de même un grand progrès.

Il ne constitue qu'une première étape. La « loi pour la réforme politique » établit un régime provisoire dont elle définit avec précision le mécanisme d'évolution.

(Lire la suite page 2.)

### AU JOUR LE JOUR

Sa Majesté Hassan II vient de quitter le Maroc de sa visite officielle en France, une rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand. Le souverain marocain, sans doute peu au fait de la situation politique intérieure française, a confondu involontairement l'opposition à M. Giscard d'Estaing avec l'opposition tout court. En d'autres termes, il a confondu l'opposition classique, qui est à gauche, avec une opposition

### CONSEIL DE ROI

new-look d'autant plus délicat à discerner qu'elle est adroite.

C'est pourquoi, si M. Mitterrand, qui a d'ailleurs chahuté, acceptait malgré tout de rencontrer le président de la République, le seul conseil qu'il pourrait lui donner serait d'inviter à nouveau M. Chirac, qu'il a lui-même communiqué l'adresse de son ancien premier ministre.

BERNARD CHAPUIS.

### VÉRITÉ ET VRAISEMBLANCE

### La légende vigneronne

Ouvrir le livre écrit par le responsable d'une organisation professionnelle, c'est toujours prendre un risque : la polémique, les arguments techniques sont trop souvent la substance d'ouvrages spécialisés. Avec « Vendanges amères », Emmanuel — c'est ainsi que l'on appelle familièrement M. Maifre-Baugé, ancien président de la Fédération des vins de table, président de la chambre régionale d'agriculture du Langue-doc-Roussillon — nous épargne cela.

Avant tout, surtout, il se récite comme savent le faire les conteurs provençaux : un homme qui communie sensuellement avec les ceps, les sillons, le vent, les orages, la grêle ; un village, Belarg, encore hanté par le souvenir du fabuleux Petasson ; une région qui cahote

du Lorzac à la plaine de l'Hérault. Emmanuel raconte encore les femmes, les enfants, les vendanges, les vignes, les hommes qui ont fait sa vie. De belle manière. Avec l'accent vrai. Il prend la main d'un amour égaré pour s'enfoncer dans le chai : « Les grands foudres austères, dans leur ceinture de feraille, la pousse repue... la cave profonde, obscure, nous absorbe totalement... Cette cave où le vin, lentement, s'asseyait dans les cuves où le travail des hommes fixait sa liturgie... » Il entre, s'écoute en main, dans les rangées, il conduit la benne chargée de grappes, il serre dans ses bras son père écorché par un camion fou... Il se « débouquine » sans offense, comme on sait le faire quand les racines sont profondes.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 29.)

**Céréssole**  
JOAILLIER-HORLOGER, 16 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup>  
présente la collection complète Rolex Oyster.



ROLEX  
GENÈVE  
Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.



## AMÉRIQUES

### États-Unis

#### UN DÉBAT A LA FNAC

#### M. Carter vu par deux anciens conseillers de Kennedy

« M. Jimmy Carter sera plus progressiste que ses prédécesseurs démocrates sur les questions raciales, mais sans doute plus conservateur en matière sociale. »

« Je prends le pari que dans quatre ans M. Carter sera considéré comme le président le plus libéral que les États-Unis aient jamais eus. »

Ces deux prédictions aussi assurées qu'opposées émanent respectivement d'un historien, M. Arthur Schlesinger (1) et d'un journaliste, M. Pierre Salinger, deux anciens conseillers du président Kennedy, qui étaient les invités d'un débat organisé jeudi 25 novembre à Paris, à la FNAC, sur l'élection présidentielle du 2 novembre.

Cette différence d'appréciation entre les deux orateurs, l'un et l'autre démocrates convaincus et chauds partisans de M. Carter, illustre l'habileté de l'ancien gouverneur de Géorgie, qui a su rester au plan absolu de la « justice » sans jamais se lier les mains par des promesses précises.

### Pérou

#### DES PERSONNALITÉS PROCHES DE L'ANCIEN PRÉSIDENT VELASCO CRÉENT UN « PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE »

(De notre correspondant.)

Lima. — Diverses personnalités de la « première phase » révolutionnaire du régime militaire péruvien, celle du président Velasco, ont signé mardi 23 novembre un manifeste qui marque la création du Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.). Elles se réclament des réformes réalisées durant les premières années du gouvernement des forces armées, « qui ont signifié un profond changement dans l'important secteur de notre société ». Mais, ajoute le manifeste, « le processus commencé le 3 octobre 1968 a vu ses aspirations premières trahies par l'absence du peuple du pouvoir ». Le texte se prononce pour « la socialisation majoritaire des moyens de production ».

Les chances de développement du P.S.R. paraissent limitées, le pays se trouvant toujours en état d'urgence et les garanties constitutionnelles sont suspendues. Aucune des directions de journaux de la presse « socialiste », étroitement contrôlées par le gouvernement, n'a accepté de rendre compte, même sous forme d'annonce payante, de la création du P.S.R.

Les conséquences politiques de ce manifeste risquent cependant d'être importantes en raison de la personnalité des signataires. On compte parmi eux trois officiers en retraite considérés comme proches de l'armée radicale des forces armées : le général Leonidas Rodriguez, ancien chef du SINAMOS (système national d'appui à la mobilisation sociale) et de la région militaire de Lima ; le général Arturo Valdes, principal adjoint de l'ancien premier ministre Fernandez Maldonado, et le contre-amiral Jorge Delgado, ancien ministre de l'Industrie.

Le manifeste a été signé également par des dirigeants d'organisations populaires qui ont toujours appuyé le gouvernement militaire : la C.N.A. (Confédération nationale des agriculteurs), la C.T.R.P. (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne), ainsi que par plusieurs dirigeants, étudiants et représentants des bidonvilles de Lima.

La fondation du P.S.R., quelle que soit son importance réelle, risque d'accroître les mutations en cours au sein des organisations populaires, qui ont été créées par le gouvernement militaire à l'époque du président Velasco, et dont le décalage est croissant face au changement de la politique officielle.

THIERRY MALINIAK.

● RECTIFICATIF. — Le pourcentage de la population péruvienne en chômage ou en sous-emploi est de 47,2 % et non de 47,3 %, comme une erreur typographique nous l'avait fait écrire dans un article publié dans le Monde du 24 novembre sous le titre « Le gouvernement annonce une série de mesures destinées à rendre confiance au secteur privé ».

### Canada

● M. BOURASSA, président du parti libéral québécois, a démissionné jeudi 25 novembre de son poste de premier ministre du Québec. Il est remplacé par M. Lévesque, président du Parti québécois (P.Q., indépendantiste), qui a prêté serment jeudi après-midi. (A.F.P.)

MM. Schlesinger et Salinger ont, en tout cas, préféré s'en tenir au bilan de la campagne électorale et aux comparaisons possibles avec d'autres périodes de l'histoire américaine. L'un et l'autre ont admis comme une évidence que, après le débat acharné sur la politique étrangère qui a marqué la dernière décennie, les Américains se préoccupent davantage de leurs problèmes intérieurs.

M. Schlesinger a remarqué que l'élection d'un gouverneur, sudiste de surcroît, représentait un double retour à une tradition interrompue par la guerre de Sécession. M. Carter est le premier président sudiste élu depuis la guerre civile (M. Johnson était originaire d'un État, le Texas, qui faisait partie de la Confédération mais n'appartient pas au « Sud profond »). D'autre part, alors que les gouverneurs étaient nombreux à s'opposer à la présidence au dix-neuvième siècle, ils ont été peu à peu remplacés par les sénateurs, en raison du rôle croissant joué au vingtième siècle par les problèmes extérieurs avec la montée de la puissance américaine.

Les orateurs ont souhaité dissiper certains malentendus à propos de l'appartenance de M. Carter à la « conférence tripartite », un organisme créé en 1973 par M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, pour développer des relations plus étroites entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. « Il ne s'agit pas d'un complot du capitalisme international, mais d'un club qui publie des rapports parfois ennuyeux et souvent interminables, et qui se retrouvent des hommes d'affaires, des universitaires en mal de voyage et des diplomates en retraite », a affirmé M. Schlesinger. M. Salinger a, de son côté, contesté que cet organisme ait joué un rôle dans la victoire de M. Carter.

Pour M. Salinger, l'expérience de la « tripartite » a été précieuse à M. Carter, car elle lui a permis d'acquiescer à certaines commissions des problèmes internationaux, en particulier européens. M. Carter semble ainsi devoir être un partisan plus convaincu que ses prédécesseurs de l'unité de l'Europe, et ne pas être tenté, à l'inverse de certains d'entre eux, de jouer un pays contre l'autre pour contraindre le monde des États-Unis à l'ensemble.

Les deux orateurs, également convaincus des bienfaits du système américain purifié — ou sauvé en extrême d'une évolution fatale — par le Watergate, n'étaient guère mesure de répondre aux questions, au demeurant trop respectueuses, posées sur l'avenir de ce système. M. Schlesinger a attribué à un certain « cynisme » la montée des abstentions lors des élections présidentielles successives ; il a estimé que la loi de 1974, qui organise le financement de la campagne par le contribuable, limite trop sévèrement les possibilités des candidats aisés et est injuste envers les tiers-partis.

D. Dh.

(1) Un compte rendu du livre de M. Schlesinger, la Présidence impériale, paru en traduction française aux Presses universitaires de France, a été publié dans le Monde du 5 novembre 1976.

### Costa-Rica

#### M. RICHARD DE DAMPIERRE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A SAN-JOSÉ

Le Journal officiel en date du 25 novembre 1976 annoncera la nomination de M. Richard de Dampierre comme ambassadeur à San-José, au Costa-Rica, en remplacement de M. Charles de Geis de Guyon de Pampelonne.

(M. Richard de Dampierre, né le 10 janvier 1916, a été intégré en 1945 dans les cadres du ministère des affaires étrangères. Attaché d'ambassade à Buenos-Aires de 1949 à 1959, il occupe divers postes à l'administration centrale en 1954. Premier secrétaire à La Havane de 1954 à 1956, puis à Stockholm de 1956 à 1962, il a été ensuite consul à Palerme puis à Florence.)

● Le comité Entraide et action, comité international pour la défense des droits de l'homme, a envoyé un télégramme à M. Waldheim, lui demandant de faciliter l'échange proposé par le Chili entre MM. Corvalan, secrétaire général du P.C. chilien, et le dissident soviétique Vladimir Boukovski. Il demande au secrétaire général de l'O.N.U. « d'intervenir d'urgence auprès des autorités soviétiques pour saisir cette occasion de libérer deux prisonniers politiques. Seule l'acceptation de cette proposition peut démontrer son sérieux ». Le texte est notamment signé par MM. Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel, Vladimir Maximov, Victor Nekrasov, Peter Reddaway, Luděk Pachman, ainsi que Léonide Plouchitch et Vadim Delaunay.

## EUROPE

### Espagne

#### Le moment de vérité

(Suite de la première page.)

Sur les cinq articles qui la composent, le plus long est consacré à la révision constitutionnelle (art. 3). L'objet de celle-ci n'est pas limité : tout l'édifice du franquisme peut donc être reconstruit. L'initiative appartient conjointement au gouvernement et au Congrès des députés. Le projet de révision doit être d'abord voté par cette Chambre, puis ensuite par le Sénat, chaque loi à la majorité des membres de l'Assemblée. Si les députés et les sénateurs sont en désaccord, on constitue une commission mixte. Si elle ne peut aboutir, les deux Chambres siègent en commun et décident à la même majorité. Une fois votées, les réformes constitutionnelles sont soumises au référendum populaire. La composition du Sénat donne un grand avantage aux conservateurs, mais pas plus qu'en France ; pour les lois ordinaires le Congrès des députés a d'ailleurs le dernier mot, comme notre Assemblée nationale. Les procédures ainsi définies permettent d'établir une constitution démocratique.

Le roi garde malgré tout le contrôle étroit du processus qu'il a engagé. Le nouveau statut des

Cortes lui réserve une prérogative considérable qu'on ne trouve pas dans les monarchies limitées des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il peut soumettre directement au peuple, par référendum, toute « option politique d'intérêt national, quelle soit ou non de caractère constitutionnel ». Si l'objet de la consultation entre dans la compétence des Chambres, elles doivent prendre ensuite les décisions correspondantes. Sinon, elles sont dissoutes, et l'on procède à de nouvelles élections. Employé ainsi pour faire pression sur un Parlement, le référendum prend des allures plébiscitaires. En pratique, tout dépendra de l'usage qu'en fera le pouvoir d'Assemblée élue, comme le fait la loi pour la réforme politique. Mais à condition qu'elles reposent, dès le début, sur un suffrage universel authentique où tous les citoyens puissent voter, où tous les partis puissent présenter des candidats et faire campagne librement. Car lui seul est source de légitimité dans une démocratie pluraliste. Et comment élaborer et appliquer ensuite les règles qui permettront à tous les Espagnols de vivre ensemble, si leur légitimité n'est pas incontestable ?

MAURICE DUVERGER.

### Roumanie

#### La réunion du pacte de Varsovie cherche les moyens de donner une nouvelle vigueur à l'« esprit d'Helsinki »

De notre envoyé spécial

Bucarest. — La session du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, qui s'est ouverte jeudi 25 novembre à Bucarest. Elle s'est achevée vendredi matin, les documents adoptés se sont publiés en fin de journée. Prévue pour 15 heures, la première séance a commencé avec un peu de retard en raison, dit-on, d'une légère fatigue de M. Brejnev. Les délégations des pays membres sont dirigées par les chefs des partis respectifs et comprennent notamment les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères. Le général Gribkov, chef d'état-major des forces armées du pacte, est également présent. La dernière réunion du comité politique s'était tenue en avril 1974 à Varsovie, et il n'y avait pas eu de session à Bucarest depuis 1966.

Il y a dix ans, les pays communistes lançaient, dans la capitale roumaine leur projet de conférence européenne sur la sécurité. En juillet 1975, cette idée trouvait son aboutissement à Helsinki. La question qui se pose aujourd'hui au camp socialiste est de trouver les moyens de donner une nouvelle vigueur à l'esprit d'Helsinki.

Le moment choisi pour cette réunion n'est peut-être pas le résultat du hasard. Moscou et ses alliés ont sans doute jugé opportun de se consulter après les élections d'octobre en Allemagne fédérale, et de novembre aux États-Unis. La crise du pouvoir qui vient d'ébranler la Chine offre une raison supplémentaire de se concerter.

En déclarant, le soir de son arrivée à Bucarest, qu'il espérait que la session du comité politique apporterait « une contribution nouvelle et importante à la cause du renforcement de la paix en Europe et dans le monde entier », M. Brejnev a fait naître certaines spéculations. L'hypothèse la plus généralement retenue est que l'U.R.S.S. pourrait profiter de l'occasion pour renouveler avec plus de force ses appels en faveur du désarmement et de la réduction des troupes en Europe.

Les États membres du pacte de Varsovie pourraient décider d'appuyer officiellement la proposition de la Yougoslavie et des pays non alignés de convoquer une assemblée générale extraordinaire de l'ONU sur le désarmement conçue comme une première étape vers une conférence mondiale sur le même sujet. Une telle initiative aurait pour résultat attendu de couper l'herbe sous le pied aux campagnes qui se dessinent en Occident sur l'ampleur de l'armement du camp oriental.

Il ne serait guère étonnant, d'autre part, que le pacte reprenne à son compte les suggestions de l'U.R.S.S. en vue d'organiser une collaboration paneuropéenne dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et des transports.

Le caractère politique du pacte sera-t-il renforcé ? La session recommandera-t-elle, par exemple, une plus grande fréquence des rencontres des ministres des affaires étrangères ? Une telle mesure, à laquelle

### Portugal

#### LES FORCES ARMÉES SONT LE PILIER DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE déclare le général Eanes

Lisbonne (A.F.P.). — Le général Eanes a déclaré, à l'occasion du premier anniversaire de la défaite de la rébellion des militaires d'extrême gauche du 25 novembre 1975, que les forces armées étaient désormais « le pilier de la nouvelle société démocratique ».

Le chef de l'État, qui présidait, en compagnie de M. Soares, premier ministre, la cérémonie organisée à l'académie militaire d'Alameda, dans la banlieue de Lisbonne, a dit que le 25 novembre symbolisait « la victoire d'un projet démocratique sur la perversion totalitaire » qui avait tenté de détruire les forces armées afin de pouvoir imposer au peuple un modèle de société qu'il n'avait pas choisi.

Le général a ajouté qu'il restait encore à éliminer « les séquelles de la période trouble qui précède le 25 novembre et au cours de laquelle les forces armées étaient au service de la transformation en bandes armées au service d'intérêts partisans ». Il a reconnu qu'il subsistait de petits groupes qui se réclament de l'armée et se livrent à la corruption politique et il a proclamé que « quiconque se montre indigne de l'uniforme qu'il porte devra le retirer ».

Il a d'autre part indiqué qu'à l'issue de ce qui se pratique dans d'autres pays aux faibles ressources, l'armée portugaise pourrait être appelée à jouer un rôle important dans le développement de certains secteurs de l'activité nationale. Il a précisé que « la hiérarchie traditionnelle serait progressivement rétablie, selon les critères professionnels afin de faire des forces armées l'instrument technique nécessaire à la réalisation des tâches nationales dont elles sont investies ».

Un défilé de détachements des trois armes a clos la cérémonie. L'anniversaire a été célébré dans tout le pays.

MANUEL LUCBERT.

### Danemark

#### Un mouvement de grèves sauvages provoque une crise politique

De notre correspondante

Copenhague. — Une crise politique sérieuse a éclaté au Danemark. C'est la conséquence de grèves sauvages lancées il y a environ une semaine, par des chauffeurs de camions-citernes, et qui commencent à paralyser le royaume, privé peu à peu de ses approvisionnements en essence et en fuel domestique et industriel. Jeudi 25 novembre, le gouvernement minoritaire social-démocrate, qui préside depuis février 1975 M. Jørgensen, avait décidé enfin de déposer un projet de loi déclarant illégales de telles grèves. Il avait mis au point un schéma avec les quatre partis non socialistes qui appuyaient son gouvernement : la droite, le Centre démocratique, chrétiens populaires et conservateurs.

Mais, en début de soirée, alors que ce texte était prêt pour être présenté au Parlement, le premier ministre recevait les responsables de la centrale L.O. (un million d'adhérents). Il déclarait alors qu'il retirait une partie des dispositions du projet de loi en préparation. Il s'agit de paragraphes

qui prévoient des amendes plus fortes contre les auteurs de grèves sauvages et des amendes contre les employeurs qui accorderaient des augmentations de salaires en dehors des conventions collectives. Les quatre partis non socialistes qui soutenaient le gouvernement ont réagi immédiatement et avec vivacité. Ce n'est pas d'unilatéral, le premier ministre qui dirige le pays mais l'état-major de la centrale L.O. Ces quatre partis ont annoncé qu'ils retireraient leur collaboration au gouvernement et qu'ils s'estimeraient défaits des promesses qu'ils lui avaient faites (1).

Le chef du gouvernement doit indiquer à la Chambre, ce vendredi, les conclusions qu'il tire des événements.

CAMILLE OLSEN.

#### La visite de M. de Guiringaud

#### Paris et Copenhague ont des vues identiques sur la politique agricole et la pêche

De notre correspondante

Copenhague. — M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a eu, jeudi 25 novembre à Copenhague, quatre heures d'entretiens, successivement avec son collègue danois, M. Andersen, et avec le ministre de l'économie extérieure, M. Noerregaard.

Les conversations ont porté surtout sur la préparation du Conseil européen des 29 et 30 novembre et la poursuite du dialogue Nord-Sud. Du côté français, on souligne l'identité de vues des deux pays dans un certain nombre de domaines, notamment dans celui de la politique agricole de la Communauté et celui de la pêche. M. de Guiringaud a pris des critiques danoises contre les montants compensatoires agricoles (ces critiques rejoignent en partie, mais en partie seulement, celles de la France) et des réformes souhaitées par Copenhague. Parlant du rapport Tindemans, M. de Guiringaud s'est prononcé contre l'extension de la règle majoritaire aux questions de politique étrangère, ce qui est aussi le point de vue de M. Andersen.

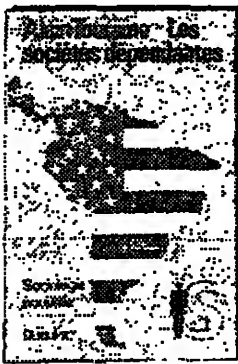
En revanche, le ministre français, faisant allusion à certains votes récents à l'ONU, où le Da-

mark s'était désolidarisé des autres membres de la C.E.E. (à propos des relations avec l'Afrique du Sud), a exprimé l'espoir qu'à l'avenir les prises de position danoises seraient moins « marquées ».

Les différences de conception sur l'évolution des structures européennes sont apparues en transparence dans les discours que M. Andersen et son hôte français ont prononcés à l'issue d'un dîner qui a clos cette brève rencontre. Ainsi, M. Andersen (parlant en un français météorologique) a rappelé « les attaches nordiques » profondes de son pays et insisté sur la nécessité de conduire un dialogue « ouvert et constructif » avec les pays de l'Europe occidentale qui ne sont pas membres de la Communauté européenne ou ne désirent pas y adhérer. Il faisait allusion à un projet autrichien pour une concentration régulière entre la C.E.E. et l'Association européenne de libre-échange qui existe toujours malgré la défection de la Grande-Bretagne. M. de Guiringaud a mis l'accent sur la nécessité pour les Neuf d'être solidaires et de poursuivre la construction communautaire. — C. O.

## ALAIN TOURAINE

### Les sociétés dépendantes



Une réflexion sur les formes particulières des mouvements sociaux dans les sociétés dépendantes, notamment en Amérique Latine. Un nouvel examen du problème de la marginalité.

Ducolot  
16, rue Séguier  
Paris 6

Diffusion Diff-Edition

مكتبة الامم المتحدة



## EUROPE

### Irlande du Nord

#### L'idée d'un Ulster autonome gagne du terrain

Belfast. — Le gouvernement régional, partage du pouvoir, administration directe de Londres : tous ces systèmes ont été essayés en Ulster, mais les « troubles » continuent. Seuls le retrait des troupes britanniques et l'instauration d'un « Etat » indépendant n'ont pas encore été expérimentés. Un tel plan était, jusqu'à présent, inimaginable (le Monde du 17 juin 1976) : on estimait qu'il provoquerait le chaos économique et une guerre civile « à la libanaise ». Mais l'idée acquiert peu à peu une certaine respectabilité : elle est discutée sérieusement par des hommes politiques, des universitaires, des économistes, certains prêtres et les organisations paramilitaires protestantes d'Irlande du Nord.

Le comité central de coordination des organisations paramilitaires loyalistes — qui ne compte pas dans ses rangs la plus importante, l'UDA (Ulster Defense Association) — a exposé la semaine dernière son plan pour un Ulster autonome au sein d'un Royaume uni fédéré. La Grande-Bretagne s'engagerait à verser pendant quinze ans 300 millions de livres pour aider le jeune Etat, qui ferait partie du Marché commun et établirait des relations économiques avec l'Irlande du Sud. Un Parlement, avec une seule assemblée de cent membres remplacerait l'ancien Stormont à deux Chambres. La Constitution écrite comporterait une charte des droits de l'homme. Enfin, pour assurer l'allégeance de tous les Nord-Irlandais, l'Union Jack serait remplacée par une croix de Saint-Patrick et l'emblème de la main rouge. Les extrémistes protestants ont précisé que ce plan était destiné à « stimuler la discussion ».

La question de l'identité du nouvel « Etat » est la plus discutée. Les autonomistes jugent que l'Ulster est différent de l'Irlande du Sud et de la Grande-Bretagne : catholiques et protestants d'Irlande du Nord ont plus de points communs qu'avec les Ecossais et les Anglais. Le consensus politique ne naîtra que lorsqu'on tiendra compte de ce particularisme, déclare M. John Robb, un chirurgien protestant qui, depuis des années, réclame l'indépendance de la province.

#### « Coma politique »

Pour que la Grande-Bretagne accorde l'indépendance à l'Ulster — étant entendu que ce n'est pas à ce dernier d'en décider unilatéralement — à la rhodésienne — plusieurs conditions doivent être remplies : la majorité protestante et la minorité catholique doivent s'accorder sur la forme du nouveau gouvernement et sur l'organisation internationale, ou l'Etat, qui garantira les nouvelles institutions : la Grande-Bretagne, qui verse actuellement près de 500 millions de livres de subventions annuelles à l'Ulster, devra poursuivre un certain effort financier : Dublin devra renoncer à la revendication territoriale sur le Nord, inscrite dans la Constitution irlandaise.

Les réactions à l'idée d'indépendance sont en train de changer. Il y a quelques années, on criait à la trahison. Aujourd'hui, on réfléchit. Il n'y a plus d'opposition passionnée à un projet de coupe le cordon ombilical symbolique. Dans l'ensemble, les partis y sont opposés, mais moins fermement qu'auparavant. La coalition loyaliste, le principal parti protestant, y voit un prétexte à la guerre civile, mais d'autres formations loyalistes, comme le Vanguard, retiennent la solution au cas où Londres envisagerait d'abandonner l'Ulster. Le S.D.P. le principal parti catholique, va discuter sérieusement la question à sa conférence annuelle, dans quelques jours. En Irlande du Sud, il n'y a que M. Jack Lynch, chef du parti d'opposition, Fianna Fail, pour reconnaître le projet comme « intéressant ». Le gouvernement de Dublin craint, pour sa part, que les Britanniques, en partant, ne laissent l'Ulster aux mains des paramilitaires protestants.

### Belgique

#### M. Tindemans envisage un remaniement de son cabinet

De notre correspondant

Bruxelles. — Après l'éclatement du Rassemblement wallon et l'élargissement du parti libéral, sous une nouvelle dénomination (le Monde du 25 novembre), les événements se précipitent. Malgré un premier vote de confiance obtenu au Sénat, le gouvernement Tindemans paraît de plus en plus menacé. Le cabinet a obtenu la confiance sans difficulté par quatre-vingt-deux voix contre soixante-quatre et cinq abstentions (celles des sénateurs du Rassemblement wallon). Un nouveau vote, plus serré, doit intervenir à la Chambre le 2 décembre. Le gouvernement pourrait alors constater qu'il a perdu sa majorité et en tirer les indispensables conclusions. D'ici là, le premier ministre aura de nombreuses consultations. On envisage un remaniement du cabinet pour sauver la majorité actuelle. M. Tindemans devrait engager un nouveau ministre appartenant au Rassemblement wallon, mais un membre du

De notre correspondant

La masse des Nord-Irlandais suit la controverse avec intérêt, mais ne se prononce pas encore. Si on admet que l'Ulster est dans un « coma politique » et qu'il est maintenu en vie artificiellement par le gouvernement britannique, l'idée d'une autonomie négociée paraît séduisante, pas seulement pour les intellectuels nord-irlandais, mais aussi pour Londres. A première vue, Westminster ne fait rien pour l'encourager. En fait, l'idée ne déplaît pas au Northern Ireland Office (l'administration britannique en place à Belfast). De hauts fonctionnaires agissent en faveur d'un plan de retrait dans cinq à dix ans, avec retour du pouvoir régional, et d'un nouveau gouvernement. L'information a été diffusée sur les ondes de la B.B.C. et elle a fait l'objet d'un long article re-

centement dans le Sunday Times. L'argument est simple : les subventions de la province autonome ne coûteraient pas plus cher à la métropole que le terrorisme actuel et le maintien des troupes. Or l'autonomie pourrait ramener le calme.

A la mi-décembre, les Communes vont consacrer un long débat à l'Irlande du Nord. M. Roy Mason, secrétaire d'Etat de la province, a déjà fait savoir que celle-ci pourrait bénéficier des avantages de l'autonomie dans le cadre de la dévolution de pouvoirs accordée à l'Ecosse et au Pays de Galles. Londres pourrait exploiter le désir général de retour au calme créé par le mouvement de la paix pour relancer une série d'entretiens avec les leaders des différents partis politiques d'Ulster en vue d'établir une formule de gouvernement autonome ou non.

RICHARD DEUTSCH.

### AUX RÉUNIONS SOCIALISTES DE GENÈVE

#### M. Léopold Senghor propose l'attribution du prix Nobel de la paix aux femmes irlandaises

De notre correspondante

Genève. — La neuvième conférence du Conseil international des femmes socialistes, qui a précédé, à Genève, celle de l'Internationale socialiste, a choisi trois thèmes principaux pour ses débats : l'égalité, le développement et la paix. Le président Senghor y a participé en sa qualité de secrétaire général de l'Union progressiste sénégalaise. Il a proposé que le prix Nobel de la paix soit attribué au Mouvement des femmes de l'Irlande du Nord pour la paix. Cette idée a été immédiatement reprise dans une résolution, qui déclare notamment : « Les femmes socialistes qui appartiennent aux partis membres de l'Internationale socialiste voient dans la proposition de décerner le prix Nobel de la paix 1977 au Mouvement des femmes irlandaises pour la paix un hommage à leurs aspirations humaines et aussi un appel aux responsables en faveur de la paix, dont l'écho retentit dans l'opinion publique du monde entier. »

Le Conseil, dans une déclaration adoptée à l'attention de l'Internationale socialiste, insiste pour que l'ONU adopte une convention sur le terrorisme international, « la souveraineté dans la paix exigeant que les détournements d'avions accompagnés de violences, la prise d'otages ou d'autres actes de terrorisme soient efficacement combattus dans un commun effort ».

Le combat pour l'égalité s'est posé dans les termes définis par la déclaration portugaise introduite par Mme Soares : « Les femmes socia-

### Italie

#### Le Concordat révisé se fonderait sur les concepts de liberté et d'égalité

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement italien et le Saint-Siège ont établi un projet d'accord (le Monde du 24 novembre) pour réviser le Concordat de 1929. M. Andreotti l'a confirmé, jeudi 25 novembre, à la Chambre des députés en présentant aux parlementaires ce texte sur lequel ils devront se prononcer.

Plus court que le précédent — quatorze articles au lieu de quarante-cinq — le nouveau pacte serait d'un esprit très différent :

Il ne se fonderait plus sur la notion de privilège, mais sur le double concept de liberté et d'égalité. Les délégués du gouvernement et du Saint-Siège proposent, en effet, que le catholicisme ne soit plus « religion d'Etat », que l'enseignement religieux perde son caractère obligatoire et que les paroisses n'aient plus un statut spécial au regard de la loi. Elles souhaitent, en revanche, que les effets civils du mariage religieux soient maintenus, mais celui-ci ne serait plus qualifié de « sacrement » et les cours d'appel auraient un droit de contrôle sur les sentences de nullité émises par les tribunaux ecclésiastiques.

Ce dernier point explique la déception des partis laïcs. Ils sont à peu près tous d'accord cependant pour partir de ce projet et l'améliorer. « Il s'agit indiscutablement d'un pas en avant », affirme le parti communiste. Les propositions contiennent des nouveautés mais aussi des points qui devraient être clarifiés et des limites dépassées (...) pour que le nouveau rapport entre l'Eglise et l'Etat soit vraiment fondé sur les valeurs de pluralisme, de liberté et d'égalité sanctionnées par la Constitution et reconnues par le concile Vatican II.

L'ouverture du débat parlementaire a été fixée au mardi 30 novembre, malgré l'opposition du parti radical qui réclame l'abrogation pure et simple des pactes du Latran.

Dans son discours, le président du conseil a révélé que des négociations étaient en cours depuis deux mois. La délégation italienne comprenait trois juristes éminents, MM. Gonnella, Jemolo et Ago, tandis que celle du Saint-Siège était composée de Mgr Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de la papauté, de Mgr Silvestrini, sous-secrétaire du même organisme, et d'un jésuite, le Père Lenzi.

PIERRE DE VOS.

### Japon

#### ANCIEN PREMIER MINISTRE

#### M. Tanaka, à la veille de son procès pour corruption est plus populaire que jamais dans sa circonscription

Le procès de l'ancien premier ministre, M. Tanaka, de son secrétaire et de trois dirigeants de la grande société de commerce Marubeni, tous les cinq inculpés pour avoir reçu des pots-de-vin de Lockheed, commencera le 27 janvier devant le tribunal de Tokyo.

a-t-on appris, jeudi 25 novembre. Les autres personnes impliquées dans le scandale, dont le président de la compagnie aérienne intérieure All Nippon Airways, M. Tokufu Wakasa, et l'ancien ministre des transports, M. Hashimoto, passeront en jugement à partir du 31 janvier.

De notre envoyé spécial

Nagaoka. La voix rocailleuse, le ton familier, tour à tour enjoué ou vitupérant, M. Tanaka sait que le public lui est acquis lorsqu'il commence son discours électoral dans ce petit village de montagne des environs de Nagaoka, dans la préfecture de Niigata, sur la mer du Japon, à 400 kilomètres de Tokyo. Il est vrai que l'ancien premier ministre, arrêté en juillet puis libéré sous caution, est, ici dans son fief. Il sait comment parler à ces paysans aux visages rudes, emmitouflés dans leur vêtements d'hiver, à ces femmes robustes aux mains rouges par le froid.

Enfant du pays, né dans une famille simple, M. Kakuei Tanaka emploie volontiers leur patois. Pour ceux qui l'écourent, ce n'est pas un politicien corrompu. Puisqu'il affirme son innocence, tout le monde le croit. « Je vous parle de routes et de développement, et vous osez me poser une question sur l'affaire Lockheed ? Fiches le camp ! », répondit verbalement M. Tanaka, au début de sa campagne, à un homme qui avait soulevé le problème. Il n'est trouvé personne pour le défendre l'Inconscience, qui a dû tourner les talons. Depuis, aucun incident n'a eu lieu.

« Et après ? Même s'il a reçu de l'argent des Américains, il ne l'a pas gardé pour lui, mais l'a redistribué pour notre bien. Jamais la région ne produira un homme pareil... », nous dit un vieux paysan qui s'interrompt pour saluer d'un chapeau.

#### « Un complot »

Un chauffeur de taxi qui affirme voter pour le candidat socialiste n'en avait pas moins : « Kakuei Tanaka a fait beaucoup pour la région, et c'est un peu injuste ce qui lui arrive alors que d'autres politiciens aussi compromis ne sont pas inquiétés. » Le grand projet de M. Tanaka pour développer sa région et arrêter l'émigration, c'est l'extension de la ligne du Shinkansen (le fameux train express) jusqu'à Niigata. Les travaux ont commencé, et deux arrêts sont prévus dans sa circonscription.

Philippe PONS.

## OUTRE-MER

### Djibouti

#### Une résolution de l'ONU invite la France à mener scrupuleusement le processus d'indépendance du Territoire

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — La quatrième commission a adopté, jeudi 25 novembre, par cent dix-huit voix contre zéro et dix-huit abstentions (dont les pays du Marché commun) une résolution concernant Djibouti. La France n'a pas pris part au vote.

Cette résolution invite Paris à appliquer scrupuleusement et équitablement, de façon démocratique, le processus destiné à mener Djibouti à l'indépendance. Elle invite les dirigeants du Conseil du gouvernement et les représentants du F.L.C.S., du M.L.D. et des autres partis à entamer des discussions sous les auspices de l'O.U.A. afin d'élaborer un programme commun avant le référendum. La France devra retirer sans délai du Territoire sa base militaire et permettre aux réfugiés qui sont des citoyens de bonne foi de retourner à Djibouti.

Le texte adopté réaffirme, d'autre part, la résolution 3420 qui invite l'Éthiopie et la Somalie à n'entreprendre aucun acte qui soit suscep-

tible de menacer l'indépendance et l'intégrité territoriale de Djibouti. Prenant acte des engagements pris à cet égard par les représentants des deux États devant l'O.U.A. et l'ONU, la résolution invite tous les États à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Territoire et à ne rien entreprendre qui puisse compromettre son accession à l'indépendance.

Il a fallu près de deux semaines aux représentants somaliens et éthiopiens pour négocier, par O.U.A. interposée, cette formulation. La France n'a guère participé aux discussions. Elle aurait préféré que l'Éthiopie et la Somalie donnent dans le texte de la résolution des assurances non équivoques en ce qui concerne l'indépendance du Territoire et que celles-ci soient enregistrées par la Communauté internationale. Les engagements pris par la Somalie sont peut-être plus contraignants et solennels qu'elle ne l'aurait souhaité : ils le sont moins que ceux que l'Éthiopie demandait. — L. W.

## ASIE

### Thaïlande

#### VINGT-SIX RÉFUGIÉS CAMBODGIENS VONT ÊTRE REMIS AUX AUTORITÉS KHMÈRES

Bangkok (A.P.). — Le gouvernement thaïlandais a décidé de remettre aux autorités de Phnom-Penh vingt-six réfugiés cambodgiens qui avaient fui leur pays. Il y a un mois, a annoncé jeudi 25 novembre un porte-parole. Il précisait que leur présence en Thaïlande constituait une menace pour la sécurité du pays. C'est la première fois que Bangkok prend une telle décision. Il semble que le nouveau gouvernement militaire ait l'intention de se montrer beaucoup plus sévère à l'égard des nouveaux réfugiés. Le porte-parole a affirmé que les vingt-six personnes concernées par la mesure prise jeudi étaient venues en Thaïlande pour y recueillir des renseignements militaires. Selon certaines informations, elles pourraient avoir été « télégraphées » par les autorités cambodgiennes.

### Chine

#### Revue du « groupe de Changhaï »

#### « ÉTUDES ET CRITIQUES » A CESSÉ DE PARAÎTRE

Changhaï (A.P.). — Études et Critiques, revue politique et littéraire d'extrême-gauche publiée à Changhaï, a interrompu sa parution après la répression du « complot » de Pékin et l'arrestation de la veuve de Mao et de ses trois complices. Cette indication a été fournie à l'A.P. par des responsables de Changhaï. Ils ont précisé que l'interruption de cette parution était liée à l'arrestation des « conspirateurs ». Études et Critiques, dont on ne connaît pas le chiffre de diffusion, sans avoir l'audience de la revue théorique du parti le Drapeau rouge (dix millions d'exemplaires), était chaque mois attentue avec intérêt par les observateurs étrangers. Elle contenait souvent des points de vue plus détaillés ou plus concrets et précis que le Drapeau rouge dans le domaine de la politique intérieure chinoise.

**La caution des professionnels.**

1302 1402 1502

Elipron

Robustesse accompagnée de très haute qualité



(PUBLICITE)

Pour les fêtes de fin d'année

## OFFREZ-VOUS

UNE PAIRE DE SKIS MADSHUS EN FIBRE DE VERRE  
DES BATONS EN BAMBOU  
DES CHAUSSURES FOURREES

et...

UNE SEMAINE DE SKI NORDIQUE  
A LILLEHAMMER EN NORVEGE

Prix de Paris à Paris en demi-pension

### 2 720 F

Départ: 19 et 26 décembre

### 1 895 F

Départ: 12 décembre, 2 et 9 janvier.

Renseignements et inscriptions chez:

SCANDITOURS 122, Champs-Élysées 75008 PARIS Tél. 720-38-05 Licence 58 A	et	VOYAGES BENNETT 5, rue Scribe 75009 PARIS Tél. 742-91-89 Licence 9 A
---	----	--

ou votre agence de voyages.

"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint Honoré"



## ALEXANDRE

FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

NETTOYAGE-GARDE-TRANSFORMATIONS

## GRIFFSOLDE DÉGRIFFE

### LES GRANDS DU PRÊT-A-PORTER

BOUTIQUES POUR ELLE  
1, rue de la Plaine/Nation  
2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI  
3, rue de la Plaine/Nation  
3, bd Montmartre/Montmartre

les boutiques  
**Griffsolde**

ouvert le lundi après-midi

## AVANT TRAVAUX

### AUJOURD'HUI ET JOURS SUIVANTS

de 9 h 30 à 19 heures sans interruption

# THE TUBE

TAILLEUR-CHEMISIER  
93, BD SAINT-GERMAIN (6<sup>e</sup>). METRO ODEON

## LIQUIDATION TOTALE

par autorisation préfectorale (loi du 30 décembre 1960)  
de ses stocks de prêt-à-porter luxe (homme)

APERÇU DES ARTICLES

chemiserie, cravates, pulls

**LANVIN, CARDIN, YVES SAINT-LAURENT**

Pulls cashmere d'Ecosse "Pringle"  
Blazers - Vestes sport - Pantalons  
Costumes ville - Smoking - Costumes velours  
Imperméables BURBERRY  
Pardessus sport ou cashmere  
Vêtements cuir et peau, etc.

SACRIFIÉS A DES PRIX  
IMPOSÉS PAR L'URGENCE

## AFRIQUE

### Mali

### LA RÉCONCILIATION NATIONALE VA PERMETTRE LE RETOUR A UNE VIE POLITIQUE NORMALE

nous déclare le colonel Moussa Traoré  
chef de l'État

De notre envoyé spécial

Bamako. — Grand, affable mais réservé, le regard abrité par des lunettes teintées, le colonel Moussa Traoré, président du Comité militaire de libération nationale, chef de l'État et du gouvernement, n'a jamais habité, sur les hauteurs de Bamako, le palais de l'ancien président Modibo Keita, qu'il renverra en 1983. Il nous reçoit en boudoir bleu dans un bureau aux sobres boiseries, situé au premier étage d'un bâtiment sans éclat, devenu le quartier général du Comité militaire. Entré comme enfant de troupe à l'école de Kati, puis dans l'armée française, il avait trente-deux ans lorsqu'il prit le pouvoir. Depuis lors, les dirigeants maliens ont fait allusion à plusieurs reprises à un retour à une « vie politique normale » et le chef de l'État a récemment assuré dans un discours que les « conditions de ce retour étaient réunies ».

« Cette constatation implique-t-elle que l'armée, après huit années passées au pouvoir, envisage de se restituer à une équipe civile ? »

— En 1968, il s'agissait pour nous de nous acquitter d'un mandat vis-à-vis de notre peuple, alors bafoué, méprisé et divisé.

« L'armée et le Comité militaire de libération nationale, auxquels il revenait donc d'assurer et de redresser une situation particulièrement compromise, devaient prendre un certain nombre d'engagements à la réalisation desquels ils se sont pleinement consacrés. »

« Parmi ces engagements figurait, en bonne place, la réalisation de la réconciliation et de la concorde nationales. Aujourd'hui on peut affirmer que cet objectif, qui revêt à nos yeux une importance capitale, a été atteint, d'où la réalisation de l'une des conditions — c'est nécessaire pour le retour du pays à une vie politique normale. On est aujourd'hui avancé dans le processus de la mise en l'Union d'une structure de peuple malien (U.D.P.M.) dont les statuts et le règlement intérieur sont actuellement diffusés. »

« Toutefois, cette importante tâche de mise en place des institutions est tout à fait loin d'être terminée. C'est une tâche qui revient au Comité militaire de libération nationale, et auquel il incombe de s'en acquitter dans le courant de la période transitoire prévue par la Constitution du 2 juin 1974. »

« Quant au fait que les responsables de l'ancien régime visés par l'article 78 de cette constitution soient écartés de l'exercice de certaines responsabilités, il s'agit de préserver le climat de réconciliation et d'entente si patiemment instauré dans le pays. Du reste, la mise à l'écart dont il s'agit est simplement provisoire : elle ne s'étend, en effet, que sur dix ans, dont il faut d'ores et déjà soustraire plus de deux ans. »

« Quel rôle assignez-vous à l'Union démocratique du peuple malien dont vous avez annoncé la création en septembre ? »

— Elle a pour rôle essentiel d'assurer la mobilisation et l'éducation de toutes les forces vives du pays en vue de consolider l'unité et la solidarité nationales sans lesquelles rien de concret et de durable ne saurait être réalisé par notre peuple et, d'autre part, de créer toutes les conditions nécessaires pour la promotion d'une économie nationale indépendante qui constitue, comme on le sait, notre but fondamental. Notre objectif a toujours été simplement de corriger les graves erreurs qui avaient été commises par l'ancien régime, d'assurer la très mauvaise situation héritée de celui-ci et de créer les conditions propres à la relance de notre économie en vue de l'édification d'une économie nationale indépendante, base d'une indépendance réelle.

« On a, à diverses reprises, annoncé la prochaine libération de l'ancien président Modibo Keita. Quelles sont vos intentions à cet égard ? »

— Nos intentions à l'égard de l'ancien président Modibo Keita seront portées à la connaissance du peuple malien au moment que nous jugerons approprié.

« Comment envisagez-vous la coopération future entre le Mali et la France ? »

— Notre vœu du côté malien, a toujours été d'intensifier dans toute la mesure du possible nos relations d'amitié et de coopération avec la France et d'établir entre nous des rapports privilégiés et féconds, qui reflèteraient davantage le caractère spécifique des liens qui nous unissent et dont je vous parlais tout à l'heure.

« Beaucoup, assurément, a déjà été fait dans ce sens mais il convient de souligner que nous sommes loin d'avoir exploité toutes les possibilités de coopération qui s'offrent à nous et qui sont immenses, en regard aux grandes potentialités que recèle notre pays. »

« Nous devrions donc, de part et d'autre, œuvrer à l'élargissement et à la dynamisation de cette coopération franco-malienne dont les fruits sont déjà fort bien appréciés par le peuple malien. »

« Et nous plaçons justement, à ce propos, de grands espoirs dans la visite officielle que le président Valéry Giscard d'Estaing doit effectuer prochainement dans notre pays, car cette visite ne pourra que contribuer de façon exceptionnelle au renforcement de nos relations d'amitié et de coopération. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



pour les  
hommes grands  
CAPEL est  
un grand homme

Magasin principal: 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.03.  
Capel Five Gache: centre com. Malte.  
Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.  
Capel Madeleine: 26 bd Malet/Montparnasse 75008 Paris, 268.34.21.

### République Sud-Africaine

### EN CAUTIONNANT UN « ULTRA » DE L'APARTHEID M. Vorster s'attire de vives critiques jusque dans la communauté afrikaner

De notre correspondante

Johannesburg. — « A ma connaissance, M. Treurnicht n'a rien dit qui ne soit conforme à la politique du parti national. Ses critiques contre les personnes qu'on accablait l'opposition à, a déclaré M. Vorster, premier ministre sud-africain, il se prononce ainsi en faveur de son ministre adjoint de l'éducation et de l'administration bantoue, M. Andries Treurnicht, qui vient de prendre des positions très fermes de soutien à l'apartheid (le Monde du 23 novembre). Le premier ministre a aussi une vive déception et une profonde amertume chez les Blancs « éclairés » d'Afrique du Sud qui espèrent le voir à cette occasion se dégarer de la frange ultra-nationaliste pour se tourner vers ceux qui demandent des changements. Il suffirait pourtant de très peu de choses pour satisfaire un grand nombre d'entre eux : l'ouverture des théâtres à tous les groupes de population et la disparition définitive de la discrimination dans les établissements publics. »

« Ce jour qui passe grossit les rangs des intellectuels, hommes politiques, industriels mécontents de cette inflexibilité et l'on grogne même jusque sur les bancs du parti national au pouvoir. »

Que les Anglophones critiquent le gouvernement, nul ne s'en étonne. Ils représentent traditionnellement l'opposition. En revanche, il est plus significatif que la contestation gagne le milieu afrikaner, toujours considéré, souvent sans nuances, comme le plus conservateur. Les premiers Afrikaners à s'interroger sur l'avenir et à demander des réformes pour l'amélioration du sort des Afrikaners furent quelques journaux, principalement M. W. De Klerk, rédacteur en chef de Die Transvaler, l'organe du parti national. Très vite il a été suivi par des poètes et des écrivains. Récemment, on a vu les enfants de plusieurs premiers ministres nationalistes, le fils de M. D. F. Malan, celui du Dr Verwoerd et la fille de M. J. G. Strijdom, aborder dans le sens de l'ouverture.

### « Les Noirs chassent les autres »

Par ailleurs, des hommes d'affaires proches du gouvernement se rapprochent de ceux qui, il y a plusieurs mois, ont adressé au pouvoir un mémorandum mentionnant un certain nombre de réformes à accomplir en faveur des Noirs. Ils s'associent même au fonds créé par quinze d'entre eux pour améliorer la qualité de la vie des Afrikaners.

Les derniers en date des Afrikaners en rébellion dans les rangs nationalistes sont des députés et les rédacteurs en chef des journaux les plus conservateurs. M. R. Du Plessis, Louis Nel, Pien Marais, Sam De Beer et plusieurs autres se sont plaints publiquement, la semaine dernière, de « l'égoïsme » de certains membres du parti national qui ne sont pas prêts à faire quelques sacrifices tandis que les journaux Rapport, Die Transvaler, Die Burger et Beeld participent en campagne contre M. Treurnicht, rebaptisé « docteur Noirs » et devenu le symbole de l'immobilisme.

Déjà, lors de sa nomination en janvier, M. Treurnicht avait fait naître, mais surtout alors parmi les Anglophones, une tornade de protestations. Il n'avait pas particulièrement cherché à nuancer ses

positions lors d'interviews accordées à la presse. A titre d'exemple, il avait dit à propos des Afrikaners en zone « blanche » : « Les Noirs sont étrangers d'un autre pays, et il est absolument hors de question qu'ils obtiennent des droits politiques ou qu'ils partagent le pouvoir avec les Blancs dans ces zones. Grâce en la non-discrimination pour être très dangereux. Cela voudrait dire que les citoyens du Transvaal pourraient venir à Capetown comme et quand ils le voudraient. » Au sujet de l'apartheid, il avait déclaré : « Je ne puis accepter que ces personnes (les Afrikaners), qui vivent dans les zones blanches vendent leur force de travail, aient le droit d'occuper les parcelles. Parce que cela voudrait dire que les Noirs aient le droit d'occuper les parcelles blanches. »

Il est question depuis plusieurs semaines d'un remaniement ministériel. La presse avait annoncé le départ « imminent » de M. M. C. Botha, ministre de l'éducation et de l'administration bantoue, qui depuis le début des aménagements multiples des déclarations souvent en opportunité. Les derniers échos annonçaient une nomination de M. Treurnicht au poste de ministre. Le tollé a été d'autant plus vigoureux que le futur promu, ne changeait pas d'un iota son point de vue, malgré les derniers événements de rébellion sur les relations raciales, a déclaré publiquement être opposé à l'ouverture des théâtres à tous, à la mixité dans les autobus (discutée par la ville de Johannesburg) ou les écoles, pour autant déjà instituée dans certains lieux de culte catholiques, anglicans, réformistes.

En prenant position, en faveur de son vice-ministre, M. Vorster s'est volontairement solidarisé avec sa droite.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## UNE CHAÎNE HI-FI POUR 1990 F

(ou à crédit : versement comptant 410 F + 12 mens. de 152,70 F)



1 platine tourne-disque  
1 ampli AM 2200  
2 x 20 W  
**AKAI**  
+ 2 enceintes  
à 2 voies JCL-CEZ  
ébénisterie luxe

**audito**  
16, RUE LA FAYETTE - 75009 PARIS - TÉL. : 824.52.70  
**continental distribution**  
7, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL - 75001 PARIS - TÉL. : 236.03.73

## vous cherchez une maison individuelle ou un terrain ?



vient de paraître

EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

Villes, Pavillonnaires, Nouveaux Villages, 5, rue de Richelieu 75001 Paris, Tél. 236.10.55

مكتبة الامم المتحدة



## AFRIQUE

### LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

#### Les propositions britanniques divisent les nationalistes noirs du Front patriotique

Tandis qu'aucun progrès n'est enregistré à Genève dans la négociation sur le problème rhodésien, le Front patriotique formé par deux des principaux dirigeants noirs, M. Muzorewa et M. Mugabe, paraît menacé d'écroulement. M. Mugabe souhaite se rendre au Mozambique pour « consulter ses mandants » dans les camps des guérilleros à propos de la proposition britannique fixant au 1<sup>er</sup> mars 1978 au plus tard l'indépendance du pays. M. Muzorewa, en revanche, favorable à cette suggestion, qui a été acceptée par les autres dirigeants nationalistes, l'évêque Muzorewa et le pasteur Sibhile. Selon l'A.P.F., M. Muzorewa, avec l'appui des représentants des « pays de première ligne », aurait réussi, jeudi 25 novembre, à faire revenir M. Mugabe sur sa décision de quitter Genève. Selon l'agence UPI, des personnalités proches de M. Muzorewa, tout en assurant que le Front patriotique ne s'était pas « dissocié », insistent sur la sévère divergence de vues qui l'oppose à M. Mugabe. Ce dernier s'opposerait en effet à tout processus d'accession au pouvoir comportant des élections. D'autre part, toujours selon l'agence UPI, à Lusaka (Zambie), des affrontements se seraient produits dans trois camps de guérilleros rhodésiens au Mozambique entre partisans de M. Muzorewa et M. Mugabe. Une fusillade aurait opposé partisans et adversaires d'une acceptation de la proposition britannique.

À Salisbury, le premier ministre rhodésien, M. Smith, a assuré, dans une interview à la B.B.C., qu'il ne croyait pas à la conférence de Genève « dans l'impasse ». « Vous savez, a-t-il ajouté, ces gens-là prennent toujours des positions extrêmes, mais ils finissent par revenir en arrière. » Il a précisé que sa proposition de ramener à vingt-trois mois la période devant conduire au transfert du pouvoir à la majorité noire « n'était pas son dernier mot » (Le Monde du 26 novembre).

### Angola

#### LUANDA SOUHAITE NORMALISER SES RELATIONS AVEC PARIS

Luanda (A.P.P.). — Les relations franco-angolaises, officiellement inexistantes depuis l'indépendance de l'Angola, devraient se normaliser dans un proche avenir, estime-t-on à Luanda dans les milieux proches du gouvernement. En effet, l'attitude adoptée par la France lors du débat du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'admission de l'Angola et à l'intervention du délégué français ont été, semble-t-il, appréciées à Luanda.

« Les nuances qui assombrissent les relations entre la France et l'Angola se dissipent », déclarent des officiels, qui ajoutent que « le chemin est désormais ouvert à la normalisation de nos relations diplomatiques ». Paris, assure, pour sa part, avoir déjà proposé l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola et même avancé le nom du diplomate qu'il souhaitait accréditer. Luanda répond que la France n'a pas encore « franchi le pas nécessaire » à une normalisation, notamment du fait qu'elle maintient à Luanda « une sorte de représentation diplomatico-consulaire » (à laquelle tous les droits et avantages diplomatiques ont été retirés) qui n'est pas celle qu'on attendait. En fait, le « pas à franchir », pense-t-on à Luanda, sera certainement effectué par l'Angola dans la mesure où il considère désormais que le territoire français ne sert plus de « plaque tournante » aux « ennemis de la République populaire ».

(La France, après avoir longtemps hésité et quelque peu soutenu ses adversaires, a reconnu le 17 février le gouvernement de la République populaire d'Angola. Ce faisant, elle forçait la main de ses partisans de la Communauté européenne, qui ont fait le même geste quelques jours plus tard. Simultanément, Paris se déclarait disposé à établir des relations diplomatiques avec Luanda, offre qui n'avait pas jusqu'à présent trouvé d'écho. Les crédits pour l'ouverture d'une ambassade en Angola sont inscrits au budget de l'année en cours et M. Michel de Camaret, sous-secrétaire d'État, a été nommé pour occuper le poste.

L'Italie, le Danemark, les Pays-Bas et la Belgique ont déjà des relations diplomatiques avec l'Angola.)

### Maroc

#### Les forces de l'ordre dispersent «un rassemblement non autorisé»

##### Trois morts

De notre correspondant

Rabat. — Trois Marocains ont été tués et plusieurs autres blessés dans la commune d'Al-Ben-Mathar, dans la province d'Oujda (Maroc oriental), a indiqué jeudi 25 novembre un communiqué du ministère de l'Information. Cet incident a eu lieu, selon la même source, au cours d'une intervention des forces de l'ordre « pour sauvegarder la paix et la sécurité des citoyens », alors qu'un rassemblement non autorisé s'était produit.

La tension qui s'est manifestée dans la commune d'Al-Ben-Mathar est consécutive, indique le communiqué, à « certaines rumeurs sans fondement » qui ont été relayées par la presse locale pour son fanatisme et son manque de considération pour la responsabilité à l'État. Les journaux dont il s'agit ne sont pas autrement désignés.

L'incident fait suite également aux élections municipales et communales. Conformément à la charte relative à l'organisation communale, les conseils municipaux et communaux, dont les membres ont été élus le 12 novembre, se réunissent pour former leur bureau, comprenant un président et un ou plusieurs adjoints. Cette opération, qui doit avoir lieu dans les quinze jours suivant le scrutin, devra donc être terminée le 26 novembre. A cet égard, le ministère de l'Information a précisé que le gouvernement est décidé à tout mettre en œuvre pour que les élections des bureaux aient lieu « dans le calme et la sérénité ».

Une enquête est en cours sur l'incident d'Al-Ben-Mathar pour en rechercher les responsables et en saisir la justice. Le ministère de l'Information a réaffirmé le soutien des responsables marocains de voir se poursuivre « dans un climat de sérénité et d'intégrité » toutes les opérations électorales liées au processus démocratique, qui doit aboutir à la mise en place des institutions constitutionnelles. Dans ce but, le conseil national, réunissant autour du premier ministre les représentants du gouvernement et des partis, a tenu de nouveau une réunion le 26 novembre.

### RENDEZ-VOUS

Entre « copains », quoi de plus naturel que se donner des conseils, voire s'adresser quelques reproches ? En se montrant surpris — et même naïve — de voir que le chef de l'État n'est jamais apparu à donner rendez-vous à François Mitterrand, le roi du Maroc ne fait que son devoir d'ami.

D'autant plus à propos qu'en matière de rendez-vous avec l'opposition il est orfèvre : n'avait-il pas montré l'exemple en faisant un à Mehdi Ben Barka, loin de la capitale chérifienne ? Si loin qu'il empêché de s'y rendre en personne il avait cependant tenu — politesse royale exige ! — à y être fort bien représenté.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

M. Claude Estier, porte-parole du parti socialiste, évoquant, jeudi 25 novembre, sur Europe 1, la suggestion faite par le roi du Maroc, au cours de sa conférence de presse, d'une rencontre entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. François Mitterrand (Le Monde du 26 novembre), a déclaré : « On ne voit pas en quoi le roi du Maroc est qualifié pour relancer ce serpent de mer qui revient périodiquement dans la vie politique française. » M. Estier a souligné qu'il n'avait « jamais été question d'une façon précise, d'une façon concrète, d'une telle rencontre, aucune invitation n'ayant jamais été faite à François Mitterrand et aucune réponse n'ayant donc été faite ».

#### Un mot d'ordre de grève du SNE-Sup a été largement suivi dans les trois pays du Maghreb

Les coopérants français de l'enseignement supérieur travaillant dans les pays du Maghreb ont largement suivi, le mercredi 24 novembre, le mot d'ordre de grève lancé par la direction du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) à Paris. Le mouvement a revêtu des formes diverses selon les pays : arrêt de travail de vingt-quatre heures en Tunisie où les consignes syndicales ont été suivies par les trois quarts des deux cent cinquante coopérateurs intéressés ; interruption des cours durant deux jours au Maroc où deux cents coopérateurs français travaillent dans l'enseignement supérieur et où les instructions du syndicat ont été diversement appliquées, débrayages et occupation ou tentatives d'occupation des locaux de la mission culturelle française d'Alger, Oran, Constantine et Tiémcen. En Algérie où les enseignants du supérieur sont au nombre de six cents environ.

Les responsables du SNE-Sup à Paris soulignent qu'il s'agit du premier mouvement de grève lancé par eux à l'étranger depuis dix ans. Ils estiment que la gravité des mesures récemment prises par

l'administration et le gouvernement français justifie cette action. Ils entendent ainsi protester contre la suppression des procédures et des commissions qui permettaient jusqu'à présent la titularisation en France des coopérateurs du supérieur.

Cette décision, disent-ils, est d'autant plus grave qu'elle revêt un caractère rétroactif. Cent cinquante arrêtés de titularisation ou de changements de corps seraient ainsi bloqués depuis un an au secrétariat d'État aux universités bien que les intéressés aient reçu un visa favorable de la part de toutes les instances concernées. Pour eux, dit le SNE-SUP, la coopération est devenue le synonyme d'exil.

A un moment où des déclarations officielles mettent l'accent sur la volonté de poursuivre et de développer la coopération culturelle, de telles pratiques ne peuvent qu'inciter les diplômés français du supérieur à se détourner d'une voie qui ne leur permet plus de revenir par la suite à une carrière normale. — D. J.

### librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels. Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne. 33, rue Gay-Lussac, Paris 6<sup>e</sup>, 0133-4616-Lun. 8<sup>e</sup> sam. 10-13h-14-16h. Service par correspondance (sauf pour les journaux et les revues). A partir du mois de février: 18, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>.

### HAUTE SAVOIE - Bonneville

A 20 km de Genève, au pied de toutes les grandes stations de sports d'hiver.



En construction, la **Résidence Plein Soleil**. Des appartements (1 à 4 pièces) de grand standing, remarquablement bien exposés dans un quartier résidentiel.

Pour résidence principale, secondaire ou placement locatif.

**PRIX DE LANCEMENT FERMES ET DEFINITIFS A 3.000 F/M2 ENVIRON. CREDIT 80 A 100%**

**SOGERANCE**

13, bd. de Courcelles 75008 Paris tél : 522.37.60.

Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation gratuite, en couleurs. ☐ **nom** ..... ☐ **prénom** ..... ☐ **adresse** .....

### PRIX FERME!

# 3715 F

LE M2

**POUR UN 4 PIECES EN BORDURE DE SEINE A CHARENTON-LE-PONT.**



au 2<sup>e</sup> étage de la Résidence SULLY, ce 4 pièces de 83,40 m<sup>2</sup> + loggia de 2,50 m<sup>2</sup> avec parking à voiture et cave est entièrement terminé, moquette posée, cuisine et salle de bains aménagées. Il est livrable immédiatement.

Visite tous les jours de 10 H 30 à 13 H et de 14 H 30 à 19 H.

C'est une réalisation **SEMIVAM** avec le concours de la **saci**

Demandez notre documentation en retournant ce bon à : **CORI** 254, bd St-Germain - 75007 Paris Tél. 260.38.22

Je désire recevoir sans engagement votre documentation sur la Résidence SULLY à Charenton.

Nom ..... Prénom ..... Profession .....  
N° ..... Rue ..... Code postal ..... Ville ..... M26/11

### A Fontainebleau Les Résidences du Palais font l'unanimité

Quatre petits immeubles de 3 étages, aménagés dans 3.500 m<sup>2</sup> de jardins à la Française, à proximité du Palais, font rêver les Beaufortains. Toitures en tuiles plates vitrées, enduits au mortier.

traditionnel et, bien sûr, respect du style mais aussi chauffage électrique intégré, ventilation et confort raffiné. Tout cela à prix raisonnables pour des studios et 2 pièces. Une adresse de prestige : 21, boulevard Magenta.

Ventes et renseignements : Cabinet Joffroy 118, rue Grande - 77300 Fontainebleau - Tél : 422 41 81



Envoyez-moi sans engagement votre documentation gratuite : "Les Résidences du Palais" nom ..... adresse ..... M1

### Partir à la campagne pour avoir la vue? Inutile... Venez. Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, Paris 13<sup>e</sup>.

Dans les "appartements-paysage" de Cléopâtre, vous vous réveillerez chaque matin avec sous les yeux un des nombreux paysages que Paris peut offrir.

Chaque appartement a 1 ou 2 balcons-terrasses pour y prendre les petits déjeuners et créer des coins de verdure.

L'aménagement intérieur sépare l'appartement des parents de celui des enfants, pour respecter

le rythme de chacun. Les pièces sont grandes, lumineuses.

Cléopâtre, des appartements luxueux de 4, 5, 6 ou 7 pièces avec vue sur Montmartre, Vincennes ou Meudon.

Venez visiter l'appartement témoin du 20<sup>e</sup> étage. Tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30 ; le mardi et le dimanche de 14 h 30 à 18 h 30 en téléphonant à Mme Lévy : 588.13.26.

Antoine et Cléopâtre, c'est une réalisation **SEFINA**.

### OFFRE SPÉCIALE

## JOUETS LEGO

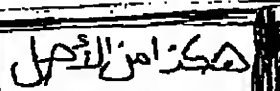
# 20% DE REMISE

du 26 Novembre au 11 Décembre

**WHSMITH**

The English Bookshop

248, rue de Rivoli - 75001 PARIS





**Une exclusivité du Club des Maroquiniers.**



Sac en chevre véritable. Poche extérieure. Peut se porter en bandoulière. Tous coloris mode 320 F.

Et un très grand choix de sacs crocodile, cuir, dans tous les styles.

**CM Club des Maroquiniers. Un style.**

Gobelins Maroquinerie Valéry 19, avenue des Gobelins 75005 Paris - Tél. 707.08.98

Montparnasse Maroquinerie Beaux 129, rue de Rennes 75006 Paris - Tél. 548.90.29

**HAUTE-FIDÉLITÉ Rieder**

**3.950 F**

le juste prix de la qualité.



Amplificateur SCOTT 3161 2 x 10 watts - 400 W. P. Réponse 8 à 20 000 Hz. Encastrement possible.

**Rieder** 24, rue Sarrette 75014 Paris 14, rue Vauvenargues 75018 Paris

la qualité est pour nous un devoir, pour vous une certitude

**LA TRIADE**

A deux pas du Quartier Latin, du Parc Monceau et de l'Opéra, dans un 13<sup>e</sup> moderne, bien équipé. Ou il fait bon vivre.

**LA TRIADE**

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.

**LA TRIADE**

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4.500 F le m<sup>2</sup> ferme et définitif.

\* Prix moyen des 3 et 4 pièces

**LIVRABLE 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 77**

Crédit : Taux de faveur maintenu.

Venez nous voir sur place 54, rue Dunois - 75013 PARIS du jeudi au lundi de 14 h à 19 h. Tél. 553.92.17 ou retournez-nous ce coupon.

**SOVIC** 173, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris Tél. 531.41.49

Documentation complète "La Triade"

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Type d'appt. ch. St. 2p. 3p. 4p. 5p.

## PROCHE-ORIENT

### Israël s'oppose à une présence syrienne « même limitée » dans le Sud-Liban

Israël, qui poursuit le renforcement de son dispositif militaire le long de sa frontière, reste fermement opposé à la présence de forces syriennes au Sud-Liban.

Le Sud-Liban n'est pas « un vide que devraient remplir les troupes syriennes », a déclaré jeudi 25 novembre le ministre israélien de la Défense, M. Pines, ajoutant qu'il y avait déjà dans cette région « des forces en mesure de préserver l'ordre », les chrétiens-conservateurs.

D'autre part, le gouvernement israélien a fait savoir à Washington qu'il était « catégoriquement opposé à une présence, même limitée, des forces syriennes au Sud-Liban pour contrôler les activités des fedayin ». A Beyrouth, on déclarait jeudi de source proche de la délégation des conservateurs-chrétiens rentrés de Damas que la force arabe de dissonance ne pénétrera pas en profondeur au Sud-Liban, à proximité de la frontière israélienne, et que seuls des contingents « très limités » seront « symboliquement » envoyés dès vendredi 26 novembre

dans le port de Tyr, et à Nabatieh, situés à moins de 25 km de la frontière.

Les milieux conservateurs-chrétiens de Beyrouth précisent que la sécurité dans le Sud-Liban sera assurée par les forces de droite (forces libanaises et armée libanaise restée aux côtés de la droite) ainsi que par les milices « Amal » de l'Imam musulman-chiite Moussa Sadr. Selon la presse de gauche de Beyrouth, les conservateurs auraient dépêché des renforts dans le Sud-Liban, via le territoire israélien. L'organe du P.C. Al-Nidaa précise, pour sa part, que « les mouvements de troupes isolacionnistes se font sous la direction d'un officier des services de renseignements israéliens dénommé Abu Daoud ».

Le 26 novembre, apprend de source diplomatique étrangère à Beyrouth que la Syrie a schématisé au Liban des missiles sol-air Sam-6, afin d'assurer une meilleure couverture aérienne à ses troupes. Ces engins sont, pour le moment, entreposés uniquement dans l'est du pays. — (A.F.P., U.P.I.)

### LES ÉTATS RIVERAINS DU GOLFE PERSIQUE TENTENT D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Une conférence réunissant les ministres des affaires étrangères de huit États riverains du golfe Persique s'est ouverte, le jeudi 25 novembre, à Mascate, capitale du sultanat d'Oman. Les pays suivants sont représentés : Iran, Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar et Oman.

La conférence, la première du genre, doit, selon des informations de sources diplomatiques arabes, débiter le terrain en vue d'une rencontre « au sommet » entre les dirigeants du golfe et se proposer sur un programme de coopération économique régionale. Ce programme concernerait la liberté de navigation et des communications dans la zone. Il s'agirait notamment de concilier les thèses de l'Irak et de l'Iran sur la coopération régionale et la politique de développement.

A l'origine, l'Irak a fort de sa supériorité militaire sur ses voisins arabes, avait proposé l'établissement d'un « pacte de sécurité collective », mais cette proposition ne parait pas avoir fait l'unanimité chez les riverains arabes du golfe. L'Irak, en particulier, lié par un traité d'amitié avec l'Union soviétique, semble avoir été réticent à l'idée d'une

collaboration dans le golfe avec des « monarchies pétrolières », qu'il accuse de se placer dans le giron des États-Unis.

L'Arabie Saoudite, qui aspire au leadership du monde arabo-islamique, pourrait elle aussi, difficilement accepter de s'abriter sous la houlette du « gendarme iranien ».

La conférence se réunit à l'occasion de la conférence ministérielle de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et de l'entrée en fonction de l'administration démocrate aux États-Unis. Elle coïncide avec la publication d'informations faisant état d'une proche coopération économique des pays arabes, en vue de relancer le règlement du conflit du Proche-Orient. — (A.F.P., U.P.I.)

● **ERRATUM** — L'article intitulé « Le Dhojar : de la révolution à la pacification », publié dans le supplément que nous avons consacré au sultanat d'Oman (le Monde du 19 novembre), est de la plume de Philippe Rondot et non de Pierre Rondot, comme nous l'avons indiqué par erreur.

## A TRAVERS LE MONDE

- Botswana**
- LE GOUVERNEMENT DU BOTSWANA a fermé pour une période indéfinie l'université de Gaborone, à la suite d'incidents au cours desquels la police a évacué cinq cents étudiants du campus. — (A.F.P.)
- Cuba**
- LE GOUVERNEMENT CUBAIN a décidé de mettre fin, à partir de jeudi 25 novembre, à la gratuité des communications téléphoniques installées en 1964 pour les cabines publiques. Il a constaté de nombreux abus. — (A.F.P.)
- Etats-Unis**
- LE COMITÉ DES TUTELLES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES a demandé, jeudi 25 novembre, le maintien d'une présence militaire américaine à Guam, île du Pacifique, et a réaffirmé le droit de la population à l'autodétermination. Une résolution, dont le projet avait été déposé par Cuba, l'Irak, la Libye et les Comores, a été adoptée par 60 voix contre 21 et 43 abstentions. L'ambassadeur des États-Unis, M. Scranton, a déclaré que Washington ne reconnaissait pas au comité le droit de mettre en cause la légitimité des bases militaires. Parlant de l'autodétermination des insulaires, il affirme qu'ils étaient des citoyens américains « bénéficiant des libertés fondamentales garanties par la Constitution américaine ». Le 4 septembre, 90 % des électeurs de Guam ont déclaré qu'ils désiraient devenir citoyens des États-Unis. — (Reuter.)
- Inde**
- TOUS LES FONCTIONNAIRES devront se plier aux normes du planning familial à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1977 s'ils veulent continuer à recevoir des allocations de maternité, à bénéficier des transports gratuits et à recevoir des bourses pour l'éducation de leurs enfants, a-t-on annoncé à New-Delhi, le jeudi 25 novembre.
- A partir du 1<sup>er</sup> octobre, précise un communiqué, les pères de plus de trois enfants ne recevront ni aide au logement ni avances sur salaires. — (A.F.P.)
- Laos**
- A LA SUITE DE L'EXPULSION d'un correspondant de l'Agence France Presse à Vientiane (le Monde du 26 novembre), on déclare à Paris, dans les milieux autorisés : « La France ne peut qu'exprimer ses regrets à la plus haute desse de geste qui ne pourrait guère répondre à l'esprit des relations franco-laotienues, tel qu'il avait été défini à l'issue des négociations de Vientiane du 10 au 17 octobre. »
- Namibie**
- LE PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAINE, M. Vorster, a indiqué jeudi 25 novembre, à l'issue d'une longue conversation avec les délégués à la conférence de Windhoek, que le Parlement serait consulté sur l'accession de la Namibie (Sud-Ouest) à l'indépendance, dès que des « propositions concrètes » lui auront été soumises par cette conférence constitutionnelle. — (A.F.P.)
- République Sud-Africaine**
- DEUX FEMMES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES et des centaines de documents confiés au cours d'une importante opération de police, jeudi 25 novembre, dans un immeuble de Johannesburg abritant plusieurs organisations religieuses, dont le Conseil des Églises sud-africaines et l'Institut chrétien d'Afrique australe. La police a, d'autre part, arrêté deux membres africains du Conseil des Églises à leur domicile de Soweto. L'archevêque de Canterbury a protesté, jeudi, contre ces arrestations dans un télégramme adressé au premier ministre sud-africain, M. Vorster. — (A.F.P.)
- Yougoslavie**
- L'AUTOGESTION, INTRO-DUITE IL Y A VINGT-SIX ANS, est entrée dans une nouvelle phase avec l'adoption, jeudi 25 novembre, d'une loi codifiant le système dans son intégralité. La loi, qui comporte six cent soixante-dix-huit articles, précise les droits et les obligations des travailleurs en tant que dépositaires de la propriété collective. Elle prévoit des sanctions pour les contrevenants, allant jusqu'à leur exclusion de l'unité de travail. — (A.F.P.)

### Damas et l'O.L.P. divergent sur la représentation palestinienne à la conférence de Genève

De notre correspondant

Beyrouth. — Le fossé s'est de nouveau élargi entre la Syrie et la résistance palestinienne. L'article paru le 24 novembre dans l'organe officiel Al-Baas demandant que soient exclus du Conseil national palestinien les représentants de l'O.L.P. (le Monde du 25 novembre) témoigne d'une évolution dans la position syrienne. C'est la première fois que Damas prononce l'élimination de l'O.L.P. de la scène politique. Auparavant, les dirigeants basistes ne demandaient que l'épuration de la « centrale » de la résistance et le remaniement de sa direction.

Le comité exécutif du Fath, après consultation téléphonique avec M. Arafat, qui se trouvait à Tripoli (Libye), a réagi en déclarant d'ajourner sine die la réunion du Conseil national. Celui-ci n'avait pas été officiellement convoqué, mais il était admis qu'il se réunirait au Caire au cours de la première quinzaine de décembre. Il est acquis que les autres organisations de l'O.L.P. se rallieront à la décision du Fath.

L'O.L.P. constitue l'ossature du Conseil national. Celui-ci, qui compte cent soixante-dix membres, comprend, certes, nombre d'indépendants représentant les divers groupements socio-professionnels, mais leur influence a toujours été marginale dans la mesure où ils étaient cooptés par les organisations de la résistance.

La cause du rebondissement du conflit entre Damas et l'O.L.P. serait le refus des dirigeants de la résistance de réintégrer la Salika, organisation dépendant des autorités syriennes. Le principe du retour des fedayin de la Salika au Liban avait été accepté par M. Arafat au cours du sommet de Riyad, mais les tractations semblent avoir buté sur les mod-

### M. Zohair Mohsen de retour à Beyrouth

Cependant, le fond du différend syro-palestinien porte sur les conditions d'une éventuelle participation palestinienne à la conférence de Genève. Damas a, d'ores et déjà, préparé la voie pour la constitution d'une délégation commune syro-jordano-libano-palestinienne : alors que la résistance continue à se battre pour être représentée à la conférence par une délégation autonome.

L'influence de la Salika risque de devenir d'autant plus grande au sein de l'O.L.P. que cette organisation s'appuie maintenant sur la présence de trente mille soldats syriens au Liban, qui, de facto, contrôlent l'activité des Palestiniens dans le pays. Le chef de la Salika, M. Zohair Mohsen, qui avait quitté Beyrouth précipitamment en juin, lorsque son organisation avait été éliminée par le Fath, y est revenu le jeudi 25 novembre. Il est rentré dans le camp de Sabra-Chatila sans que quiconque s'y oppose.

On souligne encore, de source palestinienne, que si le Conseil national se tenait avec la participation de l'O.L.P., M. Zohair Mohsen y assisterait et ne renoncerait pas à demander un remaniement de la direction de la « centrale » des fedayin. C'était une raison supplémentaire pour ajourner sine die la réunion du Conseil.

LUCIEN GEORGE.

**n°1 du lit escamotable un vrai lit**

**La Méridienne**



Paris XI : 89, rue du Fg St-Antoine Tél. 307.43.83 - 345.37.37 parking dans la cour

Grenoble : Usine - Exposition : 12-14, rue du Cdt Lenoir (cité industrielle) 53600 Fontaine - Tél. (76) 96.02.36

Genève : 6, rue d'Italie - 1204 Genève Tél. (22) 21.39.66

Lausanne : 9, rue du Tunnel - 1005 Lausanne Tél. (21) 22.83.83

**espace, confort et esthétique du sur-mesures**

demande de documentation contre 20 francs à votre convenance

**FRANCE PAYS ARABES**

Le n° 63 vient de paraître

**Au sommaire : DOSSIER LIBAN**

- Syriens, Libanais et Palestiniens s'expliquent sur les raisons de la guerre civile.
- Le point de vue de l'O.L.P. après les accords du Caire.
- Entretiens avec Jaber Bajbouj, M. Abdul Karim ambassadeur de Syrie à Paris, Kamal Joumblatt, Louis Ingea, Khaled El Fahoum, Tarik Metri, Mgr Haddad, etc...
- Le récit de Lucien Bitterlin à Beyrouth ouest.
- Les « tribunes » de trois Français de la majorité et de l'opposition de retour de Damas et du Liban.
- Les commentaires de Lotfallah Salimian.
- L'éditorial de Louis Terrenoire.
- La bataille de la production en Algérie par Bernard Murgue.
- Le dialogue euro-arabe et l'énergie.

Et les rubriques habituelles avec la participation de Pierre Andreu, Jean-Claude Chabrier, Yves Thoraval, Michel Rochline, le R.P. Michel Lelong, etc...

En vente 4 F dans les grandes librairies et drugstores ou à France-Pays Arabes, 12-14, rue Angereau, 75004 PARIS. Tél. : 535-27-52, 705-51-43, C.C.P. La Source 34 274 58.

Spécimen d'anciens numéros sur demande.

Disponibles dans les centres France-Pays Arabes de :

- LYON : 35, rue Transsasse où se déroule le 27 novembre de 14 h à 24 h. et 10 heures pour le Liban.
- NANCY : 45, rue de Metz où une exposition sur les événements du Liban est présentée les lundis, mercredis et samedis de 15 h à 19 h. à partir du 27 novembre.

سكنات الامل



## POLITIQUE

### Libres opinions

#### L'Europe et le socialisme du Sud

par CLAUDE BOURDET

La création d'un Parlement européen élu au suffrage direct paraît de plus en plus probable, à moins que ne se rétablisse, au moins en France, la convergence entre une partie de la gauche et une partie de la droite qui a fait échouer naguère la C.E.D. L'attitude de la droite, étant donnée et du centre, favorable à ce Parlement, apparaît logique, étant donnée la menace que la victoire possible de la gauche à Rome et à Paris, dans un proche avenir, fait peser sur le pouvoir de toute la classe dirigeante européenne.

En effet, la création de ce Parlement modifierait du tout au tout le rapport de forces. Une Assemblée élue au suffrage direct tend toujours à s'arroger le maximum de pouvoirs correspondant à son échelon. Le Parlement européen limiterait nécessairement, dès qu'il le pourrait, le pouvoir des gouvernements et Parlements nationaux et tendrait naturellement à faire naître un exécutif à son niveau ; cela entre dans les vus des promoteurs de l'institution, et, sans cela, la création d'une telle Assemblée n'aurait guère de sens. On peut penser d'ailleurs que toute crise grave accélèrera le processus, pour des raisons qui résultent de ce qui va suivre.

L'accession au pouvoir de l'union de la gauche en Europe du Sud, entraînant la participation au gouvernement des communistes, et probablement une montée des exigences populaires comme en 1936 et en 1945, et une contagion ailleurs en Europe, ne se passera pas sans une réaction énergique de la classe dirigeante française et italienne, installée au pouvoir depuis des décennies, et épaulée par les autres bourgeoisies européennes et par les dirigeants américains. Les menaces, hier, du général Haig, de MM. Ford, Kissinger et Schmidt, les avertissements plus habiles mais non moins nuls de M. Carter, ne doivent laisser aucune illusion. Une véritable épreuve de force sera peut-être évitée, mais la crise sera d'autant plus probable et plus grave qu'il existera une légalité supérieure à celle des pouvoirs nationaux, légalité que tous les milieux en question s'empresseront de renforcer afin de s'appuyer sur elle.

Mais, dira-t-on, ne peut-on compter sur le secours des socialistes européens ? Il ne faut pas se laisser prendre aux mots, et voir dans la puissance de la S.P.D., du Labour, des P.S. belge, hollandais, danois, etc., la garantie d'une prédominance de la gauche dans ce Parlement. Leurs représentants dans cette Assemblée seront inspirés moins par des considérations sociales, qui resteront du ressort des Parlements nationaux, que par les rapports de forces internationaux. Les socialistes du Nord seront d'abord anticommunistes et « atlantiques », les travaillistes ne se sépareront jamais de Washington et, du moment où les conditions de vie des travailleurs ouest-allemands ne seront pas directement en cause, les élus allemands, qu'ils soient C.D.U., S.P.D. ou F.D.P., serviront pour l'essentiel la politique américaine, jouant le rôle de relais de Washington en Europe que Bonn n'a jamais cessé de tenir.

Personne ne demandera aux sociaux-démocrates et aux travaillistes de cautionner visiblement un putsch illégal contre leurs camarades français et italiens. L'Assemblée européenne et le super-gouvernement, dominés tous deux par une majorité pro-américaine et anticommuniste, fourniront le cadre légal permettant de s'opposer à une victoire de la gauche en France et en Italie. Avec les progrès de l'intégration, le commandement militaire européen pourra être utilisé pour diviser les forces nationales, prévenir ou mater une percée de ce genre. Très vite, l'armée ouest-allemande jouera le rôle d'un police, d'autant que le poids économique et militaire de la R.F.A. sera prédominant. Mais on n'aura probablement pas besoin d'en venir là. Dès la naissance du Parlement, il servira de champ de manœuvre à la droite française et italienne et à tous les représentants voués ou clandestins de Washington. Il n'est pas sûr que la gauche française, qui n'a pas résisté en 1958 et 1968 au chant gaulle, sera capable de résister au déchaînement du chantage européen. Qu'il y ait des majorités de gauche, en France et en Italie, ne posera pas plus que l'opposition d'une majorité de conseil général à la volonté d'un Parlement national.

Dans de telles conditions, on ne peut que s'étonner de l'attitude des communistes italiens et des socialistes français. Les premiers ont au moins une excuse, ils pensent que, sans leur ralliement total au projet européen, les obstacles à leur venue au pouvoir en Italie seront insurmontables. Je crains pourtant qu'ils ne fassent un calcul de dupes. Quant aux socialistes français, qui ne subissent aucune contrainte de cette sorte, on se demande s'ils ont perdu toute clairvoyance. Au P.S., on est souvent européen parce que internationaliste. Argument entièrement abstrait. L'internationalisme, c'est la solidarité avec les travailleurs de tous les pays. Si, en vertu d'un prétendu internationalisme intitulé « esprit européen », on empêche la victoire politique des travailleurs dans plusieurs pays, on voit mal le bénéfice.

Certains ne répondent qu'on ne peut pas accepter une alliance de fait avec les gaullistes ; argument aussi faible que celui qui consistait naguère à soutenir les guerres coloniales parce que les communistes y étaient hostiles. L'attitude des gaullistes — je parle de ceux qui sont sincères et font jusqu'au bout — est illogique du point de vue des intérêts du grand capital et sans doute sont-ils influencés par d'autres milieux patronaux, moins dangereux politiquement, qui craignent d'être écrasés par l'intégration totale de l'Europe. La tradition gaullienne de non-alignement, le nationalisme classique, jouent aussi. Il y a de tout dans ces motifs, du bon, de l'indifférent et du pire. Mais la gauche française ne devrait-elle pas se féliciter de cette division de ses ennemis, sans laquelle sa liquidation au sein de la nouvelle Europe est à peu près sûre ?

On peut être moins pessimiste, on ne peut pas nier que ces menaces existent. Comment des gens de gauche peuvent-ils alors s'approprier de gaieté de cœur à fermer cette porte sur eux, avant l'installation de gouvernements de gauche établis qui créeraient, à la longue, des faits accomplis et diminueraient les dangers dont je parle ? Ces dirigeants, ces militants, se laissent-ils entraîner par la propagande qui présente tout ce qui est « européen » comme progressiste ? Ou n'ont-ils plus fait face à des pontils devenus trop pulsants ? Ou même quelques-uns d'entre eux espèrent-ils secrètement que le mécanisme européen les débarrassera d'une alliance de gauche qui leur pèse ?

Abandonner tout espoir d'une politique étrangère tant soit peu non alignée, faire de l'Europe, dans le cadre de la vaste coalition américaine dont j'ai parlé, le fer de lance du système atlantique, est déjà grave, et les préoccupations des héritiers les plus fidèles de de Gaulle, dans ce domaine, ne sont pas vaines. Mais, pour un socialiste français ou un communiste italien, créer de ses propres mains un barrage européen qui se dressera contre l'arrivée au pouvoir des forces populaires dans nos pays, me paraît confiner à l'inconscience.

Vivre la langue de votre choix.

**DEUTSCH**  
KOLN SURCH

**ENGLISH**  
LONDON BOURNEMOUTH SPAGHETTON TORQUAY

**ESPAÑOL**  
MADRID BARCELONA

**FRANÇAIS**  
PARIS LAGUARDIE

**ITALIANO**  
FIRENZE

Cours intensifs et accélérés pendant toute l'année. Cours de civilisation et langues de spécialité. Programme culturel, visites, excursions, hébergement en famille. Stages de perfectionnement pour l'enseignement des langues.

**EUROCENTRES**  
Fondation, 100 rue de Valenciennes, 75006 Paris  
Renseignements et inscriptions : Eurocentre de Paris 13 M, passage Dauphine 75006 Paris Tél. 525.81.40

**ANTHONY**  
Le spécialiste de la fourrure et du cuir pour homme



142 bd St-Germain

### Beaux Livres

Art Déco.  
Architecture  
Beaux Arts

Votre Librairie.

**ART & CULTURE**

90 rue de Rennes  
Paris VI

métro St-Sulpice  
autobus 48-95-96 Rennes-Assas,  
68-89-94 Rennes-Raspail

### I.T.S. a une bonne raison de soigner votre séjour en Tunisie cet hiver: vous voir revenir l'été prochain.

Pour être certains que vous passerez des vacances idéales, nous avons veillé à soigner le moindre détail dans les hôtels de notre brochure, situés au bord de merveilleuses plages sablonneuses, dissimulés dans des cadres de verdure, et alliant harmonieusement l'architecture locale au confort moderne.

Pour faciliter votre voyage, nous vous proposons au départ de Paris, et des principales villes de province, des vols réguliers, le jour de votre choix, pour le prix d'un séjour en groupe, avec un accueil personnalisé. I.T.S. met même à votre disposition, jour et nuit, des bureaux d'accueil avec ses hôtes, dans tous les aéroports tunisiens ainsi qu'à votre hôtel.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le service I.T.S., consultez votre agent de voyages habituel.

Rég. U.C.A. 801

En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien

Demander notre documentation gratuite à:  
International Travel Service 99 rue de Valenciennes  
92000 Nanterre/Seine. Tél. 741.25.70 ou 741.44.40

### Le cognac Gaston de Lagrange: les initiés ne s'y trompent pas.



CEUX qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon... Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de mérite pour être apprécié.

**Gaston de Lagrange.**  
Le cognac qui mérite ses trois étoiles.

### Quitter Paris à cause des enfants? Inutile... Venez Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, Paris 13<sup>e</sup>.

Vos enfants ont envie d'avoir chacun leur chambre. Vous avez besoin de calme.

Dans les appartements "grands espaces" de Cléopâtre il y a en réalité deux appartements bien séparés: celui des parents et celui des enfants.

Et, pour recevoir, un grand séjour, lumineux, original. Avec

vue sur le Panthéon, Notre-Dame ou Montmartre. Des balcons, terrasses pour y dîner les soirs d'été.

Venez visiter l'appartement témoin du 20<sup>e</sup> étage.

Tous les jours de 10 h à 13 h, et de 14 h 30 à 18 h 30; le mardi et le dimanche de 14 h 30 à 18 h 30, en téléphonant à Mme Lévy: 588.13.26.

Antoine et Cléopâtre, c'est une réalisation SEFIMA.

### A TOUS CEUX QUI PENSENT QU'OBTEINIR DES COPIES DOIT ETRE UNE CHOSE SIMPLE

**FAXIL**  
de  
**Gestetner**

Documentez-vous dès maintenant: prenez contact avec Gestetner, service 205, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85



PIERRE BROUIN



# POLITIQUE

## DANS L'EST ET LA MISE EN GARDE DU PREMIER MINISTRE

### M. Barre : l'attitude de certaines entreprises est suicidaire

Remettant jeudi 25 novembre à M. Barre, président de la Société des arts Pousignol, le prix du manager de l'année, décerné par notre confrère le Nouvel Economiste, M. Raymond Barre a notamment déclaré :

« La réussite de son entreprise n'a pas reposé sur des supputations politiques, sur l'attente de concours de l'Etat ou sur quelques manœuvres professionnelles. Il la doit à ses capacités d'initiative, d'organisation, d'adaptation et d'adaptation. »

« (...) Votre entreprise est là pour prouver, avec quelques autres, qu'il y a en France des entreprises saines et propres, faisant bon usage des profits qui sont la récompense de leur efficacité, et qu'il y en a même dans les temps difficiles. La France traverse de tels temps. Ne nous distinguons pas la gravité de la situation actuelle. »

M. Barre a poursuivi : « Le gouvernement a adopté un programme de lutte contre l'inflation. Son objectif est double : réduire la hausse des prix, redresser notre balance commerciale. Il entend le faire sans recourir à la déflation et sans utiliser le chômage comme instrument de la restauration des équilibres. Pour atteindre cependant ces objectifs, il faut que nos entreprises soient actives. Elles bénéficient actuellement d'un cours du franc favorable aux ventes à l'étranger. Il leur appartient donc d'exploiter cette situation sur les marchés extérieurs. »

#### Leçon de prudence

« Nos entreprises doivent investir. (...) Elles doivent, toutes les fois qu'elles le peuvent, créer des emplois. La politique de l'Etat d'œuvre ne saurait se ramener au seul examen des possibilités de licenciements. Il est vrai que les hausses de salaires excessives consenties dans le passé ont contribué à développer l'embourgeoisement. (...) Mais une économie d'entreprise qui se désintéresserait du problème du chômage ne répondrait pas à sa mission. (...) Il est d'assurer au plus grand nombre un emploi ; elle serait vite submergée par les tensions sociales et remplacée par une économie étroitement contrôlée. »

« On ne dira sans doute qu'il faut au préalable (...) relancer l'économie. N'est-ce pas là cependant une nouvelle tentative pour éluder les difficultés par la fuite en avant ? La leçon de la relance

de l'économie en septembre 1973 n'a-t-elle donc pas été tirée ? Après quelques mois de reprise de l'activité, ne nous retrouvons-nous pas avec les mêmes problèmes qu'au début de l'année ? »

« On explique que telle entreprise attend la fin du gel des prix pour remonter ses barèmes, que telle autre attend que le gouvernement ait précisé sa politique salariale pour engager ses propres négociations, que telle autre, enfin, attend pour embaucher et investir que l'Etat relance l'économie. Ces attitudes sont, permettez-moi de vous le dire sans ambages, suicidaires. Les entreprises n'ont pas à attendre pour agir les résultats de telle ou telle consultation électorale, les conclusions de telle ou telle réunion politique. Les consignes d'action de telle ou telle organisation professionnelle ou syndicale. La seule voie à suivre, c'est de s'engager résolument dans la lutte contre la hausse des prix, d'entreprendre courageusement les efforts d'adaptation qu'exige le retour à une croissance saine ; c'est, pour chaque chef d'entreprise, d'aller au-devant de son personnel, d'expliquer la situation avec honnêteté et patience et de mettre un terme à tous les laxismes. »

« Si tous attendent que l'autre commence, alors la France risque de s'engager dans un regrettable processus qui la conduira à la régression économique. Les prochains mois seront décisifs. »

« A ceux qui voudraient que les résultats du programme de lutte contre l'inflation soient obtenus instantanément, je dis que les prochains mois seront décisifs. (...) A ceux qui attendent une relance globale et prochaine de l'activité économique, je dis que le gouvernement se gardera de toutes mesures incompatibles avec le redressement de notre économie. »

« On bien le pays se ressaisira et acceptera, avec patience et continuité l'effort et la discipline auxquels le gouvernement l'invite, ou bien il trouvera au bout de la route le collectivisme, les contrôles et l'isolement. »

### La menace de M. Durafour

(Suite de la première page.)

Plusieurs responsables de grand café parisiens doivent passer en jugement pour hausses illicites. Les contrôles montrent que la réglementation des prix est de moins en moins bien respectée, le pourcentage d'irrégularités étant passé de 3,3 % au début d'octobre à 4,4 % actuellement. C'est un signe qui inquiète le gouvernement. Il prouve une chose : autant l'engagement pris par M. Durafour — « patron des patrons » — de participer au plan de lutte contre l'inflation a probablement sensibilisé les responsables des « grandes » entreprises à la nécessité de freiner les hausses de prix et des salaires, autant le monde des petites entreprises — celui des petits artisans, des petits commerçants et des prestataires de services — est resté assez indifférent. Pour deux raisons. Les « petits »

de choix opérés auparavant pour plaire aux « petits ». Bien sûr, les mauvais résultats d'octobre — comme ceux probables de novembre — ne doivent pas être imputés en totalité aux petites et moyennes entreprises. Mais il est certain que M. Barre commence à éprouver la résistance d'une catégorie socio-professionnelle qui n'accepte pas — ou mal — de prendre à son compte les exigences de l'heure, persuadée qu'elle est que le pouvoir changera de cap dès que l'activité économique se tassera un peu trop.

Le ton s'élève, employé par M. Barre jeudi après-midi, à l'occasion de la remise du prix de manager de l'année est significatif : le pays arrive à l'heure où les choix faits en septembre de mandant à être ou confirmés ou infirmés. Le premier ministre hausse le ton pour assurer que

plan commencent seulement à jouer, c'est beaucoup. Comment les propos de M. Barre sur la limitation, en 1977, des hausses de salaires et des revenus pourraient-ils être pris au sérieux, alors que l'année se termine presque « en catastrophe » ? Ou bien le blocage des prix est venu trop tard, ou bien l'annonce d'une limitation des hausses de revenus est venue trop tôt. Mais, assurément, quelque chose ne va pas. Cela d'autant plus que ce sont encore les prix de l'alimentation — ceux qui connaissent le mieux les ménagères — qui ont le plus augmenté : +1,3 % en octobre, +11,3 % en un an. Calculée sur les trois derniers mois connus, la rythme annuel de hausse frôle les 20 % dans ce secteur (+19,7 % exactement). Enfin, les services continuent eux aussi à dy aller bon train : +0,9 % en un mois, 11,3 % en un an.

En novembre, le résultat de l'indice risque d'être plus mauvais encore, à cause du relèvement — très fort — des prix de l'énergie. Décembre pourrait — le conditionnel s'impose — apporter un premier bon résultat.

M. Barre n'est décidément pas au bout de ses peines, son principal problème étant, maintenant que le fer est rouillé, de ne pas se croire « lâché », en chemin par ceux qui, pour reprendre le mot du président de la République, l'ont appelé pour combattre « enfin sérieusement » l'inflation.

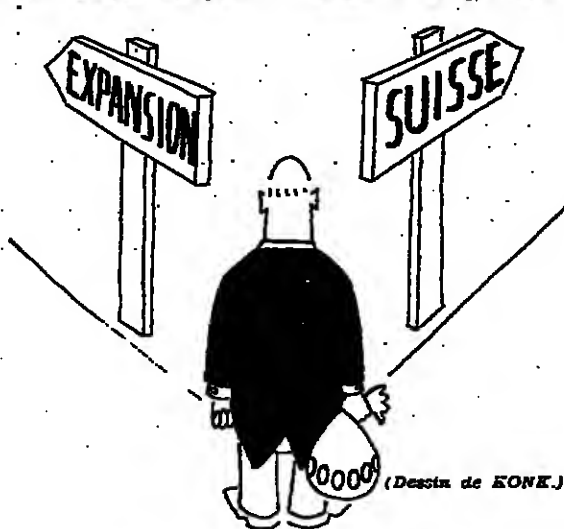
ALAIN VERNHOLE.

### UN COMMENTAIRE

LES ECHOS : un grief maladroît et excessif.

Sous le titre : « Un grief maladroît et excessif », l'éditorial des Echos reproche au premier ministre de « noter le tableau » ce qui « accroit inégalement l'attentisme et la morosité ». Le « langage » (de M. Barre) « exagère les responsabilités de l'Etat dans la conduite de l'économie, ainsi que les entraves qu'il met aux moyens d'action des entreprises ». Il n'est « guère fait pour restaurer ou pour entretenir la confiance des patrons. Ils trouvent que les dés restent pipés. En outre, la ton qu'emploie le premier ministre n'est pas davantage fait pour ramener la confiance. Avant hier, il, tandis que les parlementaires comme des écoliers chahuteurs ; hier, il faisait la leçon de morale aux chefs d'entreprises fuyés indisciplinés. »

Etienne Lecaillon écrit de son côté, dans le même numéro : « En tout, on a procédé par vaines hésitations : freinage à mort puis accélération au plancher. (...) En réalité, on n'a pas dit la vérité au pays. (...) M. Barre commence à la dire. Pourquoi le président de la République ne s'expliquerait-il pas, lui aussi, clairement et courageusement, là-dessus, mettant le poids de son autorité et de sa dialectique au service d'une lutte anti-inflation qui, pour aboutir, doit être assumée par l'ensemble de la collectivité ? »



(Dessin de KONE.)

### Djerba au Médina Club, c'est différent.

Parce que : l'hôtel Médina Club est conçu comme un village mauresque.  
Parce que : il donne directement sur une plage de sable fin (équipement sportif complet).  
Parce que : il est entouré d'un parc de 7 ha.  
Parce que : le confort y est irréprochable.  
Parce que : la cuisine (tunisienne et internationale) y est très soignée.  
Parce que : la semaine (voyage et séjour) ne coûte que 1275 F.

Renseignements :  
République Tours  
61 rue de Malte  
75541 Paris  
Cedex 11  
Tél. : 355.39.30  
ou votre agent de voyages

Je désire recevoir gratuitement votre documentation

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

Votre caban croisé  
"loup de mer",  
doubleure  
matelassée :  
370 F

mac  
orley

80, RUE SAINT LAZARE  
au N° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

Chercher dans le 16<sup>e</sup> pour  
pouvoir recevoir ? Inutile... Venez.  
Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, Paris 13<sup>e</sup>

Certains appartements de Cléopâtre sont des duplex de 150 m<sup>2</sup> d'autres, des appartements de 4, 5, 6 ou 7 pièces de grande surface. L'espace de réception, spacieux, original, agrandi par les balcons, terrasses, donne à vos soirées le charme des cadres inhabituels : vous y ferez découvrir à vos invités la vue de Notre-Dame, Montmartre ou Vincennes tout en dînant sur

le balcon... les soirs d'été. La réception se fait « vos appartements » de ceux des enfants afin que personne ne gêne personne, et qu'il fasse bon vivre à Cléopâtre. Venez visiter l'appartement témoin du 20<sup>e</sup> étage. Tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30, le mardi et le dimanche de 14 h 30 à 18 h 30 en téléphonant à Mme Lévy : 588.13.26.

Antoine et Cléopâtre, c'est une réalisation SEFIMA.

autriche le pays qui fête l'hiver...  
...par l'autoroute de l'est,  
à 130 km à l'heure  
vers ses villages de neige

### VIVEZ CHEZ VOUS COMME A L'HOTEL

Bien plus qu'un très bel appartement, la Résidence-Club de Neuilly vous offre une certaine façon de vivre. Les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins de notre époque : personnel d'accueil pour la réception, service de repas dans la salle à manger ou dans votre appartement, standard téléphonique pour prendre les communications, service d'assistance médicale avec infirmières et bien d'autres commodités appréciables comme celle de recevoir vos amis dans une petite salle à manger avec le concours du traiteur de la Résidence. Dans les années à venir, cette formule de Résidence-Club se généralisera car tous ceux qui, les premiers auront connu la satisfaction d'y vivre, en seront les meilleurs propagandistes. Ce sera donc un placement sûr.

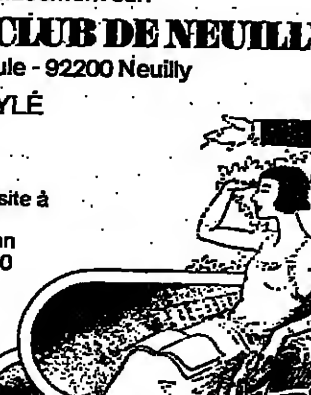
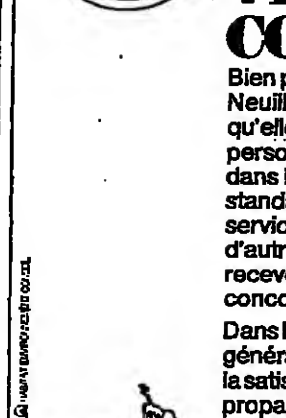
### RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule - 92200 Neuilly

UN PERSONNEL STYLE  
A VOTRE SERVICE  
TOUTE L'ANNÉE.

Envoyer votre carte de visite à  
Monsieur DANIEL FEAU  
132, Boulevard Haussmann  
75008 Paris. Tél. : 261.80.40

D.FEAU  
appartements  
Réalisation SOFAP  
et SOGEPROM.









# Féerie de la fourrure

## aux FOURRURES DU NORD

**CADEAU**  
**10%**  
escompte spécial  
**FETES**

### COLLECTION PRESTIGE 76-77

Les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine  
(vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc.,  
Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.)

### MANTEAUX LONGS et ROBES DU SOIR

Vison blanc, Vison Blackglama, Rowalla, Renard, Breitschwanz, Chinchilla.

#### MANTEAUX

Vison ranch	7.850 f	7065 F
Vison pastel	8.750 f	7875 F
Vison Koh-I-noor	9.250 f	8325 F
Castor du Canada	9.250 f	8325 F
Astrakan Swakara	5.750 f	5175 F
Astrakan pleines peaux	3.850 f	3465 F
Ragondin	4.250 f	3875 F
Weasel	4.250 f	3875 F
Rat d'Amérique	4.850 f	4365 F
Queues de Vison	4.650 f	4185 F
Murmél	4.250 f	3825 F
Opossum	2.850 f	2565 F
Patte d'Astrakan	2.150 f	1935 F
Yemen	1.750 f	1575 F

#### MANTEAUX

Mouton doré	1.650 f	1485 F
Patte de Kalgan	2.250 f	2025 F
Flanc de Marmotte	1.450 f	1305 F
Lapin fantaisie	1.650 f	1485 F
Lapin diffusion	1.250 f	1125 F

#### PRESTIGE

Vison Pearl	18.250 f	16425 F
Vison Blackglama	25.750 f	23175 F
Vison Lunaraine	28.750 f	25875 F
Vison Emba	32.500 f	29250 F
Vison Black Diamond	32.500 f	29250 F
Chinchilla	47.500 f	42750 F
Zibeline	75.000 f	67500 F

#### Service après-vente

Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours  
Les plus larges facilités de paiement

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés  
en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot,  
tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.



115, 117, 119 Rue LAFAYETTE  
PARIS. 10<sup>e</sup>  
Près GARE du NORD

100 Avenue PAUL DOUMER  
Angle Rue de la POMPE  
PARIS. 16<sup>e</sup>. Métro MUETTE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS de 9h à 19h SANS INTERRUPTION sauf le dimanche



## CALVITIE?

**ZERO FOUSTIGHT**

est une nouvelle méthode de remplacer vos cheveux perdus, maintenant disponible en France. Pour recevoir tous renseignements veuillez envoyer le coupon.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL  
502, Ecclesall Rd., Sheffield, G-6.

**E. PEYNAUD**  
**Connaissance et travail du vin dunois**

76 F

**ANGLETERRE NOËL 76 - ÉTUDIANTS**  
LOGEMENT EN FAMILLE (cours, conférences, excursions...)  
795 F  
+ voyage PARIS-PARIS : 250 F  
**APPRENDRE ET VIVRE**  
2, rue de l'Église 62140, Boury-la-Mulne  
Tél. 702-47-73

**J. AUBOUIN, R. BROUSSE, J.-P. LEHMAN**  
**Précis de géologie**  
Tome 1 : Pétrologie  
Tome 2 : Paléontologie, stratigraphie  
Tome 3 : Tectonique, tectonophysique, morphologie  
chaque tome 150 F  
**dunod**

## ÉDUCATION

### AVANT LES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

#### Les étudiants modérés éprouvent des difficultés à se regrouper

Le secrétariat d'État aux universités a-t-il cherché, ces dernières semaines, à favoriser, avant les élections universitaires, le regroupement des étudiants modérés dans un seul syndicat ? Certaines rumeurs, circulant dans les rangs mêmes de la majorité, font état d'une telle éventualité que, pour sa part, l'entourage de Mme Alice Saunier-Seïté dément.

Traditionnellement, les ministres de l'éducation nationale ont cherché à faire place aux mouvements d'étudiants hostiles au gouvernement en privilégiant leurs adversaires. Sans remonter jusqu'à Christian Fouchet ou peut-être M. Edgar Faure, avec le Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (CLERU), récemment passé avec son dernier carré de militants chez les socialistes du Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF) ; MM. Olivier Guichard et Joseph Fontana, avec l'Alliance des mouvements réformistes universitaires (AMRU), aujourd'hui disparue. Et, en 1975, M. Jean-Pierre Solson, alors secrétaire d'État aux universités, avait un instant songé à demander aux jeunes giscardiens de former « la troisième composante » du Comité de liaison des étudiants de France (CLERF).

#### Un appel aux « libéraux »

A son tour, Mme Alice Saunier-Seïté a lancé un appel, le 18 novembre, au cours d'une conférence à la mairie du seizième arrondissement de Paris, aux « étudiants et enseignants libéraux », pour qu'ils « s'organisent et s'opposent dans le cadre des élections universitaires aux minorités collectivistes ». Selon certaines études membres de l'U.D.R., le « mouvement de regroupement » de la part du secrétariat d'État serait appuyé sur la création récente — et semble-t-il encore inconnue — d'une nouvelle organisation, le Syndicat des étudiants de France (SEF).

Selon ses statuts déposés le 12 octobre, ce mouvement adhère à l'Union nationale interuniversitaire (UNI), qui affirme diffuser son journal à quarante-cinq mille exemplaires

mais a obtenu 0,79 % des sièges étudiants aux élections des conseils d'université en 1975. Il entend « encadrer une nouvelle relation d'enseignement et, ouvrir à l'intégration harmonieuse de l'université, et des étudiants dans l'économie et la société modernes », et inscrit également à son programme « la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants, de même que l'organisation de cette défense ».

L'UNI affirme que le secrétariat d'État aux universités est étranger à cette affaire. Selon les responsables de cette organisation, qui rassemblent des étudiants, des parents d'élèves et des enseignants, « les étudiants de l'UNI ont des problèmes spécifiques et émettent le vœu de se rassembler ». Le SEF pourrait regrouper, outre les étudiants de l'UNI, des adhérents de mouvements locaux et des étudiants de la majorité.

#### Trop marquée à droite ?

Il semble que la division qui règne dans le camp modéré — et qui reflète pour une part les problèmes de la majorité — ait conduit le secrétariat d'État à renoncer à prendre une part active dans le regroupement de ces mouvements.

Ensemble, les organisations nationales modérées ou de droite n'ont obtenu que 10 % des sièges étudiants, contre 50 % à l'UNEF ex-Renouveau. Les 40 % de sièges restants sont répartis entre des associations lointaines de défense des intérêts étudiants ou les « corps » des disciplines médicales ou scientifiques qui se tiennent prudemment à l'écart des « appareils ».

Malgré l'approche des élections universitaires, jeunes gaullistes ou giscardiens et associations ne se retrouvent que pour condamner toute nouvelle tentative de rapprochement. L'UNI, en particulier, garde mauvaises pressions. « Bien que des gaullistes aient participé à sa création, cette association est trop marquée à droite », confie un responsable U.D.R.-Jeunes.

L'U.D.R.-Jeunes qui affirme représenter environ dix mille adhérents dans les universités a pour principal souci aujourd'hui d'étendre son audience dans le cadre du « rassem-

blement » proposé par M. Jacques Chirac. A cette rentrée, elle compte développer ses sections parisiennes (notamment par la création d'un centre de documentation) et « sur un plan plus appliqué », demande à ses membres de renforcer le CLERF (fédération d'associations nationales) qui a obtenu 2,53 % des sièges étudiants aux élections des conseils d'université en 1975.

Les jeunes giscardiens privilégient eux aussi l'activité politique dans l'enseignement supérieur. Les associations de Génération sociale et libérale (qui affirme regrouper près de quinze mille étudiants et lycéens) ont en effet choisi, depuis leur conseil national de juin dernier, de « créer des structures d'accueil politiques dans les universités ».

Du côté des associations, la situation à l'approche des élections universitaires est similaire : la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF, 0,47 % des sièges étudiants lors des dernières élections aux conseils d'université), que le secrétariat d'État a privée cette année de subventions, ne développe plus son audience malgré — ou à cause de — sa critique constante de l'action de Mme Saunier-Seïté ; et le CLERF est travaillé par des conflits de tendances provoqués principalement par les étudiants gaullistes.

Reste l'UNI, que les graves contre la réforme du deuxième cycle ont rapproché du secrétariat d'État : c'est la seule organisation à soutenir ouvertement la politique de « redéploiement » de Mme Saunier-Seïté. Les responsables de l'UNI envisagent d'ailleurs d'inciter les enseignants des universités de Nantes et de Toulouse-Mirail à demander leur départ, comme l'ont déjà fait des enseignants de droit de Paris-X (Nanterre) et d'Amiens, et souhaitent la suppression de l'université de Vincennes.

L'UNI devrait être la seule organisation « modérée » à présenter un grand nombre de candidats aux prochaines élections. Pour les autres, la « bataille électorale » se réduira, une nouvelle fois, à la négociation serrée des listes d'union.

PHILIPPE BOGGIO.

### Les effectifs des classes maternelles

#### LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS EN APPEL AU PREMIER MINISTRE

M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.), a écrit au premier ministre, le 19 novembre, pour attirer son attention sur « la situation particulièrement grave qu'a créée le ministre de l'éducation en revenant sur (ses) engagements ». Ceux-ci portaient sur les effectifs des classes maternelles, la définition de la fonction des maîtres formateurs, l'indemnisation des frais professionnels pour les titulaires remplaçants (« le Monde », daté 14-15 novembre). La question des effectifs dans les maternelles avait déjà été posée, lors du débat budgétaire, à la fin de l'échange entre M. Louis Mermey (P.S.) et M. René Haby (« le Monde », du 19 novembre). Le premier accusait le ministre d'être revenu sur ses engagements. Le second avait répliqué que c'étaient les sections départementales du S.N.I. qui avaient mal interprété ses circulaires à ce sujet.

« Nous nous interrogeons, écrit M. Georges, sur les raisons qui conduisent le ministre de l'éducation à faire resurgir aujourd'hui des problèmes auxquels des solutions acceptables ont été récemment apportées. Est-ce là une attitude nouvelle qui découle d'orientations arrêtées par le gouvernement ? »

« Notre syndicat, ajoute-t-il, ne change en rien sa ligne de conduite qui s'appuie sur la recherche de la négociation (...). Il n'y a plus de discussion possible si l'une des parties revient sur ses engagements. »

Le S.N.I. demande au premier ministre de « rétablir » ou de « confirmer » les dispositions arrêtées avec le ministre de l'éducation et précise qu'il n'acceptera « en aucun cas la situation créée » par M. Haby.

### Libres opinions

#### L'ART DE NÉGOCIER

par GUY GEORGES

On ne dira jamais assez la richesse et les ressources de la langue française. On pourrait, par exemple, penser que négocier, c'est tout bonnement traiter avec quelqu'un, agir auprès de lui en faveur d'un tiers, de toute façon essayer d'aboutir à un accord. Cela est clair. Et puis, vous vous apercevrez qu'on peut négocier un virage : c'est-à-dire, selon le dictionnaire, manœuvrer de manière à bien prendre le virage.

Le ministre de l'éducation se serait-il mis en tête depuis peu de faire quelques variations sur le thème ? La question n'est pas gratuite. Qu'en on juge !

Depuis près de deux ans, le ministre s'est donné comme objectif de limiter à trente-cinq le nombre d'élèves par classe maternelle. Pour ce faire, il a lancé une série de mesures. À la fin de l'été, il a écrit à six millions d'enseignants dans un petit dépliant à l'usage des parents : fort bien ! L'estimation des moyens nécessaires est identique de la part du ministre du budget. Voilà toutes les conditions remplies pour une négociation positive. Il faudra pourtant huit mois d'efforts et quelques menaces d'action directe pour que le ministre publie, enfin, le 14 mai 1976, un texte signé de sa main où figure la concrétisation de ses engagements : « J'ai décidé d'abaisser le seuil d'ouverture à trente-cinq élèves inscrits à partir de la rentrée de 1976. » Voilà une base administrativement solide ; sublimons les récentes décisions. 5 octobre 1976 : nouvelle circulaire, qui confirme la précédente : « La norme de trente-cinq élèves présents, et non inscrits, doit être retenue à titre transitoire. » Nous voilà revenus un an en arrière ! Il n'y a guère que le ministre pour prétendre que c'est du pareil au même !

Autre exemple. Le ministre accepte, le 12 juillet, de définir d'une manière nouvelle le service des maîtres formateurs, instituteurs qui interviennent dans la formation professionnelle des maîtres, en liaison avec les écoles normales. Des moyens existent qui permettent de diminuer leur temps de présence dans les classes avec les enfants pour augmenter d'autant leur participation à la formation des élèves maîtres. Encore une perspective de solution ! L'engagement est pris : une circulaire est rédigée ; la signature du texte est imminente, le 20 septembre au dire du ministre. Les moyens sont ventilés dans les inspections académiques sur instruction ministérielle. Or cette signature ne viendra point... car le ministre change d'avis en chemin.

L'affaire est sérieuse. Elle touche à la conception que l'on se fait de la négociation, au respect qu'elle exige de l'accord réalisé. Les diatribes, les insultes mêmes, telles qu'elles apparaissent au travers du débat budgétaire, n'y changent rien. Elles n'ont à coup sûr jamais été de bons arguments et n'ont jamais modifié la réalité des choses.

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège a toujours recherché le règlement des problèmes par la discussion, la négociation. Sinon à quoi servirait l'action syndicale, en quoi serait-elle efficace ? Mais ce serait une gausserie bête de miser sur une éventuelle faiblesse de sa part d'imaginer que notre syndicat pourrait traîner avec les engagements pris à son égard.

Si le ministre de l'éducation s'attache davantage à négocier ses virages qu'à négocier ce qu'il a décidé, il faut qu'il dise où il veut en venir. Et que vaut l'aune d'une concertation dont il prétend se faire le champion ?

Dans le lot des explications embarrassées, on invoque tout d'un coup l'intérêt des enfants. Le ministre aurait dû, selon ses propres termes, « céder en 1975 », « accepter les conditions des enseignants... » pour éviter une grève — dans l'intérêt des enfants ! Voilà qui est singulier ! Est-ce à dire qu'en demandant qu'une classe maternelle soit désormais créée à partir de trente-cinq élèves au lieu de cinquante, le S.N.I.-P.E.G.C. aurait agi contre l'intérêt des enfants ? Est-ce à dire qu'en acceptant — sous la contrainte ! — une norme qu'il avait lui-même avancée, le ministre aurait agi contre l'intérêt des enfants et ne s'en aviserait que maintenant ?

Donner à la formation des futurs instituteurs des possibilités d'enrichissement acceptées en juillet deviendrait subitement néfastes en novembre ?

Tout cela ne résiste guère à une rapide réflexion.

Le S.N.I.-P.E.G.C. attache toujours du prix à ce que les négociations qu'il mène ou dont il demande l'ouverture conduisent à une amélioration du fonctionnement de l'école, dont, à coup sûr, les élèves tireront profit. Et il rassemble comme une injure à la profession qu'il représente cet argument selon lequel l'enseignement public doit se réorganiser, comme d'autres activités, à l'austérité.

Qu'on le dise donc clairement, si tel est le cas ! L'attitude de M. Haby n'est-elle qu'un aspect de la politique actuelle du gouvernement ou l'illustration d'une conception nouvelle et personnelle de la négociation ?

Relève-t-elle de la provocation ? Voudrait-elle nous amener à sortir les banderoles, dont M. Haby parlait avec tant de mépris le jour de la rentrée ? Si l'on veut nous entraîner dans ce jeu dangereux de la petite guerre, où l'intérêt des enfants compterait pour si peu, sans aucun doute, le S.N.I.-P.E.G.C. a assez d'arguments et de moyens pour faire front.

A moins que, la sagesse aidant, l'on en revienne aux premiers engagements.

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir. Visitez en libérant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir". Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

## CUIR CENTER

Une opération, pure vérité sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 le monde vivant du cuir authentique.

**SEUL A PARIS: 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION**

de 4.000 à 6.000 f.	Copacabana	Sully
de 6.000 à 9.000 f.	Atlanta	Bahia
de 9.000 à 11.000 f.	Chamonix	Chambord
de 11.000 à 15.000 f.	Balmoral	California
de 15.000 à 20.000 f.	Cherry	London
	York	Philadelphie

Vous êtes résolument modernes, vous êtes amoureux de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Grand confort, facilité de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

**LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX**

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS  
Cuir : 10 h à 19 h 30 - Samedi de 10 h à 13 h  
Cuir : 10 h à 19 h 30 - Samedi de 10 h à 13 h  
Tél. 375-3433, 375-3434, 375-3435 - Parking dans l'immeuble  
RER : Nation - Métro : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

**Opel City**

LAMARX AUTOMOBILES S.A.  
PARIS 18<sup>e</sup> TEL. 078.80.92

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
75281 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	50 F	100 F	150 F	200 F
TOUTES PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	100 F	200 F	300 F	400 F

ÉTRANGERS (par mandat)  
L. - BOURGEOIS LUXEMBOURG  
PARIS - 2<sup>e</sup> - 1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> 3<sup>e</sup> 4<sup>e</sup> 5<sup>e</sup>  
125 F 250 F 375 F 500 F 625 F

**II - TUNISIE**  
163 F 325 F 488 F 650 F

Par voie aérienne  
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque ou mandat doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : 48 lettres ou 100 lettres (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales, d'imprimer.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Géants : Jacques Havy, directeur de la publication, Jacques Savagat.

Imprimerie du "Monde", S. r. l. des Jallies PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57457.

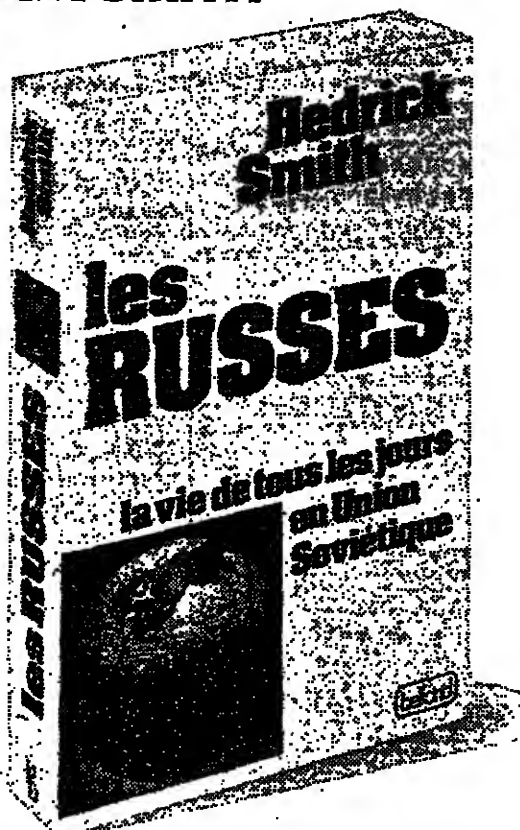


belfond

## APRÈS "LES RUSSES" de HEDRICK SMITH

La vie  
de tous les jours  
en  
UNION SOVIÉTIQUE

depuis 6 mois  
sur les listes  
des "best-sellers"



Pierre Belfond présente :

# "7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE  
FIDEL CASTRO

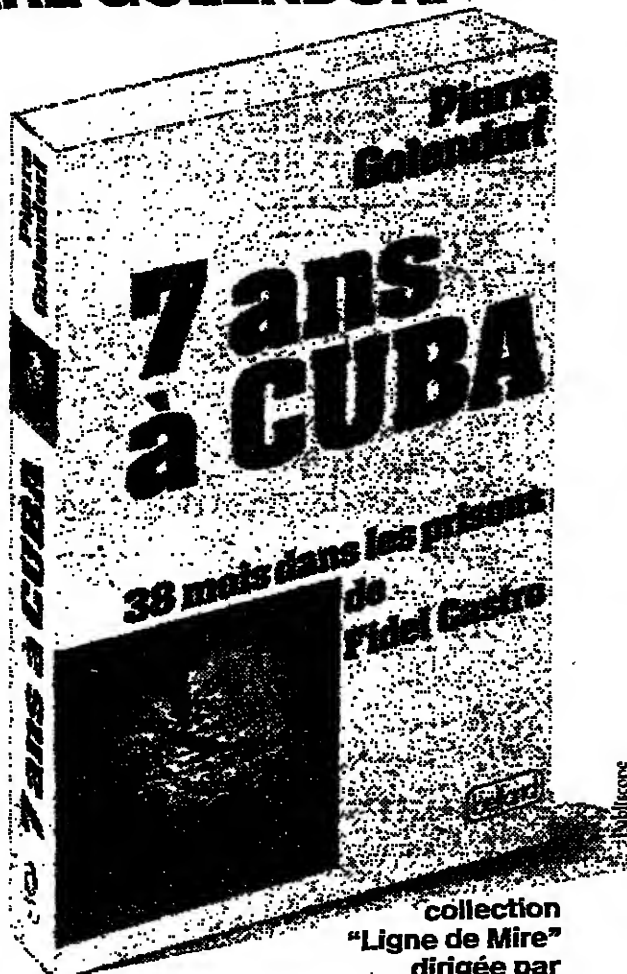
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du  
Parti Communiste français,  
installé à Cuba, marié à une  
Cubaine, Pierre Golendorf  
est arrêté en Septembre 1971  
par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre  
preuve, d'être un agent de  
la C.I.A., interrogé pendant  
six mois jour et nuit, Pierre  
Golendorf est jugé et  
condamné à dix ans de  
prison.

Libéré après plus de trois  
années d'internement,  
il raconte et la Révolution  
Cubaine, à laquelle il a  
conservé toute sa foi, et le  
"Goulag Tropical" qui l'a  
marqué dans son âme et  
dans sa chair.

Un témoignage  
véritablement exceptionnel.



collection  
"Ligne de Mire"  
dirigée par  
André Bercoff.

belfond

## ÉDUCATION

Les suites des grèves du printemps

### L'U.E.R. de philosophie de Bordeaux est fermée jusqu'à nouvel ordre

De notre correspondant

Bordeaux. — M. Robert Escarpit, président de l'université de Bordeaux-III, a pris mercredi 25 novembre la décision de fermer jusqu'à nouvel ordre l'unité d'enseignement et de recherche de philosophie, les cours de deux professeurs de l'U.E.R. ayant été plusieurs fois interrompus par des étudiants d'extrême gauche. Ces professeurs avaient porté plainte au printemps contre huit étudiants auprès du procureur de la République pour violences. Après enquête, cette plainte n'avait pas eu de suite, les faits n'ayant pas été établis. Mais les deux professeurs avaient porté l'affaire devant le conseil de discipline de l'université. Celui-ci a refusé, par deux fois, de prendre des sanctions. Les deux professeurs viennent à nouveau de demander la traduction d'un des huit étudiants — le seul demeuré à l'université — devant le conseil de discipline qui doit se réunir le 29 novembre.

En attendant, des étudiants d'extrême gauche bivouaquent dans la salle des actes de l'université et bloquent les secrétariats des premier et deuxième cycles, en signe de protestation, non seu-

lement contre le conseil de discipline, mais aussi contre « les professeurs réactionnaires et fascistes qui font des cours directs ». Cent quatre-vingts étudiants ont signé une lettre dans laquelle ils reconnaissent avoir participé aux bouillottes qui avaient fait l'objet de la plainte et de l'appel au conseil de discipline.

La résurgence de ces faits anciens semble surtout viser le président de l'université. Du côté de l'Union nationale interuniversitaire ou des enseignants autonomes de Bordeaux, on reproche à M. Robert Escarpit de n'avoir jamais fait appel à la police à l'intérieur du campus lors de la grève de l'an dernier.

M. Escarpit, pour sa part, regrette que des affaires de cette sorte prennent autant d'importance, et juge plus grave que le déficit de fonctionnement de son université soit de 299 000 francs et qu'on ne lui ait pas versé 137 000 francs d'heures supplémentaires qu'il estime dues à l'université : « C'est une injustice. Il s'en produit tous les jours, et c'est encore le plus sûr moyen de descendre en flammes les présidents de gauche. » — P. C.

### LE SNES LANCE UN MANIFESTE EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT DE SECOND DEGRÉ

Le syndicat national des enseignants de second degré (SNES), le deuxième par son importance des syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a lancé jeudi 25 novembre une campagne pour « la défense et la promotion du second degré ».

Un manifeste, mis au point au cours du conseil national du SNES, qui est tenu mardi 23 et mercredi 24 novembre, illustre les options fondamentales du syndicat, regroupées selon deux grands thèmes : « Un enseignement de qualité pour tous » et « Révaloriser le métier d'enseignant ».

Cet appel, que le SNES adresse « aux jeunes, à leurs parents, aux travailleurs et à tous les démocrates », sera discuté et enrichi d'exemples locaux dans les mois qui viennent.

Tout en précisant que, pour autant, le SNES ne désertera « aucun des autres fronts de lutte », ses responsables soulignent l'importance que revêt à leurs yeux cette campagne.

● Intervention de la police à Corbeil. — La police est intervenue jeudi 25 novembre dans l'enceinte du lycée de Corbeil (Essonne) pour dégager les abords du bureau du proviseur, M. de Miceli, devant lequel manifestaient cinquante à soixante élèves. Selon des témoins, des élèves et d'enseignants, les protestataires réclamaient un lieu de réunion : un baraquement consacré auparavant à cet usage a été rasé. M. de Miceli, lui, affirme qu'il s'agit d'une provocation du Mouvement de la jeunesse communiste, mécontent de n'avoir pu tenir le 19 novembre dans le collège technique annexé au lycée une réunion à laquelle un tract avait appelé la veille. Le SNES de Versailles a immédiatement protesté contre cette intervention de la police.

Pour leur part, les professeurs indépendants du lycée qualifient d'« inopportune » cette intervention qu'ils décrivent comme la conséquence de « manifestations renouvelées de groupes d'élèves se réclamant des Jeunes communistes ».

## DÉFENSE

### Le Mouvement de la jeunesse communiste demande l'augmentation immédiate du prêt du soldat

« Tandis que M. Dassault perd 8 millions de francs avec le sourire, le soldat est gratifié d'une amorce journalière lui permettant tout juste de s'offrir un café et un paquet de cigarettes. C'est une situation révoltante que le Mouvement de la jeunesse communiste de France dénonce et contre laquelle il appelle les jeunes et les soldats à lutter. » C'est ce qu'a notamment déclaré, jeudi 25 novembre, M. Alain Gamarand, membre du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France. « Nous appelons les jeunes et les soldats, a expliqué M. Gamarand, à exiger le relèvement de la solde à 30 F du SMIC, c'est-à-dire à 550 F par mois. Selon l'âge, la C.G.T. la solde mensuelle de l'appelé, qui est de 210 F depuis vingt et un mois et qui sera portée à 240 F en juillet prochain, devra être, dans l'attente, portée à 250 F. Les jeunes et les étudiants, les soldats, sauront se mobiliser pour faire aboutir cette exigence. »

« En dépit de mensonges du pouvoir et malgré l'utilisation d'actes irresponsables de quelques antimilitaristes attardés, ce qui anime la masse des soldats, a ajouté le responsable des Jeunes communistes, c'est bien la lutte pour une armée moderne et démocratique qui satisfasse à sa mission exclusive de défense du territoire national. »

M. Gamarand a indiqué à cette occasion qu'un soldat militant du M.J.C.F., originaire de la région parisienne, M. Olivier Dimitrov, était depuis six jours emprisonné et placé au secret quelque part en Haute-Saône, avec plusieurs de ses camarades, pour avoir réclamé l'amélioration de la condition militaire.

M. Louis Baillet, vice-président du groupe parlementaire communiste et président de la commission de la défense nationale du P.C.F., est intervenu pour souligner qu'« il y a actuellement en France une offensive sérieuse et dangereuse pour faire croire que le service militaire est dépassé. »

En 1977

### LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE COMMANDERA VINGT INTERCEPTEURS MIRAGE F1 SUPPLÉMENTAIRES

Aux membres de la commission de la défense de l'Assemblée nationale qu'il préside, M. Raymond Dronne, député réformateur de la Sarthe, a fait part, jeudi 25 novembre, d'une lettre que M. Yvon Bourges, ministre de la défense, vient de lui adresser. Dans ce texte, le ministre de la défense donne des indications sur les 1 326 millions de francs d'autorisations de programme nouvellement dégagées par le gouvernement.

Dans sa lettre au président de la commission de la défense, M. Bourges indique que ces mesures financières permettront de compléter les autorisations de programme déjà inscrites au projet de budget 1977 et de commander, dès l'an prochain, vingt intercepteurs Mirage F1 supplémentaires, trente chars de combat A.M.X.-30, trente blindés légers de combat A.M.X.-10, dix-huit mortiers de 120 millimètres et un nouveau pétrolier ravitailleur d'escadre.

Pour nous, il ne peut y avoir de politique de défense nationale sans une armée de conscription. Nous ne voulons pas que l'armée française soit une simple légion étrangère capable de s'intégrer à une armée européenne. » Le député communiste de Paris a rappelé que son parti préconisait la mise sur pied d'une armée avec un temps de service militaire court.

Précis DALLOZ

par Charles DEBBASCH

Président de l'Université  
de droit, d'économie et des sciences  
d'Aix-Marseille

### SCIENCE ADMINISTRATIVE

Un vol. broché, 11,5 x 18, 3<sup>e</sup> éd. 1976, 787 p., 60 F (franco 64 F)

### CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Un vol. broché, 11,5 x 18, 1<sup>re</sup> éd. 1975, 934 p., 64 F (franco 70 F)

### LEXIQUE DE TERMES POLITIQUES

Un vol. broché, 11 x 18, 1<sup>re</sup> éd. 1974, 280 p., 26 F (franco 30 F)

en vente chez votre libraire

ou au DALLOZ

11, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05

(PUBLICITÉ)

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

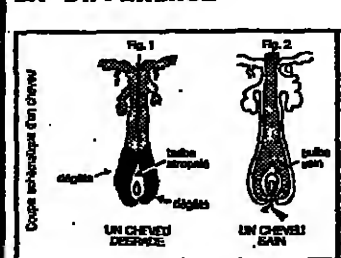
### DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits techniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

### LA DIFFÉRENCE



### L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h. à 20 h., et le samedi de 10 h. à 17 h.

### EUROCAP

### INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione

Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84

LILLE : 16, rue Faidherbe,

Tél. 51-24-13

BORDEAUX : 34, place Gambetta,

Tél. : 48-06-34

TOULOUSE : 41, rue de la Pomme,

Tél. : 23-25-40

METZ : 2/4 en Chapellerie,

Tél. : 75-00-11







## RELIGION

### LA FAMILLE ET LA SOCIÉTÉ

#### la défense du mariage

● **La santé de la famille.** — Pourtant, redisons-le, un fond de santé nous semble persister dans le projet familial des Français, qu'il s'exprime en termes traditionnels ou dans les formes nouvelles. Certes, la baisse de la natalité fait question au point de vue moral autant qu'au point de vue démographique. Mais il faut reconnaître aussi que souvent l'on cherche une meilleure qualité de la vie, plus de vérité et de profondeur dans la rencontre conjugale et dans l'éveil des enfants. La famille est le lieu privilégié où se vivent l'affection, la reconnaissance mutuelle, l'ouverture au sens des autres, dans un monde devenu anonyme. Nous pourrions plutôt être surpris par la vitalité de la famille alors qu'elle dispose d'un terrain si aride. Or, ce terrain dépend pour une bonne part de la responsabilité des pouvoirs publics.

● **Famille et Etat.** — Parmi les groupes constitutifs d'une société, la famille est fondamentale (...). Cependant le groupe familial n'est pas le tout de la réalité sociale (...). Tout groupe familial évolue à l'intérieur d'une communauté humaine plus large dont il a besoin pour subsister : c'est la communauté nationale menant une vie politique à différents niveaux, sous la direction des pouvoirs publics.

Entre famille et Etat existent donc des relations d'interdépendance de fait et de droit. Aucune des deux institutions ne peut prétendre se passer de l'autre ou lui dicter sa loi, mais elles ont à vivre dans une reconnaissance mutuelle (...).

● **L'expérience de la politique familiale en France.** — Depuis quarante ans, la France s'est donnée et a perfectionné un ensemble de lois sociales constituant un cadre utilisable pour un soutien réel des familles. De plus, certaines modifications juridiques des dernières années ont renouvelé totalement le code des lois de telle sorte que, aujourd'hui, la famille se fonde clairement sur le libre engagement réciproque de deux personnes humaines, égales en droit. Cette évolution, liée à la revalorisation de la place de la femme dans la société, correspond d'ailleurs au vœu massif des Français de tous les âges, vœu qui se retrouve aussi l'inspiration chrétienne (...).

#### Une position nuancée

Dans un texte nuancé, sur un ton serein et pastoral, les évêques veulent porter un regard positif sur l'amour conjugal, sans minimiser pour autant la vigueur des assurances qu'offre aujourd'hui l'institution du mariage. Elle est contestée à la fois de l'intérieur, au nom de l'amour authentique, de la liberté, de l'épanouissement humain, par ceux qui y voient un « cadre rigide qui brime les personnes », et de l'extérieur, par une législation toujours plus libérale sur la contraception, l'avortement, le divorce.

Rappelant que « l'amour est premier », même si « la fécondité est intimement liée à l'amour », l'accent est nouveau — les évêques s'efforcent à démontrer que, malgré les difficultés accrues et l'éclatement du modèle traditionnel de mariage, la fidélité est nécessaire, et possible : l'amour veut « du durable ». A ceux qui refusent le mariage au nom de la sincérité, les évêques répondent : « Dire à quelqu'un : « Je t'aime ! », n'est-ce pas lui dire : « Quoi qu'il arrive, tu peux compter sur moi, je ne te lâcherai pas. » Il ne peut y avoir de mariage à l'essai, parce qu'il ne peut y avoir d'engagement à l'essai ni d'enfant à l'essai. »

Pour le chrétien, ajoutent les évêques, cette analyse humaine est renforcée par la foi, qui lui dit que la grâce reçue dans le sacrement du mariage l'aidera à tenir son engagement. C'est encore la foi qui permettra au chrétien de pardonner même l'impardonnable. L'impardonnable, pour les évêques — et l'accent est encore nouveau — « n'est pas toujours l'adultère ou quelque autre faute particulière, mais plus souvent une certaine manière tentée et imperceptible de s'éloigner soi-même jusqu'à devenir étranger à l'être avec lequel on a été une seule chair ».

Malgré cela, « les échecs de la vie conjugale sont nombreux », constate la note épiscopale, qui reconnaît que quelqu'un puisse dire : « Je ne peux pas pardonner », bien que « son engagement comporte la ferme espérance de le pouvoir ». Toute en réaffirmant que le divorce est « un échec que n'effacera pas une nouvelle union ratifiée par la société civile », les évêques déclarent que « l'Eglise du Christ Sauveur est toujours à l'ouvrage. C'est pourquoi l'Eglise doit signifier l'espérance aux personnes qui vivent cet échec et qui ont toujours une place dans la communauté ecclésiale ».

Rien de nouveau, donc, en ce qui concerne la question brûlante de l'accès aux sacrements des divorcés mariés. On s'en tient à la pasto-

● **Les exigences des familles à l'égard de l'Etat.** — Les appels les plus urgents des organismes familiaux concernent, on le sait, les indispensables ajustements économiques et fiscaux à l'intérieur même du système existant, ainsi que le meilleur fonctionnement de cet ensemble. Ils sont d'autant plus nécessaires qu'en France une forte fiscalité indirecte alourdit tout spécialement les charges familiales. Des innovations sont également proposées, notamment pour permettre aux mères de famille de faire plus librement le choix du travail à domicile.

#### L'esprit chrétien

dans une politique de la famille

Tous les rappels que nous venons de faire s'adressent, nous le disions en commençant, à une expérience et à une réflexion de l'Eglise en matière familiale.

Dans la foi, nous pensons et rappelons que les grandes relations humaines, celle de l'amour conjugal, celle de la responsabilité parentale, celle de la vie politique, ont une dimension spirituelle. Qu'entendons-nous par là ?

Fondamentalement, qu'en chacune de ces relations le caractère transcendant de la personne humaine, créée à l'image de Dieu, doit être reconnu, et donc que nous n'en disposons à notre guise. C'est pourquoi chacune de ces relations est marquée par une exigence reconnue intérieurement par la conscience de l'homme, qui est, pour nous, un appel de Dieu. Pour les époux, qui sont l'un pour l'autre signe de Dieu, le devoir de la fidélité absolue. Pour les parents, devoir de la protection et de l'éducation des enfants. Pour les enfants, devoir de soutien et d'affection jusque dans la vieillesse, vis-à-vis de ceux par qui ils ont reçu l'existence, don de Dieu. Pour les responsables politiques, devoir de faire advenir le bien commun, de promouvoir la justice et la paix. L'obéissance à tous ces devoirs peut paraître démodée et contraire à l'idée que beaucoup se font de la liberté. En réalité, elle est la condition nécessaire pour une véritable satisfaction de la sexualité, de la famille et de la vie sociale. Les formes extérieures changent historiquement, et aujourd'hui avec une plus grande rapidité. Mais les exigences fondamentales demeurent (...).

### « AU CARRÉ D'AGNEAU » CHEZ ALBERT

122, av. de Saint-Martin, 97-42 (P. Métro)  
Tél. 01-42-55-11-11  
Son dépanneur en bouche  
Son journal, son café, son vin  
Son « service » à la carte  
Son bœuf, spécialité Albert  
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

QUARTZ & BUSINESSMEN  
100, rue de la Harpe  
PARIS 13

Pour votre  
**DEMEUNEMENT**  
208 10 30 **ODOUL**

**Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.**

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.

Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.

Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.

Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.

Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.

Bangkok : 8 jours chambre et petit déjeuner, 3200 F.

Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

**Jet tours**  
AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

## En 1975 nous n'avons rapproché que 22 entreprises.



Eh oui. Nous, l'un des plus importants groupes français de conseil aux entreprises, sommes restés, en matière de rapprochement de sociétés de véritables artisans. Mais c'est volontairement.

Volontaire, parce qu'aux unions expresses, nous préférons les mariages durables et réussis. Et parce que nous avons constitué une équipe très complète, mais qui n'entend travailler qu'au cas par cas et en toute indépendance, aussi bien vis-à-vis de notre Groupe que de tout organisme financier extérieur. (on ne peut être à la fois juge et partie).

De l'évaluation de l'entreprise à l'établissement des protocoles, c'est tout le processus de rapprochement que nous prenons en compte et ce, jusqu'à la réussite finale.

La constitution du dossier, la recherche de l'âme sœur au moyen d'un fichier de 5.000 entreprises et

les toujours délicates négociations finales. Le tout, bien sûr, entouré de la plus parfaite discrétion. Il y a des fiançailles qui doivent rester secrètes.

Depuis l'origine, notre service « Rapprochement des sociétés » n'a pas connu l'échec. Il y a trois raisons à cela : notre compétence, notre diligence et nos intérêts propres. (notre rémunération n'est perçue qu'en cas de succès). C'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo.  
Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

## Nous avons créé l'engineering immobilier.

**AUGUSTE-THOUARD**  
17, rue d'Astorg - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 265.54.07 +

ALAIN WOODROW.  
(1) Communauté chrétienne et divorcés mariés, Ed. du Cerf.



## JUSTICE

# Le IX<sup>e</sup> congrès du Syndicat de la magistrature débat sur le thème des « pouvoirs et libertés »

## La fin du charisme

Le neuvième congrès du Syndicat de la magistrature s'ouvre ce vendredi 26 novembre, au Palais de justice de Paris, pour une durée de trois jours. Les congressistes débattent sur le thème des « pouvoirs et libertés ».

En même temps, ils sont invités à renouveler l'équipe dirigeante puisque, par le jeu des statuts, le secrétaire général n'est pas rééligible et que le président actuel a renoncé à se représenter. Ce renouvellement doit intervenir au moment où l'on parle de « malaise » ou de « désenchantement ».

Les qualités du Syndicat de la magistrature et les aïeux de la vie publique ont fait de lui, depuis huit ans qu'il existe, un sévère d'oracles.

Depuis huit ans, il est peu de domaines qui aient échappé à son analyse souvent pertinente, souvent acide. Sur l'institution judiciaire, bien sûr, les gardes des sceaux et les ministres de l'intérieur, sur les avocats, certes ; mais aussi, péni- mie, sur la condition qui est faite aux immigrés, les prisons, les salaires, les locataires, les consommateurs, la sécurité, bref, sur ce que l'on appelle le débat sur les libertés du vingtième siècle.

Outre de ces prises de position se trouvaient toujours en arrière-plan ces deux questions auxquelles le Syndicat depuis toujours répond « non » : « La loi est-elle neutre ? », « La loi peut-elle, par conséquent, être plus qu'elle ne l'est ? ».

Cette démarche, moins intellectuelle que née d'une observation pragmatique, ultérieurement réduite en théorie, a très vite créé l'inquiétude et l'espoir : d'abord dans le cercle judiciaire, puis dans le monde politique, puis nettement encore, chez les citoyens.

Le Syndicat fut rapidement le porteur d'une double illusion : qu'il pouvait tout résoudre, qu'il allait tout casser. Les pures se voyaient moins pures, les salariés moins salariés, les immigrés — ou leur porte-parole — moins... extérieurs, les marginaux moins... marginaux. A l'inverse, les patrons se voyaient sequestrés pour l'éternité, les propriétaires contraints de payer les charges locales et, pour un peu, on aurait parié du « pouvoir des juges ».

De fait, ce fut un risque. Il ne fallut pas moins d'un voyage au Chili, fait par quelques-uns, puis la

chute de Salvador Allende, où les magistrats locaux avaient joué leur rôle, pour conjurer ce mirage du juge-démocrate. Le Syndicat se voyait contraint de reconnaître pour son compte l'absence de neutralité de la décision du juge qu'il affirmait régulièrement pour le reste du monde. Le Syndicat demeurait donc un analyseur du pouvoir, mais il en refusait l'exercice. Il ne cessait plus d'inquiéter pour autant, non plus que de fasciner.

Point de réunion où il n'était convié, point de communiqué sur les libertés où son sésame n'apparaissait. Le communiqué publié conjointement en mai 1973 avec la C.G.T. et la C.F.D.T. sur le droit du licenciement fit quelque bruit.

Mais ce qui fascinait, c'était le verbe, plus que la conséquence réelle de ses déclarations : la profondeur et l'audace des vues plus que la révolution du comportement chez chacun des syndiqués dans leur activité professionnelle. Si les déclarations publiques des dirigeants troublaient, notamment les adhérents, ce phénomène s'accompagnait d'une indéniable admiration pour ces « jeunes Turcs » (au sens de « progrès », qui est le sens initial) qui parlaient haut et fort. Aujourd'hui encore, dans les congrès, des phrases comme « la parole à Lyon-Caen, à Joiner, à Jean-Pierre Michel, à Colcombet... » font le silence.

Mais ceux-là ne sont plus au pouvoir. Or l'heureux principe contenu dans les statuts d'une limitation des mandats n'a pas été suffisamment compensé par une montée d'hommes nouveaux. « Le pouvoir n'a pas été relayé », reconnaît un des fondateurs. Il reconnaît aussi qu'on assiste aujourd'hui à la fin de ce charisme qui était pourtant, jus-

qu'ailleurs, l'une des caractéristiques du Syndicat. Certes, le bureau, le conseil syndical, travaillent et, au premier rang, le secrétaire général, M. Hubert Dalle. Cela ne suffit plus. Le Syndicat d'ailleurs a subi les règles antiques. Après sept années, ou peu s'en faut, de vaches grasses, les vaches maigres sont apparues : l'effritement des effectifs. Le Syndicat a longtemps revendiqué mille à douze cents adhérents, les chiffres des syndicats est à présent nettement plus faibles.

## La direction et la base

C'est dans ces conditions que tous les notables, chacun selon son langage, traduisent par le même mot (malaise) que s'ouvre le IX<sup>e</sup> Congrès national du syndicat de la magistrature. Le secrétaire général, M. Dalle, dans son rapport indique : « C'est au moment où le syndicat devrait se réjouir de son action que semble se développer — selon certains — un sentiment d'impuissance et de désenchantement, une impression d'enlèvement et une sensation d'étouffement. »

« Ce sentiment », courtoisement, apparaît au grand jour quand les « thèses » du Syndicat, son analyse de société, son projet, paraissent avalisées par beaucoup. Dès à présent, plus d'un dirigeant officiel reprend à son compte des postulats syndicaux ou des finalités dont il ignore peut-être l'origine. Il est juste de constater, d'autre part, que l'on peut observer une certaine traduction jurisprudentielle des motions du Syndicat, l'évolution générale des esprits aidant — en tout point du corps social.

Car la question se pose. Y a-t-il tarissement des possibilités de réflexions du mouvement ou bien, parce qu'il ne peut dépasser le stade des idées, doit-il convenir qu'il n'est plus qu'une force parmi d'autres, un syndicat parmi les syndicats, même dans la magistrature, qui en abrite désormais un autre, avec la sage Union syndicale des magistrats de M. André Braunschweig ? L'unanimité de l'enthousiasme du congrès ne devra, sur ce point, pas faire illusion.

La nouvelle équipe ne va-t-elle donc être élue que pour gérer le déclin ? Ou bien trouvera-t-elle, d'une part, en elle-même, d'autre part, dans l'ensemble de ses adhérents, à présent moins divers, une force nouvelle ? N'est-ce pas, au contraire, la diversité qui faisait la vertu ?

Quelque crédit que l'on accorde à la gazon collective, un mouvement tourné vers le public, qui lui doit une part de son aura, ne peut se priver d'un ou deux leaders, au moins apparents. Aussi loin qu'on se place sur la gauche de l'échiquier politique, on se pille à cette nécessité. Seul, peut-on craindre pour l'avenir, le Syndicat de la magistrature.

Il est avéré que nombre de candidats au nouveau conseil syndical sont localement actifs, « judiciairement » et politiquement. Auront-ils le punch nécessaire pour faire entendre la voix renouvelée du syndicat à l'ensemble du monde politique, comme on le vit ailleurs ? C'est aussi une part de la question. La circulation des idées, des initiatives et des thèmes d'action, entre la base et la direction — qui fut la force du mouvement — suppose que la première ne s'étoile pas et que la seconde s'exerce — dans une connaissance mutuelle.

PHILIPPE BOUCHER.

## A LA COUR DE CASSATION

### Rejet du pourvoi de Patrick Henry

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Raoul Combédien, a rejeté, jeudi 25 novembre le pourvoi que Patrick Henry avait formé contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour de Reims du 30 septembre dernier. Le renvoi devant la cour d'assises de l'Aube pour être jugé sous l'accusation d'enlèvement du mineur Philippe Bertrand avec demande de rançon et homicide volontaire de cet enfant.

Dans le mémoire déposé à l'appui du pourvoi, M. Armand Lyon-Caen avait fait valoir que les droits de la défense ont été violés en raison de la précipitation avec laquelle le dossier a été transmis à la chambre d'accusation de la cour de Reims.

Statuant sur le rapport du conseiller Faivre et les conclusions de M. Aymond, avocat général, les magistrats de la cour suprême ont estimé que les conseils de de Patrick Henry, régulièrement

avisés de la date à laquelle l'affaire serait appelée à l'audience de la chambre d'accusation, se sont présentés devant cette juridiction, où ils ont pu assurer la défense de l'inculpé, et que, par conséquent, la procédure est régulière, car, ajoutant-ils, « en admettant même que l'un des conseils n'ait reçu l'avis de l'ordonnance de soit-communié que le jour où l'ordonnance des pièces au procureur général était rendue, cette circonstance n'a pu, dans l'espèce, porter atteinte à la défense du demandeur ».

Malgré le rejet du pourvoi, Patrick Henry ne sera pas obligatoirement jugé par la cour d'assises de l'Aube. Si la chambre criminelle de la Cour de cassation fait droit, jeudi prochain, 2 décembre, à la requête en suspension de la procédure, elle sera saisie par M. Armand Lyon-Caen au nom de Patrick Henry, elle peut décider de faire comparaître ce dernier devant une autre cour d'assises.

## LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBRE »

### Seize ouvriers du Livre comparaissent devant le tribunal correctionnel de Pontoise

Seize ouvriers du Livre comparaissent, jeudi après-midi 25 novembre, devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise). Cinq procédures engagées contre ces travailleurs en lutte depuis presque vingt-deux mois contre M. Emile Amoury, président-directeur général du Parisien libéré. Dix d'entre eux, MM. Yves Bony, Gilles Bach, Georges Marquet, Christian Pourcelle, Gilbert Saintard, Claude Molochot, Louis Ordas, Michel Steh, Claude Raudet et Gilbert Trapièr, étaient inculpés de vol d'exemplaires du Parisien libéré, commis le 3 octobre 1975 à Sarcelles, le 30 juin 1975 à Marly-la-Ville et le 30 juin 1975 à Ermont. Les autres prévenus

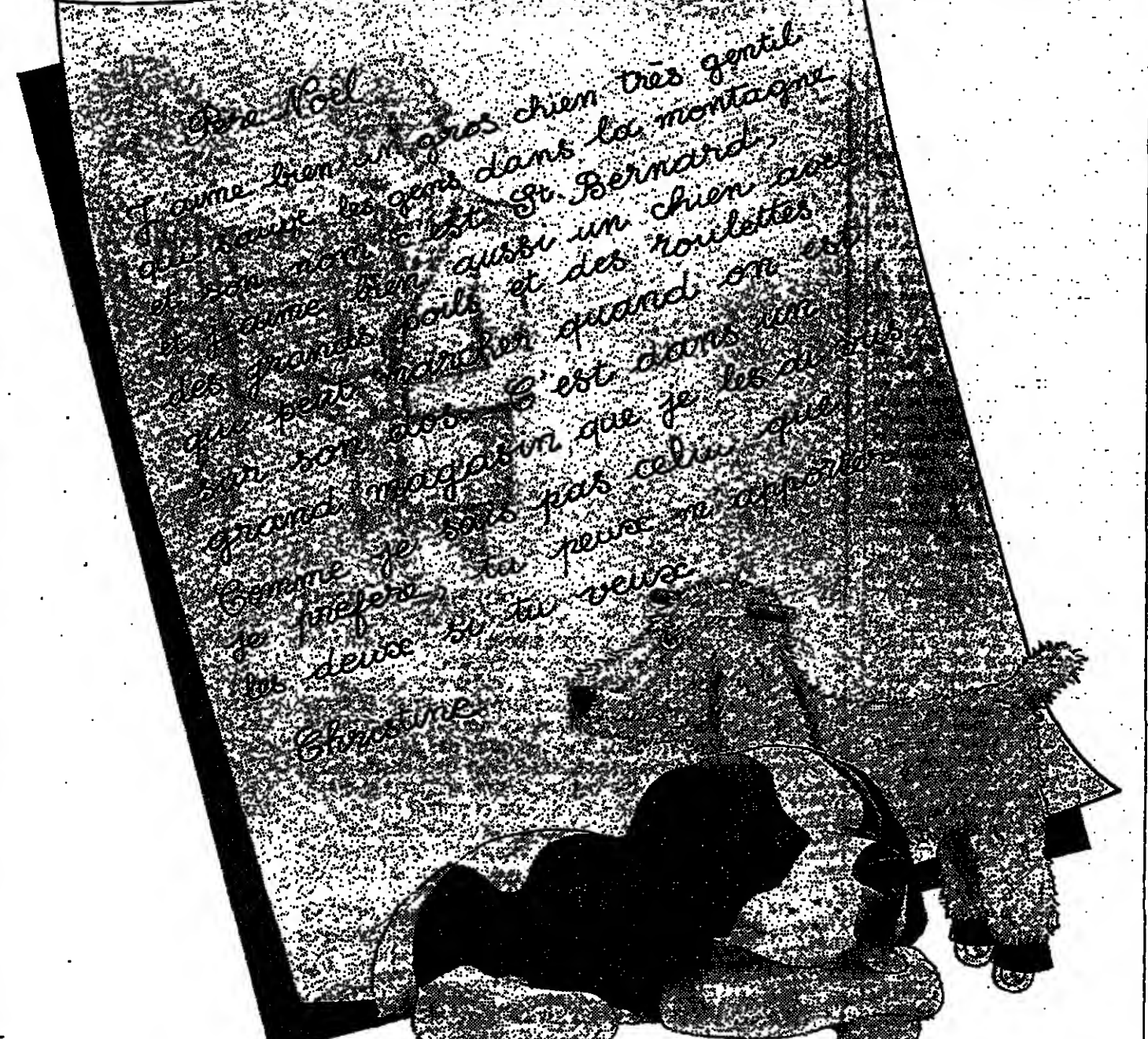
répondaient respectivement à l'inculpation de tentative de vol le 14 avril 1976 à Sarcelles, par J.-P. Rial et André Guille, de détournement de marchandises le 8 janvier 1976 à Pontoise, par Claude Bauer ; enfin, d'entrave à la circulation sur la voie publique, le 20 mai 1975 à Marly-la-Ville (Val-d'Oise), par Lucien Vise, J.-P. Fort et J.-Cl. Mignonnet.

Près de quatre cents manifestants s'étaient rassemblés devant le palais de justice aux cris de : « Amoury est brisé ! ». De nombreux policiers en civil avaient pris place dans la salle d'audience et une quarantaine d'autres, dans les couloirs du bâtiment, étaient prêts à intervenir. Mais il n'y eut aucun incident.

L'examen des faits ne commença qu'après deux heures de débats, les avocats de la défense, après un long historique, ont présenté par M. Marc Henry, ayant déposé des conclusions tendant à faire renvoyer le procès au motif que les droits de la défense n'étaient pas respectés dans cette affaire. M. Charles Lederman dénonça l'inopportunité des poursuites et l'ingérence du pouvoir d'Etat à ce dernier propos la phrase d'un haut magistrat parisien qui parlait au sujet de l'accélération des procédures, d'« implication non équilibrée ». Le tribunal, présidé par M. Paul Laurent, rejeta les conclusions et joignit l'incident au fond. L'audience reprit avec l'interrogatoire des prévenus, qui pour la plupart, reconnurent les faits tout en affirmant qu'ils étaient volontaires pour ces actions, qualifiées de « rodéos », « actions décidées à l'inspiration du Syndicat du Livre », affirmèrent-ils.

Après l'audition de dix-sept témoins, dont quinze pour la défense — parmi lesquels MM. François Lacoste, secrétaire de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., Jean Rodin, ex-typographe au Parisien libéré, meilleur ouvrier de France ; Henri Canasos, député maire de Sarcelles ; Michel Vandel, vice-président du conseil général d'Ermentau ; et Jean-Louis Gosselin, conseiller général d'Orsay. — M. Jean Casoli, du barreau de Rouen, qui plaide pour le Parisien libéré, demanda de « sanctionner les excès et les occupations » à M. Jean Bellamy, substitut du procureur de la République, tout en reconnaissant que les « mobilités des prévenus sont inhabituelles, affirmant que « ces sont intolérables dans une société moderne » et réclama : deux à trois mois d'emprisonnement avec sursis. Après onze heures de débats et la plaidoirie des cinq avocats de la défense, le bâtonnier Claude Michel, du barreau de Bobigny, le président, M. Paul Laur, a renvoyé l'audience au 6 janvier 1977.

# NOUS SAVONS REPONDRE A TOUTES LES LETTRES.



Chien St-Bernard 79 f.

Chien à roulettes 100 f.

## Galeries Lafayette

LE PLUS GRAND COFFRE A JOUETS DE FRANCE.

### L'activité de la Cour de sûreté de l'Etat

#### QUATRE PERSONNES SONT ÉCROUÉES APRÈS LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS SECRETS

Quatre personnes ont été placées sous mandat de dépôt, dans la soirée du jeudi 25 novembre, par M. Jacques Seguin, juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'Etat, qui les a inculpées, en application des articles 17 et 18 du code pénal, de reproduction et divulgation, sans intention de trahison ou d'espionnage, de renseignements devant être tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale. Ce crime est réprimé par des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de détention criminelle à l'égard de ceux qui ont fourni ces renseignements et jusqu'à dix ans à l'égard de ceux qui les ont recueillis.

Un ou plusieurs plans relatifs à la caserne de Morhange (Moselle) auraient été transmis par un dragon âgé de vingt ans, d'origine lyonnaise, effectuant son service militaire dans cette garnison, M. Norbert Clous (le Monde) du 25 novembre). Les destinataires auraient été deux jeunes Lyonnais, MM. Emile Ballandras, vingt-sept ans, monteur, et Dominique Roux, vingt et un ans, étudiant en sciences économiques, qui ont choisi pour défenseur M<sup>e</sup> Gourion, du barreau de Lyon.

Le quatrième inculpé, M. André Olivier, trente-trois ans, ancien professeur de lettres à Lyon, actuellement sans emploi, a été interpellé à Paris. De nombreux documents auraient été trouvés à son domicile.

● Inculpation pour fraude fiscale du directeur d'une galerie d'art. — M. Georges Martin, juge d'instruction à Paris, a inculpé de fraude fiscale, sur plainte de la direction générale des Impôts, M. André Urban, soixante-six ans, exploitant une galerie de peinture 18, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (21<sup>e</sup>). M. Urban qu'assiste le bâtonnier Bernard Baudelot, aurait éludé, en 1972, 300 000 francs de taxe sur le chiffre d'affaires et 260 000 francs d'impôt sur le revenu et, en 1973, 1 261 000 francs de taxe sur le chiffre d'affaires, et 358 000 francs d'impôt sur le revenu.

### DEUX NUMÉROS EXCEPTIONNELS

## JUSTICE 76

JOURNAL DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

- Réflexions sur le thème de la sécurité et sa signification politique. Actes du colloque international sur la sécurité, tenu à Paris en juin 1976.
- Rapports présentés au 9<sup>e</sup> congrès S.M.

### POUVOIRS ET LIBERTÉS

Chaque numéro 10 F.  
Abonnement, 8 numéros 60 F.  
4, rue Olier, 75013 PARIS.  
Ch. bancaire ou C.C.P. 4910-31.

صكنا من الامل



## SOCIÉTÉ

# LA FRANCE, TERRE D'ASILE

## II. — Une réglementation capricieuse

par OLIVIER POSTEL-VINAY

La France est le pays d'Europe qui a, au cours des dernières années, accueilli le plus grand nombre de réfugiés politiques. Dans un précédent article, Olivier Postel-Vinay a évoqué la « petite révolution » qui s'est produite, dans le domaine de l'asile, avec l'arrivée des Chinois, en 1974 (« Le Monde » du 28 novembre). Il examine aujourd'hui les caprices et les insuffisances d'une réglementation qui s'écarte souvent de ce qu'exige la convention de Genève.

Le statut de réfugié politique relève de la convention de Genève de 1951 (ratifiée par la France en 1954), étendue aux ressortissants de tous pays par le protocole de Bellagio de 1967 (ratifié en 1970). Cette convention stipule les critères de définition du réfugié et les dispositions essentielles concernant ses droits, une fois qu'il a été reconnu comme tel et a un statut officiel.

La convention — dont beaucoup s'accordent à constater les insuffisances — est appliquée de façon très variable par les différents pays d'accueil. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), qui dispose d'un représentant dans la plupart des pays, est de veiller à cette application. Rôle d'autant plus important, on l'imagine, que la convention n'est pas toujours scrupuleusement appliquée.

C'est le cas en France. Non, pourtant, qu'il faille tout à fait voir le signe d'une défaillance y les pouvoirs publics se montrent parfois plus tolérants, plus libéraux, que ne l'impose la convention elle-même. Mais la politique française est souvent en retrait par rapport aux exigences de la

convention et aussi par rapport à la politique que suivent d'autres démocraties occidentales en la matière.

La convention de Genève indique que seuls peuvent être considérés comme des réfugiés les personnes « craignant avec raison d'être persécutées » dans leur pays d'origine. Cette « crainte doit être rationnelle et fondée sur une crainte justifiée ». Or tous ceux qui obtiennent, en France, le statut de réfugié politique (ce statut est délivré par un organisme public dépendant du ministère des Affaires étrangères, l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides, ou OFPRA) répondent pas à cette définition, loin de là.

Le statut est en effet délivré quasi automatiquement à tout ressortissant des pays d'Est (Yougoslavie exclue) qui en fait la demande, même si le candidat fait des déclarations invérifiables et n'est, en réalité, qu'un simple émigré. Il est également délivré à tout « réfugié » qui peut prouver qu'il était effectivement en Indochine dans les mois qui ont précédé la victoire communiste, que ses craintes de persécution soient ou non fondées. En ce qui concerne les Indochinois, le travail de l'OFPRA consiste essentiellement à tenter de repérer les 30 % ou 40 % d'entre eux qui ne sont pas de véritables réfugiés, mais qui ont acheté à prix d'or en Thaïlande (1). Les réfugiés latino-américains (parmi lesquels des « réfugiés politiques » sont cités) sont cités de la même manière. « La France favorise les réfugiés anti-communistes », disent-ils.

un recours devant une commission spéciale, composée d'un représentant du H.C.R., d'un membre du Conseil d'Etat et d'un autre du conseil de l'OFPRA. Le Conseil d'Etat est juge de cassation. Il est rare qu'un tel recours aboutisse : le candidat réfugié doit apporter la preuve qu'il est effectivement menacé dans son pays d'origine, ce qui est pratiquement impossible dans les cas a priori douteux.

On peut regretter que l'administration fasse, d'une manière générale, un trop grand usage du secret dans l'élaboration de ses décisions. Il est vraisemblable qu'une clarification, une publication des usages en vigueur, par exemple, tout au long de la procédure, améliorerait les rapports entre les pouvoirs publics et une communauté naturellement soupçonneuse. Plus grave est la règle édictée par la circulaire (en principe secrète), toujours en vigueur, signée par le ministre de l'Intérieur le 12 juillet 1974, selon laquelle « la reconnaissance par l'OFPRA de la qualité de réfugié n'entraîne pas automatiquement le droit au séjour définitif en France ». Il s'agit là, dans l'esprit, d'une violation de la convention de Genève. Cette règle a une conséquence d'ordre général : elle oblige le réfugié à se munir, en plus de sa carte de réfugié, d'une carte de séjour, ce qui n'est pas prévu par la convention. Une telle situation entretient des ambiguïtés et des inquiétudes, le plus souvent dépourvues de tout fondement.

Le plupart des réfugiés estiment qu'il serait plus simple, et plus correct, de supprimer la carte de séjour et d'inscrire sur la carte de réfugié le texte de l'article 33 de la convention, qui pose que le pays d'accueil peut expulser un réfugié pour des raisons de « sécurité nationale ou d'ordre public », lui laissant cependant un droit de recours, ainsi qu'un « délai raisonnable » pour lui permettre de chercher à se faire admettre par un autre pays. L'indivisibilité de cette règle est confirmée par le fait qu'en pratique il est fréquent que le réfugié ne trouve pas d'autre pays prêt à l'accueillir. Comme la France suit, sur ce point, scrupuleusement la convention de Genève (grâce, par exemple, à des interventions ponctuelles du H.C.R.), le réfugié n'est pas expulsé, et l'arrêt d'expulsion est simplement assorti d'un arrêté d'assignation à résidence, et d'interdiction de séjour dans certains

départements. Depuis quinze ans, aucun arrêté d'expulsion n'a été émis.

Mais la carte de séjour elle-même n'est obtenue que si le réfugié est en possession d'une carte de travail (3). Tant que cette condition n'est pas remplie le réfugié n'a droit qu'à une autorisation provisoire de séjour, renouvelable, en principe, tous les trois mois. Il s'agit là d'une autre entorse à la convention de Genève, qui prévoit, dans son article 17, que « les Etats accorderont à tout réfugié résidant régulièrement sur le territoire le traitement le plus favorable accordé dans les mêmes circonstances aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une profession salariée ».

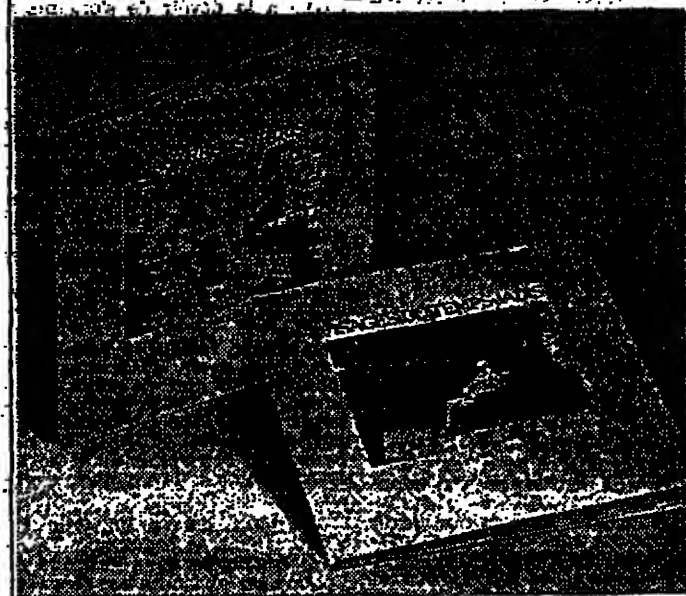
Les étrangers qui bénéficient, en France, du régime le plus favorable sont les ressortissants des pays de la C.E.E. dispensés de carte de travail. Un recours à récemment été formé par plusieurs associations l'occupant de réfugiés, devant le Conseil d'Etat, contre un décret de novembre 1975 continuant d'assimiler, sur ce point, les réfugiés politiques à des travailleurs immigrés ordinaires. Tant qu'ils n'ont pas de carte de travail, les réfugiés demandeurs d'emploi, chômeurs non allocataires, se heurtent aux réticences des employeurs, qui ignorent souvent qu'ils n'encourent pas de sanction en embauchant un réfugié politique dépourvu de carte de travail ou simplement reculant devant la longueur de la procédure qu'ils devront engager afin de régulariser la situation du réfugié embauché.

Une circulaire du ministère du travail, prise le 14 août dernier, mais non publiée, permet aux demandeurs d'asile d'obtenir auprès des services préfectoraux une autorisation provisoire de travail, valable six mois. Ce privilège avait été accordé dès 1975 aux Indochinois seulement, ce qui n'allait pas sans provoquer des rancœurs. C'est donc un progrès. Cette même circulaire fait, en outre, pas en avant, en laissant entendre que la carte de travail pourra être accordée à tout réfugié (statutaire) bénéficiant d'un contrat de travail de plus de trois mois (au lieu de deux). Mais il ne s'agit que d'une circulaire — et elle ne s'attaque pas au fond du problème.

Prochain article :

INTÉGRATION ET SUSPICION

Attention !  
plus que neuf jours  
**QUINZAINE LAROUSSE**  
en cadeau pour vous !



jusqu'au 4 décembre

les libraires participant à la Quinzaine Larousse vous offriront :

• pour tout achat de 100 F d'ouvrages Larousse, un très bel album hors commerce de photographies anciennes ;

• pour tout achat de 200 F d'ouvrages Larousse, deux très beaux albums hors commerce de photographies anciennes.

Ces précieux documents sont extraits des Archives Larousse.

Profitez-en pour choisir tous vos cadeaux de fin d'année dans le catalogue Larousse.

**LAROUSSE**

LE CADEAU PAR EXCELLENCE

### La carte de séjour

La convention prévoit de même que les personnes ayant commis un crime contre la paix, ou un crime contre l'humanité, ne pourront bénéficier du droit d'asile. Or la France a donné le statut de réfugié, en 1975, à des officiers de la F.I.L.D., la police politique portugaise du temps de Salazar, dont certains répondaient à cette définition. Elle l'a donné aussi, sous la présidence du général de Gaulle, à des déserteurs d'unités combattantes à la guerre du Vietnam, alors que la convention exclut les déserteurs. Elle a même accordé, en 1972, un Américain qui avait déposé un avion (sans arme) pour protester contre la guerre du Vietnam.

Le fait de « craindre avec raison d'être persécuté dans son pays d'origine » ne suffit pas, en revanche, pour pouvoir demander l'asile politique en France. Il est nécessaire d'avoir mis le pied sur le territoire français, même irrégulièrement. Il est vrai que la convention de Genève ne traite pas des conditions dans lesquelles pourraient être accordés l'asile hors du territoire du pays d'accueil. Il est vrai aussi qu'aucun pays n'ouvre la porte de ses ambassades aux opposants politiques pourchassés : diplomatie oblige.

Il reste que la règle varie. En Amérique latine, il est de tradition que les ambassadeurs des pays de France équivalent, sur le plan de l'asile, au territoire national. On se souvient du cas de l'asile accordé à un réfugié chilien par l'ambassade de France à Santiago après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 (2). Mais ce qui est vrai au Chili ne l'est pas, par exemple, en Irak ou en Iran. L'opposant politique persécuté qui espère trouver asile en France devra, s'il est originaire de l'un de ces deux pays, passer les frontières clandestinement.

La distinction existe aussi dans le cas de réfugiés qui se trouvent à nouveau menacés dans leur « pre-

mier pays d'accueil ». Par exemple, les réfugiés du Chili en Argentine, dont la situation, depuis 1975, devenue des plus précaires, trouvent régulièrement asile en France par l'intermédiaire du Haut Commissariat aux réfugiés.

Il n'en va pas de même des réfugiés kurdes d'Irak en Iran. Pour eux, l'ambassade de France reste fermée et le H.C.R. n'a pas le pouvoir d'un dirigeant, même un petit nombre, sur Paris. Il est arrivé qu'un groupe de Kurdes d'Irak parvenus, grâce à l'intervention du H.C.R., à prendre l'avion à Gênes pour se rendre en France, se soit vu refuser le droit d'asile dans les aéroports français où ils avaient atterri sous prétexte que leurs billets d'avion leur permettaient de continuer sur Amsterdam ou Stockholm.

Une fois sur le sol de France, cependant, le candidat à l'asile n'est jamais renvoyé dans son pays d'origine ni à moins qu'il ne soit établi par un tribunal qu'il a commis un « crime », au sens des conventions internationales. Le plus qui puisse lui arriver est d'être expédié vers un pays tiers (qui, à son tour, peut le réexpédier ailleurs) ou d'être obligé de vivre en France sans avoir la carte de réfugié ni de carte de séjour, mais seulement des autorisations de séjour renouvelables — ou même aucun document, ce qui est rare.

La première décision revient, quand le réfugié est parvenu à entrer en France par ses propres moyens, au ministère de l'Intérieur (voir seulement la préfecture auprès de laquelle le candidat dépose sa demande). Il obtient alors, en principe, une autorisation provisoire de séjour portant les mentions « a sollicite l'asile » et « main-d'œuvre étrangère », ce qui lui donne le droit de demander à l'OFPRA une carte de réfugié, d'effectuer des démarches de bénéficier de l'aide sociale et, depuis juin 1975, d'être hébergé pendant six mois aux frais de la collectivité.

### Diplomatie oblige

Le ministère de l'Intérieur (ou la préfecture) peut refuser, ou attendre longtemps avant de permettre au mécanisme de se déclencher. Il peut aussi revenir sur sa première décision et refuser de renouveler l'autorisation provisoire de séjour. Soit parce qu'il estime que la présence en France du candidat est une menace pour l'ordre public, soit parce que le postulant a déjà, en fait, trouvé asile dans un premier pays d'accueil où il ne court pas le risque d'être renvoyé dans son

(1) Ces faux papiers ont permis à de simples émigrés thaïlandais, chinois, etc. de se faire passer pour des réfugiés, et à de véritables réfugiés d'exercer un droit de priorité réservé à certains catégories.

(2) En fait, il ne s'agissait, dans un premier temps, que des ressortissants d'autres pays latino-américains réfugiés au Chili.

(3) C'est-à-dire qu'il est soumis à la réglementation de droit commun en matière d'emploi, applicable aux immigrés. Le prix de la contribution de l'employeur doit verser à l'Office national d'immigration est cependant réduit. En outre, le droit de l'emploi n'est pas opposable au réfugié.

Le demandeur d'asile peut d'ailleurs solliciter directement une intervention du représentant en France du H.C.R. si bien qu'il n'est pas rare que, si le total on ne constate guère, à ce niveau, de violation de la convention. L'OFPRA, de son côté, a plutôt tendance, on va le voir, à accorder davantage de cartes de réfugié que la convention de Genève de lui en donne le devoir. En pratique, le taux d'octroi est de l'ordre de 90 %. Celui dont la demande est rejetée peut former

# L'Asie du Sud-Est via Bangkok.

Air France va de Paris à Bangkok et revient de Bangkok à Paris avec la fréquence la plus forte et la plus régulière.

Et met à profit, par le jeu de ses correspondances, le rôle de plaque tournante de Bangkok dans le sud-est asiatique.

● Bangkok : direct et quotidien.

En exclusivité, Air France assure un vol quotidien vers Bangkok, avec un retour sur Paris chaque soir également.

● De Bangkok : les grandes places économiques. De Bangkok, les hommes d'affaires disposent de

nombreuses correspondances avec Singapour, Hong Kong, Manille, Djakarta, Kuala Lumpur.

● A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers à découvrir de nouveaux marchés en Asie, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

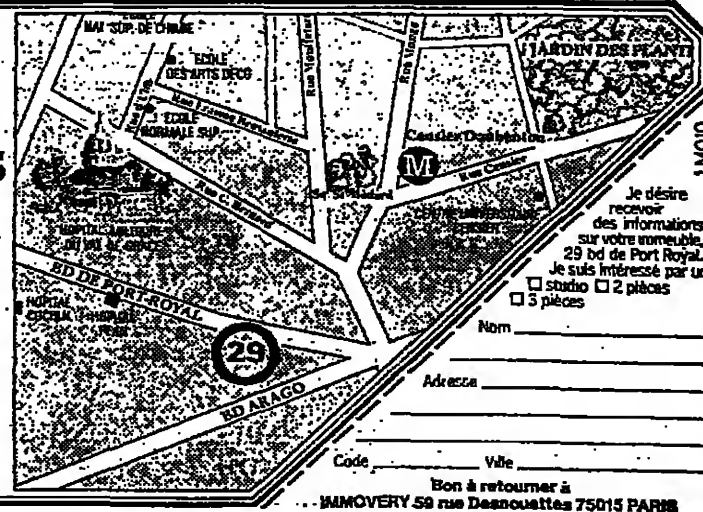
## 29 boulevard de Port Royal

UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING  
STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPES  
parkings et boxes.

Prix fermes et définitifs. Livraison 4<sup>e</sup> trimestre 1977.  
Ligne téléphonique assurée à la remise des clés.  
(Préfinancée par le promoteur)

Pour tous renseignements :

**immovetry**  
59 rue Desnouettes, 75015 PARIS  
tél. : 533.68.91



مركز التمثيل



## SPORTS

Un sociologue étudie l'avenir des Jeux olympiques

## Pour que les champions maîtrisent leur destinée

Il ne manque pas de débats ou de colloques, dans ces mois d'automne, pour s'interroger sur l'avenir des Jeux olympiques.

L'analyse du phénomène de gigantisme varie évidemment selon les points de référence : politiques, économiques, ou purement sportifs. Le point de vue du sociologue restait inconnu, car cette science n'a pas encore abordé — en France du moins — le domaine sportif. Un spécialiste français de la sociologie du loisir, M. Joffre Dumazedier, directeur de l'I.U.E.R. des sciences de l'éducation à Paris-V, a néanmoins tenté d'apporter quelques éclaircissements sur ce point à l'occasion de plusieurs colloques dont nous analysons ici les conclusions.

Le sociologue permet de dépasser le domaine des impressions, en établissant les variations de comportement sur des données scientifiques. M. Dumazedier étudie l'évolution des activités de loisir et constate leur tendance à exister hors des rites institutionnels, à tous les points de vue, la croissance du temps libre dans les sociétés industrialisées ramène en quelque sorte l'individu à son enfance et renforce son désir d'autonomie jusque dans ses jeux, ses distractions et leur cadre.

Les changements du mode de vie amènent des transformations de la pratique volontaire des activités sportives. Le sens du déplacement s'accroît, de sorte qu'aujourd'hui, estime M. Dumazedier, « lorsque la recherche de la performance atteint les plus hauts niveaux nationaux et internationaux, elle est liée en fait à la dynamique du spectacle et à celle des intérêts nationaux. De simple exercice de loisir, elle devient le produit d'un nouveau type de travail ». Constatant le désengagement pour la pratique au plus haut niveau, le sociologue voit dans l'éducation sportive le moyen de « préparer avant tout à un loisir sportif volontaire à tous les âges de la vie ».

Quant aux champions, ils ne peuvent plus être séparés en « amateurs » ou en « professionnels », attendu que, sous une forme ou sous une autre, ils sacrifient plus que le temps normal de loisir à l'apprentissage ou au perfec-

tionnement d'une profession nouvelle du spectacle ou de la représentation nationale d'une durée variable.

C'est par le détour de cette analyse que le sociologue propose une solution originale pour le règlement des conflits olympiques : c'est aux athlètes eux-mêmes qu'il appartient de prendre en main leur destinée, de faire des Jeux olympiques ce qu'ils ont envie d'en faire. Toute « profession » a le devoir de s'organiser, de défendre ses intérêts.

## Des habitudes séculaires

M. Dumazedier a bien conscience de remettre en cause des habitudes séculaires de caporalisme et il le dit sans fioriture : « Si le loisir est d'abord une auto-gestion du temps par l'intérêt lui-même, il existe une forme de discipline de club imposée de l'extérieur par des bureaucraties ou des gérontocrates ou des experts qui semblent aujourd'hui de plus en plus anachroniques (1). Ce sont les athlètes eux-mêmes, surtout les jeunes, qui devraient avoir accès au droit d'assumer de plus en plus l'orientation politique et la gestion technique avec l'aide des techniciens et entraîneurs, en fonction des besoins de l'ensemble de la population, d'une ville ou d'un quartier. »

Tournant dans l'histoire du sport, si cela se produisait. Tournant également dans l'histoire de l'olympisme. Témoin des querelles qui précéderont l'ouverture des Jeux de Montréal, M. Dumazedier, s'est efforcé que les athlètes puissent « être utilisés comme de simples instruments d'une politique gouvernementale sans être consultés, sans pouvoir participer

aux assemblées dirigeantes qui prennent la décision pour eux ». A ceux qui se chagrinent de voir le sport mêlé à la politique, il répond : partiel, séparons les intérêts de l'autre, laissons les intérêts faire leur politique.

« Pourquoi des grands athlètes qui sont les champions n'ont-ils pas le droit de réglementer eux-mêmes leur création et leurs relations avec le public ? », se demande le sociologue. « Les athlètes ont un but inaliénable, affirme-t-il, exprimer leur œuvre, quelle que soit l'utilisation qu'en fera ou ne fera pas le gouvernement pour sa politique. »

Athlètes de tous les pays, unissez-vous ? Ce n'est pas si simple, mais le slogan indique « contrario » ce qu'il faut défendre. L'autorité du Comité international olympique qui n'est soutenue par aucun mouvement social et ne détient sa légitimité que de lui-même, ne peut donc encore longtemps tel ou tel dirigeant s'opposer, voire imposer « sa » solution ni moins bonne ni plus mauvaise que celles qui ont prévalu jusqu'à maintenant. Mais pourra-t-on se satisfaire de Jeux olympiques maintenus par la force des balonnets, sans cesse protégés par des soldats en armes ? Mieux vaut s'appuyer sur l'esprit du sociologue qui voit se dessiner la vraie fraternité des stades, non pas celle d'un consensus fallacieux que l'on nous impose à coups de slogans, mais celle que les athlètes créeront eux-mêmes et enfin.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Au moment de la crise que vient de connaître l'O.C.C. (Syndicat de l'équipe de football), Jean-Pierre Adam, a déclaré : « Seuls les dirigeants et non les joueurs, ont le droit de parler sans admettre qu'on leur dise la vérité. »

## La libre circulation des athlètes professionnels dans les pays de la Communauté européenne

par LOUIS PETTITI (\*)

La Cour de justice des Communautés européennes, sous la présidence de M. Robert Lecourt, a rendu récemment une décision — l'arrêt Dona (1) — dont les conséquences sont de nature à modifier les structures du sport professionnel, le statut des fédérations internationales et nationales, le sort des championnats nationaux de clubs, notamment pour le football professionnel.

Elle a déclaré, en effet, pour répondre à une demande d'interprétation, qu'« est incompatible, avec les articles 7 et, selon le cas, 48 à 51 ou 59 à 60 du traité une réglementation ou pratique nationale, même édictée par une organisation sportive, réservant aux seuls ressortissants de l'Etat membre concerné le droit de participer, en tant que joueurs professionnels ou semi-professionnels, à des rencontres de football, à moins qu'il ne s'agisse d'une réglementation ou pratique excluant les joueurs étrangers de la participation à certaines rencontres pour des motifs non économiques, tenant au caractère et au cadre spécifique de ces rencontres et intéressant donc uniquement le sport en tant que tel ».

Le problème posé était en réalité celui de l'opposabilité des règlements des fédérations sportives, interdisant ou limitant le nombre des joueurs étrangers — en particulier, des ressortissants des neuf Etats de la Communauté admis à

disputer les épreuves de championnats professionnels — à l'article 48 du traité de Rome prévoyant la liberté de circulation des salariés et prestataires de services dans la Communauté et assurant l'emploi sans discrimination.

La Cour s'en est tenue à des réponses spécifiques. Elle n'a pas voulu, à l'occasion de l'arrêt, exprimer sa véritable conception du traité de Rome au regard de l'activité économique visée par l'article 2. Le traité est-il ou non limité aux seules activités économiques et quelles sont les définitions conventionnelles de celles-ci ?

La Cour a été également prudente dans sa formulation concernant les pouvoirs des fédérations et organisations sportives se bornant à écrire : « L'interdiction de discrimination fondée sur la nationalité s'impose non seulement à l'action des autorités publiques, mais s'étend également aux réglementations d'une autre nature visant à régler, de façon collective, le travail salarié et les prestations de services ; qu'il en résulte que les dispositions des articles 7, 48 et 59 du traité, ayant un caractère impératif, doivent être prises en considération, par le juge national, en vue d'apprécier la validité ou les effets d'une disposition insérée dans le règlement d'une organisation sportive. »

Mais le véritable problème posé est celui des limites du pouvoir des fédérations internationales et nationales agissant par délégation des pouvoirs publics. A la limite, le club peut-il échapper aux statuts de la fédération qui organise le championnat officiel, en se référant à la décision de la Cour de justice ? Le même problème est posé pour les compétitions européennes de clubs.

Peut-on considérer que demain un club français pourra engager sous contrat un quatrième joueur étranger ressortissant de la C.E.E. et aligner dans son équipe trois joueurs au lieu de deux si le traité est effectivement de la Communauté ? En l'état des statuts de la fédération et du règlement, ce club se verrait donner match perdu. Dans ce cas, pourrait-il exiger un recours et en tout cas demander des dommages-

intérêts ? L'arrêt Dona lui ouvre cette perspective.

C'est évidemment au plan économique une mutation importante pour un « marché » de prospection qui porte sur plusieurs milliards.

C'est aussi une transformation des équipes des grands clubs, encore que celles-ci aient déjà perdu leur recrutement local d'origine. Les grandes coupes européennes feront l'objet de transactions plus importantes. Mais déjà en Italie les achats de joueurs font partie des postes d'actifs des bilans des grandes sociétés commerciales qui coiffent les clubs.

C'est toute l'autorité des fédérations qui se trouve remise en cause. L'arrêt Dona peut avoir d'autres prolongements : la libre circulation des travailleurs et prestataires n'implique-t-elle pas le droit à une vie familiale et de l'habitat identique pour le ressortissant étranger d'un des neuf Etats de la Communauté ? Dans ce cas, et c'est l'avis du signataire de cet article, c'est l'extension d'application du traité au sport amateur et l'interdiction pour la pratique du sport de toute limitation qui serait fondée sur la nationalité.

La promotion de l'homme est le but du traité. Le sport est un élément important de cette promotion et doit avoir place entière dans la vie de la Communauté.

(\*) Bâtiment désigné du barreau de Paris, secrétaire général de l'Association des juristes européens.

**Soyez Cannois :**  
chaque année durant plusieurs semaines !

Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.

Puis oubliez les soucis domestiques (exemple : votre chambre sera faite tous les jours) et vivez à l'hôtel comme chez vous.

**Formule Solhôtel**  
la multicopropriété hôtelière

61, av. du Dr. Picard (Plage du Midi)  
06400 Cannes Tél : (93) 47 15 85

Pour en savoir plus sur votre formule Solhôtel, envoyez-nous gratuitement :  
☐ votre brochure en couleur  
☐ la liste des 16 périodes et des prix  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Ma profession : \_\_\_\_\_  
Mon adresse : \_\_\_\_\_  
Mon code postal : \_\_\_\_\_  
Mon ville, département : \_\_\_\_\_

**Stéréo en liberté : combiné radio-cassette AIWA**

Les premiers magnétophones à cassette japonais ont été fabriqués par AIWA. Et quand AIWA s'est attaqué aux combinés radio-cassette, il y a dépensé tant d'enthousiasme et de compétence qu'il est devenu très vite le leader au Japon. Et bien décidé à le rester.

Pour AIWA, chaque nouveau modèle est l'occasion de faire un bond en avant dans la technique des appareils à cassette.

Par exemple, le radio-cassette TPR-930. Il est portable, il s'écoute comme un ensemble Hi-Fi. Il est stéréo. En radio et en magnétophone. Il offre un ensemble de perfectionnements jusqu'ici jamais réunis sur un même appareil.

Le TPR-930 restitue le relief sonore d'une manière parfaitement équilibrée (« Matrix Sound Stereo ») avec ses 4 haut-parleurs (2 en façade, 2 sur les côtés, puissance 2x2 watts). Aussi bien dans un salon, en bateau, ou dans une caravane.

4 gammes d'aiguilles (POGO/OC/EM) avec contrôle automatique de fréquence en FM, 2 micros incorporés pour l'enregistrement stéréo. Touche de pause pour un arrêt momentané. Mixage micro. Contrôle automatique du niveau d'enregistrement. Système « Loudness » pour relever les graves et les aigus à bas niveau sonore. Répétition rapide sans manœuvres (« Quick Review »).

Mémoire électronique (AMS) pour vous aider à retrouver immédiatement le début d'un enregistrement. Arrêt automatique en fin de bande. Compulseur. Cassettes standard et C-60.

Et même la musique s'arrête toute seule à votre premier sommeil (programmation de l'arrêt automatique « Sleep Timer »).

**Stéréo en liberté.** On est loin du gadget ! Le TPR-930 pentaseul s'enchaine à une chaîne Hi-Fi comme platine-magnétophone.

Il fonctionne sur piles, secteur ou batterie. Dimensions : L. 592 x P. 114 x H. 213. Prix indicatif conseillé au 10/10/76 : 2.500 F.

Il y a aussi beaucoup du 930 dans le TPR-910 (stéréo - 2 x 2 watts) et le TPR-900 (mono - 4,5 watts).

AIWA : 10 combinés radio-cassettes disponibles actuellement en France.

**AIWA MAGECO electronic**

AIWA - CONSEILS  
BOUYARD - DUBREUIL  
RUEMONT - ALPES  
MAGECO ELECTRONIC  
19, rue de la République - 93  
PARIS - 19 - 75019  
REGION SUD-OUEST  
10, rue de la République  
MARSEILLE - 13001

Les distributeurs AIWA en région Parisienne

Tous autres points de vente AIWA proches de votre domicile sur simple demande.

BHV - DARTY - DRUGSTORES - FNAC - GALERIES LAFAYETTE - PRINTemps - 1<sup>er</sup> RADIO PYRAMALION - 19, bd de Sébastopol - 2<sup>e</sup> DISCO - 3, place des Fêtes - 3<sup>e</sup> TÊLE CENTRAL RÉPUBLIQUE - 21, bd St-Martin - 7<sup>e</sup> PICHONNIER - 148, rue de Grenelle - 8<sup>e</sup> POINT D'ORÈGUE - 217, rue de la République - ROLLAND RADIO - 21, rue de la République - HI-FI TOP - 77, bd Malesherbes - SONG MARBEUF - 12, rue de la République - 9<sup>e</sup> HI-FI FRANCE - 9, rue de la République - AUDITO - 18, rue de la République - HI-FI 59 - 58, rue de la République - 12<sup>e</sup> CIBOT RADIO - 136, bd de la République - 14<sup>e</sup> HI-FI 94 - 61, av. de la République - HI-FI - 108, bd de la République - 15<sup>e</sup> ILLE - 105 et 106 - 17<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 18<sup>e</sup> TÊLE MÉNAGER LER - 19, rue de la République - 19<sup>e</sup> TÊLE POP MUSIC - 10, rue de la République - 20<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 21<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 22<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 23<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 24<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 25<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 26<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 27<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 28<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 29<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 30<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 31<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 32<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 33<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 34<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 35<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 36<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 37<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 38<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 39<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 40<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 41<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 42<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 43<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 44<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 45<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 46<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 47<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 48<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 49<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 50<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 51<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 52<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 53<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 54<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 55<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 56<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 57<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 58<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 59<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 60<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 61<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 62<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 63<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 64<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 65<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 66<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 67<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 68<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 69<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 70<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 71<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 72<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 73<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 74<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 75<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 76<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 77<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 78<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 79<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 80<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 81<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 82<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 83<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 84<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 85<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 86<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 87<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 88<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 89<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 90<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 91<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 92<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 93<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 94<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 95<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 96<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 97<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 98<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 99<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 100<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 101<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 102<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 103<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 104<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 105<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 106<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 107<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 108<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 109<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 110<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 111<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 112<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 113<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 114<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 115<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 116<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 117<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 118<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 119<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 120<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 121<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 122<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 123<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 124<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 125<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 126<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 127<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 128<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 129<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 130<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 131<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 132<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 133<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 134<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 135<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 136<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 137<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 138<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 139<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 140<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 141<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 142<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 143<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 144<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 145<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 146<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 147<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 148<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 149<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 150<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 151<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 152<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 153<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 154<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 155<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 156<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 157<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 158<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 159<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 160<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 161<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 162<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 163<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 164<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 165<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 166<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 167<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 168<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 169<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 170<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 171<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 172<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 173<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 174<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 175<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 176<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 177<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 178<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 179<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 180<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 181<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 182<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 183<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 184<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 185<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 186<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 187<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 188<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 189<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 190<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 191<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 192<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 193<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 194<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 195<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 196<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 197<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 198<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 199<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 200<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 201<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 202<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 203<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 204<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 205<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 206<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 207<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 208<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 209<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 210<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 211<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 212<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 213<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 214<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 215<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 216<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 217<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 218<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 219<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 220<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 221<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 222<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 223<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 224<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 225<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 226<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 227<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 228<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 229<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 230<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 231<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 232<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 233<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 234<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 235<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 236<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 237<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 238<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 239<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 240<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 241<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 242<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 243<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 244<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 245<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 246<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 247<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 248<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 249<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 250<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 251<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 252<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 253<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 254<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 255<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 256<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 257<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 258<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 259<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 260<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 261<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 262<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 263<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 264<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 265<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 266<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 267<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 268<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 269<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 270<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 271<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 272<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 273<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 274<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 275<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 276<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 277<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 278<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 279<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 280<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 281<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 282<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 283<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 284<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 285<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 286<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 287<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 288<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 289<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 290<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 291<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 292<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 293<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 294<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 295<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 296<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 297<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 298<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 299<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 300<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 301<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 302<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 303<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 304<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 305<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 306<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 307<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 308<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 309<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 310<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 311<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 238, bd de la République - 312<sup>e</sup> ELECTRO LINE - 65, rue de la République - 313<sup>e</sup> MAISON DE LA HI-FI - 23



TOUTE L'ANNÉE  
MAITRESSE : 840 F A.R.  
NEW-YORK : 1.450 F A.R.  
BANGKOK : 2.250 F A.R.  
1.490 F After simple  
TEHRAN : 1.990 F A.R.  
DELHI : 2.200 F A.R.  
HAITI : 2.500 F A.R.  
COLUMBO : 2.500 F A.R.  
1.490 F After simple  
TOKYO : 4.200 F A.R.  
2.450 F After simple  
TOUR DU MONDE : 7.300 F  
valable un an



## Tunisie. Avec République Tours c'est exceptionnel.

**8 jours dans la baie de Tunis 1185 F\***  
**8 jours à Hammamet 1375 F\***  
**8 jours à Djérba 1275 F\***  
**8 jours à l'île de Kerkennah 1195 F\***

Renseignements :  
République Tours, 61, rue de Malte,  
75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30.  
ou votre agent de voyages.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

\* Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom

Adresse

502

Lic. A 504

## POUR 2990 F CROISIERE PRIVEE SUR LE NIL

Le 13.11.76, REV VACANCES, le tour opérateur spécialiste des voyages en Egypte, inaugure une nouvelle flottille de 5 navires fluviaux baptisés "NIL YACHT".

Chaque unité comporte 6 cabines doubles luxueusement aménagées, air conditionné et installation de musique stéréophonique.

Un prix de lancement exceptionnel permettra aux amateurs égyptologues, de réaliser un voyage de 9 jours comprenant le transport aérien, le logement en Egypte en hôtels 4 étoiles, la pension complète, la croisière sur le Nil, et toutes les visites pour 2990 F à 3900 F.

Les groupes d'amis pourront réserver un ou plusieurs NIL YACHTS, afin de réaliser leur croisière privée.

En dehors de ces croisières en NIL YACHT, REV VACANCES propose une sélection de circuits archéologiques bien rodés, accompagnés d'excellents guides conférenciers.

Le voyage de 14 jours avec croisière à bord des luxueux Isis et Osiris est à 5600 F.

Le Tour d'Egypte en 10 jours vaut 3250 F.

Le Grand Circuit Archéologique, considéré par la presse comme le circuit le plus complet, revient à 4200 F pour 14 jours.

REV VACANCES a édité une brochure en couleurs décrivant ces voyages, et contenant en outre une multitude de renseignements sur les plans archéologiques, historique et pratique pour bien réussir un voyage en Egypte.

### Rev Vacances

Vous pouvez vous procurer gratuitement la brochure "EGYPTE REV VACANCES" dans toutes les agences de voyages et au SUPERMARCHÉ VACANCES 52, rue de Bassano 75008 Paris Métro George V. Tél. 720.21.65 ou 720.24.62.

• Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, la brochure "EGYPTE REV VACANCES".

NOM

ADRESSE

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

## TOURISME

# Des millions en balade

(Suite de la page 19.)

L'affaire prend de l'importance. Il lui faudrait un commissaire aux comptes. Pourtant, en cinq ans, il n'y aura aucun contrôle financier. Ni les administrateurs, dont c'était le devoir, ni le ministère du travail, dont c'était le moins l'intérêt (de 1970 à 1975, 38 millions de francs seront alloués par les pouvoirs publics), ne réclameront de bilans. On se contente de simples états communiqués par le P.-D.G. Ancien chargé de mission, médaillé du mérite, chevalier de la Légion d'honneur, M. Féty en impose : il assure.

Surtout, il a fondé un certain nombre de sociétés ou organismes privés (SAGEX, IET, I.F.P., IGECET, etc.) qui fonctionnent au moyen de conventions pour le compte du C.E.P.T. Il est président de plusieurs de ces sociétés; Mme Féty, son épouse, assure pour sa part la direction générale de l'IET (Institut européen du tourisme). Toujours pas de contrôles. « Il est souvent bien difficile d'établir une limite entre les affaires personnelles et celles pour lesquelles on reçoit des subventions de l'Etat », prétend aujourd'hui un de ses anciens amis qui ne veut pas l'accabler.

Cependant, au printemps de l'an dernier, une certaine inquiétude s'empara du conseil d'administration assoupi jusque-là. « Ils » veulent un bilan. Ils l'auront. Au mois de juin 1976, M. Féty fait nommer un expert auprès des tribunaux qui, en quatre mois, dépouillera les comptes du C.E.P.T. et en fera une présentation aux administrateurs. Tout aurait dû alors rentrer dans l'ordre.

C'est à ce moment — on dirait un fait exprès — que le ministère du travail ordonne une enquête aux fins de vérifications financières. Il ressort des travaux de l'inspecteur Caray que le P.-D.G. du C.E.P.T. aurait mêlé les comptes du centre (association selon la loi 1901) avec ceux d'autres sociétés privées. Et l'inspecteur avance un chiffre : c'est 1 milliard 800 millions d'anciens francs d'excédent pour les exercices 1971, 1972, 1973 que M. Féty devrait actuellement à l'Etat. « C'est faux », rétorque l'ancien P.-D.G., dans cette somme sont inclus les frais de fonctionnement du centre. »

### Victime d'une jalousie

Cependant, le « mal » est fait. Le rapport qui circule sous le manteau entraîne la méfiance de ceux qui jusqu'alors étaient restés indifférents. Et lorsque le ministère du travail dénonce, en mars 1976, la convention-cadre passée avec le C.E.P.T. — vraisemblablement après la lecture du rapport Caray, — c'est la débâcle. M. Féty, qui avait décidé de séduire le C.E.P.T. en deux : un C.E.P.T. qui aurait les charges de « formation permanente » et dont les ressources proviendraient essentiellement de la taxe à la formation permanente, et un C.E.P.T.-F.P. (formation professionnelle) qui recueillirait les fonds d'Etat, est mis dans l'obli-

gation de démissionner. Le 25 mai 1976, il n'est plus que le président honoraire du C.E.P.T.-F.P., mais il reste à la tête du C.E.P.T. nouvelle formule et continue, à ce titre, de bénéficier d'un agent du ministère aux fins de percevoir la taxe de formation permanente.

Tout se passe comme si, reconnaissant une certaine « légitimité » dans l'utilisation des fonds publics, l'Etat n'osait pas prendre le rapport Caray à la lettre. On invoque les cinq mille « têtes blondes » qui sont sorties tant bien que mal des cours du centre et qui ont l'étiquette C.E.P.T. dans le dos. On tient compte aussi des cent personnes menacées de perdre leur emploi si M. Féty est mis dans l'obligation de rendre des comptes. D'autant que le P.-D.G. du C.E.P.T. n'est pas sans arguments : « Ce n'est pas moi qui dois de l'argent, mais l'Etat qui m'a spolié en se retirant d'une partie des fonds sociaux européens alloués au C.E.P.T. Il y en a pour 4 millions de francs, et je porterai plainte si besoin est. D'ailleurs, le fonds social européen me demande des explications. Je suis victime en vérité d'une jalousie de l'administration, qui voyait que mon centre fonctionnait trop bien. »

Mais les « détours, particularités de la procédure budgétaire », pas plus que les états d'âme supposés de l'administration, ne font oublier le rapport accablant de l'inspecteur interministériel. Les professions du tourisme, les agents de voyage, les hôteliers, se réjouissent. Ils viennent de débaptiser le C.E.P.T. (F.P.) et de porter plainte contre M. Féty, qui ne veut pas assumer les paiements qui lui incombent. « Cet argent public ne lui appartient pas, la convention est dénoncée, c'est l'F.P.T.F. qui prend la relève, c'est à cet instant que reviennent devant les fonds sociaux européens. »

Pour M. Pantalacci, conseiller technique au secrétariat d'Etat au tourisme, nouvel administrateur de l'F.P.T.F., tout est à présent rentré dans l'ordre. Il ne serait nullement opportun de vider cette querelle sur la place publique et « la justice doit suivre son cours dans la sérénité ».

Mais au-delà de l'imbrication financière, c'est la légitimité de l'Etat en ce qui concerne la formation professionnelle qui, avec cette affaire, est mise en évidence. Dans les domaines du tourisme, une certaine d'habileté ont la charge de cette formation. Tous perçoivent des aides. On peut s'interroger sur leur utilisation si la pratique est courante comme ce fut le cas pour le C.E.P.T., de ne rien contrôler des bilans et des exercices. Le gouvernement préfère que la formation soit assurée par des organismes plus proches de la profession plutôt que par l'A.F.P.A., organisme public bien trop vaste pour répondre réellement aux besoins. Encore faut-il que l'avantage soit évident.

Or les stagiaires du C.E.P.T. ne manquaient pas de se plaindre. « On était les moyens audiovisuels qui viciaient les diplômés publicitaires du C.E.P.T. ? » demande l'un d'eux. « Je n'ai pas l'impression d'en avoir eu pour mon argent, 2 500 F que j'ai dû emprunter à la B.N.P. (il y avait des accords entre la B.N.P. et le C.E.P.T. pour l'ouverture d'un « crédit étudiant ») soupir un autre. « L'enseignement était des plus médiocres, tel professeur chargé du cours de billetterie le matin était devenu l'après-midi pérorateur », déclare aujourd'hui un troisième. « A non plus, pas de contrôle. Et il y a 25 000 emplois vacants dans les métiers du tourisme », reconnaît aujourd'hui un peu naïvement M. Féty. Mais son rôle — et l'argent public abondant pour l'aider — n'était-il pas précisément d'adapter la demande aux besoins ?

Le plus étonnant reste tout de même que l'Etat ait pu confier des millions de francs à un homme sur ses seules références et apparences.

Tout va changer à présent, dit-on. C'est même bien que tout n'ait pas été si simple. Mais on peut se demander si, à l'avenir, les contrôles seront plus efficaces et si le fonctionnement du nouvel institut sera surveillé avec plus de scrupules quand on sait que plusieurs administrateurs de l'ancien C.E.P.T. font partie du nouvel F.P.T.F. A croire qu'ils étaient irremplaçables.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## PAUVRE SORBONNE

Malgré le grand nombre des organismes privés auxquels sont confiés les enseignements du tourisme, il existe — on finit par l'oublier — un enseignement officiel dans les universités. Le « Centre d'études supérieures du tourisme » en Sorbonne. Mais alors que là on semble bénéficier des largesses de l'Etat, les difficultés ne manquent pas, comme l'indique le témoignage que nous publions ci-dessous.

Le Centre d'études supérieures du tourisme a été créé par la diminution du nombre des heures complémentaires décidée par le secrétariat d'Etat aux universités. Le C.E.S.T. est, en effet, une U.E.R. appartenant à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, qui ne possède ni poste d'enseignement permanent ni personnel administratif. C'est dire que son fonctionnement pédagogique dépend uniquement des heures complémentaires de cours réalisées par les enseignants dont les disciplines se rapportent au tourisme; quant à son administration, elle est assurée par le directeur, les professeurs et les élèves, qui se relaient pour assurer une permanence, répondre au courrier, au téléphone, et ne dispose même pas d'une secrétaire dactylo à temps partiel. Elle demeure donc nettement insuffisante malgré le bénévolat des uns et des autres.

Or les missions confiées par le C.E.S.T. répondent aux objectifs fondamentaux de la rénovation universitaire, et correspondent à des besoins de formation effectifs dans le milieu des professions liées aux activités touristiques. Depuis 1961, date de sa création, le C.E.S.T. fait participer les universitaires et les professionnels du tourisme à un enseignement pluridisciplinaire, théorique et pratique, directement orienté vers la vie active de jeunes gens ayant déjà accompli deux années d'études supérieures au moins.

Ajoutons que le C.E.S.T. jouit d'une réputation internationale : chaque promotion comprend de nombreux étudiants étrangers; à titre d'exemple, des ressortissants de trente-cinq pays différents se sont présentés à l'examen d'entrée en septembre 1976.

La poursuite de cette action de formation et son expansion nécessaires risquent d'être gravement menacées en raison de la diminution des heures d'enseignement complémentaires dont le C.E.S.T. est affecté. Il serait regrettable que celui-ci se voie contraint à ne plus tenir ses engagements vis-à-vis des étudiants, et du monde professionnel qui en souhaite vivement le maintien et le renforcement.

Un groupe d'enseignants et d'étudiants du C.E.S.T.

Le Centre d'études supérieures du tourisme a été créé par la diminution du nombre des heures complémentaires décidée par le secrétariat d'Etat aux universités. Le C.E.S.T. est, en effet, une U.E.R. appartenant à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, qui ne possède ni poste d'enseignement permanent ni personnel administratif. C'est dire que son fonctionnement pédagogique dépend uniquement des heures complémentaires de cours réalisées par les enseignants dont les disciplines se rapportent au tourisme; quant à son administration, elle est assurée par le directeur, les professeurs et les élèves, qui se relaient pour assurer une permanence, répondre au courrier, au téléphone, et ne dispose même pas d'une secrétaire dactylo à temps partiel. Elle demeure donc nettement insuffisante malgré le bénévolat des uns et des autres.

Or les missions confiées par le C.E.S.T. répondent aux objectifs fondamentaux de la rénovation universitaire, et correspondent à des besoins de formation effectifs dans le milieu des professions liées aux activités touristiques. Depuis 1961, date de sa création, le C.E.S.T. fait participer les universitaires et les professionnels du tourisme à un enseignement pluridisciplinaire, théorique et pratique, directement orienté vers la vie active de jeunes gens ayant déjà accompli deux années d'études supérieures au moins.

Ajoutons que le C.E.S.T. jouit d'une réputation internationale : chaque promotion comprend de nombreux étudiants étrangers; à titre d'exemple, des ressortissants de trente-cinq pays différents se sont présentés à l'examen d'entrée en septembre 1976.

La poursuite de cette action de formation et son expansion nécessaires risquent d'être gravement menacées en raison de la diminution des heures d'enseignement complémentaires dont le C.E.S.T. est affecté. Il serait regrettable que celui-ci se voie contraint à ne plus tenir ses engagements vis-à-vis des étudiants, et du monde professionnel qui en souhaite vivement le maintien et le renforcement.

Un groupe d'enseignants et d'étudiants du C.E.S.T.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDES

### Côte d'Azur

**CANNES**  
LE SAINT-YVES \*\*\* N.N. 49, boulevard d'Alsace. Jardin. Parking. Proximité Croisette, tennis, piscine. T. 33-85-23.

**FRÉJUS PLAGE**  
EL REAT UNE FOIS \*\*\* N.N. 80, rue Frédéric-Mistral. T. 33-85-23.

**MENTON (06)**  
HOTEL ORLY \*\*\* N.N. Face mer. Ouv. en 1971. Restaurant. Salle Garçon. HOTEL DU PARC \*\*\* N.N. Face mer et casino, plein centre. Parking. Gd. part.

**NICE**  
HOTEL Helvétique \*\*\* N.N. offre de 10 novembre 1976 au 30 janvier 1977 sur présentation de cette annonce pour un séjour de 3 jours minimum, chambre équipée, radio, T.V. couleur, T.S.F. de bain, W.-C. indépendant, 40 F par jour au lieu de 72.50 F pour 1 personne, 47, rue de l'Hôtel-des-Postes Nice. Tél. 30-15-83.

**VILLEFRANCHE-SUR-MER**  
Mapotel WELCOMER, bord de mer. Tél. 470281 - Tél. : (33) 90-70-34.

**MER**  
ILE DE JERSEY (Des Anglo-Normandes)  
L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant — situés à 20 km des côtes françaises — sont heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisines avec les hôtels confortables et les places de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez la calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et dans la capitale Saint-Hélène, un shopping délassé à faire rêver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud, Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleurs, écrivez au timbrant à 140 F à l'Office National du Tourisme, Service France I.M. 1 Jersey (Des Anglo-Normandes).

**Montagne**  
LE SAUZE 0400  
Alpes du Sud

Hôtel Le Dahn \*\*\* N.N. Altitude 1 400 m. Près des pistes, piscine chauffée, sauna. Rest. d'altitude.

### VILLENEUVE-LA-SALLE

**SKI A SERRI-CHEVALIER**  
— Forêts inférieures  
— Réservé Noël - Janvier  
HOTEL \*\*\* N.N. LE SERRI-CHEVALIER A VILLENEUVE-LA-SALLE (03240). Tél. (33) 24-03-47.

**ALLEMAGNE**  
FRANKFURT  
PARKHOTEL 1<sup>re</sup> classe, centre, près gare centrale. Wiesbaden à 10 min. 28 x. Tél. 1949/11/23071 TX 04-12008.

**ITALIE**  
MONTESOTTO  
LA BOUE - LE THERMAL - cure sans médicament  
HOTEL GARDON \*\*\* N.N. 00359-40688 tél. 0122  
HOTEL CRISTALLO VERDE \*\*\* (Piedmont)  
Maison de première classe dans un grand parc. Cures et massages dans la maison. Placettes thermiques couverte et découverte (SP). Tennis. Golf. Direction : le propriétaire.

**SUISSE**  
ARONA (Grisons)  
HOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès 320 F. Piscine couverte. Tél. 74232.

**LEVAIN (Alpes Vaudaises)**  
Forêt : 3 jours/4 nuits en demi-pension des F. Suisses 300.-, remises mécaniques comprises. Piscine et patinoire couverte CHALET.  
Office de Tourisme : CH-1854 Levain. Tél. 1941/25/6 22 44.

**ZINAL**  
Valais - 1 600 - 2 900 m. 20 km au sud de Sierre. Téléphonique - 7 téléseks - piscine couverte - patinoire - fond.

**VACANCES ET LIBERTÉ**  
Forêt 7 jours : 1  
Logement agréable plein sud, balcon - piscine - remises mécaniques - 470 F  
Appartements de vacances de 2 à 6 pers. Location dès 322 F pour 2 personnes, 7 compris : soirée raquette.  
Nouveaux : Vacances à la carte  
Renseignements : SPT ZINAL S.A. tél. 021/65-15-81

## KLM. INDONESIE.

A partir de 4.950F, nous vous offrons les batiks de Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. Vous êtes dans une étroite échoppe de Djogjakarta, au centre de Java. Vous assistez, fasciné à la très minutieuse impression à la main d'un batik, le tissu national indonésien.

Gardez les yeux fermés. Vous êtes sur la huitième terrasse du temple de Borobudur, titubant d'admiration parmi les stupas, ces immenses cloches de pierre où depuis mille ans méditent les bouddhas.

Transportez-vous à l'Est et vous voilà à Bali. C'est le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous vous immergez dans la magie du Legong, dansé avec une grâce inouïe au rythme de la musique Gamelan.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous offrons les inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.950 F pour 14 jours. Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à K.L.M., 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742-57-29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

## NOËL - JOUR DE L'AN AU BRÉSIL

TOUT COMPRIS PAR PERSONNE 5600 F

Départ 22 Décembre 76  
Rétour 3 Janvier 77  
Vol régulier VARIG + Hôtes  
NEBULY DEFENSE VOYAGES  
22, rue de Saint-Vincent - 92000 Neuilly  
747.25.70

Demandez nos brochures Carnaval

## VIENT DE PARAÎTRE

GUIDE DE L'ÉQUATEUR  
ET  
DES ÎLES GALAPAGOS

En vente chez votre libraire ou bien à

DÉCOUVERTE  
DU NOUVEAU MONDE

8, rue Mabilon, PARIS (9)  
Tél. : 325-05-20 - 325-17-45

صكنا في الامم



TOURISME

NÉO-GREC A LA MARSEILLAISE

LA SECONDE JEUNESSE DE L'ATHÉNA

**A**LBERT LAMBERT, gloire de la Comédie-Française, à la tête de la troupe, route des prunelles et des « r » dans l'un de ces mélodrames dont l'époque a le secret. La Fille de Roland. Treize cents spectateurs, émus mais stoïques, mouillent leurs mouchoirs dans la nuit provençale. C'est l'été 1914...

Il avait eu cette idée générale et saugrenue de faire construire... en béton armé (une audace folle, à l'époque!) la réplique exacte, d'après des moulages réalisés sur place, du temple dédié à la déesse Athéna-Niki, sur l'Acropole. Au creux de ce valon, avec la chaîne de l'Etoile en décor naturel, il fit creuser une fosse d'orchestre et équiper un amphithéâtre de mille trois cents places, le temple servant de fond de scène. L'acoustique en est parfaite.

Sixante années de silence, d'abandon, d'herbes folles et de ronces géantes ont entouré la « folie » de Paul Barletier sous la verdure, et dans la mémoire de quelques vieux Marseillais qui se souviennent encore des fastes d'autrefois. Les fûts poussaient à même les gradins de terre. Mais elle est là. Préservée par sa solitude. Il manque bien, ça et là, un morceau de banquet ou l'une des chouettes chères à la déesse, qui, sur leurs colonnes cannelées, encadraient la scène supportant le rideau, mais l'essentiel demeure. Prêt à revivre. Au cœur de 55 hectares de terre en liberté.

programme d'espaces verts à conserver, mais encore appuyé la demande auprès de la S.C.I.C., qui lui a d'ailleurs réservé un accueil favorable.

La présence d'un théâtre en activité, qui pourrait être ouvert aux troupes séjournant comme aux amateurs, serait le plus sûr garant de la conservation du patrimoine naturel, créant une zone verte « tampon » entre le lieu scénique et les éventuelles et inévitables constructions futures.

Ferme d'enfants et classes vertes

Il fallait tirer parti de cette Aubaine au moment où, déjà, se profilaient les silhouettes des grands ensembles qui grignotent le paysage. Ils sont à l'horizon ceinturant l'épaule de terrain où s'appuient les gradins. Un projet de ZAC est dans les cartons. Le terrain, bien qu'ayant conservé ses activités agricoles, constitue une réserve foncière pour la S.C.I.C. (1) propriétaire des lieux.

Alors, l'ASS.N.E.M.C.E. (que tout le monde ici appelle « la sémence », c'est plus facile) a décidé d'alerter l'opinion et les responsables municipaux : l'Association pour la sauvegarde du site et de l'environnement nord-est de Marseille-Chaine de l'Etoile est présidée par une enseignante, Mme Antoinette Guillen (2).

Pour permettre de juger sur pièces de l'opportunité d'une résurrection du théâtre Athéna,

NECKER EN HAUTE-SAVOIE

THONON REFAIT RIPAILLE

**L'**UN des plus beaux domaines privés de la Haute-Savoie, le château de Ripaille, situé sur la rive française du lac Léman, échappera à l'« appétit » des promoteurs immobiliers suisses et français : le conseil municipal de Thonon a approuvé, le 26 octobre, à l'unanimité, un projet de convention entre la ville et Mme Harold Necker, propriétaire du château datant du quinzième siècle, d'un ensemble agricole d'une vingtaine d'hectares et d'une forêt de quatre-vingt-dix hectares.

A l'origine, le domaine de Ripaille s'étendait sur deux cents hectares. Il fut petit à petit vendu. On réalisa ainsi dans sa partie est un ensemble appelé « Port Ripaille », dont de nombreuses villas, bâties au bord de l'eau, ont été acquises par des Genevois.

De son côté, la ville de Thonon, soucieuse de protéger le site de Ripaille, acheta à la famille Neo-

ker des terrains en bordure de lac : elle mit vingt-cinq ans pour « grignoter » des terres aux différentes extrémités, obtenant successivement la cession de trois hectares pour y construire sa plage publique et devenir propriétaire de « La Châtaignerie », huit hectares transformés en parc public avec 600 mètres de rive. En 1967, les propriétaires de Ripaille consentirent à la ville un droit de passage au bord de l'eau de trois mètres, passage porté plus tard à huit mètres, ceci dans le but de faciliter aux promeneurs et aux baigneurs l'accès des rives du lac. Mais le domaine proprement dit de Ripaille, c'est-à-dire le château — résidence d'été, dès 1932, des comtes et ducs de Savoie — et la forêt de quatre-vingt-dix hectares (7 500 arbres, dont 5 200 chênes et des essences rares, où vivent cinquante cerfs et chevreuils) demeure toujours fermé au public.

et jalousement préservé par un mur long de 4,8 kilomètres et haut de 3,50 mètres.

Monument historique, site classé, un tel ensemble architectural et foncier aux portes de Thonon risquait cependant d'être amputé d'une partie de ses terres. Des projets immobiliers « importants et inquiétants » avaient été soumis aux propriétaires. De son côté, la ville de Thonon estimait qu'il était nécessaire « pour les temps à venir, de sauvegarder l'ensemble de ce domaine dans son état actuel et d'empêcher toute agression contre ce site exceptionnel ».

« Geler » le domaine

En 1974, le conseil municipal se portait acquéreur de 33 hectares de forêt à l'intérieur de l'enceinte de Ripaille, pour la somme de 900 000 F. La municipalité et Mme Necker engageaient alors des pourparlers afin de fixer le statut du reste du domaine.

Mme Necker fera don à la ville de Thonon de l'ensemble de berges du lac Léman bordant le domaine de Ripaille, soit une longueur de 2,7 km de plage. L'acte de donation précise que « l'état naturel des berges devra être maintenu et leur caractère sauvage sauvegardé » : pas de goudron, pas de lumière électrique, pas de bicyclettes, pas de camping. La seconde clause de l'accord prévoit que Mme Necker, tout en conservant ses droits sur les deux tiers de la forêt de Ripaille, rend cependant sa propriété publique. Désormais la forêt, dont la valeur est selon le maître de Thonon M<sup>r</sup> Plantin : « plus biologique, historique et esthétique que marchande », sera ouverte aux habitants de la région et aux touristes.

Enfin, le reste de la propriété, c'est-à-dire le château et ses dépendances, sera affecté à une fondation d'utilité publique. Cette « Fondation Ripaille » deviendra, selon sa future présidence, Mme Necker, « un centre d'études, de réflexion, de travail, de formation et d'échanges, orientés vers l'écologie, la géographie humaine et physique, le développement des ressources et des milieux naturels, notamment dans les régions et pays les moins favorisés. Dans cette perspective, une place sera faite aux problèmes des régions de montagne, ainsi qu'aux lacs, rivières et villages intérieurs, une attention particulière étant portée au Léman. Elle sera administrée à parts égales par des représentants de l'Etat, par les collectivités locales et régionales, et par des représentants désignés par l'ancienne propriétaire du château ».

Les accords conclus par la ville de Thonon avec Mme Necker, en collaboration avec le conseil général de la Haute-Savoie, les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de la qualité de la vie, permettront de « geler » ce grand domaine et de préserver le site de Ripaille « contre toute agression ».

L'ouverture au public d'un château et d'une forêt retranchées jalousement jusqu'à aujourd'hui derrière ses hauts murs constitue enfin l'aboutissement de la politique menée depuis vingt ans par la municipalité de Thonon, qui tend à prendre possession des rives du lac Léman soit en emportant systématiquement, lors de chaque vente, son droit de préemption, soit en concluant avec les propriétaires de terrains situés au bord de l'eau des accords du type « Ripaille ».

CLAUDE FRANCILLON.

cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique. Deux semaines à partir de 2 995 F. (avion compris)

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

**voyages vacances tourisme**

5, bd de Vaugirard  
75015 Paris  
Tél. 538.20.00

11, quai des Célestins  
69002 Lyon  
Tél. (07) 37.83.50

Bon pour une brochure gratuite

Nom .....  
Adresse .....

cet hiver en Yougoslavie

changez de climat !

La Yougoslavie cet hiver, vous donne :

- avec le soleil à Dubrovnik « perle de l'Adriatique », en bordure de la mer Adriatique, sur tout le littoral yougoslave qui bénéficie d'un climat méditerranéen.
- avec la pittoresque et accueillante Monténégro, ses monuments, sa culture, ses monastères et ses villes d'eau, avec ses montagnes et ses villages pleins de contrastes.

Demandez votre documentation à :

Office du Tourisme Yougoslave  
3, rue de Valenciennes - 75005 Paris  
Tél. 262.10.10 - 262.10.11

3, rue de Valenciennes - 75005 Paris  
Tél. 262.10.10 - 262.10.11

**SHUSS**

la neige est à vous!

ALPES

**L'ALPE D'HUEZ**  
960<sup>F</sup> 1 semaine  
week-end 280<sup>F</sup>

PYRENEES

**CAUTERETS**  
710<sup>F</sup> 1 semaine

AUTRICHE

**LANDECK-ZAMS**  
690<sup>F</sup> 1 semaine

SKI DE FOND/ALPES

**ST VERAN**  
780<sup>F</sup> 1 semaine

**le point 85**

85<sup>F</sup> 1 semaine  
week-end 280<sup>F</sup>

**BON A DECOUVRIR**

vous trouverez la brochure et le coupon ci-joint

cet hiver rejoignez le soleil en TUNISIE

Des prix jeunes : 1 semaine Paris-Paris

Séjour à Hammamet 1.050 F

Séjour dans les Oasis 1.300 F

Circuit des Oasis 1.610 F

Expéditions sahariennes du M<sup>r</sup> Razig 1.950 F

Je désire recevoir gratuitement votre brochure 76/77

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Lettre 10

jsf

Une Terre Des Hommes  
jeuets sans frontière  
7, rue de la Banque, 75002 Paris  
Tél. 261.55.21

AVEC AVIANCA À L'ELDORADO, VOUS DÉCOUVRIREZ UN PAYS MERVEILLEUX.

Avianca vous y conduit en direct à partir de Paris après un vol de nuit confortable vous débarquez à Eldorado. C'est ainsi que s'appelle l'aéroport de Bogotá, capitale d'un pays qui exerce déjà une fascination particulière sur les conquérants de la Colombie.

A partir d'ici vous pourrez découvrir l'Amérique du Sud - l'ancienne et la nouvelle.

A partir d'ici vous pourrez faire des expéditions qui rendront vos vacances inoubliables. Par exemple aux îles Galapagos, un archipel de 300 îlots, au large de la côte équatorienne, où le temps s'est arrêté. Là, il existe des animaux qui n'ont jamais été vus ailleurs : Des iguanes géants, qui ont l'air de dragons préhistoriques (herbivores, heureusement). Ou des tortues géantes, qui se dorment au soleil depuis toujours. C'est là aussi que vous pourrez observer 77 espèces d'oiseaux que vous n'avez encore jamais vues et que vous ne verrez plus jamais après, car elles n'existent qu'aux îles Galapagos.

Les recherches que Charles Darwin y a entreprises ont servi de base à sa théorie de la pensée des espèces. Lisez donc Darwin si vous voulez en savoir plus sur les îles Galapagos. Ou envoyez le coupon ci-joint à Avianca.



Avianca est spécialiste de l'Amérique du Sud et connaît ce continent mieux que toute autre compagnie aérienne.

Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure d'information en Amérique Latine.

COUPON

Nom .....  
Adresse .....  
Ville .....  
1, Rue Scribe - Paris 75009  
Tél. 26653-60

**Avianca**

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.



# SUISSE

LA BONNE ADRESSE

1500-2200 m., à 30 km du Gd St-Bernard. FORPAIT du 3-1 au 2-4 (et 7-2 au 6-3), pension compl. 7 jours du 180 à 300 F.S. Rem. mée. 65 F.S. 2888 8 demi-jour. 42 F.S. OFFICE DU TOURISME, CH-1838 Champex-Lac. Téléphone : 194/20-12 21.

---

**Arosa**

Hôtel de 1<sup>re</sup> classe avec 150 lits. Situation centrale, tranquille et ensoleillée. Nouvelle piscine couverte. Bar-dancing. Prix réduits en janvier. Parking, garage.

**EXCELSIOR**

Tél. 194/31 16 61. Tél. 74 128

Hôtel de 1<sup>re</sup> classe avec 150 lits. Situation centrale, tranquille et ensoleillée. Nouvelle piscine couverte. Bar-dancing. Prix réduits en janvier. Parking, garage.

---

**Flinn**

99 ans de tradition, mais toujours un pas en avant !

Piscine couverte (500 m<sup>2</sup>), sauna, solarium. Hôtesses d'enfants - salle des jeux. Restaurant de spécialités. Grill-Boom. Dancing et Bar. H. Nussli-Bezzola - Tr. 74 125 - Tél. : 081/29 11 81.

**WALDHAUS, PARKHOTEL**

99 ans de tradition, mais toujours un pas en avant !

Piscine couverte (500 m<sup>2</sup>), sauna, solarium. Hôtesses d'enfants - salle des jeux. Restaurant de spécialités. Grill-Boom. Dancing et Bar. H. Nussli-Bezzola - Tr. 74 125 - Tél. : 081/29 11 81.

---

**Pontresina**

Le but du tourisme pour toutes les saisons ! Centre sportif idéal pour tous les sports d'hiver. Informations : Office du Tourisme, CH-7504 Pontresina.

**Engadine**

Le but du tourisme pour toutes les saisons ! Centre sportif idéal pour tous les sports d'hiver. Informations : Office du Tourisme, CH-7504 Pontresina.

---

**CLINIQUE LA MÉTAIRIE**

1260 Nyon, près de Genève, lac Léman. Tél. : 19-41/22-61 15 81.

Dr. G.W. Semadeni, Médecin-Directeur.

Etablissement médical privé pour les affections du système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitements biologiques - Cure de sommeil - Désintoxication - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

## TOURISME

### CÉVENNES

Après l'article « Les Cévennes frappées d'alignement » (le Monde du 20 novembre), nous avons reçu deux lettres dont les signataires ne partagent pas le point de vue du docteur Pierre Blanc, auteur de ce texte.

Ainsi, M. Henri Chamussy, maître-assistant de géographie à l'Institut de géographie alpine de Grenoble, qui écrit notamment :

Comme le docteur Blanc, je déplore la disparition de quelques belles fermes caennaises, dont il ne reste plus que des pans de murs. Il doit être encore possible de sauver certaines de ces fermes, mais il faut faire vite. Je ne puis néanmoins m'empêcher de regretter l'absence de tout ce que je considère comme deux erreurs, d'inégale gravité, et, hélas, fort communément répandues.

D'une part, le terme de Cévennes a désigné, au cours des temps, des aires fort variables, jusqu'à englober, pour les géographes du XIX<sup>e</sup> siècle, toute la bordure orientale du Massif Central, y compris le Morvan ! Il est aujourd'hui réservé aux massifs de roches anciennes qui s'étendent entre la caenne du Larzac et les hautes vallées du Chassezac et du Lot (massifs de l'Aigoual, du Bouge et du Lozère) ; dans la conscience populaire, les Cévennes s'étendent plus au nord, et les Ardéchois utilisent fréquemment le mot pour désigner le Haut-Vivarais, jusque dans les vallées de l'Éryx et du Doux ; il s'agit alors d'un vaste ensemble de plateaux calcaires et aux plaines de la vallée du Rhône. Mais jamais le terme de Cévennes n'a recouvert les Causses, dits « Grands Causses » par les géographes pour les distinguer des Causses du Quercy, et parfois nommés Causses du Gévaudan. La confusion provient de la désuète appellation du « parc des Cévennes », et a été constante sur les ondes, l'été passé, au cours des émissions de « Radio-Solitair ».

Les auteurs de la désuète appellation du « parc des Cévennes », et a été constante sur les ondes, l'été passé, au cours des émissions de « Radio-Solitair ». Mais jamais le terme de Cévennes n'a recouvert les Causses, dits « Grands Causses » par les géographes pour les distinguer des Causses du Quercy, et parfois nommés Causses du Gévaudan. La confusion provient de la désuète appellation du « parc des Cévennes », et a été constante sur les ondes, l'été passé, au cours des émissions de « Radio-Solitair ».

La seconde erreur est beaucoup plus grave, car elle me semble procéder d'une conception romantique et dévoyée de l'écologie - ou de ce qu'on désigne aujourd'hui par le terme à la mode et vaivandé d'« écologie ». Comme le docteur Blanc, j'aime les immenses horizons nus, dépourvus, bien que au crépuscule, des Causses, et l'herbe rare et courte, les chardons rayonnants... Mais il faut savoir que ce paysage est le résultat d'une déforestation anthropique : les Causses furent entièrement boisées (et le Causse noir l'est encore partiellement, ainsi qu'en témoigne son nom) ; cette déforestation, désastreuse pour la région, fut achevée récemment (au XVII<sup>e</sup> siècle selon certains spécialistes). Si l'Office national des forêts manifeste parfois une prédilection fâcheuse pour les résineux, sur les Causses le choix me semble en l'occurrence assez judicieux ; les espèces

## La forêt ne chasse pas l'homme

Les forêts plantées, soit une grande partie des forêts françaises, le sont géométriquement. Il faut peu de temps, avec les aléas de la pousse, la disparition de certains plants, l'apparition de replants spontanés, pour que la régularité disparaisse. (...)

Le docteur Blanc, qui constate qu'une belle maison du Causse qui accueillait, il y a quinze ans encore, les troupeaux transhumants du plat pays n'est plus qu'une ruine malgré la création du parc national des Cévennes. Il regrette amèrement les plantations géométriques des résineux, et de conclure : « Le Causse aura vécu. » L'entretien des Causses n'est pas nouveau (...)

Après la création du Parc national des Cévennes, en 1964, des propriétaires forestiers ont reboué parfois des domaines entiers, ce qui a eu aussi pour effet d'amener la disparition même de certaines belles maisons du Causse, abandonnées par leurs propriétaires.

Mais accuser la forêt de faire mourir le Causse serait une erreur fondamentale. Le dépeuplement absolu de la zone du parc national des Cévennes, surplués au XIX<sup>e</sup> siècle, a fait l'objet d'une multitude d'études. Les raisons sont très nombreuses sans que l'on puisse déterminer quelle est la cause dominante de cet effondrement des Cévennes. Pour ma part, je pense que la disparition de la transhumance est le facteur essentiel. Le docteur Blanc note la disparition de la transhumance concomitante avec la mort de l'exploitation. L'observation me paraît très pertinente.

Jadis, sur tous les Causses, au XIX<sup>e</sup> siècle, la transhumance était très importante (...). Le phénomène de la diminution de la transhumance s'explique à mon sens de la manière suivante : la nature est exubérante pendant la belle saison, mais très pauvre pendant l'hiver. S'il n'y a pas une différence de charge des terrains l'été et l'hiver, un déséquilibre se produit : à échéance relativement brève, la mort du sol s'ensuit et, par voie de conséquence, la mort des maisons.

Les forêts plantées, soit une grande partie des forêts françaises, le sont géométriquement. Il faut peu de temps, avec les aléas de la pousse, la disparition de certains plants, l'apparition de replants spontanés, pour que la régularité disparaisse. (...)

Le docteur Blanc, qui constate qu'une belle maison du Causse qui accueillait, il y a quinze ans encore, les troupeaux transhumants du plat pays n'est plus qu'une ruine malgré la création du parc national des Cévennes. Il regrette amèrement les plantations géométriques des résineux, et de conclure : « Le Causse aura vécu. » L'entretien des Causses n'est pas nouveau (...)

Après la création du Parc national des Cévennes, en 1964, des propriétaires forestiers ont reboué parfois des domaines entiers, ce qui a eu aussi pour effet d'amener la disparition même de certaines belles maisons du Causse, abandonnées par leurs propriétaires.

Mais accuser la forêt de faire mourir le Causse serait une erreur fondamentale. Le dépeuplement absolu de la zone du parc national des Cévennes, surplués au XIX<sup>e</sup> siècle, a fait l'objet d'une multitude d'études. Les raisons sont très nombreuses sans que l'on puisse déterminer quelle est la cause dominante de cet effondrement des Cévennes. Pour ma part, je pense que la disparition de la transhumance est le facteur essentiel. Le docteur Blanc note la disparition de la transhumance concomitante avec la mort de l'exploitation. L'observation me paraît très pertinente.

Jadis, sur tous les Causses, au XIX<sup>e</sup> siècle, la transhumance était très importante (...). Le phénomène de la diminution de la transhumance s'explique à mon sens de la manière suivante : la nature est exubérante pendant la belle saison, mais très pauvre pendant l'hiver. S'il n'y a pas une différence de charge des terrains l'été et l'hiver, un déséquilibre se produit : à échéance relativement brève, la mort du sol s'ensuit et, par voie de conséquence, la mort des maisons.


Les forêts plantées, soit une grande partie des forêts françaises, le sont géométriquement. Il faut peu de temps, avec les aléas de la pousse, la disparition de certains plants, l'apparition de replants spontanés, pour que la régularité disparaisse. (...)

Le docteur Blanc, qui constate qu'une belle maison du Causse qui accueillait, il y a quinze ans encore, les troupeaux transhumants du plat pays n'est plus qu'une ruine malgré la création du parc national des Cévennes. Il regrette amèrement les plantations géométriques des résineux, et de conclure : « Le Causse aura vécu. » L'entretien des Causses n'est pas nouveau (...)

Après la création du Parc national des Cévennes, en 1964, des propriétaires forestiers ont reboué parfois des domaines entiers, ce qui a eu aussi pour effet d'amener la disparition même de certaines belles maisons du Causse, abandonnées par leurs propriétaires.

Mais accuser la forêt de faire mourir le Causse serait une erreur fondamentale. Le dépeuplement absolu de la zone du parc national des Cévennes, surplués au XIX<sup>e</sup> siècle, a fait l'objet d'une multitude d'études. Les raisons sont très nombreuses sans que l'on puisse déterminer quelle est la cause dominante de cet effondrement des Cévennes. Pour ma part, je pense que la disparition de la transhumance est le facteur essentiel. Le docteur Blanc note la disparition de la transhumance concomitante avec la mort de l'exploitation. L'observation me paraît très pertinente.

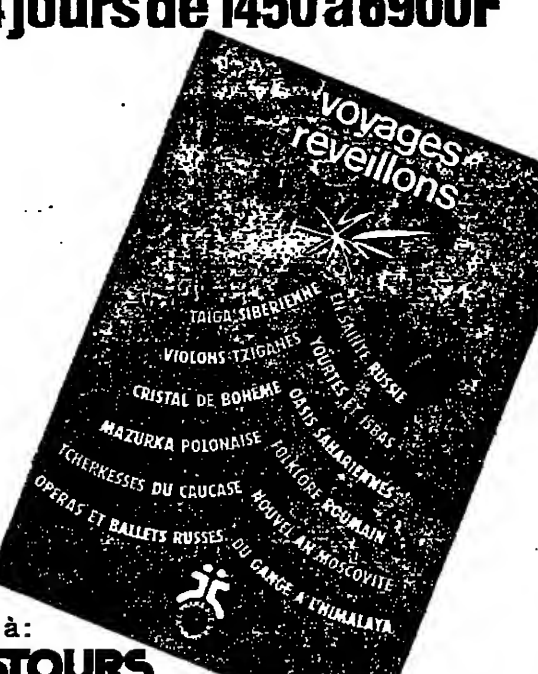
Jadis, sur tous les Causses, au XIX<sup>e</sup> siècle, la transhumance était très importante (...). Le phénomène de la diminution de la transhumance s'explique à mon sens de la manière suivante : la nature est exubérante pendant la belle saison, mais très pauvre pendant l'hiver. S'il n'y a pas une différence de charge des terrains l'été et l'hiver, un déséquilibre se produit : à échéance relativement brève, la mort du sol s'ensuit et, par voie de conséquence, la mort des maisons.



## LA TAIGA SIBÉRIENNE, LE GANGE ET L'HIMALAYA, LE FOLKLORE ROUMAIN.

12 EVASIONS POSSIBLES  
AVEC LES VOYAGES REVEILLON DE TRANSTOURS

### 5 à 14 jours de 1450 à 6900F



voyages réveillons

TAIGA SIBÉRIENNE - HIMALAYA - GANGE - ROMAIN

VIOLONS - ZIGZAG - VOIES ET RIVES

CRISTAL DE BOMÈRE - OIT SIBÉRIENNE

MAZURKA POLONAISE - FOLKLORE ROMAIN

TOURNEKESSE DU CAUCASE - NOUVEAU MOSCOVITE

OPÉRA ET BALLETS RUSSES - DU GANGE À L'HIMALAYA

Inscriptions à : **TRANSTOURS**  
49, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : 742.47.39  
et toutes les agences de voyages

## dans le Vercors, une nouvelle station tous skis: "les Glovettes."

Dans un parc naturel, au cœur du Vercors (ski de piste, ski de fond), au pied du merveilleux domaine skiable de la Côte 2000,

Les Glovettes c'est un véritable paradis pour vos vacances été-hiver, à essayer dès cet hiver : séjour de week-end à la semaine ou au mois.

Et pour vous y abonner à vie, des conditions de vente exceptionnelles (apport 29 000 F, prêts personnalisés jusqu'à 80 %, rentabilité locative éprouvée...)

Pour recevoir une documentation, découpez le bon ci-dessous et retourner-je à la S.C.I. Les Glovettes 38250 Villard-de-Lans, tél (76) 95.10.75

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_


Tél. \_\_\_\_\_

☐ désire recevoir une doc. sur les différentes formules de location

☐ désire recevoir une documentation pour acquiescer un appartement ou un studio

à retourner  
**S.C.I. Les Glovettes**  
38250 Villard-de-Lans,

**les glovettes** A 5 minutes de VILLARD-DE-LANS



## Climat serein aux Canaries.

Une semaine dans un 4 étoiles  
à partir de 1500 Francs  
voyage compris, au départ de Paris.

Demandez-vous auprès de votre agence de voyages ou à l'Office National Espagnol du Tourisme : 42 ter, avenue Foch - de Serbie, 75008 PARIS. Tél. : 725.34.61-62-63-64.

سكيا في الامل



FRAGILE

**NANTUA** Le lac en cure d'oxygène

LES trois mille jurassiens de Nantua, dans l'Ain, ne craignent que deux choses : que les falaises qui couronnent la ville ne leur tombent sur la tête et que le lac, bleu comme un saphir, qui s'étend aux portes de la ville, ne se teinte du sang des Bourguignons. Le premier péril a été provisoirement écarté, il y a trois ans, lorsque le génie a fait sauter un pan de montagne qui menaçait la cité ; le second résulte d'une algue rouge qui, on ne sait trop pourquoi, se met à pulluler au fort de l'été. Une ancienne légende attribue la coloration soudaine du lac au sang d'ennemis bourguignons qu'on y aurait précipités jadis.

Légende guerrière ou prosaïque pollution, la réalité est en tout cas de nature à faire fuir les baigneurs et même à chagriner les touristes fort nombreux à Nantua, entre juin et septembre. D'autant que les pêcheurs se plaignent depuis plusieurs années de ne plus prendre ces truites qui firent la renommée du plan d'eau de 140 hectares. Et parmi ces pêcheurs se trouve justement le sous-préfet. Autant dire qu'on a cherché avec une particulière célérité à diagnostiquer le mal et à le guérir. La situation est d'autant plus vexante que les quatre communes entourant le lac se sont dotées à grands frais d'un réseau d'égouts et d'une station d'épuration. On ne peut donc plus incriminer la pollution. C'est oublier que celle-ci a déjà fait son œuvre. Laisse à elle-même la nature n'arrive plus à reprendre le dessus. Les scientifiques ont constaté en effet que pendant la saison chaude les eaux profondes sont totalement privées d'oxygène. Le lac continue à s'asphyxier.

Le remède allait de soi : il fallait insuffler de l'oxygène à ce mourant. Le ministère de la qualité de la vie a fait venir les médecins des eaux, en l'occurrence les ingénieurs de la société L'Air liquide. Ceux-ci, en un tournemain, ont installé sur les rives une station d'oxygénation. L'eau morte pompée par 30 mètres de fond est chargée en oxygène puis réinjectée à 35 mètres sous la surface. L'appareillage, entièrement automatique, est en place depuis le mois d'août 1976. Il a coûté 300 000 F, et son fonctionnement représente une charge annuelle de 90 000 F.

C'est une première mondiale tout à fait expérimentale. Mais déjà 15 tonnes d'oxygène ont été insufflées dans le lac qui semble bien avoir meilleure mine. Le traitement « coup de fouet » sera répété chaque été pendant trois ou quatre ans. Alors seulement on pourra juger de son efficacité. Mais la municipalité est optimiste et la petite station blanche fièrement signalée aux passants. Les estivants sauront au moins qu'à Nantua on prend soin de leur baignade !

La technique d'oxygénation dans les eaux en péril a été employée cet été en plusieurs points de la côte du Languedoc-Roussillon. Sur l'étang de Thau, pour sauver des bancs d'huîtres menacés d'asphyxie. L'air liquide a lancé un étrange navire : un

réservoir à oxygène, une turbine pour l'insuffler à la profondeur requise, un compresseur pour faire tourner le tout. L'engin a été requis également par plusieurs municipalités pour combattre la pollution de canaux et de rivières que les grosses chaleurs mettaient à mal. Les promeneurs et les pêcheurs étaient incommodés par l'odeur émanant de ces plans d'eau. L'oxygène y a porté remède.

On emploie désormais la même technique pour désodoriser les égouts de Marseille, pour assainir l'embouchure du Rhône et même pour améliorer le rendement des stations d'épuration engorgées par la surcharge estivale.

L'oxygène au secours des vacances, quel paradoxe !

MARC AMBROISE-RENDU.

**SOLOGNE** La mort en ses sapins

LES sapins meurent en forêt d'Orléans, les sapins meurent en Sologne ! Cette triste nouvelle se répand et dans toute la région Centre (et même au-delà) on peut, en effet, constater que les forêts de pins (et non de sapins suivant l'assimilation populaire de tous les conifères à cette noble essence), principalement de pins sylvestres, de tous âges sont, depuis un ou deux ans, sujettes à des dépérissements par taches dont l'origine peut sembler mystérieuse aux non-initiés.

Certes, il y a toujours eu des maladies en forêt ; des arbres sont atteints et meurent, parfois en communiquant leur mal à leurs voisins. Mais cette fois-ci c'est grave, et on ne peut s'empêcher de rapprocher ce phénomène de ceux qui ont provoqué la disparition du pin maritime en Provence, ou qui menacent de tuer tous les ormes en France, comme cela s'est déjà produit en Hollande ou en Grande-Bretagne.

Les responsables : de minuscules insectes (certains guère plus gros qu'une tête d'épingle), les scolytes, parmi lesquels les Ipsides (dont il existe de nombreuses variétés) sont tout particulièrement nocifs. Chaque espèce possède un nom barbare, mais tous ont la particularité de vivre aux dépens

de la zone subcorticale des arbres atteints : les plus petits sont l'écorce fine des rameaux et des fûts, les plus forts sous l'écorce rugueuse et épaisse des troncs. Ils y percent des trous pour entrer et pour sortir, ils y pondent leurs œufs, et leurs larves y creusent des galeries si serrées que l'écorce se détache du bois, faisant mourir l'arbre.

Attirés par les arbres déjà affaiblis (par la sécheresse, par une première attaque de parasites, par manque de lumière ou d'air, par la vieillesse ou toute autre cause), ils en font leurs premières victimes et les « bases » d'où ils se répandent ensuite sur les arbres sains. La gravité de ces attaques est telle que les préfets des départements suivants : Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Loiret ont pris des arrêtés ordonnant la lutte obligatoire contre ces ravageurs.

Le principe de cette lutte consiste à éliminer les arbres atteints et à détruire les parasites qu'ils renferment, pour réduire autant que possible le niveau des populations d'insectes. Les autorités comptent sur l'esprit civique des propriétaires et des exploitants pour organiser la détection et la destruction des foyers d'infestation et empêcher ainsi la généralisation de l'invasion.

Le principe de cette lutte consiste à éliminer les arbres atteints et à détruire les parasites qu'ils renferment, pour réduire autant que possible le niveau des populations d'insectes. Les autorités comptent sur l'esprit civique des propriétaires et des exploitants pour organiser la détection et la destruction des foyers d'infestation et empêcher ainsi la généralisation de l'invasion.

trouver en station, y compris les garderies. Dire que les 5 % d'augmentation obtenus cette année vont décourager les dix ou vingt millions de Français qui font du ski, c'est oublier qu'ils appartiennent, en majorité, aux couches les plus aisées et que de toute façon ils ont en des augmentations de salaire de 10 % à 15 % depuis l'an dernier. Les monteurs aiment leur métier, se plaignent peu et surtout innover en proposant de plus en plus souvent de nouveaux tests, du ski évolutif, du vol libre à ski, du ski artistique, du ski de fond, du ski de randonnée. Ne leur jetons pas la pierre.

BERNARD ARTAUD, directeur administratif du Syndicat national des monteurs de ski français, Grenoble.

La Suisse : pour vos vacances d'hiver  
La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend  
La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo  
La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne  
La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux  
La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974  
La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances  
La Suisse : à votre porte, à votre portée

**La Suisse — pas plus loin, pas plus cher**

**SUISSE**

Cap sur la Suisse  
cap sur la détente

Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 75009 Paris, Tél. 073 59 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de :

Adresse : \_\_\_\_\_

**ASIE AMÉRIQUE**

PACIFIC HOLIDAYS  
163, avenue du Maine  
Tél. : 539.37.36  
75014 - M<sup>o</sup> Montparnasse

Le plus grand choix de vols à prix réduits au départ de l'EUROPE

Exemples d'ALLER/RETOUR, prix à partir de :

BANGKOK ..... 2.100 FF  
BAU ..... 3.350 FF  
COLOMBO ..... 2.400 FF  
DELHI ..... 2.050 FF  
TOKYO ..... 4.250 FF  
TÉHÉRAN ..... 1.950 FF  
TOUR DU MONDE ..... 6.200 FF

Et aussi :

NEW YORK ..... 1.150 FF  
LOS ANGELES ..... 1.804 FF  
RIO ..... 2.850 FF  
SYDNEY ..... 4.800 FF  
SEYCHELLES ..... 2.775 FF

1001 formules de voyages

• circuits découverte • randonnées pédestres • expéditions en Land Rover • séjours classiques • voyages sur mesure • croisières aériennes

DEMANDEZ NOS BROCHURES

Envoyez m'adresser, sans engagement, votre brochure VOIS À PRIX RÉDUITS • VOYAGES "TOUTE L'ASIE"

NOM : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

si vous voulez partir en

**ASIE**

demandez nos brochures sur nos circuits-séjours dans toute l'ASIE DU SUD-EST.

et nos séjours à BANGKOK, BALI

Un exemple :

Séjour de 9 jours à BANGKOK-PATTAYA

3240 F.

(avion, chambre et petit déjeuner compris)

le tourisme français

96, rue de la Victoire 75428 Paris - Tél. 280.57.50  
32, avenue Edouard-Faure 75015 Paris - Tél. 280.57.80 poste 244  
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337.82.82  
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 280.57.80 poste 280  
CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES.

**A Tignes, la différence.**

**Sûr !**

**A Inter-Résidences Tignes, notre programme de "Semaines-vacances à vie" bénéficie d'une gestion suisse.**

**Fiable comme leurs chronos, la différence. Imaginez "votre" studio, Parlez-en à votre notaire, pour 3 ou 4 personnes que vous et les vôtres retrouverez chaque année, et attendez la réponse.**

15.000 F 2<sup>e</sup> Semaine de février, pour 2/3 pers.  
8.500 F 3<sup>e</sup> Semaine de janvier, pour 4 pers.  
(Crédit après acceptation du dossier)

Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, "ski permanent", 365 jours par an ; "dépôt notarié systématique" (ça c'est sûr). Et tout cela à crédit ! Vous voulez certainement en savoir plus...

**Si vous aimez les vacances et la sécurité,** demandez très vite notre documentation sur les "Semaines-vacances à vie" d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

TÉL. DOM. : \_\_\_\_\_ TÉL. BUR. : \_\_\_\_\_

5, rue du Helder 75009 Paris, téléphone 770.95.49 ou 95.30

REALISATION ET GESTION: INTER-RESIDENCES MANAGEMENT GENEVE (SUISSE)

Vercors  
station tous ski  
ovettes.



## Plaisirs de la table

## MIROIR A TROIS FACES

TROIS restaurants, un classique « en marge », un retrouvé, une ouverture, trois façons d'aborder la restauration, et surtout la cuisine. A vous de choisir !

**Le Roi des coquillages ou l'occasion manquée.** — Les nouveaux patrons de ce célèbre restaurant de la place de Clichy sont jeunes et charmants. Le « blanc » reste ce qu'il fut toujours, excellent, et, ayant un gros débit, de fraîcheur absolue. Christian Corvillat, du reste, annonce sur son menu qu'il est tributaire des pêcheurs et des saisons et qu'il ne faudra point lui en vouloir « si un jour un arrivage ne se faisait pas ». C'est l'honnêteté même et la sagesse.

Mais je crois qu'il a manqué le coche en ne profitant pas de son arrivée pour changer quelque peu la carte poissonnière. En allégeant ses sauces, en abordant les mariages poisson-légume (au lieu des éternelles pommes de terre, encore plus mauvaises aujourd'hui qu'elles arrivent des Etats-Unis et du Canada !), en retrouvant dans

les vieux livres une jeune façon d'accommoder ce qui vient de la mer. C'est resté lui le temps incongru, des flambages (du jour au filer de bœuf et aux caillots d'élevage), celui des grenouilles provençales et d'un ris de veau braisé aux écrevisses, de filets de sole à la crème et d'une truite aux amandes parfaitement dépassés. Autant dépassés que les « fresques » naïvement « bristounettes » des murs ! Dommage ! Mais il n'est peut-être pas trop tard, et M. Corvillat devrait bien aller apprendre chez Le Duc, aux Champs-Élysées, à la Bonne Table de Clichy, comment on doit traiter ce qui vient de la mer.

**La Via Veneto ou la bonne voie.** — Suivant leur petit bonhomme de chemin, Jacques et Hélène Simon continuent d'offrir, aux déjeuners d'affaires comme à ceux qui cherchent, le soir, d'agréables dîners d'ambiances (une guitare juste à propos, au moment du dessert, des chandelles), une cuisine franco-italienne qui s'affine en des recherches heureuses, telle

cette terrine de saumon aux pistaches, la salade de queues d'écrevisses à l'avocat, la pioscia au citron vert, la scolloppine aux truffes blanches. Une soupe de poisson toujours savoureuse et le bel éventail des « paste asciutte » fraîches, au double beurre, au basilic, carbonara, aux morilles, aux queues d'écrevisses, du pêcheur, etc., sans oublier les *lasagne verde* à la sauce bolognaise. Mais tout cela sans le côté frelaté de l'italianisme.

J'abandonne volontiers la lamprede (qui, avec la cave riche en bordeaux, nous rappelle que Jacques Simon est d'Aquitaine) pour le blanc de turbot à la mousse-lime de saumon, les brochettes de saumon ou les ailerons sautés frits, de ma réduction du coquillard de gorgonzola (qualité comme le divin Stilton) et m'embarquant du lambrusco, ce vin de Modène au brillant rubis, frais et sapide, au parfum de violette.

Des étoiles qui ne brillent guère. — Il s'agit du restaurant de l'hôtel Splendid, à l'Étoile. N'y péné-

trez pas par l'hôtel : vous devrez passer par une première salle à petits déjeuners du plus affectueux vert pomme ! Mais si vous entrez par la rue, vous passerez d'abord par une autre salle du style brasserie bien triste aussi, et d'où les passants peuvent vous voir mâcher sans enthousiasme.

Ce n'est pas, pour l'instant, que des promesses. La qualité du matériel n'est pas en cause et les produits de base sont bons (mes noisettes d'agneau furent, ainsi, remarquables), mais les sauces ! Des saint-jacques aux algues et sans attrait (ah ! celles de Jacques Manière, qui font rêver !), un cœur brouillé pâleux dans son feuilletage. Non, ce n'est pas encore ça ! Mais le bar est agréable et le barman avisé, qui sait, le chef, en apprenant, deviendra-t-il bon cuisinier ?

LA REYNIÈRE.

\* Chaciot, Roi des coquillages, 12, place de Clichy (9), tél. 874-48-84; Via Veneto, 13, rue Quentin-Bauchart (8), tél. 722-78-84; Les 300, 10, avenue Carnot (17), tél. 40-14-56.

## LA BOUTEILLE DU MOIS

## Vouvray, sève d'amour

RÉVÉLÉZ l'histoire d'un vigneron d'exception, le vigneron Vouvray, et ses vins : le Vouvray, sève d'amour, gardant les vignes blanches... Parmi celles-ci le célèbre Clos du Bourg, qui domine le village. Lorsqu'on se promène dans ce clos, le clocher de Vouvray paraît sortir des vignes. Il appartient à M. Buet, avec les vignobles du Mont et du Haut-Lieu, et dont les vins sont d'un parfait exemple de terroir, selon Pierre Bujoux, historien des vins de Loire.

Nous ne sommes pas loin, ici, de la Vallée d'Auvergne, où le vigneron Bujoux a son domaine à l'abbaye de la Vierge, un domaine commun-vigneron balzacien. Mais, depuis, le vignoble a été officiellement délimité. Un seul cépage : le pinot de Loire, mais qui donne « des vovray », car, selon l'expression du vignoble, la vinification et l'analyse, ce vin peut être sec ou moelleux, léger ou puissant, corsé ou légéressime. Mais s'il

connaitre le vigneron toujours d'une irrésistible séduction. Il est bien vrai que le Clos du Bourg a été créé de M. Buet, et remarquable ! Vous l'avez goûté, lors d'un dîner à balzacien, avec les rillettes et les rillettes de Trévins (cousin de M. Bujoux, à Vouvray, sont rillettes). Il était une merveille d'entrée en matière et nous l'espérons qu'il gardera jusqu'à la fin, jusqu'à nos rillettes de Trévins, avec M. Buet, resté toujours jeune.

Pour les palais « secrets », un 1971 d'exception, d'exception. Avec les massifs d'exception découverte par Bujoux, qui veut les lancer à Paris, par exemple. Heureux pays de Trévins ! Heureux M. Buet d'y avoir de telles vignes ! L. R.

\* M. Buet, maître du Haut-Lieu, 57120 Vouvray, T. 50-10-02.

**Des vins dignes d'un honnête homme**

En direct de ses propriétés, JEAN MAILHE vous propose ses 3 Médoc :

**Château Verdignan 1973**  
grand bourgeois  
Haut-Médoc  
les 12 bouteilles  
180 F x □

**Château Coufran 1971**  
grand bourgeois  
Haut-Médoc  
les 12 bouteilles  
240 F x □

**Château Citran 1969**  
grand bourgeois  
exceptionnel  
la caisse bois  
les 12 bouteilles  
300 F x □

Tout contre-remboursement  
Palermant à la commande : - 2 %

TOTAL (Prix TTC France) .....  
Offre spéciale valable  
jusqu'au 31.12.1976  
à envoyer à :

M. JEAN MAILHE  
24, cours de Verdun  
33000 Bordeaux  
Tél. (56) 52.25.85

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code Postal .....  
Date ..... Signature

Grands Vins de Bordeaux

**Rive gauche**

**LE PETIT ZINC**  
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE  
**LE FURSTENBERG**  
ANCIEN RESTAURANT et hôtel à Paris - 108, rue de la Harpe  
**Le Muntche**  
MOUTONS, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS  
25, rue de Buci - Paris 6

**Cantarel**  
Déjeuners d'affaires  
Le SOIR : un Dîner de FÊTE  
pour 85 francs tout compris  
12, Avenue du Maine (15°)  
tél : 548.59.35  
fermé Samedi midi et Dimanche

**viabril**  
montparnasse  
déjeuner, dîner, souper  
tous les jours jusqu'à 2h du matin  
et dîner à notre Club  
orchestres brésiliens  
10, rue du Faubourg Saint-Denis Paris 10°  
tél : 520.59.01

**Rive droite**

**LA RAPIÈRE**  
en l'hôtel DARTAGNAN  
Déjeuners d'affaires  
DINERS  
SOUPERS  
SPECIALITÉS REGIONALES  
44, rue Tiquetonne, 22-23-24-25

**Le Grand Veneur**  
6, rue Pierre-Demouze, PARIS-17°  
GIBIERS - CASSOULET  
SOUFFLÉ - FRAMBOISE  
RÉS. 870, 18-15, part. ess. (F. d'ass.)

**SULLY DAUPHINE** 353-25-47  
85, r. V. Poch FACE au BOIS  
Dans un cadre 1830 - CUISINE FRANÇAISE TRADIT - Des spécialités  
64, r. d'Ass. DINERS MENU 55 F Soirs. et Soirée comprise SALONS - (F. d'ass.)

**Château Léoville Las-Cases**  
GRAND CRU CLASSE DU MÉDOC  
tous les ans fait un grand vin

**JOUR et NUIT**  
21, r. Bezi, 12 à l'Ancre, ELY. 12-03  
**BANC D'HUITRES**  
SES VIANDES  
les meilleures de Paris

**Restaurant PIERRE**  
A la Fontaine Gallon  
Grande cuisine  
de tradition française (ferme d'ass.)  
OPE. 57-04 - PLACE GALLON  
Paris 19

**CHEZ HONORE**  
Déjeuners-Dîners  
cuisines françaises, nappes de papier  
1, rue du Moulin 11, 231.33.20-233.53.84

**Julien**  
16, rue du Faubourg Saint-Denis Paris 10°  
Réservation 770.12.06  
Tous les jours 11 h. 30, fermé le dim.

**TERMINUS NORD**  
824.48.72  
**SON BANC D'HUITRES**

23, rue de Dunkerque  
face Gare du Nord  
tous les jours

**MARIUS et JANETTE**  
TOUS LES FRUITS DE MER  
et toutes les spécialités provençales  
4, r. George-V ELY. 71-75, BAL 84-37

**FLD** LIVRE à DOMICILE  
**SON FOIE GRAS FRAIS**  
285-22-39

**1-2-3-4**  
décembre 1976  
ceg5 12h-21h  
Constituez-vous une belle cave en visitant le carrefour des lauréats du salon international de l'agriculture  
30 avenue George V-75008 Paris

**ROBERT LAFFONT**  
**COURTINE**  
(LA REYNIÈRE)  
**Balzac à table**  
Un vrai livre de cuisine de 250 recettes, qui est en même temps le roman d'un gourmet.

**"27 vins"**  
que j'ai personnellement goûtés en compagnie de mon équipe et que je vous recommande en toute loyauté. Le rapport qualité-prix est indéniable.

**MARIUS et JANETTE**  
TOUS LES FRUITS DE MER  
et toutes les spécialités provençales  
4, r. George-V ELY. 71-75, BAL 84-37

**Environs de Paris**  
HALLES DE RUNGIS - Autor. A6  
10<sup>de</sup> Paris, face pavillon MAREE  
**LA MARMITE**  
RUNGIS  
"HITTES POISSONS"  
menu d'affaires 55f.  
DINERS DANSANTS  
le samedi soir avec ORCHESTRE  
4, AV. BOURGOGNE, RUNGIS  
688.48.43  
12h-24h

## philatélie N° 1461

**FRANCE : Volier - Duchesse**  
Anne -  
Pour la série des voliers, cette année le thème sera celui du premier et unique de l'Asiatique Port-Louis qui représente, mais figure également en second plan, le volier « Duchesse-Anne ». Vente générale le 6 décembre.

**MUSÉE DE LA POSTE**  
Paris-Louis  
145 F, bien-vent, hôte et vert foncé.  
Trappe : 8 000 000 d'emplacements.  
Cours et gravures d'Ass. Decaris, Impression, taille-douce : Atelier du Timbre de France.  
La mise en vente anticipée se déroule :

**4. PARIS**  
- Les 4 et 5 décembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au musée de la Marine, 3, place du Trocadéro à Paris-16° - Obligation « premier jour ».

**5. LA SEINE**  
- Les 4 et 5 décembre, de 9 h. à 12 h., à la R.S. 52, rue du Louvre, Paris-1° - au bureau de poste Paris-1° - A. av. de Saxe, Paris-1° et de 10 h. à 17 h., au Musée postal, 34, bd de Vaugouard, Paris-15° - Boîtes aux lettres spéciales pour l'oblitération « premier jour ».

**A PORT-LOUIS**  
- Les 4 et 5 décembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert à la Citadelle de Port-Louis (Morbihan). - Obligation « premier jour ».

**6. LA SEINE**  
- Les 4 et 5 décembre, de 9 h. à 12 h., au bureau de Port-Louis - Boîte aux lettres spéciales pour l'oblitération « premier jour ».

**7. OBLITÉRATION** - premier jour - est identique aux deux lieux de vente anticipés.

**MALI : Jeux Olympiques, Montréal.**  
Lors de l'émission de cette série commémorative par les postes de la République du Mali, l'incident politique de dernière minute dans ces compétitions sportives internationales, a été imprévisible ; ces timbres sont donc les seuls timbres philatéliques de la participation du pays à ces Jeux olympiques.

**REPUBLIQUE DU MALI**  
200 francs, gris, ardoise et rouge brique ; relais ;

**REPUBLIQUE DU MALI**  
250 francs, brun Van Dyck et vert ; cavitation ;

**REPUBLIQUE DU MALI**  
300 francs, noir et bleu roi ; hand-ball ;

**REPUBLIQUE DU MALI**  
400 francs, noir et vert olive ; football ;

**REPUBLIQUE DU MALI**  
500 francs, impression taille-douce ; Ateliers du timbre de France. Les valeurs sont imprimées en France, Malaisie, soit 1 Fx = 200 F. ADALBERT VITALIOS.

سكيا في الامم



## Maison

## AH ! LES BEAUX TAPIS

LES tapis d'Orient évoquent la splendeur des palais des Mille et Une Nuits, rappellent le prestige des cours royales européennes. Ces témoins des richesses du passé sont entrés au musée, et leur valeur est incalculable.

L'Orient contemporain perpétue la tradition de ces chefs-d'œuvre de l'habileté artisanale. De l'Iran à l'Inde, de la Turquie à l'Afghanistan, chaque pays, et même chaque province, a su garder et renouveler un art où la technique manuelle est au service de la qualité artistique. Il faut chasser cette idée préconçue qu'un tapis d'Orient doit être une pièce ancienne. Il sera toujours un tapis authentique s'il est fait à la main, au point noué (selon des critères de forme et de densité), en reproduisant fidèlement un dessin ancien. Tout dépend du respect absolu de la tradition, qui varie d'un pays à l'autre. Une pièce ancienne tire sa valeur de la rareté, mais une copie fidèle procurera le même plaisir esthétique si elle restitue les dessins et couleurs originaux.

Un tapis d'Orient est souvent d'un prix plus abordable qu'on le croit. Pour 2 500 francs environ on peut acquérir un tapis de tribu, entre 3 000 francs et 5 000 francs le choix de pièces intéressantes est vaste. Les très beaux tapis d'Iran et du Caucase sont appréciés des amateurs, et la dépense est alors comparable à celle qu'on engage pour d'autres œuvres d'art.

## Initier les profanes

Le succès remporté par les récentes expositions annuelles de spécialistes en tapis d'Orient (à la Place Clichy, au Bon Marché, au Printemps) prouve l'intérêt porté aux reproductions contemporaines orientales. S'il faut rejeter catégoriquement tout démarquage à domicile (et tout rendez-vous sollicité par téléphone), on hésite parfois sur le choix de vente par manque d'information. Depuis un an, le club Découverte du tapis d'Orient a instauré une formule originale pour tenter de s'y reconnaître dans ce domaine un peu mystérieux.

Créé par un groupe d'amateurs et d'experts, ce club compte aujourd'hui vingt mille membres. Il s'est donné pour mission d'ap-

● Du nouveau pour la salle de bains avec des rideaux de douche en tissu synthétique très souple, en noir, mat ou bleu pastel. Ils mesurent 180 x 180 cm et coûtent 95 F. Des tapis de bains américains sont en fibres synthétiques et coloris arc-en-ciel (120 F et 200 F la grande taille) ou en coton uni, 95 F et 195 F. (Au Printemps.)

## A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

SPOTS LAMPES ABAT-JOUR ÉCLAIRAGE POUR TABLEAUX, ETC. une solution

## ready-made electric

LUMINAIRES CONTEMPORAINS pour décoration architecture

**lumière et fonction**

284 bd Raspail Paris 14

tel 326 39 09

## CHAUDS LES MANTEAUX

CHAUDS, confortables et légers, les manteaux en peaux laines, les pelisses, les double-face et les duvets se parent de coloris seyants ou de teintes naturelles. Ces nouvelles « pelisses » déstructurées, taillées en vestes, en parkas, ou en houppelandes sous le mollet allient une certaine rusticité de confection aux coupes simples qui leur permettent de passer, sans complexité, de la ville à la montagne, avec des gilet tricotés et des jupes droites, des pantalons fourrés dans les bottes, voire des robes de jersey et des ensembles de dîner.

Frank et Fils, l'un des plus importants rayons d'imperméables et de manteaux à Paris, proposent toutes sortes de pelisses, depuis le « trench » fourré en acrylique sous glissière jusqu'au vêtement du porc à grand col de renard, doublé de langes de vison (de 750 F à 4 500 F env.). Les peaux laines d'origine française ou italienne comprennent des moutons, un nouvel agneau de Toscane à poil long et droit et des modèles peaux plumes en chèvre. La plupart de ces modèles sont garnis à plat au niveau des coutures, ce qui leur donne une silhouette allongée et une finition soignée.

Le mouton laine rustique à poil plus ras est souvent taillé en duvet-cas, comme le premier prix des Trois Quartiers-Dames de France, à coutures apparentes, poches plaquées et fermeture à boutons olive et fil-celle (à partir de 1 350 F).

À La Maison bleue, Bernard Carasso taille le jersey de laine moutonné avec esprit. Ce tissu est traité en vestes à la chinoise,

boutonnées de côté, en parkas à cagoule à deux poches ou en housses (400 F). La fourrure acrylique gris souris compose aussi des ensembles à parka et grande jupe paysanne française, destinés aux grandes filles militantes.

Elizabeth de Senneville, styliste d'avant-garde, a maintenant pignon sur rue, aux Halles. Elle transposera le côté défilé de l'édredon en duvet d'ose en grands manteaux quadrillés, sur tentes douces, sans col, fermés de carrés de velcro (750 F). Les mêmes existent en gilet droits, à effets d'allure aux épaules, en popeline de coton formant contraste avec des robes-lingerie de satin, fendues sur des pantalons assortis. La ligne des Pyrénées est coupée en robes-chandails rouges ou vert brillant, associées au bleu ciel, au violet ou au noir.

## Les chasseurs de soldes

Une amusante idée ce doublement renouveau des imperméables de Burberry. Voisines du célèbre écossais de coton sur fond beige, elles reprennent les tons d'un bleu d'ardoise et d'un vert kaki qui doublent normalement les vêtements (1 250 F le manteau). Ces fourrures de laine sont aussi vendues seules (225 F) et peuvent s'accompagner de longues écharpes coordonnées (150 F). Pour les hommes, Burberry propose des lodens en cinq coloris, en coupes de chasse, des trench à col détachable, dans le même tweed que la doublure, et des manteaux de sport en velours côtelé, à doublure amovible de laine, finie d'un empiècement de satin aux épaules (à partir de 1 050 F).

Chez Marks & Spencer, les pardessus classiques en cachemire peuvent prétendre aux meilleurs rapports qualité/prix de la saison. Ils viennent d'arriver, en brun chameau et en marine (849 F).

Old England a l'exclusivité pour Paris des marques Rodex en manteaux et imperméables, et Chester Barrie en costumes. Imperméables doublés de lainage beige, amovible sous glissière (325 F). Le poil de chameau commence à 1 590 F, les cachemires gris chiné à 1 850 F.

Dans les modèles de sport, le caban (pour la voiture) de Jagers, croisé à col châle et tricot,

## Mode

FABRICANT  
VEND AU PRIX  
BIJOUX **OR**  
— 30 % — de 21.350 le kg  
environ

DIAMANTS 48 % ..... (3.500 F) 2.800 F  
SAUTOIRS 30 % ..... (2.700 F) 1.800 F  
CROCHETS 15 % ..... (1.550 F) 1.100 F  
CROCHETS 5 % ..... (950 F) 275 F  
MADAME Paris - Tél. 770-44-06  
4, RTE SAULNIER, PARIS (9)

chaud, léger, imperméable

**loden**  
chasse  
**295 F**

**FORSUSO**  
LA MAISON DU LODEN  
146 rue de Rivoli - Paris 1<sup>er</sup>  
tel. 260 13 51 métro Louvre

**MAX EVZELINE**  
GRAND TAILLEUR DE PARIS

Créateur mode masculine  
spécialiste du costume  
sur mesure

**GRAND STANDING**

UNIQUE A PARIS

Nouveau rayon costumes  
faits main, prêt-à-porter  
et diffusion

**Christian Dior MONSIEUR**  
103, boulevard Saint-Honoré  
Tél. : 339-09-94

## PARDESSUS EXCEPTIONNEL

en **CACHEMIRE (90 %)**

et, DIFFUSION : TED LAPIDUS  
Daniel HECHTER

**595 F**

« STEPHANE » 8, rue d'Avron, 75020 PARIS

Notre nouvelle ligne  
Votre nouveau parfum

**SHOCKING YOU**  
*Schiaparelli*  
PARIS

Dépôtaires  
Grands Magasins

salon des  
**ANTIQUAIRES**

26 novembre - 6 décembre 1976  
Paris place de la Bastille  
pavillon spodox de 10 à 20 h  
mardi et vendredi de 10 à 23 h  
organisation : spodox  
12 rue Clapeyron 75008 Paris

À PEINDRE, À DÉCORER  
À PERSONNALISER

**les éléments  
composables**

**PEN moi j'aime!**

LES CLASSIQUES AUX POSSIBILITÉS INFINIES...  
LES NOUVEAUX CONTEMPORAINS (multiplicables)  
**venez les voir**

stand PEN grands magasins et magasins spécialisés

Par l'auteur de "Vivez jeune, vivez longtemps"

**GAYE LORD HAUSER**

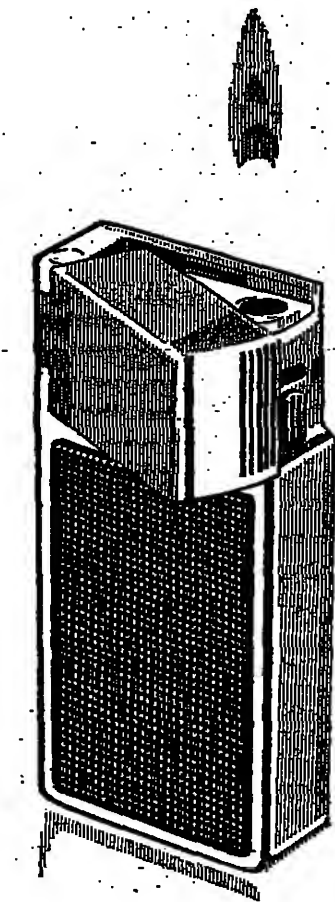
"la plus prestigieuse nature du siècle"

**MES NOUVEAUX SECRETS**

Un livre indispensable à qui s'intéresse  
non seulement à la diététique, mais au véritable  
art de mieux vivre aujourd'hui.

Par le petit génie de la jouissance de vivre.

**BUCHET/CHASTEL**



Linéar de Braun.  
Briquet électronique. 275 F

**BRAUN**



# Hippisme

## Le discours du trône

Le rendez-vous des « fans » à Deauville (1) se termine traditionnellement par un « dîner de l'élevage », au cours duquel le président du syndicat des éleveurs — M. Guy de Rothschild depuis un peu plus d'un an — définit et soumet à discussion la politique hippique qu'il lui paraît souhaitable d'appliquer. Tentative réelle et chancelante de démocratisation (mais la démocratisation elle-même n'est-elle pas un rêve impossible, quand l'entrepreneur et l'entrepreneur d'un pur-sang ne peuvent se séparer, avant déduction des gains éventuels, moins de 20 000 francs par an ?) : le « dîner de l'élevage » est désormais ouvert à tous. Qui, comme toujours la pince à tige, le dimanche matin peut, moyennant une participation de 85 francs, s'asseoir à la table de M. Guy de Rothschild, de Mme Couturier, de l'Agar Khan (lequel, cependant, était absent cette fois) et discuter avec eux, entre la poire et le fromage, de la meilleure façon de relever un *Eubry*, un *Right Royal* ou un *Zeddian*.

Cette année, cependant, le propos était moins aimable. L'ordre du jour comportait l'épineuse question des gains des chevaux étrangers — notamment américains — en France.

Au cours de l'année hippique qui s'achève, les chevaux américains ont effectué, sur l'ensemble des prix mis en jeu par les sociétés de courses de galop, une ponction de l'ordre de 16 %. Nul ne s'en chagrinerait si cet argent se réinvestissait en France. Mais il prend aussitôt la direction du Kentucky ou de la Floride, tout comme — ce qui est encore infiniment plus grave — les chevaux qui l'ont gagné et qui vont faire bénéficier l'élevage américain d'un prestige unique prélevé sur les courses françaises, prestige que, dans le cas d'un *Yonki*, on peut, en raisonnant en termes commerciaux, évaluer à quelque trente millions de francs puisque c'est le prix auquel le cheval a été « syndiqué » comme étalon des son départ de France.

En schématisant — mais l'expression politique schématisée

toujours, et c'est en termes politiques que le problème, un jour ou l'autre, se posera — on peut dire qu'un bout de la chaîne hippique des principaux bénéficiaires des cinq francs, portés d'enthousiasme deux fois par semaine aux guichets du P.M.U., par cinq millions de Français, sont, outre l'Etat par son prélèvement de 20 %, quelques milliardaires américains. Si l'on va jusqu'au bout des schématisations, on voit à quels slogans cette situation — qui, dans une analyse, les flots, « éleveurs », heureusement des « syndiqués » — doit être due. Il y a une quasi-colonisation de Longchamp par le Kentucky.

Mais le constat ne suffit pas à faire sien un autre slogan extrême qui serait renouveau du « U.S. go home ». Une compétition d'où seraient éliminés les meilleurs, parce que, précisément, ils sont les meilleurs, perdrait une grande partie de sa signification. Par ailleurs, on ne peut ignorer — même si les risques de chômage y seraient moindres que l'affirmation des « éleveurs » — les intérêts de quelques écuries de Chantilly dont les propriétaires clients sont des propriétaires américains.

### La quintessence des produits de luxe

C'est dans une atmosphère survoltée que M. Guy de Rothschild prit place, seul, à la tribune dressée dans un angle de la grande salle à manger du Normandy.

Un de ses premiers propos fut pour dénoncer les pressions qui s'exercent au cours des heures précédentes — « Nous n'allons tout de même pas rejouer le Farrah » — pressions qui, en effet, nous avaient transportés de Deauville vers quelque faubourg sioniste de New-York ou de Milwaukee.

Puis, serein sous quelques « mouvements divers » comme sous les applaudissements (beaucoup plus nombreux), il livra son analyse de la situation. Analyse se situant volontairement à une certaine hauteur, débordant parfois du cadre des courses et qui,

Sur ces données s'établissait une quasi-unanimité, celle d'ailleurs qui est apparue au Bureau du syndicat des éleveurs. Malheureusement, le débat se trouve dévié sous l'influence de puissants intérêts particuliers. Un groupe d'éleveurs français, bénéficiant d'un appui bancaire, ce qui facilite les choses, a acquis aux Etats-Unis un haras à partir duquel il compte soustraire sa pression, déjà considérable — et justifiée, au plan technique, par une expertise incontestée, sur les courses françaises. La fermeture de nos courses aux chevaux américains serait, pour ce groupe, un échec d'autant plus grave qu'il n'était implanté aux Etats-Unis que de fraîche date. Il risquerait, si le marché français lui était fermé, de voir, parallèlement, se dresser devant tout projet de vente sur place un barrage analogue à celui dont lui-même a entouré les ventes françaises depuis quinze ans.

Dans les heures précédant le débat de dimanche, les membres du groupe avaient donc multiplié les contacts pour essayer d'arracher quelques voix, n'obtenant pas, à l'occasion, à recourir à des moyens de pression commerciaux, voire d'intimidation.

par son élévation, par la présence de la tribune d'où elle était exprimée et par l'autorité personnelle de l'orateur, faisait penser à quelque « discours du trône » (l'appellation).

La constatation dominante que fait M. Guy de Rothschild est que, dans une Europe socialisée, le marché offert aux produits de luxe se rétrécit, sous l'effet des pressions fiscales et du nivellement des fortunes, alors que, l'inflation aidant, la valeur de ces produits ne cesse de croître dans l'économie capitaliste américaine. Des lors, à moins de mesures autoritaires — que le président des éleveurs, pour sa part, écarte — il est inévitable que les meilleurs pur-sang du monde — qui sont la quintessence des produits de luxe — prennent le chemin des Etats-Unis. Et, la

qualité naissant de la qualité et du nombre, il est inévitable que les poulains et les pouliches engendrés aux Etats-Unis par des chevaux soient souvent meilleurs que ceux nés en Europe. Les pur-sang français peuvent rivaliser avec ceux nés dans tous les pays à économie socialisée, y compris l'Angleterre. Globalement, ils ne se trouvent plus à armes égales avec les pur-sang américains. Il convient donc de les protéger modérément de ceux-ci, la compétition restant entièrement ouverte avec les chevaux anglais et ceux des autres pays du Marché commun.

A noter — argument qui n'a pas été développé au cours du débat — que cette libre confrontation avec l'Angleterre diminue d'ailleurs le risque d'une baisse de qualité à l'égard de barrières étanches : il faudrait que nos chevaux restent bons pour battre les anglais, lesquels resteraient (jusqu'à quand ?) en compétition ouverte avec les américains.

En conclusion, M. Guy de Rothschild, et avec lui la quasi-unanimité du bureau du syndicat des éleveurs (bureau dans lequel — toujours la sonde de démocratisation — figurent de petits éleveurs ne possédant que quelques juments) ont défini la formule suivante : les chevaux américains seraient accueillis aux courses dites « de groupe » (les grandes épreuves) et à une vingtaine de courses préparatoires à éliminer. Ils seraient exclus de toutes les autres.

Mais le débat, quoique ayant pris un virage qui paraît définitif, n'est pas clos. Il va reprendre au sein de la Société d'encouragement — où le groupe dont les intérêts particuliers se trouvent compromis dispose d'élans évidents — et, éventuellement, au ministère de l'Agriculture, lequel pourrait, à la limite, refuser un programme de courses qui ne serait plus conforme à l'intérêt général, c'est-à-dire français d'abord. Le poton n'est pas atteint.

LOUIS DENIEL

(1) Le Monde du 20 novembre.

# Photo-Cinéma

## FRAGILES PERFORMANCES

Il n'existe plus beaucoup d'appareils photographiques et de caméras qui ne soient équipés de quelques circuits électroniques. De plus en plus nombreux, d'ailleurs, sont les appareils où l'électronique prend une place considérable, assurant le fonctionnement et le contrôle de toutes les fonctions. Sur les appareils photographiques, elle règle les vitesses d'obturation, mesure la lumière, affiche dans le viseur les informations relatives aux réglages opérés. Parfois, elle commande le retardateur, un système de télécommande ou la durée de l'éclair d'un flash. Sur les caméras, elle assure le fonctionnement de la régulation du moteur, les variations de focale du zoom, les dispositifs de troncage et l'amplificateur lorsqu'il s'agit d'un modèle sonore.

L'électronique utilisée aujourd'hui ne comporte plus seulement quelques transistors et circuits imprimés. Elle a fait aussi largement appel aux circuits intégrés et à des mémoires associées à de micro-calculateurs. Sur un appareil nouveau comme le Canon AE-1, une véritable centrale électronique miniaturisée contrôle en permanence les circuits de bonplage de l'obturateur, du diaphragme et du posemètre. Ils sont constitués en circuits souples modulaires qui facilitent la fabrication automatique de l'appareil, sans techniciens sur le terrain. Sur un autre modèle récent, l'Olympus OM-2, le calculateur électronique associé à deux cellules au silicium règle la vitesse d'exposition en temps réel, c'est-à-dire pendant le déclenchement des rideaux, donc pendant l'exposition elle-même. Et la réaction des cellules et du calculateur est si rapide que ce réglage s'opère même au flash électronique, compensant l'éclair des que l'émulsion a reçu suffisamment de lumière. Sur des appareils conçus par Rollei (Rolleiflex SL 2000, Rollei flex 35 CR, non encore commercialisés, car il s'agit de prototypes), le calculateur, qui comporte de nouveaux circuits intégrés, permet un réglage automatique aussi bien de la vitesse que du diaphragme.

Dans le domaine du cinéma, les exemples sont tout aussi élo-

quents. Des caméras super-8 comme les Agfa Movamox MOS (appelé à un « élément MOS (Métal-Oxyde-Sémitronducteur) », qui mesure 2,50 x 3,75 mm, assure les fonctions de 1 800 transistors et permet le contrôle de nombreux organes de l'appareil. Il existe actuellement des prototypes de caméras, chères constructeurs comme Bausch, Elmo, Sanyo, qui possèdent un dispositif de mise au point automatique de la distance dans laquelle l'électronique tient évidemment une place importante.

### Trois chères qualités

Ainsi, l'électronique accroît sans cesse la complexité et les possibilités des matériels. Elle n'est pas « seulement », comme on l'a dit parfois, un moyen de simplifier les appareils en éliminant de nombreuses pièces mécaniques. Elle n'est pas davantage, comme on l'a dit aussi, un moyen de réduire les prix. Si les composants électroniques sont de qualité, ils sont chers, très chers même. Les coûts en fait, ne diminuent que par la rationalisation des fabrications, que facilite l'électronique. C'est en automatisant la construction d'un appareil aussi complexe que le Canon AE-1 que Canon a pu envisager une diminution de son prix de vente. On a dit encore que l'électronique était moins fragile que les dispositifs mécaniques, moins sujette à pannes et insensible à l'usure. Hélas, il n'en est rien. Personne ne conteste que, dans un poste de radio ou dans un téléviseur, certains composants puissent mourir. Les choses ne sont pas différentes avec un appareil photo ou cinéma. Les chocs, les vibrations, la chaleur peuvent être fatale à un circuit électronique, surtout s'il n'est pas de grande qualité. Cela peut être gênant, notamment en voyage, avec les appareils les plus récents, qui, à la moindre panne, sont totalement inutilisables sans réparation. L'obturateur, en effet, ne donne plus aucune vitesse, alors qu'avant des appareils moins sophistiqués il reste utilisable mécaniquement sur au moins une vitesse.

# Jeux

## Le facteur temps

Mais il y a plus. L'électronique vieillit bien plus vite que les organes mécaniques, qui, eux, sont peu sensibles au temps. Les bons vieux appareils avaient la vie dure : des Leica, Foca, Contax. Rollei fonctionnent toujours parfaitement.

Combien peut durer un appareil électronique moderne ? C'est difficile à dire. Quelques années si l'électronique est médiocre (cas de certains 24 x 36 ou miniformats 110 bon marché, notamment). Probablement une dizaine d'années en moyenne avec les meilleurs appareils. A quelques exceptions près d'ailleurs, les stocks de pièces détachées et de composants électroniques chez les importateurs et réparateurs sont constitués pour tenir à dix ans maximum à compter du jour où cesse la fabrication d'un modèle. Il n'est même pas certain, dans l'avenir, que les quelques réparateurs, comme Letz ou Nikon, qui assurent les réparations ad-hoc de dix ans puissent maintenir toute politique, dans la mesure où leurs appareils comporteront de plus en plus d'électronique. Les caractéristiques des composants, en effet, sont sans cesse modifiées par les firmes fabriquant l'électronique. On peut se demander si l'approvisionnement de cette catégorie de pièces, sensibles au vieillissement, pourra toujours être assuré sur de très longs délais.

L'amateur qui prend quelques cartouches de pellicule chaque année n'aura jamais le temps d'amortir son matériel. Celui-ci mourra avant même de vieillir prématuré, sans espoir de pouvoir être réparé.

ROGER BELLONE

## PHOTO-REVUE

La première et la plus technique des revues françaises. Dans son numéro de novembre : Portraits... Les Photos K2 Test F.T.M. Les 135 mm Objectifs... Progrès récents La couleur à la Photokina 1976 Les articles de R. BELLONE et ses rubriques habituelles : Traitement et conservation des documents photographiques Le numéro : 9 F. Dans les kiosques, ou 118 bis, rue d'Assas, 75006 Paris.

# échecs

N° 685

TOURNOI DU LONDON CENTRAL, septembre 1976

Blancs : M. J. FULLER

Noirs : Michael FRANKLIN

Défense sicilienne.

1. e4
2. Cf3
3. Cc3(b)
4. e5
5. Cx4
6. Fd3
7. e9
8. Dd3(d)
9. f4
10. Fg3
11. Dd2
12. Cb1
13. Cx3
14. e5(f)
15. Td1
16. Rb1(g)
17. h4
18. h5(h)
19. Tg3
20. Cb4
21. Cb5+

a) Ce système dont Tartakover parlait déjà avec humour en 1924 fut

## SOLUTION DE L'ETUDE N° 684

H. RINCK

« Schackvarlden », 1940

(Blancs : Rb3, Td3 et f6, Fd3. Noirs : Rg7, Dd1, Ff4.)

Après 1. Td7+7, Rb6 ; 2. Td3+, Rb5 ; 3. Td3+, Rb6 ; 4. Td3+, Rb7 ; 5. Td3+, Rb8 ; 6. Td3+, Rb9 ; 7. Td3+, Rb10 ; 8. Td3+, Rb11 ; 9. Td3+, Rb12 ; 10. Td3+, Rb13 ; 11. Td3+, Rb14 ; 12. Td3+, Rb15 ; 13. Td3+, Rb16 ; 14. Td3+, Rb17 ; 15. Td3+, Rb18 ; 16. Td3+, Rb19 ; 17. Td3+, Rb20 ; 18. Td3+, Rb21 ; 19. Td3+, Rb22 ; 20. Td3+, Rb23 ; 21. Td3+, Rb24 ; 22. Td3+, Rb25 ; 23. Td3+, Rb26 ; 24. Td3+, Rb27 ; 25. Td3+, Rb28 ; 26. Td3+, Rb29 ; 27. Td3+, Rb30 ; 28. Td3+, Rb31 ; 29. Td3+, Rb32 ; 30. Td3+, Rb33 ; 31. Td3+, Rb34 ; 32. Td3+, Rb35 ; 33. Td3+, Rb36 ; 34. Td3+, Rb37 ; 35. Td3+, Rb38 ; 36. Td3+, Rb39 ; 37. Td3+, Rb40 ; 38. Td3+, Rb41 ; 39. Td3+, Rb42 ; 40. Td3+, Rb43 ; 41. Td3+, Rb44 ; 42. Td3+, Rb45 ; 43. Td3+, Rb46 ; 44. Td3+, Rb47 ; 45. Td3+, Rb48 ; 46. Td3+, Rb49 ; 47. Td3+, Rb50 ; 48. Td3+, Rb51 ; 49. Td3+, Rb52 ; 50. Td3+, Rb53 ; 51. Td3+, Rb54 ; 52. Td3+, Rb55 ; 53. Td3+, Rb56 ; 54. Td3+, Rb57 ; 55. Td3+, Rb58 ; 56. Td3+, Rb59 ; 57. Td3+, Rb60 ; 58. Td3+, Rb61 ; 59. Td3+, Rb62 ; 60. Td3+, Rb63 ; 61. Td3+, Rb64 ; 62. Td3+, Rb65 ; 63. Td3+, Rb66 ; 64. Td3+, Rb67 ; 65. Td3+, Rb68 ; 66. Td3+, Rb69 ; 67. Td3+, Rb70 ; 68. Td3+, Rb71 ; 69. Td3+, Rb72 ; 70. Td3+, Rb73 ; 71. Td3+, Rb74 ; 72. Td3+, Rb75 ; 73. Td3+, Rb76 ; 74. Td3+, Rb77 ; 75. Td3+, Rb78 ; 76. Td3+, Rb79 ; 77. Td3+, Rb80 ; 78. Td3+, Rb81 ; 79. Td3+, Rb82 ; 80. Td3+, Rb83 ; 81. Td3+, Rb84 ; 82. Td3+, Rb85 ; 83. Td3+, Rb86 ; 84. Td3+, Rb87 ; 85. Td3+, Rb88 ; 86. Td3+, Rb89 ; 87. Td3+, Rb90 ; 88. Td3+, Rb91 ; 89. Td3+, Rb92 ; 90. Td3+, Rb93 ; 91. Td3+, Rb94 ; 92. Td3+, Rb95 ; 93. Td3+, Rb96 ; 94. Td3+, Rb97 ; 95. Td3+, Rb98 ; 96. Td3+, Rb99 ; 97. Td3+, Rb100 ; 98. Td3+, Rb101 ; 99. Td3+, Rb102 ; 100. Td3+, Rb103 ; 101. Td3+, Rb104 ; 102. Td3+, Rb105 ; 103. Td3+, Rb106 ; 104. Td3+, Rb107 ; 105. Td3+, Rb108 ; 106. Td3+, Rb109 ; 107. Td3+, Rb110 ; 108. Td3+, Rb111 ; 109. Td3+, Rb112 ; 110. Td3+, Rb113 ; 111. Td3+, Rb114 ; 112. Td3+, Rb115 ; 113. Td3+, Rb116 ; 114. Td3+, Rb117 ; 115. Td3+, Rb118 ; 116. Td3+, Rb119 ; 117. Td3+, Rb120 ; 118. Td3+, Rb121 ; 119. Td3+, Rb122 ; 120. Td3+, Rb123 ; 121. Td3+, Rb124 ; 122. Td3+, Rb125 ; 123. Td3+, Rb126 ; 124. Td3+, Rb127 ; 125. Td3+, Rb128 ; 126. Td3+, Rb129 ; 127. Td3+, Rb130 ; 128. Td3+, Rb131 ; 129. Td3+, Rb132 ; 130. Td3+, Rb133 ; 131. Td3+, Rb134 ; 132. Td3+, Rb135 ; 133. Td3+, Rb136 ; 134. Td3+, Rb137 ; 135. Td3+, Rb138 ; 136. Td3+, Rb139 ; 137. Td3+, Rb140 ; 138. Td3+, Rb141 ; 139. Td3+, Rb142 ; 140. Td3+, Rb143 ; 141. Td3+, Rb144 ; 142. Td3+, Rb145 ; 143. Td3+, Rb146 ; 144. Td3+, Rb147 ; 145. Td3+, Rb148 ; 146. Td3+, Rb149 ; 147. Td3+, Rb150 ; 148. Td3+, Rb151 ; 149. Td3+, Rb152 ; 150. Td3+, Rb153 ; 151. Td3+, Rb154 ; 152. Td3+, Rb155 ; 153. Td3+, Rb156 ; 154. Td3+, Rb157 ; 155. Td3+, Rb158 ; 156. Td3+, Rb159 ; 157. Td3+, Rb160 ; 158. Td3+, Rb161 ; 159. Td3+, Rb162 ; 160. Td3+, Rb163 ; 161. Td3+, Rb164 ; 162. Td3+, Rb165 ; 163. Td3+, Rb166 ; 164. Td3+, Rb167 ; 165. Td3+, Rb168 ; 166. Td3+, Rb169 ; 167. Td3+, Rb170 ; 168. Td3+, Rb171 ; 169. Td3+, Rb172 ; 170. Td3+, Rb173 ; 171. Td3+, Rb174 ; 172. Td3+, Rb175 ; 173. Td3+, Rb176 ; 174. Td3+, Rb177 ; 175. Td3+, Rb178 ; 176. Td3+, Rb179 ; 177. Td3+, Rb180 ; 178. Td3+, Rb181 ; 179. Td3+, Rb182 ; 180. Td3+, Rb183 ; 181. Td3+, Rb184 ; 182. Td3+, Rb185 ; 183. Td3+, Rb186 ; 184. Td3+, Rb187 ; 185. Td3+, Rb188 ; 186. Td3+, Rb189 ; 187. Td3+, Rb190 ; 188. Td3+, Rb191 ; 189. Td3+, Rb192 ; 190. Td3+, Rb193 ; 191. Td3+, Rb194 ; 192. Td3+, Rb195 ; 193. Td3+, Rb196 ; 194. Td3+, Rb197 ; 195. Td3+, Rb198 ; 196. Td3+, Rb199 ; 197. Td3+, Rb200 ; 198. Td3+, Rb201 ; 199. Td3+, Rb202 ; 200. Td3+, Rb203 ; 201. Td3+, Rb204 ; 202. Td3+, Rb205 ; 203. Td3+, Rb206 ; 204. Td3+, Rb207 ; 205. Td3+, Rb208 ; 206. Td3+, Rb209 ; 207. Td3+, Rb210 ; 208. Td3+, Rb211 ; 209. Td3+, Rb212 ; 210. Td3+, Rb213 ; 211. Td3+, Rb214 ; 212. Td3+, Rb215 ; 213. Td3+, Rb216 ; 214. Td3+, Rb217 ; 215. Td3+, Rb218 ; 216. Td3+, Rb219 ; 217. Td3+, Rb220 ; 218. Td3+, Rb221 ; 219. Td3+, Rb222 ; 220. Td3+, Rb223 ; 221. Td3+, Rb224 ; 222. Td3+, Rb225 ; 223. Td3+, Rb226 ; 224. Td3+, Rb227 ; 225. Td3+, Rb228 ; 226. Td3+, Rb229 ; 227. Td3+, Rb230 ; 228. Td3+, Rb231 ; 229. Td3+, Rb232 ; 230. Td3+, Rb233 ; 231. Td3+, Rb234 ; 232. Td3+, Rb235 ; 233. Td3+, Rb236 ; 234. Td3+, Rb237 ; 235. Td3+, Rb238 ; 236. Td3+, Rb239 ; 237. Td3+, Rb240 ; 238. Td3+, Rb241 ; 239. Td3+, Rb242 ; 240. Td3+, Rb243 ; 241. Td3+, Rb244 ; 242. Td3+, Rb245 ; 243. Td3+, Rb246 ; 244. Td3+, Rb247 ; 245. Td3+, Rb248 ; 246. Td3+, Rb249 ; 247. Td3+, Rb250 ; 248. Td3+, Rb251 ; 249. Td3+, Rb252 ; 250. Td3+, Rb253 ; 251. Td3+, Rb254 ; 252. Td3+, Rb255 ; 253. Td3+, Rb256 ; 254. Td3+, Rb257 ; 255. Td3+, Rb258 ; 256. Td3+, Rb259 ; 257. Td3+, Rb260 ; 258. Td3+, Rb261 ; 259. Td3+, Rb262 ; 260. Td3+, Rb263 ; 261. Td3+, Rb264 ; 262. Td3+, Rb265 ; 263. Td3+, Rb266 ; 264. Td3+, Rb267 ; 265. Td3+, Rb268 ; 266. Td3+, Rb269 ; 267. Td3+, Rb270 ; 268. Td3+, Rb271 ; 269. Td3+, Rb272 ; 270. Td3+, Rb273 ; 271. Td3+, Rb274 ; 272. Td3+, Rb275 ; 273. Td3+, Rb276 ; 274. Td3+, Rb277 ; 275. Td3+, Rb278 ; 276. Td3+, Rb279 ; 277. Td3+, Rb280 ; 278. Td3+, Rb281 ; 279. Td3+, Rb282 ; 280. Td3+, Rb283 ; 281. Td3+, Rb284 ; 282. Td3+, Rb285 ; 283. Td3+, Rb286 ; 284. Td3+, Rb287 ; 285. Td3+, Rb288 ; 286. Td3+, Rb289 ; 287. Td3+, Rb290 ; 288. Td3+, Rb291 ; 289. Td3+, Rb292 ; 290. Td3+, Rb293 ; 291. Td3+, Rb294 ; 292. Td3+, Rb295 ; 293. Td3+, Rb296 ; 294. Td3+, Rb297 ; 295. Td3+, Rb298 ; 296. Td3+, Rb299 ; 297. Td3+, Rb300 ; 298. Td3+, Rb301 ; 299. Td3+, Rb302 ; 300. Td3+, Rb303 ; 301. Td3+, Rb304 ; 302. Td3+, Rb305 ; 303. Td3+, Rb306 ; 304. Td3+, Rb307 ; 305. Td3+, Rb308 ; 306. Td3+, Rb309 ; 307. Td3+, Rb310 ; 308. Td3+, Rb311 ; 309. Td3+, Rb312 ; 310. Td3+, Rb313 ; 311. Td3+, Rb314 ; 312. Td3+, Rb315 ; 313. Td3+, Rb316 ; 314. Td3+, Rb317 ; 315. Td3+, Rb318 ; 316. Td3+, Rb319 ; 317. Td3+, Rb320 ; 318. Td3+, Rb321 ; 319. Td3+, Rb322 ; 320. Td3+, Rb323 ; 321. Td3+, Rb324 ; 322. Td3+, Rb325 ; 323. Td3+, Rb326 ; 324. Td3+, Rb327 ; 325. Td3+, Rb328 ; 326. Td3+, Rb329 ; 327. Td3+, Rb330 ; 328. Td3+, Rb331 ; 329. Td3+, Rb332 ; 330. Td3+, Rb333 ; 331. Td3+, Rb334 ; 332. Td3+, Rb335 ; 333. Td3+, Rb336 ; 334. Td3+, Rb337 ; 335. Td3+, Rb338 ; 336. Td3+, Rb339 ; 337. Td3+, Rb340 ; 338. Td3+, Rb341 ; 339. Td3+, Rb342 ; 340. Td3+, Rb343 ; 341. Td3+, Rb344 ; 342. Td3+, Rb345 ; 343. Td3+, Rb346 ; 344. Td3+, Rb347 ; 345. Td3+, Rb348 ; 346. Td3+, Rb349 ; 347. Td3+, Rb350 ; 348. Td3+, Rb351 ; 349. Td3+, Rb352 ; 350. Td3+, Rb353 ; 351. Td3+, Rb354 ; 352. Td3+, Rb355 ; 353. Td3+, Rb356 ; 354. Td3+, Rb357 ; 355. Td3+, Rb358 ; 356. Td3+, Rb359 ; 357. Td3+, Rb360 ; 358. Td3+, Rb361 ; 359. Td3+, Rb362 ; 360. Td3+, Rb363 ; 361. Td3+, Rb364 ; 362. Td3+, Rb365 ; 363. Td3+, Rb366 ; 364. Td3+, Rb367 ; 365. Td3+, Rb368 ; 366. Td3+, Rb369 ; 367. Td3+, Rb370 ; 368. Td3+, Rb371 ; 369. Td3+, Rb372 ; 370. Td3+, Rb373 ; 371. Td3+, Rb374 ; 372. Td3+, Rb375 ; 373. Td3+, Rb376 ; 374. Td3+, Rb377 ; 375. Td3+, Rb378 ; 376. Td3+, Rb379 ; 377. Td3+, Rb380 ; 378. Td3+, Rb381 ; 379. Td3+, Rb382 ; 380. Td3+, Rb383 ; 381. Td3+, Rb384 ; 382. Td3+, Rb385 ; 383. Td3+, Rb386 ; 384. Td3+, Rb387 ; 385. Td3+, Rb388 ; 386. Td3+, Rb389 ; 387. Td3+, Rb390 ; 388. Td3+, Rb391 ; 389. Td3+, Rb392 ; 390. Td3+, Rb393 ; 391. Td3+, Rb394 ; 392. Td3+, Rb395 ; 393. Td3+, Rb396 ; 394. Td3+, Rb397 ; 395. Td3+, Rb398 ; 396. Td3+, Rb399 ; 397. Td3+, Rb400 ; 398. Td3+, Rb401 ; 399. Td3+, Rb402 ; 400. Td3+, Rb403 ; 401. Td3+, Rb404 ; 402. Td3+, Rb405 ; 403. Td3+, Rb406 ; 404. Td3+, Rb407 ; 405. Td3+, Rb408 ; 406. Td3+, Rb409 ; 407. Td3+, Rb410 ; 408. Td3+, Rb411 ; 409. Td3+, Rb412 ; 410. Td3+, Rb413 ; 411. Td3+, Rb414 ; 412. Td3+, Rb415 ; 413. Td3+, Rb416 ; 414. Td3+, Rb417 ; 415. Td3+, Rb418 ; 416. Td3+, Rb419 ; 417. Td3+, Rb420 ; 418. Td3+, Rb421 ; 419. Td3+, Rb422 ; 420. Td3+, Rb423 ; 421. Td3+, Rb424 ; 422. Td3+, Rb425 ; 423. Td3+, Rb426 ; 424. Td3+, Rb427 ; 425. Td3+, Rb428 ; 426. Td3+, Rb429 ; 427. Td3+, Rb430 ; 428. Td3+, Rb431 ; 429. Td3+, Rb432 ; 430. Td3+, Rb433 ; 431. Td3+, Rb434 ; 432. Td3+, Rb435 ; 433. Td3+, Rb436 ; 434. Td3+, Rb437 ; 435. Td3+, Rb438 ; 436. Td3+, Rb439 ; 437. Td3+, Rb440 ; 438. Td3+, Rb441 ; 439. Td3+, Rb442 ; 440. Td3+, Rb443 ; 441. Td3+, Rb444 ; 442. Td3+, Rb445 ; 443. Td3+, Rb446 ; 444. Td3+, Rb447 ; 445. Td3+, Rb448 ; 446. Td3+, Rb449 ; 447. Td3+, Rb450 ; 448. Td3+, Rb451 ; 449. Td3+, Rb452 ; 450. Td3+, Rb453 ; 451. Td3+, Rb454 ; 452. Td3+, Rb455 ; 453. Td3+, Rb456 ; 454. Td3+, Rb457 ; 455. Td3+, Rb458 ; 456. Td3+, Rb459 ; 457. Td3+, Rb460 ; 458. Td3+, Rb461 ; 459. Td3+, Rb462 ; 460. Td3+, Rb463 ; 461. Td3+, Rb464 ; 462. Td3+, Rb465 ; 463. Td3+, Rb466 ; 464. Td3+, Rb467 ; 465. Td3+, Rb468 ; 466. Td3+, Rb469 ; 467. Td3+, R



**Choisissez**  
**autant de disques que vous le désirez...**  
**1, 2, 3, 4 ... 10 et même plus ...**

Heures d'ouverture : tous les jours sauf dimanche de 9 h. 30 à 18 h. 30 sans interruption.

<p> <input type="checkbox"/> N° 1022260 ..... VERONIQUE  Les plus belles pages avec L.  Berton, R. Corazza. — Orch. des  Concerts de Paris. </p>	<p> <input type="checkbox"/> N° 1027430 ..... OFFENBACH  Pages célèbres pour orchestre :  Orphée aux enfers. Les Contes  de Hoffmann. Les Contes d'Histoires.  Le Tour du monde en 80 jours.  Major. La Belle Hélène, etc.  — Orch. de l'Opéra de Monte-Carlo. </p>
<p> <input type="checkbox"/> N° 1022440 ..... GISELLE (Adam)  Ballet-Pantomime. Orchestre  Symphonique de Paris. </p>	<p> <input type="checkbox"/> N° 1028310 ..... KHATCHATURIAN  Gayaneh suite de ballet avec la  célèbre Danse du paon. — The  London Symphony Orchestra. </p>
<p> <input type="checkbox"/> N° 1022370 ..... TCHAIKOVSKI  Casse-Noisette (sélection). —  Orch. Société Philh. d'Amsterdam. </p>	<p> <input type="checkbox"/> N° 1023660 ..... ROSSINI  Ouvertures célèbres : Le Barbier  de Séville. Guillaume Tell.  L'Echelle de soie. La Pia voleuse,  etc. — Dic. H. VON KARAJAN. </p>
<p> <input type="checkbox"/> N° 1022710 ..... STRAUSS  Le Beau Danube bleu. Ouverture  de la « Mautausenbrunn ». Valse  de l'Embarcad. etc. </p>	<p> <input type="checkbox"/> N° 1025470 ..... STRAUSS  La Chauve-Souris. Les plus belles  scènes choisies en orchestre.  Chœurs et Orch. des Concerts du  Conservatoire. Dir. F. POURCEL. </p>
<p> <input type="checkbox"/> N° 1022790 ..... BRAHMS  Les 21 Danses hongroises. —  Orch. du Festival de Vienne. </p>	
<p> <input type="checkbox"/> N° 1023210 ..... STRAUSS  Roses du Sud. Les Frisch-Traut-  Pölkner. Paires de la forêt viennoise.  Sans violoncelle, etc. </p>	

222, rue de Rivoli PARIS 75001

Indiquez ci-dessous les numéros de références des disques 30 cm que vous désirez recevoir par un prochain courrier au prix spécial club de 12 F seulement par disque 30 cm. (Ecrire lisiblement 1 chiffre par case).

[illegible]

J'indique ici les numéros de remplacement par ordre de préférence au cas où certains disques que j'ai inscrits seraient épuisés.

J'ai choisi.....disques 30 cm à 12 F chacun  
Ma commande représente donc un TOTAL de Frs :

Frais forfaitaires emballage et port : .....+

Ma commande représente un total de Frs  
que je vous règle ci-joint par :

☐ Chèque bancaire ☐ CCP avec ses 3 volets ☐ Mandat  
et que je vous adresse dans la même enveloppe que

Date 04/15/2004 Signature \_\_\_\_\_

M  
Mme  
Mlle

[illegible]

numéro	Rue ou lieu-dit
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	
31	
32	
33	
34	
35	
36	
37	
38	
39	
40	
41	
42	
43	
44	
45	
46	
47	
48	
49	
50	
51	
52	
53	
54	
55	
56	
57	
58	
59	
60	
61	
62	
63	
64	
65	
66	
67	
68	
69	
70	
71	
72	
73	
74	
75	
76	
77	
78	
79	
80	
81	
82	
83	
84	
85	
86	
87	
88	
89	
90	
91	
92	
93	
94	
95	
96	
97	
98	
99	
100	

Commune : .....  
Code postal : ..... localité de bureau de : .....[illegible]



## LETTRES

## LA POSTÉRITÉ D'ANDRÉ MALRAUX

## Ce qu'en pensent les écrivains d'après 1968

Tandis que se préparent les cérémonies de l'hommage de la France à André Malraux, plusieurs appels ont déjà été lancés à la population pour qu'elle assiste ou s'associe à cette manifestation, qui aura lieu le samedi 27 novembre, à 18 heures, dans la cour Carrée du Louvre, à Paris (lire le programme page 28).

M. André Bord, secrétaire d'État aux anciens combattants, a invité plus particulièrement les présidents des associations d'anciens combattants et victimes de guerre à assister à l'hommage, accompagné de l'emblème de leur groupement, l'entrée par la voûte face à

l'église Saint-Germain-l'Auxerrois à 17 h. 40).

M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris — assemblée qui a rendu jeudi son propre hommage à l'écrivain, — s'est adressé plus particulièrement aux Parisiens et aux Parisiens pour qu'ils viennent nombreux aux cérémonies du Louvre, en se souvenant que « le grand disparu est né à Paris et y avait vécu ».

Une autre manifestation est organisée à Verrières-le-Buisson, où la municipalité invite à un dépôt de gerbes sur la tombe de l'écrivain dans le cimetière communal, le samedi 27 novembre, à 11 heures. Ce même jour, à la

demande du maire, l'Institut Charles-de-Gaulle ouvrira à Verrières-le-Buisson, de 8 heures à 19 heures, un registre de signatures au centre socio-culturel André-Malraux.

Compagnons, contemporains, auteurs consacrés, se sont amplement exprimés depuis trois jours sur André Malraux. On sait moins l'importance et l'influence que lui reconnaissent les écrivains de moins de trente ans ou qui ont commencé à publier après 1968, cette date servant de repère, non d'étiquette. Voici l'opinion de quelques-uns d'entre eux.

## Le siècle ou sa légende ?

par RÉGIS DEBRAY

Dans son article « La légende du siècle », Bertrand Poirot-Delpech m'a fait l'honneur excessif de me situer dans la postérité d'André Malraux. Je voudrais que cesse ce malentendu. Nous ne sommes pas les héritiers de Malraux. Ni ses victimes. Nous sommes ses vaincus. J'admire sa victoire, mais je ne la respecte pas. Passons sur l'écœurant spectacle de tous les paons de haute et bonne cour faisant la roue devant un cadavre. Le culte de Malraux est l'opium de la bourgeoisie française, l'âme d'un monde sans âme, le ciel des terres-à-terre. Que les notaires aient besoin de rêver ne nous empêche pas de dormir. La vraie souffrance est ailleurs : Malraux a gagné et nous avons perdu.

Voilà donc l'homme qui s'est toujours fichtu de la vérité (du savoir en général et des sciences de l'histoire en particulier), qui décida, dès son adolescence, que le monde réel n'existait pas, sinon comme encadrement d'images et accroche-mythes, promu cinquante ans après au rôle de modèle pour ceux dont toute la vie repose ou a reposé sur les deux postulats contraires : la recherche de la vérité et la transformation du monde réel. Je veux parler des militants. Malraux leur a tourné le dos en demi-siècle et à peine s'il ne se retrouve pas leur chef. S'il rit de nous en ce moment, c'est bien pour avoir réussi ce coup superbe. Ce faux retardataire, qui n'a cessé d'appréhender le vingtième siècle avec une philosophie du dix-neuvième siècle, s'est, en fait, installé le premier au cœur de ce qui vient et nous submerge déjà : le mythologique.

Cet homme a longtemps pu se faire prendre pour un communiste, lui qui n'avait jamais mis son nez dans l'opus marxiste ni dans la théorie du socialisme. Lui qui ne s'est jamais demandé si une idée était juste

ou non, mais si elle faisait ou non de l'effet, le voilà au sommet de l'intelligence. Mythomane sagace. Malraux a le premier compris que le mensonge n'existait plus au vingtième siècle, pas plus que la vérité. Il a le premier sacrifié l'idée et le réel à l'image. Or tout pouvoir sérieux repose sur l'imaginaire, et Malraux, homme de cinéma, de mise en scène et de décor, était un homme de pouvoir. Il a compris avant nous tous que la littérature romanesque était finie et qu'aucune fiction n'avait de valeur si elle ne se faisait passer pour témoignage. Cette ambiguïté délibérée et organisée entre la vie de l'écrivain et son œuvre a définitivement indexé l'œuvre d'art sur le pathétique de sa présentation, comme elle a indexé la justesse d'une politique sur la théâtralité de ses apparences. L'intrusion des techniques publicitaires au royaume des belles-lettres, c'est aussi le coup de génie de Malraux dans les années 20. Il savait avant nous que la légende avait raison de la lecture.

L'émetteur marxiste ayant suspendu ses transmissions, les ondes du vrai se sont brisées. Quant au monde tel qu'il est, il s'évanouit derrière l'équivoque prolifération de ses signes. Lorsque le vrai est devenu un peu faux, les convictions poreuses, les raisonnements suspects et tous les combats un peu douteux, c'est alors que l'homme qui s'est moqué de la logique et du réel peut s'imposer à nous par le frisson, le même frisson qui a sacrifié les stars de cinéma et les chefs de gouvernement. Les hommes marchent au frisson. Ou on les fait marcher. Malraux a su y faire.

Nous autres, nous avons perdu, et d'abord notre temps : sur les bancs de l'école d'abord, à

démêler le vrai du faux, Marx de Hegel, Engels de Ricardo. Après quoi il a fallu s'engouffrer dans les tunnels sans débouchés de la politique, ces labyrinthes poisseux où il faut une semaine pour fabriquer une bombe qui explose une fois sur dix — quand Malraux-Tchern ne ratait jamais ses coups parce qu'on n'a pas besoin de chimie ni de récipient ni de balance pour décrire génialement un état d'âme ou un problème de conscience. Il a fallu s'engouffrer dans les réunions interminables, oiseuses et sans effet visible. Nous n'avons même pas ramené de photos. Car quand je suis parti pour l'Amérique latine, où j'ai passé dix ans à ne rien faire d'exceptionnel, c'était justement pour faire de la révolution une politique — y compris sous les armes.

J'envisage Malraux d'avoir vécu un temps où l'on pouvait ne pas perdre son temps. Et je lui en veux, car en consacrant, comme il l'a fait, l'engouffrement de l'histoire dans la mythologie, du faire dans le faire savoir, des actions et des œuvres derrière les pensées, il a raté de justesse tout ce qui a fait notre peine. J'aimerais être sûr que nous aurons une revanche.

Reste que cet agnostique fut le dernier religieux dans un monde d'incrédules. Religieux étant celui qui sait parfois sacrifier ses différences à une communion : celui qui sait qu'il y a des guerres justes, mais qu'il n'y a pas d'armée innocente, et que, sachant, accepte de s'engager dans une armée pour faire la guerre. En un temps sans fraternité, d'où le combat a disparu, avec ses moines et ses soldats, en un temps où il n'y a plus que des moustiques très intelligents, c'est ce Malraux-là que je respecte : par-delà le bien et le mal, en dépit du vrai et du faux, sans doute, mais jamais entre deux chaises.

## RENÉ-VICTOR PILHES : une immense caution.

René-Victor PILHES, quarante-deux ans. Un brillant poète du Seuil. Prix Médicis pour son premier roman, la Rhubarbe. Prix Femina 1974 pour son troisième, l'Impératrice. En 1975, il a obtenu le prix de la Bête, qui dénonce les risques de l'écritisme. Il est directeur du pamphlet politique que recrée « le libéralisme avancé ».

La vie de Malraux est une réponse péremptoire à la question d'un écrivain est-il dans son rôle lorsqu'il ne se contente plus de réfléchir aux problèmes de son temps, mais qu'il s'engage dans l'action politique ? Aujourd'hui, grand et mort, il semble trouver grâce auprès de tous. Mais, voici quarante ans, sans doute n'avait-il pas que des amis. Avant de se retrouver à Colombey, dans la bibliothèque du général de Gaulle transformée pour la circonstance en parloir réservé aux gènes, en antichambre de la mort sauvegardée par Eschyle, il avait dû franchir les étapes ordinaires de l'écrivain qui crée des livres et que tourmentent la politique et l'histoire. Avant d'être ministre du général de Gaulle et tribun du R.P.F., il choisit sans hésiter le camp de l'antifascisme, de la lutte contre une droite obscurantiste, et celui des adversaires de la peine de mort. Sollicité impérieusement par les événements dont il est le témoin, le voici à trente-cinq ans, projeté au sein d'un monde où il paraît alors convenable, possible et efficace : à gauche. Et le voici, lui aussi, méfiant et secrètement fasciné, face au parti communiste. De Gaulle, la France, la troisième voie, ne viendront que plus tard. Ce cheminement de Malraux est à la fois exemplaire et rassurant pour certains écrivains que l'on dit à l'avant-garde de la politique et trop souvent livrés à eux-mêmes sur ce terrain. Malraux leur apporte une immense caution.

## JACQUES ALMIRA : c'est Sarah Bernhardt.

Jacques ALMIRA, vingt-six ans. Philosophe. Son premier roman, Voyage à Naucratis (Gallimard, 1975), obtient le prix Médicis et la caution de Michel Foucault. Un livre sans histoire sur la folie d'écrire, qui se réclame de Proust et de Joyce.

Qui est Malraux ? Pour nous autres, pour qui de Gaulle n'est que le nom d'une rue, celui sans doute d'une impasse. Et il y a eu ce si beau livre. Et comme l'espérance est violente, qui nous dépeint un personnage sympathique, exultant, attachant, mais n'est-ce point le grand talent de Claude Mauriac qui nous le montre ainsi. A nous qui n'avons nulle autre preuve que ce sublime morceau d'anthologie, cette oraison funèbre de Jean Moulin, Malraux c'est Sarah Bernhardt. Et de cet homme qui bouillonne, enthousiaste, qui sait faire pleurer quand il parle, ou rire facilement, qui nous fait voir la France tout vivante dans une allégorie baroque, trouvons-nous trace dans quelque livre qu'il ait écrit ?

Malraux aurait dû faire du théâtre parce que sa voix se faisait beaucoup mieux écho de ses émotions que son style et son écriture un peu lâches. Mais il n'a pas fait de théâtre non plus. Malraux était un homme qui se cherchait, sorte de Eouvard et Pécuchet oscillant entre le ravalement du Louvre et les maisons de jeunes, le communisme et de l'écrit. Est-ce là l'œuvre de Malraux ? Et pourtant, cet homme habité par un si grand idéal que nul n'a jamais pu le comprendre, est très sympathique parce qu'il a osé dire à voix haute ce que Flaubert n'a su qu'écrire : qu'il se cherchait, lui, vivante et tremblante incarnation de la mauvaise conscience politique d'une classe torturée par son propre spectre : sorte de Frédéric Moreau touchant à tout, n'achevant jamais rien, édifiant les projets en principes, Anté-Bellerophon construisant des chimères dans les bureaux de la rue de Valois.

Qui était Malraux ? Un dilettante dont le drame est, sans doute de n'avoir jamais été un artiste. Mais où trouver trace de ce drame si ce n'est dans les livres des autres ? Homme gaullien, écrivain particulier digne du musée qui construisait sans doute autour de lui. Qui était Malraux ? Un ministre un peu plus coriace que les autres, plus fou, plus excentrique, peut-être un saint, peut-être un Sartre, qui sait ?

## DIDIER MARTIN : malgré tout il aimait les chats

Didier MARTIN, trente-huit ans. Six romans, dont le premier, le Déclin des jours, obtient le prix Fémina en 1967. Depuis, le Secrétaire, le Prince dément, très remarqué par la critique. Cet automne, il sera une fois (Gallimard), un pastiche de conte oriental qui dérange subtilement l'art du récit. Retenu par les Goncourt sur leur liste finale.

J'ai lu coup sur coup la Condition humaine, puis l'Espoir quand j'avais vingt ans. C'étaient les premiers livres de Malraux que j'avais lus. Tout en accomplissant mon service militaire en Algérie, je découvrais alors le plaisir d'écrire, chaque lecture un peu forte me donnant l'envie d'imiter l'écrivain de l'instant. J'étais déjà peu tourné vers l'action et ce qui se déroulait autour de moi ne m'engageait guère à m'y mêler davantage. Je vis pourtant, surtout dans l'Espoir, une foule de correspondances entre ce que je lisais et ce dont j'étais témoin. Je me lançai du coup dans un grand roman qui ne pouvait manquer d'être à la guerre d'Algérie ce que l'Espoir fut à la guerre d'Espagne. Je crois bien que j'en écrivis une trentaine de pages. Ce n'était pas mon genre, comme la suite me l'a prouvé.

## D'un royaliste et d'un normalien

Nous avons en outre reçu deux opinions, dont les extraits suivants peuvent compléter utilement ces témoignages d'une génération.

## Un journaliste de la « Nouvelle Action française » : « Pourquoi nous l'aimions. »

Malraux nous a rendu service en restant fidèle à la fin de la Tentation de l'Occident reprise dans la plus belle page des Antimémoires. Il ne s'est pas laissé attendre par un amour qui lui semblait hors de prise. Jusqu'au bout, il a entendu la voix des lâchetés vaincues. Reste son rapport secret au christianisme, ce qu'il rejetait au misérable petit tas de secrets, mais qui, ressaisi au niveau de l'homme, reste de l'ordre de l'interrogation générale qu'il estimait plus que tout.

Dans l'action, dans l'art, dans le regard du crucifié, il y a une question dont la réponse ne nous appartient pas. Dès le départ, Malraux a établi l'impossibilité d'une communication entre la transcendance et notre connaissance. Mais la question demeure éternellement : « Une horreur sacrée nous habite, nous attend comme les mystiques disent que Dieu les attend. »

Voilà qui nous donne la véritable portée de l'agnosticisme de Malraux, inaccessible, aux théismes et athéismes également satisfaits. Cette affirmation de l'impossibilité de connaître pèse le poids infini de la question, suspendue, jamais abolie. J'ai qu'àux portes de la mort. Et au-delà où il y a maintenant cette lumière inaccessible. Cet amour toujours respecté après qu'il eût été violemment refusé. Non pas salué comme Bénarès ou les grands centres religieux, mais comme un lieu trop proche pour être visité.

Voilà pourquoi nous aimons Malraux plus que les autres, ses pairs. A cause de cet agnosticisme qui refusait le positivisme. Pour nous autres, pauvres enfants d'une société industrielle gorgée de techniques et d'assurance, mais n'ayant su construire — ni un temple ni un tombeau — il a arraché l'histoire à l'insignifiance. Et aussi, la condition humaine.

GERARD LECLERC, journaliste à la Nouvelle Action française.

Un élève de l'Ecole normale supérieure : « Comment parler de sa mort ? »

« Malraux témoin — ou Malraux conscience — ? peut-être

« Si j'ai lu depuis presque tout ce que Malraux a publié, ce qui ne s'est pas produit pour chacun de mes premières admirations, sans doute cela vient-il de cette coïncidence entre la découverte de Malraux et le moment où elle eut lieu. Mais cette attirance durable doit aussi reposer sur des bases plus profondes : une nostalgie de l'action, même dédaignée, et certaine volonté de forcer la page blanche pour s'y inventer chaque jour un peu de son destin, comme Malraux inscrivait d'abord dans son siècle, un parallélisme enfin, et non sans arrière-goût de revanche, entre les histoires que l'on invente et l'histoire qui nous découvre. »

Il me reste pourtant en travers de la mémoire une phrase dont j'ai peut-être seulement le tort d'avoir oublié le contexte : « Ceux qui ne tuent pas : les puceaux. » Même si elle est issue d'un dialogue, je n'ai jamais pu la séparer tout à fait d'une certaine idée que je garde de Malraux. Ah ! s'il avait écrit plutôt : « Ceux qui ne créent pas : les puceaux. » Mais il aurait pu l'écrire s'il ne l'a pas fait plus tard.

Et puis c'est malgré tout un homme qui aimait les chats, même domestiques...

faudrait-il choisir « Malraux acteur » au sens de sa plus haute exigence. Car voici que la mort survient et que les légendes qui avaient enveloppé Malraux jusqu'à le rendre méconnaissable vont s'estomper. Voici que le trépas de la République des lettres enlève au monarque valant de toutes les civilisations par lui ressuscité, retrouve, arrachant avec dédain les dépouilles de son plus tard, phras, sa présence d'homme dans la mort et la voix nue qui nous parle.

« Ce n'est pas le bruit qui fait la guerre, c'est la mort », rappelle-t-il à Chartres. Malraux, homme de guerre, mais bien plus de bataille, là où chaque nuit est historique, quand un homme, animé de sa seule foi peut encore susciter l'avenir du monde. De ce monologue étincelant poursuivi durant un demi-siècle aux frontières les plus extrêmes et les plus variées de l'esprit, comment ne pas conserver l'aide inlassable et la vigilance sans faille dont il témoignait à l'écoute de notre temps ?

Sans doute sa mort n'a pas été celle dont il avait rêvé. Lui qui nous a appris à distinguer irrémédiablement la mort du trépas, seul celui-ci lui a été réservé quand il semblait si souvent avoir été la « compagnie de route » de l'autre. Elle fut présente dans le ciel d'Espagne et dans le maquis de Corréze, dans l'attente de l'O.A.S. et sur les hauteurs de Danne-Marie, mais jamais sans doute, il ne l'a vue plus proche que contre le mur de Gramat, quand les fusils du peloton allemand se dressaient contre lui. C'est elle que peut-être il a tenté une dernière fois de conquérir en s'engageant dans la lutte contre le Pakistan.

Comment parler de sa mort, quand il nous a montré, sa vie durant, l'impossibilité de pénétrer la conscience du mourant ? Comment parler de sa mort, puisqu'elle n'existe pas, qu'elle fut déjà sa transmutation impénétrable dans l'œuvre qu'il nous laisse et que nous guettons, haletants, la voix qui maintenant vient d'outre-tombe, pour toujours vivante et témoin inlassable de celui qui voulait — laisser son empreinte sur la terre — ?

Et nous nous rappellerons la phrase du zen qu'il aimait citer : « Lorsque tu arriveras presque à la mort, tu te sentiras sourdre, ne l'étonne pas : c'est toujours ainsi. »

ERIC GISSLER, élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université.

## UNE LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION FRANCE-BANGLADESH

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

dont André Malraux était le président d'honneur — nous écrit : « C'est uniquement en raison de l'entrée en guerre de l'Inde et seulement à ce moment-là qu'André Malraux a été amené, incroyablement et en plein accord avec nos amis, à considérer que son entreprise serait dépassée. »

Celle-ci partait d'ailleurs, et pratiquement dès l'origine, de conceptions différentes de celles des Brigades internationales, de la guerre d'Espagne, quant à la nature du combat à mener pour aider le plus efficacement possible les résistants banglais. »

صلى الله عليه وسلم

84, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>, a été légèrement modifiée en raison de l'hommage rendu à André Malraux samedi après-midi. (Renseignements : 555-40-48, 548-55-38.)







## CHAILLOT INFORMATION

### « Les estivants » d'après Gorki

Créée au printemps dernier, « Les Estivants », d'après Gorki, montée en français par la Comédie de Caen dans la version scénique de Peter Stein et Botho Strauss, ont parcouru la France entière avant de s'installer à Gémier pour 18 représentations. « En tous points remarquable » (Le Progrès, Lyon). « Un grand plaisir esthétique » (Paris-Normandie, Rouen). « Michel Dubois a le mérite de faire profiter le public français du travail exemplaire de la Schaubühne » (dernière heure lyonnaise). Soirée à 20 h. 15.

Location aux caisses, par correspondance et par tél. à : 727-81-15.

## THÉÂTRE DE PARIS

du 2 au 30 décembre

## BALLET NATIONAL DES PHILIPPINES

Un spectacle exotique souriant, vivant, fascinant

Location Théâtre et Agences

La Seine 14h30 16h30 18h30

## la grève

de S.M. EISENSTEIN

SEUL A PARIS

STUDIO CUJAS (Salle rénovée)

## STUDIO CUJAS

### L'ENFANT SAUVAGE

de François Truffaut

20, RUE CUJAS 5 - 033-89-22

## DERNIÈRES

### ISE PRESENTE



THEATRE ESSAÏON 279 36 42

ELYSEE-MONTMARTRE Tel. 606 38 79

## COLUCHE

### Ginette Lacaze

Soirées 20h15

Matinée Dimanche 15h30

## PREMIERE LE 26

### Schippel

ou "le protestaire bourgeois"



théâtre de la Commune 93 Aubervilliers tel. 833 16 16

## ARTS ET SPECTACLES

### Formes

## Redécouvrons Henri Michaux

Henri Michaux revient avec des peintures toutes fraîches, de l'année — voire de la veille du vernissage (1). Y cherchons des différences avec les précédentes : un passe-temps assez vain. Elles ont jailli de la même source, en leur étendue diversifiée. En art, le progrès est un concept vide de sens, à plus forte raison quand on vous rappelle l'insolence de Michaux. Ce qui change, lorsque changeant il y a, et chez lui pas de doute, c'est « l'usage du langage », prometteur d'un langage du dedans, jeté sur la toile ou le papier avec trop d'immédiateté pour qu'on pense à autre chose qu'à une communion dans l'émotion créatrice.

Les grandes peintures à l'encre de Chine n'ont plus aucun rapport avec le monde visible. Libre à vous, et Michaux vous y amène, d'y découvrir des figures comme celles que frotte et défait les nuages. Mais, cette fois, c'est plus difficile. Tout au plus verrait-on dans celle que partage une large feuille entrecroisée, et où des plissements s'incarnent, le coup de dessein de l'inconscient. De même, il est permis d'interpréter une huile marron sur feu vert comme le profil d'une tête fabuleuse, à cinq paumes, aux yeux d'une fixité pétrifiante.

Les aquarelles vous « parleront » peut-être plus clairement, par la violence je dirai optimiste de leurs couleurs où prédominent les jaunes d'or, les rouges flamboyants, les bleus champlevés. Opéramus, si c'est la tenue qui convient, s'il traduit une certaine réconciliation de l'auteur avec lui-même et avec la vie, ne saurait être confondu avec une chute de tension. Michaux nous apparaît, en 1976, plus dynamique que jamais, et même le passage constant d'une technique à l'autre, souvent combinées, atteste sa prodigieuse vitalité.

On ne pourra pourtant tout le genre de l'œuvre de Michaux, les dimensions grâce à Geneviève Bonnefou

qui nous donne la première étude d'ensemble, complète, sur Henri Michaux peintre (2). Coïncidence heureuse : ce fruit de plusieurs années de travail est diffusé en même temps que s'ouvre l'exposition. Aux prises avec ses difficultés imprévues, Geneviève Bonnefou a dû renoncer au sous-titre « livre d'art » pour lequel des centaines de documents étaient rassemblés. Elle a réussi tout de même à le fabriquer avec les moyens du bord et à l'enrichir d'un fondépice inédit, de trente-deux dessins dans les marges et d'un mini-catalogue de cent vingt-cinq reproductions. Tout mieux ! On sera enfin obligé de le lire, donc de comprendre la « langue universelle idéographique » de Michaux qui, dans sa « recherche incessante du dépassement », après avoir mené de front l'écriture verbale et l'écriture plastique, a trouvé dans la peinture, à partir de 1946, un moyen d'expression autonome qui lui permettait de se livrer totalement.

Jamais, en effet, art fut moins gratuit. Michaux ne se contente pas de peindre le libre de ses fantasmes et, mieux, les exorcise. En s'il se contentait qu'un minimum de détails hiéroglyphiques, toujours en fonction de son œuvre (voyages, psychédélisme), c'est le tréfonds de son être qu'il donne à déchiffrer à l'aide d'un code secret et non explicite.

Alors qu'on suivait avec Geneviève Bonnefou les étapes « d'une des plus pénitentes explorations de l'esprit humain », volontairement involontaire (le voile, le véritable autoportrait qui laisse loin derrière lui les exotismes réalistes), qui a commenté par l'explication, au sens vulgaire du mot, du globe, et cette expérience-là compense aussi, ne sent-on que par l'impression de la réine de Michaux par la peinture chinoise. Sur le plan des procédés matériels, se succèdent l'aquarelle « bain nourricier des couleurs », la lithographie exotique à mine la pierre, la peinture à l'encre (« l'encre se sub-

stancie à l'eau et le signe au trait ») avec l'irruption des grands troupeaux préhistoriques, la gouache et la tache, l'écriture sur « les seuils glissants de l'huile » (vers 1955, c'est la descente au centre de soi sous l'effet de la mesalline), avec des alternances.

En 1959, c'est l'agressivité renouée, en 1962, de nouvelles recherches : la sépia, puis l'eau-forte, l'acrylique. « Henri Michaux n'aime guère se complaire à une nouveauté », avec lui « rien ne s'arrête jamais ». Trois mois de Geneviève Bonnefou caractérisent la période actuelle (1972-1976) : approfondissement, concentration, contemplation, qui laissent ouvertes les portes de l'avenir. Sur des œuvres qui doivent être, comme les autres, placées aux côtés de celles « d'un Klee ou d'un Wols, qui savent ramener le regard de l'homme vers l'indéfini ».

Que se regard ne nous déçoive pas d'une des plus admirables expositions visibles pour quelque temps encore à Paris et en ne marchandant pas notre admiration pour les récentes peintures de Charles Marq (3). Je pèse mes mots. Comment parvenir à faire communiquer une appréhension totale de l'œuvre enfin reconquise par une telle économie de moyens ? La tâche est l'œuvre se répondant à travers un jeu de lignes droites extraordinairement agencées : portes, fenêtres, murs et autres objets aussi dépeints. Une audace où alternent les blancs, les noirs, les gris avec une sensibilité exquise. Une pureté sublimée qui crée la musique du silence. Charles Marq mériterait de plus large développement. Au spectateur de faire le reste du chemin.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Le Point Cardinal, 12, rue de Valenciennes.  
(2) Henri Michaux, peintre, aquarelle, gouache, lithographie, eau-forte, 1946-1976, 320 pages, 1976, 25 F.  
(3) Galerie Jacob, 24, rue Jacob.

## Musique

## L'Opéra de Leipzig à Nanterre

Une salle toute neuve et particulièrement équipée, celle du Théâtre des Américains, un important détachement de l'Opéra de Leipzig, accompagné de l'orchestre du Gewandhaus pour des représentations exceptionnelles : Xérès d'abord, puis le Barbier de Séville, on aurait dû jouer à bureaux fermés, refuser du monde... Ce sera peut-être le cas vendredi et samedi, car si le public d'opéra se montre encore réticent envers Haendel, il ne se lasse pas des joyeuses espiègleries de Rosina.

Dans ce cas précis, il aurait pu se persuader que Haendel n'a pas seulement écrit des concertos pour orgue, des oratorios et des opéras historiques, mais qu'une fois au moins — sans doute plus d'une fois — il s'est laissé tenter par un sujet comique qu'il a traité avec une grande légèreté d'inspiration et toutes les ressources d'un homme de théâtre confirmé.

Conformément à la pratique courante des opéras d'outre-Rhin, Xérès était chanté en allemand, comme le sera d'ailleurs le Barbier. Le spectateur français n'a rien à y gagner et il se fait assez rapidement une raison s'il devine les conséquences que peut entraîner un tel choix. Mais, dans la rampe, cette volonté délibérée de rendre le mot à mot du texte accessible, empêchant une approche exclusivement esthétique ; surtout quand le metteur en scène s'appelle Joachim Herz, actuel successeur de Felsenstein au Komische-Oper de Berlin, après avoir dirigé l'Opéra de Leipzig depuis sa réouverture en 1959.

En effet, l'objet de cette production, datant de 1972, mais considérée sans doute comme représentative puisqu'elle a été souvent présentée en tournée à l'étranger (en Italie, en Belgique et en Tchécoslovaquie notamment), n'est pas une reconstitution historique, mais une lecture critique parallèle aux données volontairement fantaisistes du livret : ce roi Xérès, amoureux tyrannique de Rosina, la petite amie de son frère Arsamène et qui se fera finalement rouler par une princesse égyptienne déguisée en soldat, n'a rien à voir avec le conquérant fameux dont on parle dans les livres ; il en serait tout juste l'avers et en tout cas la préface à un divertissement ingénieusement mené.

C'est cette ambiguïté entre le caractère frivole de l'ensemble et la profondeur allusive de certains passages, avec leurs résonances à long terme, qui a été délibérément mise en valeur ici. Autant dans le même sens, les décors dans les tons pastel (violet or, bois de rose) sont donnés en tant que tels : ce n'est jamais vraiment un jardin, un palais, une chambre, une place, mais la scène aménagée pour un autre jeu : de même, pour les costumes imités de l'Antiquité à la manière du dix-huitième siècle par un costumier malicieux du vingtième.

Devant la solidité de cette conception d'ensemble qui sait habilement éviter le didactisme par

un soigneux dosage d'humour et de l'adresse, mélangant premier et second degré, on constatera, sans y attacher plus d'importance, les différences de rythme qui subsistent entre notre tempo dramatique et celui de la partition dont on comprendrait mal certaines reprises et quelques épisodes qui retardent le déroulement d'une action encore riche en péripéties. Faut-il pour autant conclure qu'il faut, sur ce point, faire confiance aux raisons données très honnêtement dans le programme, tout comme on accepte, s'agissant du style des chanteurs et de l'orchestre, le compromis assez convaincant qu'ils réalisent entre ce qu'on sait des techniques de l'époque et notre esthétique (c'est aussi une vision

actuelle de ce que nous entendons par « style classique »). Sans compter de grandes voix — de celles qui laissent une impression impérissable — la distribution correspond à ce que l'on peut espérer d'une troupe d'opéra fonctionnant à l'antenne.

Il n'est sans doute pas besoin d'en dire davantage : une production comme celle-ci pose des problèmes, implique des choix, une prise de position de la part du spectateur, et il est intéressant de constater que le public est passé graduellement d'une réserve à un enthousiasme assez démonstratif.

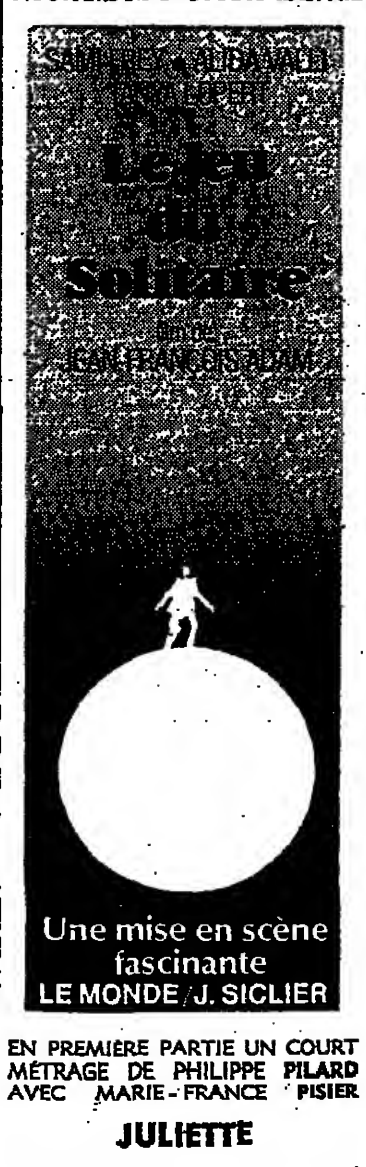
GÉRARD CONDE.

\* Prochaines représentations : le Barbier de Séville (vendredi 26 et samedi 27 novembre, à 21 heures).

MARIGNAN - MONTMARNASSE  
PATHE - CLUNY PALACE - CAMBONNE - CLICHY PATHE - NATION - MADELINE - VELEZ - ARGENTUILE - CHAMPIGNY - PARLY - ARIEL Rueil-Maison.

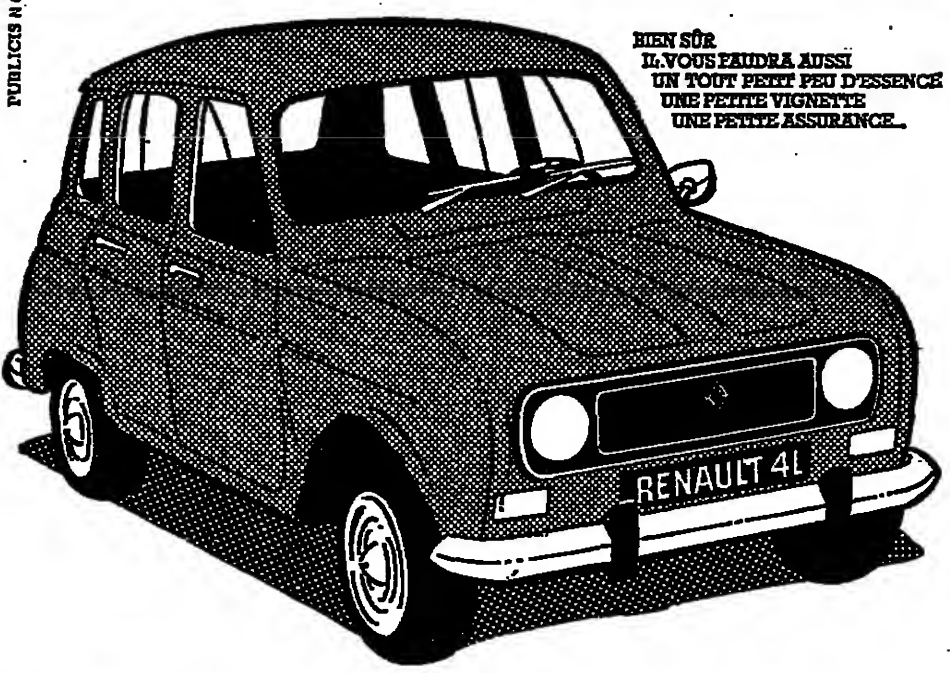


U.G.C. MARBEUF - U.G.C. OPÉRA (angle Capucines-Dauphine)  
NOCTAMBULES - STUDIO RASPAIL



EN PREMIERE PARTIE UN COURT MÉTRAGE DE PHILIPPE PILARD AVEC MARIE-FRANCE FISIER JULIETTE

# VOTRE 'FORFAIT' TRANSPORT 298F PAR MOIS\*



\*MENSUALITES LEASING 1<sup>ERE</sup> ANNEE ET UN DEPOT DE GARANTIE DE 700F RECUPERABLE.

Loyer 1 <sup>re</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> années	Option d'achat finale
298 F	358 F	447 F	3.725 F

## RENAULT 4L

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR SANS ENGAGEMENT DE MA PART, TOUTE INFORMATION SUR LES DIVERSES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT DE LA RENAULT 4L.

NOM :  
ADRESSE :  
RETOURNER CE BON A : R.N.U.R. BP 143 92 106 BOULOGNE-BILLANCOURT

صكلا من الامل



ACTION CHRISTINE - LA CLEF - OLYMPIC ENTREPOT

## L'HEROÏNE DU "Good-Luck to you" TRIANGLE D'OR

UNE AVENTURE UNIQUE JUSQU'AU  
REPAIRE D'UN ROI DE L'OPIUM

Réalisé par Catherine et Marianne LAMOUR - Jean-Jacques FLORI - Michel LAMBERTI



UGC MARBEUF (v.o.) - BILBOQUET (v.o.)  
UGC OPÉRA (v.o.) (angle Capucines/Daunou)

ELLE EST SI BELLE  
QUE PERSONNE  
NE S'ÉTAIT  
PRÉOCCUPÉ  
DE SAVOIR,  
SI,  
EN PLUS  
ELLE AVAIT  
DU  
TALENT.



**RAQUEL WELCH** **JAMES COCO**

Un film de JAMES IVORY

**WILD PARTY**



**BARRY LYNDON**

un film de  
**STANLEY KUBRICK**

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO  
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VO  
GAUMONT SUD VF  
14 h - 17 h 25 - 21 h  
HAUTEFENILLE I VO  
12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

DINER SPECTACLE  
DE LA TOUR EIFFEL

POUR LES COUCHE-TOT  
FIN DU SPECTACLE : 23 h 30  
Réservation : 551-19-59 et 44-67

REX - UGC ERMITAGE - MIRAMAR - UGC ODÉON - UGC GOBELINS - MURAT  
CLUNY ÉCOLES - CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve-St-Georges  
CARREFOUR Pantin - C2L Saint-Germain - ARGENTEUIL - LES FLANADES

## UN MERVEILLEUX FILM D'AVENTURE

Mers et Merveilles, c'est la fête.

FRANCESOIR

Un somptueux ballet, un hymne à la nature.

LE FIGARO

Beau et passionnant. Un cinéaste de génie.  
Une fois encore, bravo et merci, Commandant Cousteau.

L'AURORA

Quel travail... quelle richesse d'images,  
...qui passionnent autant les enfants et les adultes...  
j'ai beaucoup aimé pour toutes ces raisons :

"Le Voyage au bout du Monde".

Philippe Labro/RTL

On est ébloui!... LE CANARD ENCHAÎNÉ

**LE VOYAGE  
AU  
BOUT DU  
MONDE**



Distribué par GEE/C.C.F.C.

THEATRE DE GENNEVILLIERS  
41 avenue des Grésillons 92230 Gennevilliers - 793.26.30

30 NOV  
19 DEC

TORQUATO  
TASSO  
GOETHE/  
PARCOURS  
SENSIBLE N°2

PAR LA FABRIQUE DE THEATRE  
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE TOULOUSE  
DIRECTION BRUNO BAYEN  
CO-PRODUCTION AVEC LE GOETHE INSTITUT

ÉLYSÉES POINT CHAUD - GAUMONT MADELEINE - PANTHÉON -  
CAMBRONNE - ENGHEN HOLLYWOOD - BOUSSY BUXY SAINT-  
ANTOINE - LE BOURGET AVIATIC - MAISONS-ALFORT LE CLUB.



SEUL A PARIS : STUDIO LOGOS • 033-26-42

LE CHEF-D'ŒUVRE DE DINO RISI

## une vie difficile

C'est d'un comique constant - **FRANCE-SOIR**  
Sordid entre l'ivresse et les larmes est génial. Un  
jalon important dans l'œuvre de DINO RISI -  
**LE MONDE**

Un des films les plus intéressants de la rentrée  
d'automne - **LE QUOTIDIEN DE PARIS**

... L'un des meilleurs de son auteur - **LE FIGARO**

Un humour décapant une ironie proche du  
désespoir - **NOUVEL OBSERVATEUR**

... Déchirant et douloureux où l'on ne cesse de  
rire - **TELERAMA**

Un film remarquable - **L'HUMANITE**



C.N.P. Centre à Lyon, BRETEUIL à Marseille, ELDORADO à Dijon,  
UTOPIA à Avignon, et à partir du 1-12 CLUB à Grenoble.

GAUMONT AMBASSADE - MERCURY - BERLITZ - A.B.C. - CLUNY PALACE - LE BOSQUET - GAUMONT SUD - MONTPARNAISSE  
PATHE - CAMBRONNE - VICTOR-HUGO PATHE - WEPLER PATHE - GAUMONT GAMBETTA - DARCY 2 - VELIZY  
TRICYCLE Asnières - ARIEL Rueil - AVIATIC Le Bourget - PATHE Champigny - CLUB Maisons-Alfort - BELLE ÉPINE PATHE  
LE FRANÇAIS Enghien - LES FLANADES

## UN TRIOMPHE DE FUNES COLUCHE

CHRISTIAN FECHNER  
LOUIS DE FUNES  
COLUCHE



un film de CLAUDE ZIDI

PREMIER ACTE :

UGC MARBEUF (v.o.) - GRANDS AUGUSTINS (v.o.) STUDIO GALANDE (v.o.) - CALYPSO (v.o.) - LES TEMPLIERS (v.f.)



DEUXIÈME ACTE :

PARAMOUNT ÉLYSÉES (v.o.) - ST-GERMAIN STUDIO (v.o.) - ARLEQUIN (v.o.) - CINÉMONDE OPÉRA (v.f.)  
ATHENA (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.) - GAUMONT SUD (v.f.) - BIENVENUE MONTPARNAISSE (v.f.)  
CLICHY-PATHE (v.f.) - CYRANO VERSAILLES (v.f.) - ARTEL ROSNY (v.f.) - ALPHA ARGENTEUIL (v.f.)  
ARTEL NOGENT (v.f.) - ULIS ORSAY (v.f.) - EPICENTRE EPINAY (v.f.) - PARAMOUNT LA VARENNE (v.f.)  
PATHE BELLE-ÉPINE (v.f.) - PARAMOUNT ORLY (v.f.)











## CATASTROPHES

EN ANATOLIE ORIENTALE

## Le froid et la neige ralentissent les secours aux milliers de victimes du tremblement de terre

Ankara. — « Nous étions à l'intérieur de l'école, participant à une réunion avec des parents. Soudain, on a senti la terre trembler. Nous nous sommes tous précipités dehors, chacun courant vers sa maison. Moi aussi, j'ai couru, l'école de la famille, mais je n'arrive pas à la retrouver. Ma maison était complètement détruite. » Ce témoignage d'un rescapé de la catastrophe de Muradiye, arrivant à Ankara pour accompagner des blessés de sa famille évacués par avion, traduisait bien la situation.

Les travaux de déblaiement n'ont vraiment commencé que jeudi matin, le lendemain du tremblement de terre. Le nombre provisoire des morts dépasserait déjà quatre mille, et il y a des milliers de blessés, apprenant de source officielle. Çaldıran, petite bourgade de la province de Van, n'existe plus : aucun bâtiment n'a résisté à la secousse. Les victimes sont pour la plupart des enfants en bas âge. Un rescapé, absent de chez lui au moment du séisme, a perdu vingt-trois membres de sa famille — lui en vit en clan. Un pay-

De notre correspondant

san a perdu ses deux filles. Sa vieille mère s'est dégoûtée vivante après avoir passé toute la nuit entre deux portes effondrées, dans un froid glacial.

Des villages entiers ont été rayés de la carte. Ainsi, dans une petite agglomération proche de Muradiye, deux personnes seulement, sur une population de trois cents habitants, ont survécu au séisme. Mais il y a beaucoup d'endroits dont on est toujours sans nouvelles, et il reste de nombreuses maisons à fouiller.

En raison du froid intense, nombre de personnes, qui n'étaient que blessées, sont mortes gelées avant d'avoir pu être délogées. La neige, en effet, gêne la progression des sauveteurs, et de nombreuses lignes téléphoniques, coupées, n'ont encore pu être réparées.

L'exode a commencé. Plusieurs centaines de rescapés de Muradiye ont été transportés en cars à Van et sont hébergés dans les écoles. Mais beaucoup de gens ont passé

la nuit dans la zone sinistrée, sans abri, à la belle étoile, les tomes de couvertures, de vivres et de médicaments envoyées par le Croissant-Rouge n'étant pas encore arrivées. Et la terre tremble encore. Mals, jusqu'à présent, ces « répliques » n'ont pas fait de nouvelles victimes.

Le conseil des ministres turc s'est réuni à nouveau le 25 novembre afin d'arrêter les mesures à prendre en faveur des sinistrés. Le vice-premier ministre, M. Feyzioglu, et le ministre de la construction se trouvent sur place. Ils ont promis aux habitants que « l'Etat mobilisera toutes les ressources dont il dispose afin de secourir les habitants ». Plusieurs milliers de militaires de la 11<sup>e</sup> armée participent aux travaux de déblaiement.

D'autre part, on assiste à un grand mouvement spontané de solidarité nationale. A Istanbul, des milliers de volontaires se présentent depuis mercredi soir dans les centres du Croissant-Rouge pour donner leur sang. Les dons commencent à affluer sur le compte bancaire indiqué par les comités d'aide formés dans plusieurs villes de Turquie. A Antalya, tous les ouvriers d'une usine de ferromagnésie ont offert une journée de leur salaire aux victimes du séisme, alors que les grossistes des halles d'Antakya ont fait don de 50 tonnes de légumes et de fruits. Enfin, le directeur des affaires religieuses — le chef mufti du pays — a, de son côté, fait appel, jeudi soir à la télévision, à la générosité de la nation envers leurs frères en détresse.

Des secours devraient bientôt arriver de l'étranger. Déjà l'Iran, le Pakistan, les Nations unies et la Communauté économique européenne ont offert de l'aide.

## Le problème vital de la construction

La catastrophe de Muradiye pose, une fois de plus, le problème de la construction. Comme à l'habitude, à quatorze mois et dans combien d'autres séismes ? — le nombre important de victimes ne s'explique pas seulement par la violence des secousses, mais aussi, et surtout, par la mauvaise qualité de l'habitat, édifié sans tenir compte de normes anti-sismiques minimales. Dans cette région, la quasi-totalité des maisons paysannes sont construites depuis des siècles en pierres réunies par un « ciment » fait de terre mélangée à de la paille. Quelques poutrelles en bois supportent le toit, recouvert également de terre. A la campagne, point n'est besoin d'un permis de construire. Toutefois, dans les villes, on voit également que beaucoup d'habitations, pourtant construites en béton, s'effondrent ; le grand hôpital situé en plein centre de Van en est le dernier exemple.

Ainsi les experts auront beau jeu de citer, comme au lendemain de chaque catastrophe naturelle, En vain ils dénoncent les entrepreneurs sans scrupules, les carences gouvernementales : travaux symboliques de l'Institut de recherches sismologiques, lentement apportés à la construction de maisons plus conformes aux normes anti-sismiques, etc. Les dirigeants, eux aussi, pourront légitimement invoquer de leur côté le manque de crédits et aussi la résistance des paysans à l'idée de quitter leur maison ancestrale pour aller s'installer ailleurs.

Mais il est temps, affirme-t-on ici, que les dirigeants se décident enfin à arrêter une politique nationale de construction, en tenant compte des risques sismiques propres à chaque région, et à faire respecter cette politique par des mesures légales appropriées.

ARTUN UNSAL

● M. Constantin Caramanlis, premier ministre grec, s'adressant à M. Suleyman Demirel, premier ministre turc, un télégramme où il exprime « sa profonde sympathie à l'égard du désastre qui a frappé la Turquie ».

## INSTITUT

● L'Académie française a enregistré la candidature de M. Alain Peyrefitte au siège de Paul Morand. Elle a renouvelé son bureau : M. Jacques Chastenet est directeur, et M. Jean Guillemin chancelier. Les parrains de M. Félix Leclerc, qui doit être reçu le 9 décembre prochain par M. André Roussin, seront M. Maurice Schumann et René Clair.

● L'Académie des Beaux-Arts met au concours le prix international de portrait. Paul-Louis Weiller, 1877, peinture, d'un montant de 20 000 F. Inscriptions au secrétariat, 23, quai de Conti, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., jusqu'au 15 décembre 1976.

## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 26 novembre à 6 heures et le samedi 27 novembre à 24 heures :

Les hautes pressions qui protègent la France de la partie active des perturbations vont s'affaiblir en déplaçant vers le sud, permettant la pénétration sur notre pays de la dépression atlantique. Les vents des côtes européennes de l'Atlantique. Samedi, de belles éclaircies persisteront sur les régions méditerranéennes et le sud des Alpes, où les températures varieront peu. D'autre part, la limite précipitée avec des pluies de la Basses-Loire et la Vendée à la frontière belge, où les vents de sud-ouest seront assez forts. Ce passage s'accompagnera d'un peu de pluie, de neige vers 1 000 mètres en montagne, et de pluie ou de neige en plaine. Le soir, le ciel sera plus variable, avec quelques averses sur la moitié nord. Après ce passage, les températures seront assez brumeuses et parfois très nuageuses, les brouillards du matin se dissiperont au cours de la journée. Le soir, la nuit sera dans la nuit suivante, le ciel se couvrira de nouveau sur l'ensemble Ouest.

A part de faibles gelées encore possibles au lever du jour sur le sud du Bassin aquitain et en montagne, sous des éclaircies, le temps sera assez calme, tandis que le temps sera encore un peu en baisse sur nos régions septentrionales. Vendredi 26 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1012,5 millibars, soit 779,8 millimètres de mercure. Température (le premier chiffre) : à Paris, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Bordeaux, 10,4 ; à Toulouse, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,4 ; à Grenoble, 10,4 ; à Lyon, 10,4 ; à Saint-Etienne, 10,4 ; à Clermont-Ferrand, 10,4 ; à Dijon, 10,4 ; à Strasbourg, 10,4 ; à Nancy, 10,4 ; à Lille, 10,4 ; à Metz, 10,4 ; à Reims, 10,4 ; à Orléans, 10,4 ; à Nantes, 10,4 ; à Rennes, 10,4 ; à Brest, 10,4 ; à Saint-Denis, 10,4 ; à Ajaccio, 10,4 ; à Perpignan, 10,4 ; à Montpellier, 10,4 ; à Nîmes, 10,4 ; à Avignon, 10,4 ; à Marseille, 10,4 ; à Toulon, 10,4 ; à Nice, 10,4 ; à Cannes, 10,4 ; à Antibes, 10,4 ; à Grasse, 10,4 ; à Valence, 10,



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	29,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	29,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**SERI RENAULT ENGINEERING**  
recherche

**un conseiller commercial de haut niveau**

pour sa division ORGANISATION AMENAGEMENT

- Le candidat aura une formation supérieure et une expérience indispensable de plusieurs années dans des sociétés de services d'ingénierie, au plan de la vente d'études ou de conseil.
- Son action devra s'exercer auprès de responsables industriels et porter sur la stratégie même de l'entreprise (technique économique, humaine).
- Il travaillera en collaboration avec une équipe de techniciens avec laquelle il devra définir une politique de produits.
- Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire et celle d'une autre langue sera un atout supplémentaire.
- La rémunération proposée tient compte de la valeur du candidat et des exigences ci-dessus énoncées.

Ecrire avec C.V. détaillé manuscrit, photo, références et prétentions au Service du personnel de la SERI - B.P. 19  
2, av. du Val d'Arcy  
78390 Bois d'Arcy

**SERI**  
RENAULT ENGINEERING

## offres d'emploi

## représentation offres

VOUS AVEZ DES CONNAISSANCES PRATIQUES de la PHOTOGRAPHIE

Vous aimez les contacts humains et la négociation

Vous êtes VENDEUR

**UN GROUPE INTERNATIONAL**

fabriquant une large gamme de produits photographiques

vous offre 1 poste de

**REPRESENTANT EXCLUSIF**

**SUR SECTEUR :**  
Partiel PARIS, Nord et Est de la France

Pour prospection et vente de la gamme aux Professionnels et Industriels.

Résidence préférentielle proche PARIS, sur secteur.

Formation complémentaire.  
Rémunération intéressante.  
10 mois.  
Position cadre.  
Frais de déplacements.

Env. curriculaire, lettre manuscrite et photo à :  
HAYAS LYON sous le n° 1702, qui transmettra.

## demandes d'emploi

**CHEFS D'ENTREPRISE**

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

**RESPONSABLE ACHATS APPROVISIONNEMENTS** - Expér. secteur biens d'équipement industriels - Organisation, gestion service achats - Négociat. sous-traitants, fournisseurs.

**RECHERCHEUR** : poste similaire ou technico-commercial - Paris - Région parisienne (section B).

**DIRECTEUR SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIERE** - Formation CFA - STAGE et CPO - ex-secrétaire général société industrielle.

**RECHERCHEUR** : poste à responsabilité - Direct. personnel - Gestion administration contrôle budgétaire - bâtiment, industrie, énergie (section A).

**ORGANISATEUR INFORMATIQUE** - 40 ans - EOST-TESTO - 15 ans expér. constructeurs et sociétés de services - Assistance et démarrage ordinateurs temps réel - Formation et animation de groupe conseils, marchés mini-informatique.

**RECHERCHEUR** : de préférence poste ingénieur commercial (section B).

**CADRE FEMME** - DUT option personnel longue expér. commerciale gestion administrative et fonction personnel.

**RECHERCHEUR** : poste responsabilité (section B).

s'adresser à : **ANPE**  
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS  
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

**TRÈS IMPTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**  
recherche

pour sa Filiale Française (secteur produits chimiques)

**ATTACHÉS COMMERCIAUX**

- basée région parisienne ;
- si possible déjà introduits auprès des utilisateurs de produits chimiques et matières plastiques.

Mission :

- renforcer les relations commerciales existant en France et au Benelux et en créer de nouvelles. Réaliser les objectifs commerciaux définis entre la Direction française et l'équipe de vente.

Il est offert de très larges possibilités d'avancer dans une filiale en forte expansion constante.

Envoyer C.V. et prétentions à :  
SOFAC - 41, rue Vbry, 92521 NEUILLY-SUR-SEINE, Cedex, tél. 141 501, ou téléc. 804-21-50, poste 227.  
DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

**radar géant**

RECHERCHE

**UN COMPTABLE-CONTRÔLEUR ITINÉRANT**

Diplôme exigé :  
- DECS ou équivalent.

Qualités recherchées :  
- Sens de l'organisation.  
- Goût du contact humain.  
- Dynamisme.

Ecrire sous référence AB-84043 avec CV, prétentions, téléphone et photo (retournée) à :  
**radar**  
11, avenue de la Division Leclerc  
94230 CACHAN  
Discretion assurée

## proposit.com. capitaux

VOUS VOULEZ DIFFUSER

**A TOULOUSE**

Nouveaux articles, objets, créations diverses, ou être représenté par **BOUTIQUE A VOTRE NOM.**

Nous tenons une galerie d'art centre ville, et envisageons de **CHANGER D'ORIENTATION.**

Échangeons les propositions de vos domaines, sous tous formes, avec attention - Ecr. Patrick Raynaud, 15, quai P.-Dourmer, 31000 COURBEVOIE.

Part. ch. capital, hypoth. 1er rang, aff. industriel, S.O.G.A., S.A.  
Téléph. : (01) 26-01-46

## cours et leçons

**MATH.** Rattrap. par prof. exp. Maitre au point votre ANGLAIS, solutions personnalisées, cours particuliers ou petits groupes. Horaires souples. Professeurs de langue maternelle - T. 500-15-53

**occasions**

**SEAUX LIVRES**  
Achat comptant à domicile le plus haut **MER. 26-73**

## enseignement

**L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES**

Cours intensifs à tous les niveaux. Date d'entrée en cours au choix de l'étudiant. Laboratoire de langues : service d'aide au logement. Cours de Secrétariat (3 trimestres). COURS D'ENFANT LONDRES, NORWICH, SUSSEX. READING et BIRMINGHAM.

Ecrire à L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.)  
28-32, Oxford Street, London, W 1 A 4DT.

**IMPORTANT GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER**  
recherche

**JURISTE**

Docteur ou Licencié en Droit ayant une parfaite maîtrise de l'anglais in, écrit et parlé.

Le poste conviendrait à un jeune juriste qui aura à compléter sa formation dans le domaine du droit des affaires. Il exercera son activité au sein d'une équipe de juristes d'entreprise qu'il sera plus particulièrement appelé à assister dans le traitement des dossiers étrangers.

Envoyer C.V., lettre man. et photo sous la réf. C 302 à Citations Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE  
ouvre une inscription pour un poste de

**PROFESSEUR EXTRAORDINAIRE DE PHILOSOPHIE**

Une attention particulière sera portée aux candidats ayant consacré leurs recherches et leurs travaux à la philosophie antique et/ou à l'étude de la pensée et des problèmes contemporains. Il s'agit d'un poste à temps complet. Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> octobre 1977. Les candidats sont priés de faire valoir leurs titres avant le 15 janvier 1977 auprès du secrétariat de la Faculté des lettres, Université 1211 Genève 4, auquel ils peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

**automobiles automobiles**

**ALFA ROMEO**

Exposition - Essais, vente - Crédit-leasing  
Mécanique, carrosserie - Pièces détachées

**SFAM-France**

23 bd de Courcelles - 75008 Paris - Tél. 292 02 50  
40 ter av. de Suffren - 75015 Paris - Tél. 734 09 35

**emploi régionaux**

Un important chantier de Construction Navale implanté sur le littoral Nord de la France recherche un

**INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN**

(débutant ou ayant quelques années d'expérience).

Le candidat retenu aura pour fonction d'assurer la conduite du montage et des essais des installations du compartiment machines des navires construits par la société.

Le poste est particulièrement attractif en raison de la variété des problèmes qu'il a à résoudre son titulaire, et il implique un esprit d'initiative, un sens de l'organisation et de la méthode, joints à une autorité naturelle.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait en outre appréciée.

La rémunération sera fonction du degré de qualification et de l'expérience antérieure acquise par le candidat.

Nécessité d'habiter Dunkerque.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser une lettre manuscrite de candidature et curriculum vitae détaillé à :

AL le Chef du Personnel  
**CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE**  
Boite Postale 1503, 58301 DUNKERQUE CEDEX.

**A TAHITI**  
Pour grand magasin (logement assuré)  
**SALAIRE IMPORTANT**

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
Libre de suite  
Ayant expérience réseau de Commerce pour vente particuliers particuliers, et divers ménages. Sér. réf. vérifiables exigées. Ecrire avec C.V. : BAHON, 52, rue Sedaine - 75011 PARIS  
Tél. : 700-04-43

**SOCIÉTÉ DE PRESTIGE QUARTIER TROCADERO rech.**

**HOTELIER STANDARDISTE**  
habitué contacts humains, possédant physique agréable, bonne éducation, rapide, capable initiatrice. Ecr. av. C.V. + photo + prêt. à M. MULLER, 10, rue Schœffer, 92016 Paris, qui trans. RÉPONSE ASSURÉE

**BILIGUËRIE 1<sup>re</sup> cherche**  
**DEBUTANTE MI-TEMPS**, même débutante.  
Téléph. 22-64-74

Importante société d'expertise comptable spécialisée dans l'AUDIT et études financières, recherche

**EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES**

- Libres rapidement
- Formation B.E.C. / E.S.C. / I.E.P. / ESSEC

Conditions impératives : DECS complet, libérés D.M., pas moins de 2 ans d'expérience confirmée dans firme d'AUDIT ou à l'I.E.P. / I.E.P. / Direction comptable ou AUDIT interne). Les candidatures ne remplissant pas ces conditions ne seront pas examinées.

Ecrire avec C.V. et photo à :  
B. E. E. C.  
12, rue Marguerite, 75017 Paris.

**ASSOCIATION recherche DIRECTEURS**

**COLONIES DE VACANCES**  
vendeur et comptable. Réf. exigées. V.C. de plaques, zone PARIS ou JUILLET et août. Téléph. C.J.H. : 975-41-41

Centre proies, rech de suite institut ayant bac ou CAP, av. déjà une solide expér. Logement et cant. assur. Env. lett. manuscrite à : C.F.P. S.P. 15, 78450 VILLEPREUX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
proche banlieue Nord-Ouest recherche

**CADRE**

Format. L. (Droit, Scienc. Econ.)  
- Il devra avoir la pratique de la négociation et de la rédaction des contrats de vente de biens d'équipement, à l'export, et il parlera couramment anglais et si possible espagnol.  
Ecr. av. C.V., photo, prêt. sous réf. 301, à M. MULLER, 10, rue Schœffer, 92016 Paris, qui trans. Réponse assurée.

**secrétaires**

**de direction**

**STE IMMOBILIERE RECH.**

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION**

PROFIL : 30 ans min., catholique, capable initiative, méthodique, rapide, exact, présentation en éducation, consciencieuse, dynamique et anglaise soignée. Habitude contacts téléphon. Libre rapid. Ecr. av. C.V. + photo + prêt. à M. MULLER, 10, rue Schœffer, 92016 PARIS qui tr. RÉPONSE ASSURÉE.

**SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS**  
à recrutement recherche

**SECRÉTAIRE**

Bonne présentation, consciencieuse, notions anglais et comptables, très appréciées. Expérience de plusieurs années. Libre de suite. Tickets restaurant.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à n° 86-337, CONTESTE PUBLIQUE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup> 41

**MATTEI**

Le moins cher des grands loueurs

Tarif 1976 :

	La Journée	÷ le km
FIAT 127	39,60	0,30
RENAULT 5 TL		
PEUGEOT 104 GL	40,80	0,36
SIMCA 1100 ES		
FIAT 131 S - SIMCA 1307 S	46,80	0,39
RENAULT 12 Break		
FIAT 132 GLS Bte Aut. et Radio	50,40	0,45
PEUGEOT 504 GL ou Break		
RENAULT 4 Four. 350 kg	44,40	0,26
ESTAFETTE 1000 kg	64,80	0,35
FIAT 1000 kg		
PEUGEOT J 1800 kg	80,40	0,41
ESTAFETTE Alouette 7/8 pl.		

prix T.T.C.

**Comparez ...**

★ Tarif LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

PARIS : 297, Rue de BERCY (12<sup>e</sup>) 240.11.50  
108, Bd DIDOT (12<sup>e</sup>) 628.27.50  
107, Rue ORFÈVRE (18<sup>e</sup>) 476.37.90

LYON : 178, 77.83.95 • NICE : (93) 87 14 30

HAUSSE : (91) 79.70.10

80 AGENCES EN FRANCE

**VENDS COUPÉ JAGUAR XJ6**

4,2 l 1976 - Blanc  
Parfait état : 68.000 francs

CAEN, EDEN GARAGE - Tél. 84-48-30 (16-31)

**travaux à façon**

**GROUPEMENT D'ARTISANS H.O.**  
POUR TRAVAUX AMÉNAGEMENT, appareils, magasins, surélévation, chantiers, DÉLAI GARANTI. Noms réf. : DEVIS GRATUIT. Tél. : 727-74-47

**travail à domicile**

**Demande**

**JEUNE FEMME**  
très bonne dactylo recherche  
Travaux à domicile pour femme mariée.  
Tél. : 323-44-44 (Poste 300) de 19 h 30 à 0 h

**LANCIA AUTOBANCHI**  
GARANTIE 2 ans ou 50 000 km  
11 rue Michel PARIS 5<sup>e</sup>  
236.38.35

**BMW**  
EX. 11 76, 2<sup>e</sup> rue de la République  
43 rue Desnouettes 533-04-95

**propositions diverses**

Scrivani & Courtois - rech. écrit. ou journal de gauche pr voyage et report contradictoires 5 sem. en URSS (166 77), sous traits avancés. Droits d'auteurs barbares. Téléph. : 287-53-46











## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

## LA MISE EN LIGNE DE L'AIRBUS

## Air Inter change de dimension

M. Robert Vergnaud, président d'Air Inter, a présenté jeudi 25 novembre, au cours d'un vol inaugural, le premier Airbus dont la compagnie intérieure vient de prendre livraison et qu'elle compte mettre en service, le lundi 29 novembre, sur la ligne Paris-Marseille.

M. Vergnaud est « un peu fier » de la bonne tenue d'Air Inter, qu'il illustre la mise en exploitation de son premier Airbus. Cette année, la compagnie intérieure aura transporté 5 millions de passagers — soit une augmentation de 12,3% par rapport à 1975 — et escompte 18 000 tonnes de fret : son trafic charlier a progressé de 20%.

M. Vergnaud est « un peu fier » de la bonne tenue d'Air Inter, qu'il illustre la mise en exploitation de son premier Airbus. Cette année, la compagnie intérieure aura transporté 5 millions de passagers — soit une augmentation de 12,3% par rapport à 1975 — et escompte 18 000 tonnes de fret : son trafic charlier a progressé de 20%.

M. Vergnaud est « un peu fier » de la bonne tenue d'Air Inter, qu'il illustre la mise en exploitation de son premier Airbus. Cette année, la compagnie intérieure aura transporté 5 millions de passagers — soit une augmentation de 12,3% par rapport à 1975 — et escompte 18 000 tonnes de fret : son trafic charlier a progressé de 20%.

placera donc soit deux Mercure, soit un Mercure et une Caravelle.

Cela dit, l'acquisition d'avions gros-porteurs a ses limites. « À l'horizon 1985, nous aurons tout au plus besoin de cinq Airbus », contient les responsables d'Air Inter. Pour la compagnie intérieure, la politique de fréquence restera la règle, la politique de capacité, l'exception. Le meilleur service qu'elle puisse offrir à sa clientèle, n'est-il pas de lui proposer un large choix d'horaires ? L'encombrement du ciel français n'est pas tel qu'il faille renoncer à multiplier les vols, d'autant qu'au départ de Paris, il est possible de « jouer » sur deux aéroports : Orly et Roissy.

Aux États-Unis, sur des lignes courtes — une heure de trajet — comme New-York-Washington ou Los Angeles-San Francisco, les compagnies américaines exploitent, pour l'essentiel, des avions de capacité moyenne, notamment le Boeing-737 ou le DC-8 et offrent à leurs passagers une sorte de « dessert cadencé ».

Cette politique n'est pas transposable chez nous, expliquent les dirigeants d'Air Inter. Aux États-Unis, le trafic, bien étalé sur toute la journée, permet de créer une telle desserte. En France, il y a un trafic de pointe le matin et le soir, à la longue impossible à digérer sans la suppression d'une fréquence n'est pas vraiment un handicap pour notre clientèle.

L'idéal serait d'en rester à une politique de fréquence. Les infrastructures aéroportuaires le permettent aisément. Mais une telle politique est coûteuse. Air Inter ne se sent pas suffisamment solide pour s'y tenir. L'achat de l'Airbus est une mesure d'économie.

JACQUES DE BARRIN.

## TRANSPORTS

● LE METRO ET LA SECURITE. Après la collision dans le métro au cours de laquelle trente-trois personnes ont été blessées le 24 novembre, la C.G.T. met en cause les modifications de la réglementation de sécurité intervenues ces dernières années : « La suppression massive d'emplois

tant sur les trains qu'en station, le processus de déqualification des employés, ont conduit la direction de la R.A.T.P. à modifier les textes et les règlements qui existaient de telle sorte que les notions de sécurité ne sont plus aussi strictes », déclare le syndicat dans un communiqué.

## Saudia: 6 vols hebdomadaires vers l'Arabie Saoudite.



Vols sur les appareils les plus modernes : TriStar, Boeing 707, "new look" au départ de Paris/Charles-de-Gaulle

	LUNDI	MER.	VENDREDI	SAMEDI
	SV 772 MIXTE	SV 668 CARGO	SV 772 MIXTE	SV 664 MIXTE
PARIS (PAR)	B707C 11.30 (CDG)	B707C 11.30 (CDG)	B707C 11.30 (CDG)	B707C 11.30 (CDG)
GENEVE (GVE)	A 14.20	A 14.20	A 14.20	A 14.20
ROME (FDO)	A 15.35	A 15.35	A 15.35	A 15.35
DIJON (DIO)	A 15.35	A 15.35	A 15.35	A 15.35
RIVAY (RIV)	A 21.35	A 21.35	A 21.35	A 21.35
DHAHRAN (DHA)	A 23.00	A 23.00	A 23.00	A 23.00
RIVAY (RIV)	A 01.30	A 01.30	A 01.30	A 01.30
DHAHRAN (DHA)	A 03.25	A 03.25	A 03.25	A 03.25
RIVAY (RIV)	A 04.15	A 04.15	A 04.15	A 04.15
DIJON (DIO)	A 06.00	A 06.00	A 06.00	A 06.00
ROME (FDO)	A 07.20	A 07.20	A 07.20	A 07.20
GENEVE (GVE)	A 07.20	A 07.20	A 07.20	A 07.20

Valable jusqu'au 21 Mai 1977

Heure locale

Consultez votre Agent de Voyages, votre transitaire ou Saudia Informations et réservations passagers : 55 Avenue George-V 75008 Paris Tél. 730.68.20 (jonctions multiples) - Tél. 630.067 (réservations) - Tél. 862.39.54 - Tél. 691.5152

**saudia**  
SAUDIAN ARABIAN AIRLINES

Votre expansion au rythme de nos jets dans tout le Moyen-Orient.

## Nord-Pas-de-Calais

## Un nouveau plan gouvernemental pour favoriser la conversion industrielle

Le comité interministériel d'aménagement du territoire se réunit ce vendredi 26 novembre sous la présidence de M. Raymond Barre. Le gouvernement doit approuver deux contrats de pays : ceux de Bellac (Haute-Vienne) et de Saint-Flour (Cantal). D'autre part, neuf contrats signés avec des villes moyennes devraient être rendus publics. Il s'agit de Carcassonne, Carpen-tras, Morlaix, Libourne, Orange, Douai, Lez, Tournai et Reims. Une communication sera présentée au gouvernement sur l'aménagement du plateau de Valbonne, situé entre Nice et Antibes,

où s'installent progressivement des centres de recherche et des activités tertiaires de haut niveau. Enfin la mission d'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon présentera son rapport annuel.

Mais le dossier le plus consistant du comité sera la mise au point d'un programme de développement du Nord-Pas-de-Calais. Le gouvernement arrêtera des mesures et des dispositions financières pour assurer la conversion industrielle, développer les infrastructures et améliorer le cadre de vie.

## De notre correspondant

Il est probable que le bureau de l'assemblée régionale sera réuni par M. Raymond Barre avant la réunion du conseil des ministres.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. dans le communiqué adressé à une journée d'action, affirment : « Le conseil des

ministres vient à Lille au moment où le gouvernement et le C.N.P.F. agissent ensemble pour imposer l'autorité aux travailleurs, à travers la situation de l'emploi en accélérant les licenciements. Cela se traduit par quatre-vingt-dix mille chômeurs dans le Nord-Pas-de-Calais, dont plus de 50 % ont moins de vingt-cinq ans. »

GEORGES SUEUR.

## Aquitaine

## Un débat sur France-Inter

## Faut-il créer un département basque ?

Faut-il créer autour de Bayonne un nouveau département ? Cette circoscription administrative permettrait-elle à l'Aquitaine de mieux résister à la concurrence espagnole lorsque Madrid sera un partenaire à part entière du marché commun ? Tel était le thème essentiel de l'émission de France-Inter, organisée par Jean-Claude Mangeot et Bernard Segarra, jeudi 25 novembre, à Pau.

Pour M. André Labarrère, député socialiste, maire de Pau, qui a annoncé officiellement qu'il serait le candidat de la gauche en janvier prochain à la présidence du conseil régional contre M. Chaban-Delmas et qui va entreprendre une campagne électorale de porte à porte auprès de chaque conseiller régional — un département basque ne serait pas viable. « Il faudrait prendre une décision à l'Assemblée nationale », répliqua M. Labarrère, qui se dit prêt à accueillir dans sa ville une réunion de l'I.E.N. « puis que l'Assemblée bien que vicieuse M. Le Pen. »

En revanche, pour les Français en général, le Pays basque français est tenu pour une contrée éloignée, touristique, folklorique et marginale », remarqua M. Saint-Martin. Mais est-ce un handicap ou une nouveauté administrative qu'on règlera au fond le problème politique ? L'exemple de la Corse est là pour inciter à être sceptique.

« Rien n'est résolu du problème basque, au contraire tout commence », répliqua M. Labarrère, qui se dit prêt à accueillir dans sa ville une réunion de l'I.E.N. « puis que l'Assemblée bien que vicieuse M. Le Pen. »

« Toutefois, Pau a toujours tourné le dos à l'Espagne, ce qui n'est pas du tout le cas de Bayonne où ce qui explique nos approches différentes », ajoute M. Labarrère. Pau est jumelée avec Saragosse, et la jeune chambre économique de Pau va essayer de redonner vie aux relations entre l'Aragon et le Béarn, qui se sont passablement dégradées ces derniers mois. « D'accord », dit M. Labarrère, mais il ne faut pas attendre grand-chose du cinéma de ces jumelages rassemblant des notables qui n'ont rien à se dire que des banalités. »

FRANÇOIS GROSCHARD.

## Paris

## LES DISCUSSIONS BUDGÉTAIRES

## La capitale se dépeuple; ses charges s'accroissent; les impôts augmentent

M. Christian de La Malène (U.D.R.), rapporteur général du budget de la Ville de Paris, a présenté, jeudi 25 novembre, aux conseillers de Paris, les grandes orientations du budget de fonctionnement de la capitale pour 1977.

Ce budget s'élèvera à 7 milliards 497 millions de francs, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1976. Les crédits pour le personnel augmentent notamment de 14,5 %. Mais M. de La Malène a surtout insisté sur la participation de la ville au déficit des transports en commun estimé à 495 millions (R.A.T.P. 413 millions, S.N.C.F. 82 millions) et aux dépenses de police qui s'élèveront à 822 millions, soit une majoration de 14 % par rapport à l'année dernière.

Alors que le rapporteur général parlait du budget de fonctionnement, l'opposition a surtout critiqué le « budget d'investissement ». Dialogue de sourds. Mme Christiane Schwarzbard (communiste) a déclaré : « Ce qui importe, ce n'est pas de faire des promesses aux Parisiens, mais de les informer des crédits qui seront décaissés pour permettre, en 1977, l'exécution des réalisations déjà programmées. » M. Daniel Benassy (socialiste) a mis en cause la gestion de la ville de Paris, « ville qui vieillit et s'embourgeoise, dans laquelle cinquante mille personnes attendent un logement. »

La discussion budgétaire se terminera au mois de décembre. L'adoption de ce budget — le budget du maire, qui sera élu en mars prochain — sera difficile. Les édiles parisiens contestent, en effet, leur participation aux dépenses de police. « Je ferai des observations à ce sujet lors des prochaines discussions budgétaires », a déclaré M. de



## Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p.

à partir de FS 68 000.—

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA

CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

● Nom Prénom

● Lieu/No postal

● Tél. privé Tél. prof.

سكا من الامل



## LA VIE ÉCONOMIQUE

## AGRICULTURE

## Les responsables des Comités d'action viticoles annoncent une reprise des « contrôles » des importations

Les vignerons de l'Hérault et de l'Aude ont manifesté, jeudi 25 novembre, leur soutien à M. Michel Romani, porte-parole du Comité régional d'action viticole (CRAV), qui était alors entendu par le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse (Ain) à propos de menaces de mort contre un négociant en vins, M. Ramel.

Après avoir été entendu par le juge, M. Romani a échangé quelques propos avec M. Pierre Ramel, le négociant en vins dont les chais ont été saccagés, l'un et l'autre ayant soutenu, d'après l'A.P.P., l'apaisement.

Pendant l'audience les viticulteurs de l'Hérault ont marqué leur solidarité avec le porte-parole du CRAV. Ils se sont rassemblés dans les chais pour couvrir les responsables cantonniers faire le point de la situation viticole et critiquer notamment la réduction des montants compensatoires (tasse) sur les importations italiennes, réduction qui pourrait favoriser une reprise des achats de vins en Italie.

Notre correspondant de Carcassonne nous a indiqué, de son côté, que huit cents à mille viticulteurs audeois se sont rassemblés jeudi après-midi sous les halles de la ville. « Nous devons être mobilisés dès que l'un des nôtres se trouve

dans de telles conditions », a déclaré à cette occasion M. André Cases, leader du comité d'action viticole audeois. Il a ajouté : « Il ne faut pas toucher un cheveu de Michel Romani ». Au sujet des importations, un autre dirigeant déclare que les contrôles d'importations allaient reprendre : « Le vin d'Italie va couler sur les routes du Midi ».

M. Albert Teissie, inculpé d'homicide volontaire après la fusillade de Montredon, le 5 mars dernier, est convoqué chez le juge d'instruction de Narbonne le 2 décembre. De son côté, M. Pierre Ramel — la ravage de ses chais a été à l'origine des événements tragiques — a été relaxé, jeudi 25 novembre, par la cour d'appel de Lyon des poursuites engagées contre lui pour manipulation illicite de vins d'Algérie. La cour a ainsi confirmé le jugement rendu par le tribunal de Bourg-en-Bresse.

## Les éleveurs protestent contre la prochaine reprise des importations de bovins dans la C.E.E.

La Commission du Marché commun qui envisage de lever le 1<sup>er</sup> avril 1977 la clause de sauvegarde qui interdit les importations de viande bovine dans la C.E.E. est désapprouvée par les éleveurs français.

Depuis la mise en vigueur de cette clause en 1974, les impor-

LA DIVISION PHYTOSANITAIRE DU GROUPE REON-POULENC va être entièrement regroupée dans la région lyonnaise, où elle dispose déjà d'un solide moyen d'activités. Cette opération conduira au transfert de tous les services centraux actuellement implantés en région parisienne, où deux cents personnes sont employées ainsi que tous les moyens de recherche de la division. Elle durera deux ans.

tations de viande bovine de la C.E.E. étaient tombées d'un million de tonnes à environ 250 000 tonnes annuellement. Les prix à la production atteignent actuellement 98 % du prix d'orientation sur le marché français, où ils sont les plus élevés de la C.E.E.

Les pays exportateurs (Amérique latine et Europe de l'Est) ont déjà exprimé la crainte que la modification du système des prélèvements à l'importation (le Monde du 26 novembre), qui remplacera la clause de sauvegarde, soit une nouvelle forme de protectionnisme.

Estimant de son côté que « l'élevage bovin n'est pas encore sorti d'une crise qui dure depuis trois ans et est encore aggravée par les conséquences de la sécheresse », la Fédération nationale bovine demande que le système de protection reste en place « tant que les éleveurs ne sont pas assurés de percevoir en moyenne un prix moyen au moins égal au prix d'orientation ».

## La légende vigneronne

(Suite de la première page.)

Un tel homme a tout pour être heureux : « Ma terre est bonne, mes vignes soignées. Je n'étais ni trop gros ni trop petit viticulteur. Je tenais parfaitement ma gestion et mon exploitation. Pourtant il ne l'est pas. Le monde bien ordonné autour des coteaux change. Le vin se vend mal, concurrence d'abord par celui d'Algérie, ensuite par celui de l'Italie, et bientôt par celui de la Grèce et de l'Espagne. Les vendangeurs ne sont plus aussi consciencieux qu'autrefois. La gestion de l'exploitation occupe de plus en plus de temps et il faut se préoccuper du matériel, des emprunts, du loyer de la terre. Le rythme lent des saisons fait place à celui, infernal, des traites et des ogies. Emmanuel conte cette longue agonie de la vigne méridionale, les négociations avec les pouvoirs publics, les promesses bafouées des ministres, les importations massives et frauduleuses. Il explique le lent progrès des démons de la violence qui saisissent les vignerons. C'est le colère de l'homme de la terre auquel on arrache la vigne, auquel on suce le sang, auquel on viole l'épouse.

Lui, l'homme de droite, élevé dans la rigueur de l'orthodoxie catholique, foncièrement conservateur, écœuré par les débordements de mai 1968, n'espère plus qu'en cheminant vers la gauche : il faudra adopter le droit de propriété, il faudra organiser la production dans le cadre de véritables offices, il faudra mettre au pas un négociant uniquement préoccupé de ses intérêts financiers, il faudra arracher l'Europe aux griffes du capitalisme officier, il faudra redonner à l'homme sa dignité.

Cet itinéraire, Emmanuel ne le suit pas sans hésitations, sans tourments. Souvent il utilise la parabole pour présenter une expérience : la ferme de l'Aumerade, les deux jolies militantes occitanes

et gauchistes, le vigneron des Corbières cheu et sage, sont tout droit sortis de son imagination pour faire des portraits idéaux des hommes et des situations.

Le récit y gagne en plastique. Mais ce tissu de vrai et de vraisemblable est souvent rigoureux, irritant, souvent ample jusqu'à masquer le vrai. Ce qui écrit si joliment Emmanuel, c'est une légende — comme celle du Petasson — que se fabrique petit à petit le Midi, en « brochant » chaque fois un peu plus sur une histoire ressassée. Simoni de Montfort et les touristes envahisseurs de Hollande, d'Alsace ou d'Alsace au nord. Le vin naturel et les pinardiers traqués. La violence et les « filas » prétoires de la capitale. Ce sont des voiles d'une réalité historique et économique trop souvent oubliées. La vocation pinardière du Midi coïncide avec un stade de développement industriel du pays : le Midi a fourni un « aliment » nourrissant et obéissant au projet urbain. Les choses ont changé. Cette « vocation viticole » n'est plus aussi évidente. Le reconnaître, ce serait accepter le changement.

Mais Emmanuel préfère la légende toute peuplée de gentils dirigeants professionnels bien honnêtes, de braves viticulteurs un peu soupe au lait mais pas méchants et de technocrates assoiffés de pouvoir, de ministres impuissants, incapables ou menteurs. Il fuit le réel jusqu'à oublier le nom des dirigeants des comités d'actions viticoles qui ont eu de lourdes responsabilités dans les événements tragiques de mars dernier. Si le Midi viticole se connaît vraiment dans ces trop belles « Vendanges amères », alors il y aura d'autres morts, sur d'autres talus que celui de Montredon.

ALAIN GIRAUD.

\* J.-P. Ramsay, éd., 28 F.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 jours	4 1/4 5 1/4	4 1/4 5 1/4	3 3/4 4 3/4
1 mois	4 1/4 5 1/4	4 1/4 5 1/4	3 1/2 4 1/2
3 mois	4 1/4 5 1/4	4 1/4 5 1/4	2 1/2 3 1/2
6 mois	4 1/4 5 1/4	4 1/4 5 1/4	2 1/2 3 1/2

## INFORMATIQUE

## Des négociations sont en cours pour un rapprochement entre Natel et G.S.I.

De notre correspondant

Lyon. — Le groupe Natel, filiale de la B.N.P. formée de trois sociétés de services informatiques (G.S.I., N.S.I., S.I.A.S.), employant mille cent personnes dans vingt-cinq centres, passera-t-il sous le contrôle de G.S.I. (Groupe de services informatiques) avant la fin de l'année ? La section C.F.D.T. de Natel croit pouvoir affirmer qu'un accord est intervenu entre les deux sociétés, plaçant Natel sous le contrôle de G.S.I. Cette société est contrôlée par la C.G.E. (majoritaire avec 55 % du capital), la Société générale et le Crédit commercial de France. Selon un responsable C.F.D.T. « la direction refuserait de confirmer l'information afin de mener à son terme l'opération de licenciements qu'elle a engagée au début de l'été ».

À la fin de juin dernier, la

direction de Natel avait informé le comité central interentreprises du licenciement de vingt-sept personnes, dont vingt-deux pour le seul centre de Lyon. Constatant que « la quasi-totalité des licenciés étaient des prévoyants, syndiqués ou délégués C.F.D.T. », cette organisation a considéré la décision de la direction du groupe Natel comme une réponse à la grève qu'elle avait déclenchée en février-mars derniers pour obtenir une revalorisation des salaires et de meilleures conditions de travail.

Stimulée par le refus du comité central interentreprises puis à celui de la direction départementale du travail, la direction de Natel a introduit au début du mois de septembre un recours auprès du ministre du travail pour obtenir l'autorisation de se séparer de dix-neuf salariés de Lyon, toujours hostiles à un départ volontaire. — P. E.

La B.N.P. a effectivement décidé, depuis un an environ, d'associer Natel à un « partenariat industriel ». Des conversations engagées au début de 1976 avec le groupe Thomson n'ont pas abouti. Si les négociations sont bien en cours entre Natel et G.S.I., elles n'ont pas débouché pour le moment sur un accord.]

## LE MALHEUR DES UNK...

« I.R.M.-France poursuivra en 1977 sa politique d'embauche, principalement pour ses divisions commerciales, l'adique un commercial de la société, qui précise qu'à la fin de 1976 plus de deux cent cinquante personnes auront été embauchées contre cent cinquante en 1975.

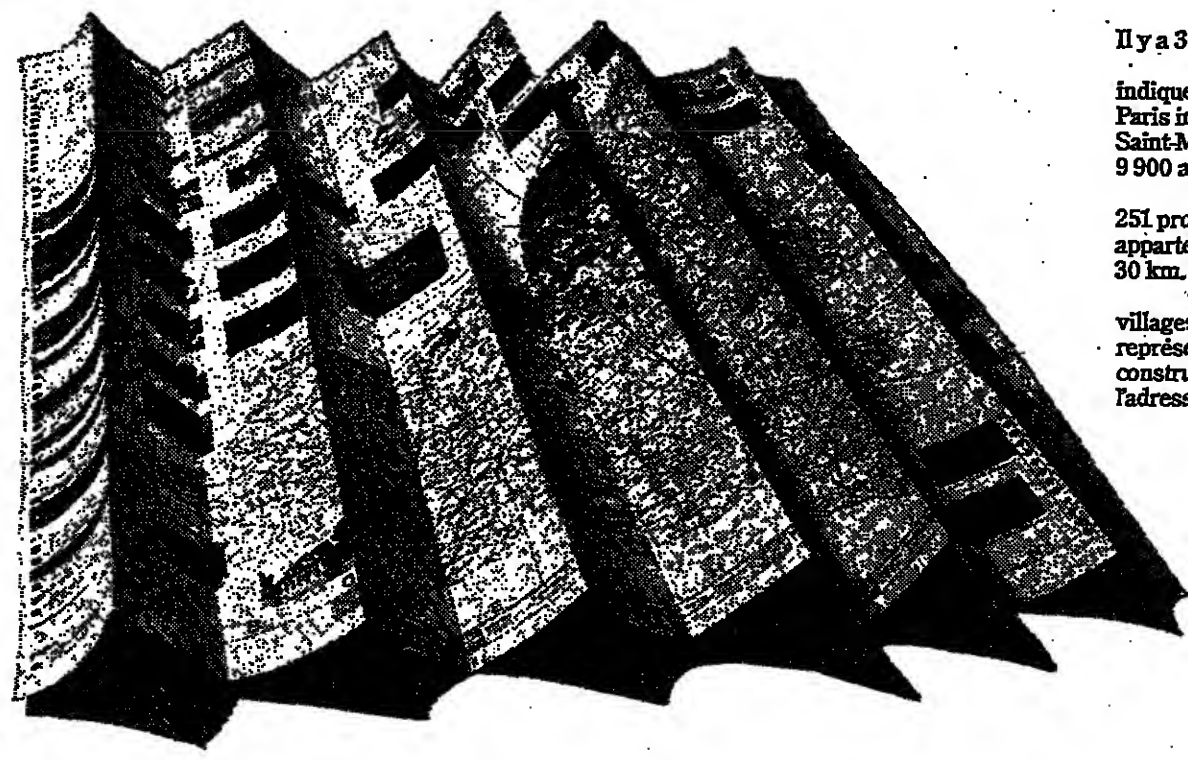
Le bonheur des uns se construit souvent sur le malheur des autres. I.R.M. embauche : les effectifs des secteurs de la C.E.E. non fusionnés avec Honeywell-Bulle diminuent. Cela est vrai pour le centre de Vélizy, mais aussi et surtout pour l'usine de Toulouse, l'une des plus modernes d'Europe. Cette unité, qui constituait le plus beau fleuron de l'ex-C.I.L. compte pour employer au moins deux mille personnes, toutes au ralenti.

Il y a longtemps que les intentions et les personnes ayant des contrats à durée déterminée sont partis. Depuis quelques mois, la direction (qui relève du groupe Thomson) a incité à la personne à chercher du travail ailleurs. Les équipes de chercheurs sont démantelées. On a déjà enregistré cent cinquante départs volontaires (cadres et techniciens notamment). Sur les panneaux d'affichage, à l'intérieur de l'usine, des offres d'emploi ont fait leur apparition. Elles émanent... d'I.R.M. — J.-M. Q.

ALLEMAGNE : I.R.M. DÉTIENT 56,5 % DU PARC D'ORDINATEURS. — La République fédérale d'Allemagne comptait en juillet cent cinq mille trois cents ordinateurs, représentant une valeur globale de 27,5 milliards de Deutschmarks (55 milliards de francs, dont 4,2 milliards de Deutschmarks pour les calculateurs). I.R.M. détient 56,5 % du parc (en valeur) des grands et moyens ordinateurs, devant Siemens (18,4 %) et Univac (7,2 %). Sur le marché des mini-ordinateurs, Siemens est en tête, avec 34,4 % devant A.B.G.-Telefunken (18,1 %) et Digital Equipment (13,5 %). Nixdorf représente 33 % du marché des calculateurs, devant Philips (12,5 %) et Siemens (12,1 %). — (A.P.F.)

FIAT A AUGMENTÉ SES PRIX DE 5 % EN MOYENNE, LE 25 NOVEMBRE. C'est la quatrième hausse depuis le début de 1976 en Italie. — (U.P.)

## POUR TROUVER VOTRE APPARTEMENT, VOTRE MAISON OU VOTRE TERRAIN, INTERROGEZ LES CARTES.



France-Soir lance les cartes immobilières. Un produit aussi nouveau que révolutionnaire.

Avec les cartes immobilières vous localiserez d'un seul coup d'œil les appartements, les maisons et les terrains qui se construisent à Paris et dans la région parisienne.

D'un seul coup d'œil vous savez tout. Le nombre de terrains, de maisons ou d'appartements disponibles, le nombre de pièces, la surface, le prix au m<sup>2</sup>, la formule de

financement dont vous bénéficiez et surtout vous savez, grâce à leur localisation précise sur le plan, comment vous y rendre sans vous tromper.

A titre d'exemple

sur le plan	Adresse Construction, renseignements et prix.	Nombre de pièces	Surface	Prix	Credit	Financement
● A8	14 rue de la Chapelle, 75018 Paris	3	50 m <sup>2</sup>	120 000 F	100 %	100 %

Il y a 3 cartes immobilières France-Soir. 1 La carte rose. Elle recense et vous indique 198 programmes immobiliers pour Paris intra-muros, Neuilly, Boulogne et Saint-Mandé. Soit un choix d'un peu plus de 9 900 appartements.

2 La carte bleue. Elle indique en tout 251 programmes. Soit plus de 11 000 appartements en banlieue, dans un rayon de 30 km.

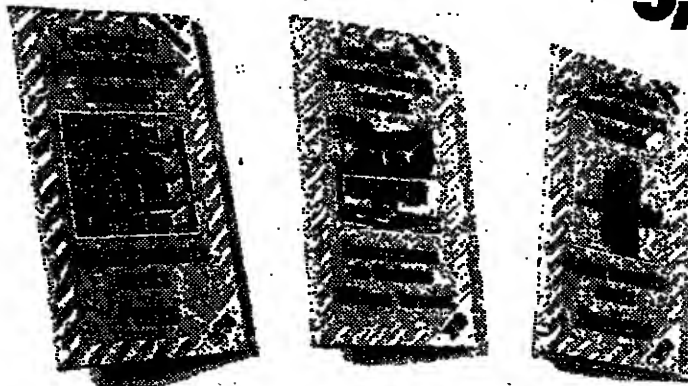
3 La carte verte. Elle vous indique 71 villages (groupement de maisons) représentant plus de 3 300 maisons, 35 constructeurs de maisons individuelles avec l'adresse de leurs maisons expo, et 40

groupements de terrains viabilisés (soit plus de 1 300 terrains) dans un rayon de 60 km.

Nouvelles, pratiques, maniables, remises à jour rigoureusement chaque mois, les cartes immobilières France-Soir c'est la solution la plus simple et la plus économique pour trouver votre future maison, votre futur terrain, votre futur appartement.

Chaque mois dans les kiosques et les marchands de journaux.

3,50 F



Cartes Immobilières  
France-Soir.

مكتبة النسخ



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## FISCALITÉ

SOUS LA PRESSION DE L'U.D.R.

### Le gouvernement accepte d'étudier une révision de la taxe professionnelle

Le cabinet du premier ministre a publié, jeudi 25 novembre en fin de journée, un communiqué annonçant la création « sous la présidence du ministre délégué à l'économie et aux finances d'un groupe de travail auquel seront associés les présidents et rapporteurs des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat qui ont eu à connaître de la loi de 1975 » (relative à la taxe professionnelle). Le communiqué ajoute :

« Ce groupe de travail examinera les résultats du sondage en cours et fera toutes propositions permettant d'améliorer la loi de 1975 dans des conditions satisfaisantes la fois pour les finances des collectivités locales et le budget de l'Etat. »

Cette décision de M. Barre est évidemment destinée à apaiser la tension qui s'était brusquement accrue la veille à l'Assemblée nationale entre le premier ministre et les parlementaires et, plus particulièrement, avec les députés U.D.R. (Le Monde du 26 novembre, page 13).

Jeudi matin un déjeuner avait réuni à la présidence de l'Assemblée nationale, autour de M. Edgar Faure, les membres du bureau du groupe U.D.R. Au cours de la conversation les problèmes de la taxe professionnelle avaient été évoqués. Les parlementaires présents étaient alors convenus d'opposer à la question préalable au collectif budgétaire qui doit être présenté à l'Assemblée nationale par le gouvernement mardi prochain 30 novembre. L'effet d'un tel dépôt, si la question préalable est adoptée, est de renvoyer la discussion du projet. Cette procédure devait être accompagnée d'une condition : elle aurait été retirée si le premier ministre prenait l'engagement de remettre à l'étude le texte relatif à la taxe professionnelle afin d'en limiter les effets.

Le communiqué publié dans la soirée par l'hôtel Matignon indique :

« L'attention du premier ministre a été attirée par les problèmes et par les intérêts sur les problèmes posés à certains redevables par le paiement

de la nouvelle taxe professionnelle en forte augmentation par rapport à ce qu'ils acquittaient précédemment au titre de l'ancienne patente.

« Indépendamment même de la réforme votée en 1975, cette forme d'imposition aurait connu cette année une augmentation sensible du fait de la progression des budgets locaux et de la majoration des bases dues aux achats de biens d'équipement nouveaux.

« D'autre part, comme il s'agit d'un impôt de répartition, les fortes progressions supportées par certaines catégories de contribuables ont pour contrepartie des réductions très importantes dont bénéficient d'autres catégories socio-professionnelles. La loi votée en 1975 ayant déjà reçu un commencement d'application, il n'est pas possible de la remanier durant la présente session parlementaire.

« Cependant, pour tenir compte de la situation de certains contribuables appelés à acquiescer des cotisations progressant d'une manière anormalement rapide, le premier ministre a demandé au

ministre délégué à l'économie et aux finances d'arrêter des mesures administratives d'application immédiate pour porter remède aux difficultés constatées quand elles ont des conséquences sérieuses sur la trésorerie ou l'activité des entreprises. Ces mesures ont été prises le 19 novembre et rendues publiques à cette date.

« Les délais de paiement ont été accordés lorsque la cotisation exigible dépassait de plus de 70 % le montant acquitté l'an dernier ont des conséquences financières qui ne pèsent pas sur les collectivités locales, mais qui seront prises en charge par l'Etat. L'effort que celui-ci accepte de consentir ne saurait être accru compte tenu de la situation des finances publiques.

« Le ministre de l'économie et des finances, poursuivant le communiqué, fait, à l'heure actuelle, procéder à une enquête par sondage portant sur quarante mille entreprises afin de mesurer l'importance des transferts occasionnés par la nouvelle loi et de mieux apprécier le nombre et l'ampleur des cas anormaux. »

## COOPÉRATION

LE DIALOGUE NORD-SUD

### Les pays en développement veulent maintenir la réunion ministérielle du 15 décembre

S'adressant, jeudi 25 novembre, à la presse française et internationale, M. Guerrero, co-président vénézuélien du dialogue Nord-Sud de Paris (conférence sur la coopération économique internationale), qui était entouré des chefs de la délégation algérienne et de la délégation péruvienne, a déclaré que le groupe des dix-neuf pays en développement, membres de cette conférence dont il était le porte-parole, ne voyaient aucune raison d'ajourner la réunion ministérielle qui doit mettre fin au dialogue Nord-Sud, les 15 et 16 décembre prochain.

Les Dix-Neuf sont, a-t-il ajouté, extrêmement déçus par les minces résultats d'une année d'efforts, en raison, selon eux, de l'absence d'une volonté politique d'aboutir de la part des pays industrialisés.

Les Dix-Neuf n'ignorent pas qu'en décembre la session ministérielle ne pourra que constater l'échec du dialogue Nord-Sud et que la seule chance de le débiter repose sur M. Carter, lorsqu'il aura pris possession de ses fonctions présidentielles, si tant est qu'il sur le développement des conceptions plus ou-

vertes que son prédécesseur. Mais, à l'occasion de cette session ministérielle, les Dix-Neuf entendent mettre les ministres des huit pays industrialisés de la conférence devant leurs responsabilités et faire apparaître de façon spectaculaire l'absence chez eux-ci d'une réelle volonté politique d'aboutir à un nouvel ordre économique mondial.

M. Guerrero n'écarter cependant pas la possibilité que les ministres se prononcent pour une autre réunion ministérielle dans quelques mois : ce qui donnerait le temps au nouveau président des États-Unis de manifester éventuellement une volonté politique différente de celle de M. Ford.

La veille, le coprésident canadien, M. MacBrien, avait reconnu devant la presse qu'au sein des huit pays industrialisés il y avait de sensibles divergences de vues sur ce qui pourraient être les résultats de la réunion du 15 décembre, une majorité étant d'ailleurs en faveur de son ajournement. Il n'a pas été envisagé, a-t-il ajouté, d'abaisser le niveau de cette conférence. Mais, il n'y a aucun lien entre la prochaine conférence de l'OPEP à Qatar et la réunion ministérielle Nord-Sud, M. Guerrero a été beaucoup moins péremptoire à ce sujet.

L'habit ne fait pas le moine, la coupe de cheveux fait l'homme.

Patrick ALES

## PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

### Mission de l'Action Économique

#### AVIS DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

de la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (Service National Région d'Équipement TOURS) en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'extension de la Centrale Nucléaire de CHINON (Indre-et-Loire)

1) Conformément à l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire en date du 4 novembre 1976, il sera procédé à une enquête publique complémentaire portant sur l'implantation de réfrigérants à tirage induit en remplacement des réfrigérants à tirage naturel prévus dans le projet initial présenté par Electricité de France (Service National Région d'Équipement TOURS) en vue de l'extension de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire).

Une commission d'enquête est désignée dont le siège est à la préfecture de Tours.

2) Le dossier du projet restera déposé à la préfecture du département d'Indre-et-Loire, à Tours, pendant trente jours consécutifs, du 22 novembre 1976 inclus au 22 décembre 1976 inclus, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, de 8 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 16 h. 45, aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les samedis, dimanches et jours fériés).

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le président de la commission d'enquête, sera ouvert, pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourront donner lieu les modifications apportées.

3) Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête, qui les annexera au registre susvisé.

4) Pendant le même temps, un exemplaire du dossier susvisé restera également déposé à la mairie d'Avonine : un registre subsidiaire à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le maire d'Avonine, sera ouvert de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h. (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) à la mairie d'Avonine, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet.

5) Les membres de la commission d'enquête recevront le public à la préfecture d'Indre-et-Loire et à la mairie d'Avonine pendant les trois derniers jours de l'enquête, aux heures ouvrables mentionnées ci-dessus.

A l'issue de l'enquête, et aussitôt que le rapport de la Commission d'enquête aura été établi, il sera déposé copie à la préfecture, aux sous-préfectures d'Indre-et-Loire, ainsi qu'à la mairie d'Avonine, et aux mairies des communes désignées dans l'arrêté d'ouverture d'enquête.

VU POUR INSERTION,

POUR COPIE CONFORME.

Le préfet,  
Roland FAUGÈRE.

Le directeur,  
P. RAMIER.

## CONSEIL ÉCONOMIQUE

### LES RAPPORTS SUR LE COMMERCE MONDIAL ET LE BILAN SOCIAL SONT ADOPTÉS

Le Conseil économique et social a voté mercredi 24 novembre les deux rapports qui lui étaient soumis : le premier sur les négociations commerciales multilatérales (« Tokyo round »), présenté par M. Pierre Lory, président du Centre français du commerce extérieur et président-directeur général d'Alstom-Atlantique (analysé dans « le Monde » du 25 novembre), a été voté par 122 voix pour, 5 contre (C.G.C.), 15 abstentions (C.F.D.T., M. Ferry).

Le second rapport sur « l'établissement d'un bilan social dans l'entreprise », présenté par M. Correntin Calvez, député général C.G.C. (« le Monde » du 25 novembre), a recueilli 88 voix pour (UNAF, C.G.C., C.F.T.C.), 65 contre (économiques se sont abstenus (P.O., C.F.D.T., C.G.T., artisans, C.N.F.F.), 8 ont voté contre (P.M.E.).

Ces deux rapports ont été présentés chaque année un bilan social dans les établissements employant plus de trois cents personnes. Avant le vote, le ministre du travail avait annoncé qu'il tiendrait compte des propositions du Conseil lors de l'examen final du projet, en précisant notamment que la présentation du bilan ne libérerait pas l'employeur de ses obligations actuelles d'informer les représentants du personnel.

## SYNDICATS

### La direction de la C.F.D.T. rappelle à l'ordre son union départementale de Gironde à propos des comités de soldats

La commission exécutive de la C.F.D.T. vient, le 28 novembre, d'adresser un rappel à l'ordre à son union départementale de la Gironde, qui a apporté son soutien à la publication d'un bulletin de comité de soldats (1).

Dans un communiqué, les dirigeants de la centrale déclarent que la décision de l'union girondine « a été prise en contradiction avec les décisions du bureau national confédéral de janvier 1976 et du trente-septième congrès confédéral ».

« En effet, d'une part, contrairement à la procédure arrêtée par (1) Le Monde du 25 novembre 1976, avait relaté cette affaire sous le titre « La C.F.D.T. apporte son soutien à la publication d'un bulletin de soldats ». Les termes de ce texte syndical et de la C.F.D.T. y a-t-il à l'impressionnement, puisque l'appui syndical venait de la seule union de la Gironde et non de la Confédération proprement dite.

### Les sept syndicats de la fonction publique se réuniront de nouveau au début de décembre

Réunis jeudi 25 novembre pour la première fois depuis trois ans, les sept organisations syndicales de la fonction publique (FEN,

le bureau national, l'union régionale d'Aquitaine n'a pas été tenue informée du soutien matériel apporté à ces comités de soldats. D'autre part, les positions développées dans ces publications ne correspondent pas aux positions de la C.F.D.T. sur les problèmes de droit d'expression, d'organisation et de conditions de vie des appelés.

« La Confédération réaffirme à cette occasion le droit pour l'ensemble des militaires au plein exercice des droits constitutionnels de citoyens. Il s'agit de reconnaître aux militaires les libertés d'opinion, d'association, d'expression et d'association. La situation actuelle des appelés et des militaires de carrière privés de ces libertés fondamentales rend difficile toute forme d'organisation des militaires. Elle favorise de ce fait la publication de textes spectaculaires, la création de comités de soldats qui ne reflètent pas toujours les préoccupations majoritaires des appelés. »

F.O., C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. et autonomes) sont, dit un communiqué commun, « tombés d'accord pour condamner la politique du gouvernement qui aboutit à voler de leur contenu toutes négociations salariales ».

Elles ont décidé de se rencontrer à nouveau au début du mois de décembre, « dans un climat de confiance et de détermination », a indiqué M. André Henry, secrétaire général de la FEN.

Dans une lettre qu'elles vont adresser chacune à M. Maurice Ligot, secrétaire d'État à la fonction publique, ces organisations sont résolues à « rappeler au gouvernement que des engagements ont été pris — concernant notamment les non-titulaires, les droits syndicaux et les problèmes de retraite — et qu'il n'est pas encore des années. Elles présenteront aussi leurs revendications pour 1977.

### Grève des postiers F.O. entre le 10 et le 25 décembre

Par ailleurs, les Fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. des armées et établissements de l'État ont décidé d'appeler les quatre heures, dans les centres de tri postaux, entre le 10 et le 25 décembre. Les travailleurs de ces centres, indique un communiqué, sont « déçus » par les non-aboutissements d'un certain nombre de leurs revendications malgré la grève générale d'octobre-novembre 1974.

## FAITS ET CHIFFRES

### COMMANDE DU ZAIRE POUR THOMSON-C.S.F.

Le Zaire vient de passer commande à Thomson-C.S.F. d'un réseau de télécommunications spatiales afin d'assurer la diffusion des programmes de télévision et radiodiffusion sur son territoire et d'accroître ses liaisons téléphoniques et télégraphiques. Thomson-C.S.F., maître d'œuvre, s'appuiera sur l'espace économique créé entre les groupes C.G.E. et Thomson), spécialisée dans la construction de stations terrestres de télécommunications par satellites. Le financement de ce projet, qui représenterait une valeur de 250 millions de francs environ, sera assuré en partie par un prêt mixte constitué d'un prêt gouvernemental français et d'un crédit privé garanti. La réalisation et la mise en place du réseau s'étendront sur trois ans.

### ASSOCIATION GARDY-MERLIN-GERIN.

Le groupe suisse Gardy (Société anonyme de participations appariées Gardy-SAPAC) et la société Merlin-Gérin ont décidé d'harmoniser leurs politiques dans le domaine de l'électrotechnique et de l'appareillage électrique. Une holding sera constituée (G.M.C. Holding S.A.). Merlin-Gérin y détient 51 % et SAPAC 49 % du capital. Cette holding contrôlera les sociétés françaises, belges et espagnoles de Gardy, et détiendra une participation de 30 % dans les filiales suisses de ce groupe. L'accord entre les deux groupes concerne également le développement et la mise en commun des techniques des deux partenaires.

## Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

vous Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 7557790/380.55.58

(\*) comprenant transport Paris-Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!

## Défense du franc.

17reg du CHAMPAGNE

SIEGE : 44, rue du Bac et SUCCESSIONS : 6, rue de la Renaissance (angle rue de la République)

Commandes : 222-37-08

Accentuez votre personnalité, ne vivez pas avec la tête d'un autre.

Patrick ALES

صلى الله عليه وسلم



# Nous exportons nos produits. Nous pouvons importer les vôtres.

Vous avez un produit pour le marché japonais?  
Oui!

Alors nous pouvons vous aider à le vendre au Japon. Le Japon est un excellent marché pour vos produits. Il est important : 110 millions de Japonais qui parlent une seule langue, et qui dépensent 21.645 F\* par personne et par an.

Le Japon peut vous sembler loin de la France, mais en fait Tokyo est à moins de 800 minutes. Si cela vous paraît quand même très loin, c'est peut-être tout simplement une question d'état d'esprit.

Nous voulons vendre tous types de produits français au Japon. Nous, Sony, vous offrons notre connaissance et notre expérience du marché japonais, et la possibilité, pour ceux qui veulent exporter leurs produits au Japon, d'utiliser un large réseau de distribution.

Sony a une filiale, Sony Trading Corporation, qui s'occupe exclusivement de l'importation de produits manufacturés étrangers et de leur distribution au Japon.

Si vous êtes intéressé, écrivez-nous :

**Sony Trading Corporation,  
5-8 Kitashinagawa 6-Chome,  
Shinagawa-Ku Tokyo 141, Japon.**

**A l'attention de Mr. Kazuo Yamakawa,  
téléc : 242 - 4328,  
adresse télégraphique : Sonytrading Tokyo.**

\*chiffre basé sur le produit national brut pour 1975, converti à partir des chiffres en dollars donnés par les statistiques de l'O.C.D.E.

**SONY®**



## REPUBLIC OF TURKEY

### ADVERTISEMENT FOR PREQUALIFICATION OF THE FIRMS TO TENDER FOR CONSTRUCTION OF THE VIADUCTS AND UNDERPASSES ON ANATOLIAN MOTORWAY

The First Division of the General Directorate of Highways, Ministry of Public Works, Republic of Turkey, will shortly invite tenders, in accordance with the Law No. 7054, for construction of ten viaducts on Gebze-Bursa section, six underpass bridges and three reinforced concrete bridges on Gebze-Yarimca section of Istanbul-Izmit Motorway.

#### SCOPE OF THE WORK :

##### 1. VIADUCTS :

Ten viaducts of 2x17.34 m. in total length shall be constructed. Prestressed precast beams with 32.50 and 42.00 meters span shall be used for superstructure. These beams shall be supported by maximum 30 m. high piers with hollow box cross-sections. The deck shall be 12.80 m. wide in each direction.

##### 2. UNDERPASS BRIDGES :

Six underpass bridges, approximately 51.00 m. in length, and three reinforced concrete bridges of different lengths shall be constructed. Cast-in-place prestressed concrete shall be used for the construction of the underpass bridges. The decks shall be 10 m. wide and the piers shall be 7.30 m. high.

#### DOCUMENTS TO BE SUBMITTED :

The whole of the work shall be awarded with a single contract to a joint-venture formed at least one Turkish and only one foreign contractor. The joint-venture is required to be prequalified.

A letter of credit for foreign currency covering the equipment and services necessary for the work shall be attached by the firms to proposals for construction.

a) If it is a government security, the credit and its provisions should be confirmed by the authorities of the government concerned.

b) Any kind of credit other than a government security should be confirmed together with its provisions by a formal letter of the allowing establishment.

c) The government credits to be proposed and confirmed should be completely different from the ones already proposed and confirmed to the Turkish government.

Each partner firm of the joint-venture is required to produce the following documents and to attach them to their application for prequalification :

1. Documents indicating the leader firm and the mode of cooperation between the partner firms of the joint-venture in matters regarding technical, financial and administrative aspects and the equipment to be used.
2. Documents indicating the required experience, and the technical and financial capacity of each partner of the joint-venture.
3. List of machinery and equipment to be assigned to this work by each partner firm of the joint-venture.
4. The present technical personnel, all the works undertaken and still underway, all the similar works of similar scope undertaken and completed between 1970-1975, filled in the forms to be obtained from the address of « Karayolları 1. Bölge Müdürlüğü, Kütüphane, İSTANBUL ».

The firms willing to apply for prequalification are required to apply to « Karayolları 1. Bölge Müdürlüğü, Kütüphane, İSTANBUL » on January 17, 1977, not later than 5.30 p.m. local time.

Only the joint-ventures prequalified with regard to their professional experience, technical and financial capacities will be asked to tender for the construction work and also to propose the foreign currency credit.

The contract documents of this job can be examined at « Karayolları 1. Bölge Müdürlüğü, Kütüphane, İSTANBUL ».



**CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.**

## REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

### SONELGAZ

#### SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un appel d'offres international ouvert est lancé pour la fourniture sur site, le montage et la mise en service des machines-outils et équipements de production nécessaires à l'Unité de Compteur d'EL-KULMA - WILAYA DE SETIF.

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour l'ensemble des pièces d'équipement et accessoires en un ou plusieurs lots correspondant aux alinéas de fabrication :

- Compteurs d'électricité ;
- Compteurs d'eau ;
- Compteurs et détendeurs de gaz ;
- Ateliers communs.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 23 octobre 1976 aux adresses suivantes :

- SONELGAZ - Direction du Transport du Gaz - 2, boulevard Salah-Bouakour, ALGER ;
- EKSPANSIAL - 148, boulevard Haussmann, PARIS (8<sup>e</sup>) ;

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à SONELGAZ, 2, boulevard Salah-Bouakour, avant le 28 février 1977 - délai de rigueur - sous double pli cacheté, l'enveloppe intérieure portant la mention :

« APPEL D'OFFRES FOURNITURE ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION

UNITÉ COMPTEURS »

Les dossiers seront retirés contre remise de la somme de 1.000 D.A.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LE RAPPORT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES SOCIALES

## Le développement désordonné des allocations complémentaires (retraite, chômage, maladie) accroît les inégalités

« A des critiques même sévères doivent toujours correspondre des suggestions. » Cette introduction au volumineux rapport que l'inspection générale des affaires sociales a présenté, vendredi 26 novembre, sur les « Formes complémentaires de la protection sociale », c'est-à-dire sur les allocations complémentaires versées aux malades, aux chômeurs et aux retraités, — résumant parfaitement l'enquête que les inspecteurs des affaires sociales ont menée auprès d'organismes tels que l'UNEDIC, l'AGIRC,

l'ARRCO, la mutualité et les associations d'action sociale (1).

Le développement désordonné de nombreuses institutions pour compléter les faibles allocations de la Sécurité sociale ou de l'Etat s'est traduit, parallèlement à des progrès certains, par un accroissement des inégalités et des charges de gestion, parfois très supérieures à celles de la Sécurité sociale. Sans sous-estimer les nombreux obstacles politiques et techniques à la centaine de propositions

que l'inspection avance, celle-ci estime nécessaire qu'en priorité soit amorcée une coordination puis une unification de certaines institutions. La liberté de créer des systèmes de protection complémentaire, écrit M. Jacquelin Bardeau (2) en introduction, « doit comporter un minimum de contraintes, sous peine de voir s'instaurer rapidement une certaine anarchie dans le secteur social, anarchie génératrice de doubles emplois (...) susceptibles d'aboutir à de très grandes inégalités dans la redistribution des revenus ».

« A des investissements de prestige profitant en partie aux cotisants et même aux dirigeants des régimes et non aux retraités ».

Une autre critique porte sur les « inégalités choquantes » dans le montant des retraites, sans que celles-ci soient toujours soupçonnées lorsqu'il s'agit de cadres. Le rapport fait notamment remarquer que pour les cadres dont la carrière est généralement stationnaire à partir de cinquante ans, le montant de la retraite est souvent « très peu supérieur » à celui des pensions accordées aux cadres fonctionnaires. Mais les rapporteurs insistent sur les inégalités dues à l'existence de régimes de retraites très différents selon les entreprises : « A salaire égal la cotisation et, en conséquence, le montant de la retraite sont très différents » pour un ouvrier P 2 ou P 3 et pour un technicien selon qu'il appartient à telle ou telle autre institution.

#### « Une pléthore d'institutions »

Le dossier des retraites complémentaires, qui est étudié dans le rapport avant celui du chômage, de la mutualité et de l'action sociale, est très significatif. Les prestations versées par les régimes complémentaires en 1974 (20 milliards de francs) à 3 500 000 retraités (17 millions de cotisants) sont gérées par une pléthore d'institutions : 531, dont 288 régimes d'entreprises. Cette diversité institutionnelle, qui s'accompagne d'une diversité de cotisations, de retraites et des aides complémentaires, est à l'origine d'inégalités, d'erreurs ou d'abus que l'inspection souligne non sans avoir rappelé les progrès réalisés mais résumant qu'on ne peut pas réaliser ces organismes.

Première insuffisance : le coût de gestion est, sauf exception, plus élevé (de parfois 130 à 248 %) que celui du régime général. Deuxième critique : certaines caisses de retraite complémentaire, dont certaines ne sont que « la façade de compagnies d'assurance », ont tendance à accepter trop facilement de la part des entreprises des reports de paiement de cotisations et à devenir ainsi des « banquiers à bon compte pour les entreprises ». Troisième défaut : en plus du versement des pensions, certaines institutions de retraites complémentaires ont développé des services annexes d'aides aux vacances, au logement, etc., dont bénéficient non seulement les retraités, ce qui est normal, mais aussi les personnes actives : à l'ARRCO, « le total des opérations bénéficiant à ce titre aux cotisants représente 112 millions de francs contre 236 » pour les retraités ; en outre, pour assurer ces services, des institutions créent des sociétés anonymes. « Il paraît y avoir là, notent les inspecteurs, un détournement de la mission

#### Chômage : 270 F ou 3 300 F d'indemnisation !

En matière d'indemnisation de chômage, les mêmes observations sont présentées : en raison des règles très différentes qui existent dans le régime d'allocation publique et à l'UNEDIC, une même personne peut recevoir des allocations très différentes suivant la cause et la durée du chômage : un salarié âgé de quarante ans et gagnant 3 000 F par mois reçoit 3 300 F s'il suit un stage agréé par l'Etat et 270 F s'il est licencié pour motif économique, 1 580 F s'il tombe malade, 1 380 F s'il est licencié pour des raisons autres qu'économiques et 270 F s'il ne retrouve pas d'emploi au bout de deux ans.

Autres résultats étonnants : sur mille demandeurs d'emploi de plus de soixante ans en 1974, cinq cent trente-quatre étaient indemnisés par l'UNEDIC, dix-neuf par les autres cadres, trois cent quatre-vingt-huit, sur mille jeunes, seulement cent soixante ; sur mille manœuvres, moins de cent cinquante. Quant aux propositions d'indemnisation de chômage accordées par l'UNEDIC au-delà de la période prévue (un an en général), elles sont consenties inégalement selon les régimes : dans 41 % des cas examinés à Paris, 63 % à Saint-Etienne, 92 % à Rouen !

L'inspection souligne d'autre part, comme c'est le cas dans le système des retraites, que le coût de gestion de l'UNEDIC est « relativement élevé » : 8,6 à 10 % des prestations selon les méthodes de calcul, au lieu de 6,5 à 8 % dans le régime public et

5 % dans le régime général de sécurité sociale.

Abordant les réalisations de la mutualité, l'inspection relève certaines orientations regrettables et notamment : « La mutualité n'atteint pas le plus souvent les couches sociales les plus défavorisées », « l'esprit de solidarité tend à s'effacer devant la demande d'une couverture du ticket modérateur aussi large que possible », « certaines mutualités encouragent les dépassements de tarifs médicaux et remboursement parfois le malade, « au-delà des sommes qu'il a dépensées ».

Quant à l'action sociale, assurée par diverses associations, elle souffre d'une mauvaise coordination, d'un financement aléatoire et parfois d'une concurrence absurde.

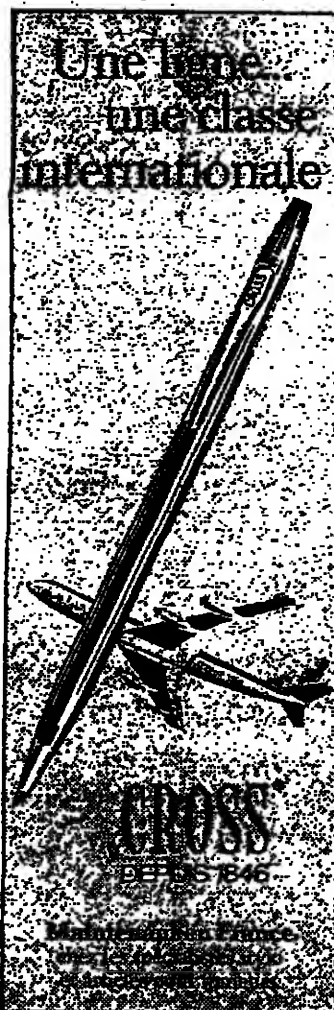
Parmi les nombreuses suggestions (une centaine) que présente l'inspection, les principales portent sur l'harmonisation et le rapprochement progressif de toutes ces organisations.

« RETRAITES COMPLÉMENTAIRES. Fusion des petites caisses et création d'un régime unique pour les non-cadres, recouvrement des cotisations et versement des prestations par la Sécurité sociale ; à plus long terme, fusion du régime de retraite complémentaire des non-cadres et du régime général.

« ASSURANCE CHÔMAGE. — Achever la généralisation de l'UNEDIC à l'ensemble des salariés ; harmoniser les droits à l'indemnisation publique et complémentaire ; à plus long terme, unifier les deux régimes et instituer un système unique de prestations (70 % par exemple) de manière que l'allocation supplémentaire d'attente (90 %) soit réduite à des prestations minimales considérablement majorées.

« MUTUALITÉ. — L'inspection préconise des « actions pilotes en matière sanitaire et sociale » et une intervention plus grande en faveur des handicapés et personnes âgées. Elle demande que « soit mis fin aux pratiques contraires au dispositif légal et réponde à l'UNEDIC, sur le principe des soins », que « les actions de solidarité et la création d'équipements sanitaires et sociaux » tiennent compte davantage des orientations du Plan, et que l'ouverture de pharmacies mutualistes soit autorisée « cas par cas (...) sous réserve qu'il soit mis fin à certains errements et à la tentation du gigantisme ».

« A 17 km de PARIS  
bord AUTOROUTE SUD  
(première sortie)  
TERRAINS INDUSTRIELS  
Location bail emphytéotique  
(12 F le m2 par an)  
Tél. : 909-10-25



Une grande routière pour le week-end  
**europcar**  
645.21.25

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SELLIER - LEBLANC

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 novembre, sous la présidence de M. Michel Leduc, a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées par le conseil.

Le dividende, fixé à 8 F — ce qui, compte tenu de l'impôt payé d'avance, correspond à un revenu global de 12 F — est identique à celui de l'exercice précédent, mais s'ajoute à un capital augmenté d'un cinquième, à la suite de la distribution d'actions gratuites mise en paiement à partir du 6 décembre 1976 contre remise du coupon n° 74.

### CESSATION DE GARANTIE

La Banque de Paris et des Pays-Bas, société anonyme au capital de 500 000 000 de francs dont le siège social est à Paris (2<sup>e</sup>), 3, rue d'Antio, a avisé le public que la garantie qu'elle avait accordée à M. Henry Chiche, 22, rue de Magdebourg à Paris (16<sup>e</sup>), en ce qui concerne les opérations visées à l'article 1<sup>er</sup> (a) de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, à savoir gestion immobilière, prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la présente publication.

La présente publication, rendue obligatoire par l'article 44, empêche toute appréciation défavorable concernant la seule solvabilité et l'honorabilité de M. Chiche.

### GROUPE WORMS

Sous le haut patronage de M. Pierre-Christian Talvinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires Étrangères, de M. Antonio Delfino Netto, ambassadeur du Brésil à Paris, et de M. Hugues de l'Estolle, directeur général de l'Industrie, M. Guy Talvinger, président de la Banque Worms, et M. Mario Garnero, président du directoire de Brasilinvest, ont au cours d'une « table ronde », présentée par Brasilinvest à deux cents industriels français, Brésiliens, dont le groupe Worms est actionnaire, a été créé au capital de 200 000 000 de francs pour faciliter l'implantation au Brésil des industriels étrangers, en particulier européens, en association avec des partenaires brésiliens.

Parmi les personnalités présentes, M. Angelo Calmon de Sa, président du Banco do Brasil, M. Nello Celio, administrateur de Brasilinvest et ancien président de la Confédération suisse, et les présidents des banques de développement de différents États brésiliens ont contribué à répondre avec autorité aux nombreuses questions soulevées par les participants.

### ACCORD DE GARANTIE

M. Chiche Henry, 22, rue de Magdebourg, Paris (16<sup>e</sup>), informe la clientèle que la Banque de la Société Générale, agence A.T. 10, place Victor-Bingo, Paris (16<sup>e</sup>), lui a accordé une garantie de 350 000 francs (trois cent cinquante mille francs) pour les opérations de gestion immobilières visées par la loi du 2-1-1970, laquelle sera portée à 500 000 francs (cinq cent mille francs) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

## AGESIM CANADA

Agence Sélection Immobilière

IMMEUBLE COMMERCIAL DE 1<sup>er</sup> ORDRE - NEUF - 1976

NOUS AVONS SÉLECTIONNÉ À MONTRÉAL

Prix de vente : 2.500.000 \$ can.  
Mise de fonds : 1.250.000 \$ can.  
Hypothèque : 1.250.000 \$ can.  
Revenu locatif : 272.000 \$ can.  
Quinzième : Bail net-net de 30 ans, garanti par compagnie d'assurance canadienne (actifs : 125.000.000 \$ can.).  
Rentabilité : 9 % net annuel sur mise de fonds + remboursement de l'hypothèque (capital et intérêts).

IMMEUBLES RÉSIDENTIELS NEUFS - 1976

Prix de vente : 34.000 \$ can. juste - ferme - définitif  
Mise de fonds : 14.000 \$ can.  
Hypothèque : 20.000 \$ can.  
Revenu locatif moyen 6 ans - 3.400 \$ can. net.  
Le revenu rembourse l'hypothèque (capital et intérêts) et procure un revenu annuel de 7 % sur la mise de fonds.  
Remboursement total de la mise de fonds après la sixième année par refinancement.  
— Choix exclusif d'immeubles construits Industriels - Commerciaux - Résidentiels - Bureaux - Centre d'achat.  
— Chacun de ces dossiers à AGESIM est émis avec les plus hautes garanties.

Représentée par

AGESIM  
Tour de la Bourse, 3312  
Place Victoria 800  
MONTRÉAL - CANADA  
Tél. : 1.814/875/8470

PROCADIM S.A.  
Avenue Krieg 3  
CH-1206 GRÈVE  
SUISSE

صلى الله عليه وسلم



MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26 11	COURS 27 11	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/11
Etats-Unis (\$ 1.)	4 931	5 027	4 986			
Canada (\$ can.)	5 085	5 023	6 083	Or (le titre au barreau)	21 089	21 120
France (F 100)	207	207	207	Or (le gramme pur)	1 189	1 190
Angleterre (£ 100)	26 276	26 313	26 425	Franc français (20 fr.)	227	230
Belgique (B 100)	35 207	35 207	35 207	Franc suisse (100 fr.)	107	107
Allemagne (M 100)	35 207	35 207	35 207	Franc belge (100 fr.)	107	107
Danemark (100 kr.)	83 020	83 120	84 745	Franc italien (100 li.)	185	186
Espagne (1000 pes.)	7 313	7 329	7 111	Unitas latine (200 fr.)	185	186
Grèce (1000 dr.)	2 000	2 000	2 000	Unitas latine (100 fr.)	185	186
Italie (1 000 lire)	2 000	5 787	5 638	Unitas latine (50 fr.)	185	186
Norvège (100 kr.)	100	100	100	Unitas latine (20 fr.)	185	186
Pays-Bas (100 fl.)	198 456	198 540	197 795	Unitas latine (10 fr.)	185	186
Portugal (100 esc.)	198 456	198 540	197 795	Unitas latine (5 fr.)	185	186
Reich (100 Reich)	198 456	198 540	197 795	Unitas latine (2 fr.)	185	186
Suède (100 kron.)	198 456	198 540	197 795	Unitas latine (1 fr.)	185	186



## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. AMERIQUES

#### 2-3. EUROPE

— ROUMANIE : réunion du pacte de Varsovie.  
— DANEMARK : la visite de M. de Guiringaud.

#### 3. ASIE

— JAPON : la campagne électorale de M. Tanaka à la veille de son procès pour corruption.

#### 3. OUTRE-MER

— MALI : un entretien avec le chef de l'Etat.

#### 6. PROCHE-ORIENT

— LIBRES OPINIONS : « L'Europe et le socialisme du Sud », par Claude Bourdet.  
— Les travaux parlementaires.

#### 7 à 10. POLITIQUE

— LIBRES OPINIONS : « L'art de négocier », par Guy Georges.

#### 13. DÉFENSE

— Un texte de l'épiscopat sur la famille.

#### 14-15. RELIGION

— Sixte ouvriers du Livre en confectionnelle à Pontbisa.

#### 16. JUSTICE

— La France, terre d'asile (II), par Olivier Postel-Vinay.

#### 17. SOCIÉTÉ

— La libre circulation des châtiments professionnels dans les pays de la Communauté européenne, par Louis Petit.

#### 18. SPORTS

— Le libre circulation des châtiments professionnels dans les pays de la Communauté européenne, par Louis Petit.

#### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 19 A 26  
— Deux travailleurs de la mer : l'architecte et le « jardinier ».  
— Nantua : le lac en cure d'oxygène.  
— Plaisirs de la table : Mirotir à trois faces.  
— Mode : Maison : Hippisme ; Jeux : Philatélie.

#### 29 à 33. ARTS ET SPECTACLES

— FORMES : redécouvrons Henri Michaux.

#### 34. PRESSE

#### 34. CATASTROPHES

— PARIS : la capitale se dépeuple, ses charges s'accroissent, les impôts augmentent.

#### 39 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Le rapport de l'inspection générale des affaires sociales.  
— AGRICULTURE : vers une reprise des « contrôles » des importations de vins.

#### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (33)  
— Annonces classées (35 à 37) : Carnet (34) ; Aujourd'hui (34) ; « Journal officiel » (34) ; Loto (34) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (34) ; Bourse (42).

Le numéro du « Monde » daté 26 novembre 1976 a été tiré à 578 051 exemplaires.

#### UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTES "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :

- Toiles, satins, chintz imprimés
- Tous les velours unis et jacquard
- Tweeds et tissages épais
- Lampas, tapisseries et unis de style
- Tissus spéciaux pour tentures murales

de 28F à 175F le mètre (tous nos articles sont en stock)

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## DEVANT LE PARLEMENT FÉDÉRAL YOUGOSLAVE

### Le maréchal Tito dénonce les forces qui cherchent à ébranler la communauté nationale

De notre correspondant

Belgrade. — Le Parlement fédéral, après avoir adopté, jeudi 25 novembre, la loi sur le travail associé, qui codifie l'autogestion, a entendu, vendredi matin, un exposé du président Tito.

Le maréchal, qui prenait la parole devant l'Assemblée nationale pour la première fois depuis des années, a dit d'abord qu'il fallait, conformément à la nouvelle Constitution, renforcer le rôle de la classe ouvrière dans la conduite des affaires du pays. Il faut aussi faire en sorte que l'intelligentsia élimine plus facilement les résistances dont le but est de perpétuer « des positions historiques dépassées qui font de l'intelligentsia une couche sociale particulière ». Il a condamné avec énergie « les forces nationalistes », qui se manifestent sous la forme de l'unitarisme, du séparatisme et de l'irredentisme, et qui cherchent à « ébranler les fondements de l'autogestion et notre communauté nationale ».

Le chef de l'Etat estime que la situation économique s'est améliorée, que l'inflation et la hausse des prix ont été enrégées, mais que de sérieux problèmes exigent des efforts de longue haleine.

Il a insisté sur l'attachement de la Yougoslavie au non-alignement. D'autre part, un rapport de la présidence collégiale de l'Etat analyse, entre autres, les importantes réformes des deux dernières années. Il attire l'attention sur les difficultés auxquelles se heurte « le travail associé » et qui seraient dues, pour une bonne part, aux tendances des organisations économiques à assurer un revenu sans un travail corré-

pondant, à l'absence de privilèges, à s'enfermer dans des frontières locales, etc.

Le rapport indique aussi que les services de sécurité ont démantelé plusieurs groupes « illégaux », notamment un groupe de « kominformistes » (pro-soviétiques) d'une certaine importance. Un nombre, non précisé, de personnes ont été incarcérées pour tentative de création d'organisations tchétnik (nationalistes serbes), oustachi (nationalistes croates) et irredentistes (nationalistes albanais de la région de Kosovo). Les organes de sécurité ont également empêché seize tentatives d'actions terroristes graves, ce qui a entraîné quatre-vingt-dix autres condamnations et fait découvrir « plusieurs dizaines d'agents des services de renseignements étrangers ».

PAUL YANKOVITCH.

## NOUVELLES BRÈVES

● Au nom de M. Humayoun Keykavousi, le diplomate iranien victime d'un attentat le 2 novembre boulevard des Batignolles, à Paris, M. Pierre-Victor Dubois s'est constitué partie civile jeudi 25 novembre au cabinet de M. Guy Foch, premier juge d'instruction, chargé du dossier.

Ce vendredi 26 novembre, le magistrat doit recueillir les explications du blessé à l'hôpital Tenon, où celui-ci est en traitement. Lundi prochain 29 novembre, il doit statuer sur les demandes de mise en liberté présentées par M. Thierry Mignion, Michèle Beauvillard et Jean-Pierre Mignion, pour le compte des deux

## Mort de M. Fernando Castiella ancien ministre espagnol des affaires étrangères

M. Fernando Maria Castiella, qui fut ministre des affaires étrangères du général Franco de 1957 à 1968, est mort, jeudi 25 novembre, à Madrid, d'une crise cardiaque.

Né le 9 décembre 1907 à Bilbao, au Pays basque espagnol, dans une famille qui avait de solides attaches aux Etats-Unis, M. Castiella fut, avant la guerre civile, l'élève et le collaborateur de Mgr Herrera, évêque de Malaga. Sans appartenir à aucun parti, il est rédacteur de politique étrangère du journal catholique de Madrid El Debate, et fait partie du groupe d'intellectuels qui dirige la revue monarchiste Accion Española.

Il se réfugia à la légation de Norvège au début de la guerre civile, et rejoignit clandestinement les forces franquistes sur le front de Tolède. Devenu, en 1939, professeur de droit international à l'université

de Madrid, il publia après l'armistice de 1940 une brochure qui fut souvent reprochée par la suite, et dont il parla comme d'une erreur de jeunesse. Une brochure appuyant les revendications de Madrid sur le Maroc et l'Oranie. Il s'engagea comme simple soldat dans la « division Azul », qui combattit sur le front de l'Est contre l'U.R.S.S., puis dirigea, de 1943 à 1949, l'Institut d'études politiques.

Il fut en 1949 ambassadeur au Pérou, puis en 1951 auprès du Vatican, où il négocia, en 1953, le concordat entre l'Espagne et le Saint-Siège. Il est nommé ministre des affaires étrangères par le général Franco en 1957 et joue un rôle déterminant dans le rapprochement de l'Espagne avec la France. Il fait entrer l'Espagne à l'O.C.D.E. et au Fonds monétaire international, et négocie le renouvellement de l'accord sur les bases américaines en Espagne. Il se montre partisan d'une ligne « dure » dans l'affaire de Gibraltar, dont la frontière avec l'Espagne est fermée en 1969.

En octobre de cette même année, il doit abandonner ses fonctions à un membre renommé de l'Opus Dei, M. Lopez Bravo. Les militaires ne reprochaient pas seulement à cet homme dynamique et obstiné d'avoir minimisé les chances espagnoles dans les négociations sur les bases américaines. Les ouvertures dessinées en direction des pays de l'Est, l'indépendance de la Guinée, le projet de loi sur la liberté religieuse, qu'il avait courageusement défendu, lui avaient valu beaucoup d'adversaires. Il avait repris, après son départ du ministère des affaires étrangères, sa chaire de droit international à l'université de Madrid.


## Sur les marchés des changes

### LE FRANC RESTE DISCUTÉ

Le franc a commencé à perdre du terrain sur les marchés des changes, vendredi matin, à l'annonce d'une hausse des prix de 0,5 % en octobre : le cours du dollar est même monté à 5 francs. Puis, de discrètes interventions de la Banque de France, qui, d'autre part, a relevé de 0,50 % le taux de l'argent sur le marché monétaire, ont permis au franc de se redresser quelque peu, le dollar revenant à 4,975 francs. La livre sterling se raffermit légèrement à 1,625 dollar sur le marché de Londres sur le pronostic optimiste de l'Institut national de la recherche, qui prévoit un excédent de 1 milliard de livres de la balance des paiements pour 1977.

● Cinq marins d'un chalutier français portés disparus. — Cinq marins français sont portés disparus ce vendredi 26 novembre, après la collision, au large de la pointe sud-ouest de l'Angleterre, du chalutier français « Azurac boreale » (dont le port d'attache serait Lorient) et du navire néerlandais « Montica ». Les autres membres de l'équipage du navire français ont pu être recueillis par le Montica.

● Trêve dans la « guerre des ferries » sur la Manche. — Un accord provisoire est intervenu le 25 novembre dans le conflit qui oppose depuis plus d'une semaine les dockers de plusieurs ports de la côte sud de l'Angleterre à la compagnie française B.A.L., qui effectue les liaisons entre Saint-Malo et Portsmouth. Après quatre heures de négociations à Southampton, les deux parties sont convenues d'observer une « trêve » pendant une semaine. En attendant qu'une solution soit trouvée sur le fond, la compagnie française s'engage à limiter le nombre des camions transportés sur ses cars-ferries, et les dockers acceptent le débarquement de ces camions à Portsmouth. — (A.F.P.)



**Van Cleef & Arpels**  
PARIS, 22 PLACE VENDÔME, 261.88.58 / CANNES / DEAUVILLE / MONTE-CARLO  
GENÈVE / NEW YORK / PALM-BEACH / BEVERLY HILLS / TOKYO / OSAKA

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

# de 8,60 à 12,20%

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

## SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)


Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



# Breguet

## AU NORD ET A L'EST DE PARIS




## Domaine de Montmélian

A 25 km de Paris, à 2 km d'une sortie de l'Autoroute A1, tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au Nord, présente le plus d'atouts majeurs : jardins 700 à 1 800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles. Ses 5 modèles de luxueuses maisons ont de 135 à 278 m².

## Domaine du Bois la Croix

A 18 km de Paris par l'Autoroute A4 et la N4, à Pontault-Combault même, au grand calme, en lisière de son parc privé de 18 ha et de ses tenus, voici un Domaine proche de la gare et des magasins. Ses 5 modèles de très élégantes maisons, toutes dans de grands jardins, ont de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces.



VISITE DES MAISONS  
MODELES TOUTS LES JOURS  
DE 10 A 19H.

DOMAINE DE MONTMÉLIAN : 5470 SAINT-WITZ (Tél. 471.56.55)  
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77310 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.64.63)

صدا من الامم